I.P.F.H. – ASSEMBLEE GENERALE DU 27 JUIN 2018

NOTE AUX ASSOCIES

POINT 1 MODIFICATIONS STATUTAIRES

Contexte :
Le Décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) entraîne la nécessité de procéder à des modifications de nos statuts. Les membres trouveront, en annexe à la présente note, le texte complet modifié (avec renvoi aux articles du CDLD).

Nous avons également profité de ces modifications statutaires pour procéder à du « toilettage » de textes.

Les principales modifications touchant les statuts sont les suivantes :

Modifications transversales aux statuts :

- Le terme « Comité de secteur » est remplacé par « Comité de gestion » ;
- Le terme « Comité de direction » est remplacé par « Bureau Exécutif ».

Modifications en relation avec le nouveau Décret du 29 mars 2018 :

- Article 15 :
  Un cas a été ajouté pour qu'une commune associée puisse se retirer de l'intercommunale avant le terme. En effet, si une commune, invitée à délibérer sur un apport d'universalité ou de branches d'activités par l'intercommunale, conformément à l'article L1523-6 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, décide de se retirer et ce, et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés.

- Article 17 bis :
  Tout groupe politique démocratique disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle, a droit à un siège d'observateur avec voix consultative (dans la version actuelle, ce siège confère à l'administrateur désigné une voix délibérative).

  Concernant la composition des Comités de gestion, le paragraphe imposant la désignation d'un administrateur supplémentaire (dans les conditions reprises au paragraphe précédent) a été supprimé.

- Article 18 :
  Le nombre maximum des membres du Conseil d'administration passe de 30 à 20 unités.

- Article 18 bis :
  Un paragraphe a été ajouté permettant au Conseil d'administration où siège un titulaire d'un mandat dérivé de le révoquer ou de proposer sa révocation à l'Assemblée générale dans certains cas, détaillés dans l'article.

- Article 21 :
  Le Conseil d'administration comptera un Président, un Vice-président, issus de groupes politiques démocratiques différents, ainsi qu'un Secrétaire.

Un nombre minimum de six Conseils d'administration par an est ajouté dans les statuts. Il est également ajouté que le Conseil d'administration devra désigner ses représentants dans les sociétés publiques à participation locale significative.

- Article 23 :
  Dorénavant, le Conseil d'administration ne pourra délibérer valablement que si la majorité des membres sont physiquement présents (les procurations ne seront plus prises en compte).

- Article 25 :
  Une liste d'incompatibilités est ajoutée à cet article :
  - un élu local ne peut être administrateur d'une intercommunale s'il est membre du personnel de celle-ci ;
  - incompatibilité entre les fonctions de Président ou de Vice-Président d'une intercommunale et de député ou de sénateur ;
  - un Ministre ne peut être membre d'une intercommunale.

- Article 33 :
  Seuls le Président et le Vice-Président siégeant au Conseil d'administration peuvent prétendre à une rémunération autre qu'un jeton de présence. Le mandat des observateurs est gratuit.

- Article 34 :
  Le Bureau Exécutif devra être composé de minimum deux et de maximum cinq administrateurs dont le Président et le Vice-Président du CA.

- Article 34 Bis :
  Le Comité de rémunération sera composé de 5 administrateurs issus des communes à l'exception des administrateurs membres du Bureau Exécutif.
  Il est également ajouté aux statuts que le Comité de rémunération devra établir et approuver chaque année un rapport d'évaluation portant sur la pertinence des rémunérations accordées. Ce rapport sera transmis au Conseil d'administration.

- Article 38 :
  Cet article fixe la composition du Comité d'audit : 5 membres maximum du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Bureau Exécutif avec au moins un membre disposant d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit. Les missions de ce Comité sont également détaillées dans cet article des statuts.

- Article 39 :
  Chaque organe de gestion adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'Assemblée générale conformément au CDLD.

- Article 44 :
  Dorénavant, l'Assemblée générale du 1er semestre entendra le rapport de rémunération adopté par le Conseil d'administration dont le contenu est détaillé dans l'article.
  Il est également ajouté à cet article qu'un Conseil d'administration ouvert au public est organisé une fois par an juste après l'Assemblée générale. Le rapport de gestion et, éventuellement, le rapport d'activités y seront présentés.
  Enfin, il est prévu que le projet de plan stratégique soit présenté, le cas échéant, à l'occasion de séances préparatoires, aux délégués communaux pour ensuite être débattu dans les conseils communaux avant d'être arrêté par l'Assemblée générale.

- Article 46 :
  Concernant le projet de plan stratégique (et ses évaluations annuelles), les comptes annuels et les différentes décharges y afférentes, le délégué à l'Assemblée générale votera en séance ces points (le système selon lequel l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé est supprimé des statuts).

Autres modifications apportées aux statuts :

- A l'article 2, en suivi de la décision du Conseil d'administration du 17 mars 2016, le siège social est fixé à 6000 Charleroi, Boulevard Mayence 1 en remplacement de la Maison communale de Gilly ;
- A l'article 5, le montant de la partie fixe du capital est adapté pour correspondre à la réalité comptable ;
- Toutes les références aux parts de catégorie C et D sont supprimées (aux articles 6, 7, 15, 52 et 54). Ces parts avaient été créées en relation avec les parts « R » d'ORES Assets qui prennent fin au 1er janvier 2019 avec la nouvelle méthodologie tarifaire arrêtée par la Cwape. Cette suppression n'a aucun impact étant donné qu'aucun associé n'avait souscrit à ce type de part ;
- A l'article 34, et sur proposition du Comité de direction réunit le 18 septembre 2017, confirmée par décision du Conseil d'administration du 6 novembre 2017, les quatre Comités de secteur actuels sont remplacés par trois Comités de gestion :
  - Comité de gestion « Est Hainaut » (ex CS I+ II et CS III) ;
  - Comité de gestion « Wallonie Picarde » (ex CS IV) ;
  - Comité de gestion « Mons & Borinage » (ex CS V+VI).
- A l'article 46, le double quorum pour la délibération de l'Assemblée générale est supprimé. Sauf les exceptions prévues par la loi et les statuts, l'Assemblée générale délibère que soit le nombre de parts représentées.

Annexe :

- les statuts de l'IPFH reprenant les modifications statutaires proposées.

Proposition de décision

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'approuver les propositions de modifications statutaires.

POINT 2 RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU COLLEGE DES CONTROLEURS AUX COMPTES
ET
POINT 3 COMPTES ANNUELS CONSOLIDES ARRETES AU 31/12/2017 - APPROBATION

Le rapport annuel, mis en ligne sur le site de l'intercommunale, reprend :

- Les comptes consolidés comprenant les comptes de tous les secteurs de l'I.P.F.H., à savoir :
  - le secteur I (ex-I.E.E.C.H., ex-I.E.B.C. et ex-A.I.E. électricité) ;
  - le secteur II (ex-I.H.S.) ;
  - le secteur III (ex-I.H.G. et ex-A.I.E. gaz) ;
  - le secteur IV (ex-IDETA électricité et gaz) ;
  - le secteur V (ex-IMOBELEC) ;
  - le secteur VI (ex-IMOBOGAZ) ;
  - le secteur VII.
- Les opérations de consolidation consistent en la compensation :
  - des créances et des dettes réciproques aux sept secteurs ;
  - des produits et charges afférents aux opérations intersectorielles.

Le rapport de gestion comprend :

- la situation des participations ;
- les principales décisions du Conseil d'administration ;
- les principales décisions des Comités de secteur ;
- les principales décisions de l'Assemblée générale ;
- le rapport environnemental et de développement durable ;
- le rapport de rémunérations ;
- les évènements importants survenus après la clôture de l'exercice ;
- un commentaire sur les comptes annuels ;
- la proposition d'affectation bénéficiaire.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels consolidés au 31/12/2017.

POINT 4 APPROBATION DU RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU SENS DE L'ARTICLE L6421-1 DU CDLD

L'article L6421-1 §1er du CDLD dispose que le principal organe de gestion de l'intercommunale, ... établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.
Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

1° les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du bureau exécutif ou du comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du président, vice-président, ou au membre du bureau exécutif au sein de l'intercommunale;

2° les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction;

3° la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats;

4° pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels l'intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats;

5° la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.

Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'Assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel établi par les administrateurs. Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

Les associés trouveront ledit rapport en annexe du rapport annuel 2017 disponible sur le site internet www.ipfh.be.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'approuver le rapport du Conseil d'administration au sens de l'article L6421-1 du CDLD.

POINT 5 DECHARGE A DONNER AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE DE LEUR MANDAT AU COURS DE L'ANNEE 2017

Conformément à la loi, l'Assemblée générale doit donner décharge aux membres du Conseil d'administration.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale de donner décharge aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.

POINT 6 DECHARGE A DONNER AUX MEMBRES DU COLLEGE DES CONTROLEURS AUX COMPTES POUR L'EXERCICE DE LEUR MANDAT AU COURS DE L'ANNEE 2017

Conformément à la loi, l'Assemblée générale doit donner décharge aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale de donner décharge aux membres du Collège des Contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2017.

POINT 7 RENOUVELLEMENT DE LA COMPOSITION DES ORGANES DE GESTION

L'article 89 du décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales dispose que :
« Par dérogation aux articles L1234-5, L1231-7, L1532-1, L2223-14 §4, L2223-7, tous les mandats dans les différents organes de gestion prennent fin lors de la première assemblée générale qui suit l'entrée en vigueur du présent décret et au plus tard pour le 1er juillet 2018. Ils sont renouvelés lors de cette assemblée générale et, à défaut, obligatoirement au plus tard pour le 1er juillet 2018. »

Cet article consacre donc la démission d'office de tous les mandats dans les différents organes de gestion au plus tard pour le 1er juillet 2018. Les associés de l'IPFH n'ayant pas le pouvoir de s'y opposer, il n'est pas pertinent de délibérer sur ce point.

Par contre, conformément au prescrit du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation, il convient de procéder au renouvellement du Conseil d'administration.

L'Assemblée générale est donc invitée à approuver les propositions de nominations suivantes pour le Conseil d'administration :

Sur proposition du CDH :

- Mme Hélène CLEMENT, Conseillère communale à Tournai ;
- M. Pierre-André DAMAS, Conseiller communal à Braine-le-Comte ;
- M. Johan PETRE, Echevin à Courcelles.

Sur proposition d'ECOLO :

- M. Xavier DESGAIN, Conseiller communal à Charleroi.

Sur proposition du MR :

- M. Emmanuel WART, Bourgmestre à Les Bons-Villers ;
- M. Claude DEMAREZ, Conseiller communal à Chièvres ;
- M. Pierre CARTON, Echevin à Dour ;
- Mme Alexandra DUPONT, Conseillère communale à La Louvière.

Sur proposition du PS :

- M. Karl DE VOS, Bourgmestre de Chapelle-lez-Herlaimont ;
- M. Serge BEGUIN, Echevin à Charleroi ;
- M. Maxime FELON, Conseiller communal à Charleroi ;
- M. Yves CAFFONETTE, Conseiller communal à Thuin ;
- M. Philippe ROBERT, Echevin à Tournai ;
- M. Michel DE VOS, Conseiller communal à Frasnes-lez-Anvaing ;
- M. Eric MORELLE, Conseiller communal à Dour ;
- M. Michel VACHAUDEZ, Echevin à Boussu ;
- M. Jean-Paul PROCUREUR, Conseiller communal à Soignies ;

Conformément à l'article 18 des statuts de l'IPFH, un mandat d'administrateur est réservé pour chaque titulaire de parts sociales Y.

Sur proposition des intercommunales associées :

- Mme Katherine CHEVALIER, Secrétaire général IGRETEC ;
- M. Pierre WACQUIER, Président du Conseil d'administration de l'IDETA ;
- M. Marc DARVILLE, Président du Conseil d'administration de l'IDEA.

Ces propositions de nomination respectent la répartition politique, suite aux élections du 14 octobre 2012, en application du CDLD.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'approuver les candidats ci-dessus repris aux postes de membres du Conseil d'administration.

POINT 8 ADAPTATION DES JETONS DE PRESENCE ET REMUNERATIONS AUX DISPOSITIONS DU DECRET DU 29 MARS 2018

En sa séance du 3 mai 2018, le Comité de rémunération a fait la recommandation suivante :

1. Situation actuelle

1.1. Règlementation

La rémunération brute annuelle attachée à un mandat dérivé est déterminée à partir de trois critères:
- la population des communes ou des CPAS associés,
- le chiffre d'affaires de l'institution,
- le personnel occupé.

La distribution statistique de ces trois critères est la clé qui permet de classer les institutions et de les rattacher à un plafond spécifique.
Pour chaque critère, l'institution obtient un score de 0,25 à 1.

Population (limites des classes arrondies pour plus de lisibilité):

- Population de 0 à 75 000 habitants: Pop = 0,25
- Population de plus de 75 000 à 250 000 habitants: Pop = 0,50
- Population de plus de 250 000 à 450 000 habitants: Pop = 0,75
- Population de plus de 450 000 habitants: Pop = 1.

Les chiffres de la population considérés sont ceux arrêtés par le Gouvernement wallon conformément à l'article L 1121-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. La population desservie comprend celle des communes associées.

Chiffre d'affaires :

- Chiffre d'affaires de 0 à 2.750.000 €: CA = 0,25
- Chiffre d'affaires de plus de € 2.750.000 à € 15.500.000: CA = 0,5
- Chiffre d'affaires de plus de € 15.500.000 à € 55.500.000: CA = 0,75
- Chiffre d'affaires de plus de € 55.500.000: CA = 1

Le chiffre d'affaires considéré est celui repris dans les derniers comptes annuels (comptes 70 à 74) déposés à la Banque Nationale ou, à défaut de comptes annuels, le chiffre d'affaire estimé par l'organe de contrôle.

En cas de fusion, les chiffres considérés résultent de l'addition des chiffres d'affaires des sociétés concernées.

Personnel occupé en ETP :

- Moins de 10 personnes occupées: Pers = 0,25
- De 10 à 40 personnes occupées: Pers = 0,5
- Plus de 40 à 250 personnes occupées: Pers = 0,75
- Plus de 250 personnes occupées: Pers = 1

L'addition de ces trois scores donne un score total pour l'institution allant de 0,75 à 3. C'est ce score total qui permet de déterminer le plafond attaché à l'institution:

- Score total de 0,75	plafond 1 : € 7.141,84
- Score total de 1 à 1,25	plafond 2 : € 10.712,76
- Score total de 1,50 à 1,75	plafond 3 : € 14.283,67
- Score total de 2 à 2,25	plafond 4 : € 17.854,59
- Score total de 2,50 à 2,75	plafond 5 : € 21.425,51
- Score total de 3	plafond 6 : € 24.996,43

Quant aux jetons de présence, le CDLD précisait qu'il ne pouvait être supérieur au jeton d'un conseiller provincial.

1.2. Indemnités et jetons de présence actuels

Par ses décisions des 21 février 2008, 24 juin 2008, 30 mars 2010 et 17 mars 2016, le Comité de rémunération a fait évoluer comme suit les indemnités et jetons de présence (indexés 2017) :

Président :	23.900,76 € imposable
Vice-Présidents :	17.925,60 € imposable
Membres du Comité de direction :	14.266,68 € imposable
Jeton de présence :	209,18 € imposable

1.3. Indemnités liées au taux de présence

En sa séance du 29 juin 2010, l'Assemblée générale, sur proposition de Comité de rémunération du 30 mars 2010 a lié comme suit, à dater du 1er janvier 2010, les indemnités au taux de présence des membres concernés.

Elles s'adressent aux administrateurs chargés de fonctions spécifiques que sont le Président, les Vice-présidents et les membres du Comité de direction. Ces modalités s'appliquent également au secrétaire.

La rétribution annuelle est attribuée à concurrence de 100 % si l'administrateur, tel que prédéfini, est présent à plus de 80 % des séances des organes de gestion.

La rémunération est amputée de 10 % si l'intéressé est présent à moins de 80 % des réunions des organes de gestion mais à plus de 70%.

Si la présence aux réunions des organes de gestion est inférieure à 70 % mais supérieure ou égale à 50%, la retenue est de 30 %.

Enfin, si l'intéressé est présent à moins de 50% des réunions des organes de gestion, la retenue sera de 60%.

2. Modifications introduites par le Décret du 29 mars 2018

2.1. Rémunérations

L'Art. L1523-15. § 8 du CDLD stipule que le Conseil d'administration désigne, en son sein et au maximum, un Président et un Vice-président.

L'Art. L5311-1 § 3 du CDLD précise que seuls le Président et le Vice-président d'une personne morale peuvent percevoir, en lieu et place d'un jeton de présence, une rémunération et des avantages en nature pour l'exercice de leur fonction. Le Président et le Vice-président ne peuvent pas, dans ce cas, bénéficier d'autres rémunérations ou jetons de présence dans l'exercice de leurs fonctions au sein de la personne morale.

L'Art. L5311-1 § 6 du CDLD précise que le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération, et des avantages en nature du président, ne peut être supérieur au montant qui figure en annexe 1 au Code. Il résulte de l'addition des points selon les paramètres et la méthode de calcul déterminés dans cette même annexe.

L'Art. L5311-1 § 5 du CDLD précise que le montant maximal annuel brut des jetons de présence ou de la rémunération et des avantages en nature du Vice-président ne peut être supérieur à septante-cinq pourcents du montant maximal de la rémunération et des avantages en nature que peut percevoir le président de la même personne morale.

2.2. Mode de calcul des rémunérations du Président et Vice-Président

Selon l'annexe 1 du CDLD, la rémunération brute annuelle attachée à un mandat dérivé est déterminée à partir de trois critères :

1. la population des communes ou des C.P.A.S. associés,
2. le chiffre d'affaires de l'institution,
3. le personnel occupé.

La distribution statistique de ces trois critères est la clé qui permet de classer les institutions et de les rattacher à un plafond spécifique.

Population (limites des classes arrondies pour plus de lisibilité):

1. Population de 0 à 75 000 habitants : 0,25
2. Population de plus de 75 000 à 250 000 habitants : 0,50
3. Population de plus de 250 000 à 450 000 habitants : 0,75
4. Population de plus de 450 000 habitants : 1.

Inchangé par rapport au texte précédent.

Les chiffres de la population considérés sont ceux arrêtés par le Gouvernement wallon conformément à l'article L 1121-3, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La population desservie comprend celle des communes associées.

Chiffre d'affaires :

1. Chiffre d'affaires de 0 à 2.750.000 € : 0,25
2. Chiffre d'affaires de plus de € 2.750.000 à € 15.500.000 : 0,5
3. Chiffre d'affaires de plus de € 15.500.000 à € 55.500.000 : 0,75
4. Chiffre d'affaires de plus de € 55.500.000 : 1

Inchangé par rapport au texte précédent.

Le chiffre d'affaires considéré est celui repris dans les derniers comptes annuels (comptes 70 à 74 et 70 à 76A à partir des comptes annuels 2016 - changé par rapport au texte précédent -) approuvés par l'Assemblée générale ou à défaut de mention du chiffre d'affaires, l'addition des comptes 9900 et 60/61.
En cas de fusion, les chiffres considérés résultent de l'addition des chiffres d'affaires des sociétés concernées.

Personnel occupé en ETP :

1. Moins de 10 personnes occupées : 0,25
2. De 10 à 40 personnes occupées : 0,5
3. Plus de 40 à 250 personnes occupées : 0,75
4. Plus de 250 personnes occupées : 1

Inchangé par rapport au texte précédent.

Le nombre de personnes occupées est calculé en équivalents temps plein inscrits au registre du personnel. En cas de fusion ou de restructuration d'une personne morale, le nombre de personnes occupées pris en référence est celui figurant dans le rapport de fusion ou de restructuration.

L'addition de ces trois scores donne un score total pour l'institution allant de 0,75 à 3.

C'est ce score total qui permet de déterminer le plafond attaché à l'institution :

			Changé par rapport au précédent texte :
1° Score total de 0,75 :	plafond 1:	€ 5.713,47	€ 7.141,84
2° Score total de 1 à 1,25 :	plafond 2 :	€ 8.570,21	€ 10.712,76
3° Score total de 1,50 à 1,75 :	plafond 3 :	€ 11.426,94	€ 14.283,67
4° Score total de 2 à 2,25 :	plafond 4 :	€ 14.283,67	€ 17.854,59
5° Score total de 2,50 à 2,75 :	plafond 5 :	€ 17.140,41	€ 21.425,51
6° Score total de 3 :	plafond 6 :	€ 19.997,14	€ 24.996,43

Le rattachement à un plafond spécifique est fixé après chaque renouvellement complet des instances. Les rémunérations sont déterminées par l'Assemblée générale sur proposition du nouveau Comité de rémunération. La délibération de l'Assemblée générale est transmise à l'autorité de tutelle.

En outre, conformément à l'Annexe 1 du CDLD, les nouvelles rémunérations seront perçues à compter du 1er janvier de l'année qui suit le renouvellement des instances.

Par dérogation, l'article 89 du décret du 29 mars 2018 dispose que « A compter du 1er juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats au sein des nouveaux organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article 52 du présent décret et ne pourront être supérieures aux nouveaux plafonds fixés à l'annexe 1. »

2.3. Application à I.P.F.H.

Population : 1.196.931
(Base : Arrêté ministériel du 20 mars 2018 établissant par commune les chiffres de la population au 31 décembre 2017- M.B. du 05/04/2018)

➔ Score I.P.F.H. = 1

Chiffre d'affaires 2017 (comptes 70 à 76A) : 62.207.420,21 €
➔ Score I.P.F.H. = 1

Personnel occupé en 2017 en ETP : 0,8
➔ Score I.P.F.H. = 0,25

Score total : 2,25
- soit un plafond de 14.283,67 € pour le Président.
- Soit un plafond de 75 % de 14.283,67 € pour le Vice-Président : 10.712,75 €

Conformément à l'article L5311-1 § 14 du CDLD, les montants maximaux sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.
Ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1er janvier 1990.

En outre, conformément à l'Annexe 1 du CDLD, les nouvelles rémunérations seront perçues à compter du 1er janvier de l'année qui suit le renouvellement des instances.

Par dérogation, l'article 89 du décret du 29 mars 2018 dispose que *« A compter du 1er juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats au sein des nouveaux organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article 52 du présent décret et ne pourront être supérieures aux nouveaux plafonds fixés à l'annexe 1e. »*

En conséquence, les plafonds des rémunérations, indexés selon la formule ci-dessus exposée, sont :
Pour le Président : 14.283,67 € X 1,6734 = 23.902,29 €
Pour le Vice-Président : 10.712,75 € X 1,6734 = 17.926,72 €

<u>En outre, la rémunération est proportionnelle à la présence :</u>

Conformément à l'article L5311-1 § 10 du CDLD :
- La rémunération du président et du vice-président est calculée pour la participation à l'ensemble des réunions des organes de gestion auxquelles sont tenus de participer les fonctions précitées. Lorsqu'un défaut de participation a été constaté, le montant de la rémunération est réduit à due concurrence.
- Le Président et le Vice-président qui n'ont pas participé à l'entièreté de la réunion sont considérés en défaut de participation. Une absence totale ou partielle à une réunion d'un organe de gestion, en raison d'une maladie, d'un congé de maternité ou d'un cas de force majeure n'est pas considérée comme un défaut de participation, pour autant que cet état de fait puisse être dûment justifié.
- La rémunération est versée mensuellement, à terme échu.

<u>Méthodologie de paiement de l'indemnité :</u>

La rémunération annuelle brute est versée aux Président et Vice-Président à concurrence de 1/12ème chaque fin de mois.

En fin d'année, un décompte des présences est effectué et la situation des Président et Vice-Président est régularisée, éventuellement par prélèvement(s) sur les mensualités suivantes.

2.4. Jetons de présence :

Conformément à l'article L5311-1 § 2 du CDLD :
- Un administrateur ne peut pas percevoir de rémunération autre qu'un jeton de présence ni d'avantage en nature ;
- Il perçoit un seul jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste ;

- Le montant du jeton de présence ne peut pas être supérieur à 125 euros. Conformément à l'article L5311-1 § 14 du CDLD, le montant maximal est lié aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public. Il est rattaché à l'indice pivot 138,01 du 1er janvier 1990 ;
- Il est accordé au même administrateur un seul jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait ;
- A l'exception des réunions du comité d'audit, aucun jeton de présence, rémunération et avantage en nature n'est perçu pour la participation à des réunions d'organes qui ne sont pas des organes restreints de gestion au sens de l'article L1523-18 §2 ;
- Le mandat d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 est exercé à titre gratuit.

En outre, conformément à l'Annexe 1 du CDLD, les nouvelles rémunérations seront perçues à compter du 1er janvier de l'année qui suit le renouvellement des instances.

Par dérogation, l'article 89 du décret du 29 mars 2018 dispose que *« A compter du 1er juillet 2018, les rémunérations liées à l'exercice des mandats au sein des nouveaux organes de gestion seront octroyées conformément aux dispositions de l'article 52 du présent décret et ne pourront être supérieures aux nouveaux plafonds fixés à l'annexe 1e. »*

En conséquence le plafond des jetons de présence indexé selon la formule ci-dessus exposée, est de 125 € X 1,6734 = 209,18 €

Cas particulier du Comité d'audit et des trois Comités de gestion :

L'article L1523-26 nouveau dispose que le Comité d'audit est composé de membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Bureau exécutif et que le Président du Comité d'audit est désigné par les membres du Comité.

En outre, l'article L5311-1 §7 dispose que, pour leur participation aux organes restreints de gestion, le montant maximum du jeton de présence pour un Président et un Vice-président autres que le Président et le Vice-président de la personne morale est respectivement de 180 euros et de 150 euros.

Les Présidents des Comité d'audit, Comités de gestion « Est », « Wallonie Picarde » et « Mons & Borinage » pourraient donc percevoir un jeton de présence dont le plafond indexé est de : 180,00 € X 1,6734 = 301,21 €.

Proposition de décision :

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'approuver la proposition suivante du Comité de Rémunération conformément à l'annexe 1 du CDLD modifié par le décret du 29 mars 2018 :

- de fixer comme suit les rémunérations brutes annuelles :
  - pour le Président : 14.283,67 € X 1,6734 = 23.902,29 € ;
  - pour le Vice-Président : 10.712,75 € X 1,6734 = 17.926,72 € ;
- de fixer comme suit les jetons de présences :
  - pour les administrateurs, laisser le jeton de présence au montant actuel, soit 209,18 € brut indexé ;
  - pour les Présidents du Comité d'audit et des Comités de gestion, porter le jeton de présence à 301,21 € brut indexé.

INTERCOMMUNALE PURE DE FINANCEMENT DU HAINAUT

(I.P.F.H.)

[STATUTS COORDONNES A APPROUVER LORS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 27 JUIN 2018]

annexes Moniteur belge du XXXX

TITRE Ier - DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

ARTICLE 1

L'intercommunale est dénommée « Intercommunale Pure de Financement du Hainaut », en abrégé I.P.F.H., les dénominations, complètes et abrégées, peuvent être utilisées ensemble ou séparément.

Cette intercommunale, dont l'objet est de nature civile, prend la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée, association de communes. Conformément à l'article L1512-6 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, elle n'a pas un caractère commercial et elle constitue une personne morale de droit public.

Ses statuts sont soumis aux dispositions du code des sociétés. En raison de la nature spéciale de l'association, les dispositions relatives aux commissaires ne s'appliquent cependant pas à ceux d'entre eux qui ne sont pas désignés en tant que Commissaire membre de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et il est dérogé aux articles 166, 167, 187, 354, 356 al.2, 362, 363, 364, 366, 367, 370, 372, 374, 379, 385, 394, 395, 401, 405, 408, 409, 410, 411, 413, 414, 416, 417, 427, 430, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772 et 781 du code des sociétés.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres pièces émanant de l'association, la dénomination de celle-ci est précédée ou suivie immédiatement des mots : "société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée - association de communes".

L'association est désignée dans la suite des présents statuts par l'appellation "l'intercommunale".

Les intercommunales associées sont :

- l'Intercommunale pour la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, en abrégé IGRETEC;
- l'Intercommunale de Développement Economique du Tournaisis, en abrégé IDETA;
- l'Intercommunale de Développement Economique et d'Aménagement du territoire, en abrégé IDEA.

ARTICLE 2

Le siège social est fixé à 6000 Charleroi, Boulevard Mayence 1 ~~(6060 - Gilly), Maison communale annexe~~. Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision du Conseil d'administration, sans qu'il puisse être fixé ailleurs que dans une des communes associées et dans un local appartenant à celle-ci ou à l'intercommunale.

La décision du Conseil d'administration sera publiée par ses soins aux annexes du Moniteur belge.

L'intercommunale peut établir un ou plusieurs sièges d'exploitation en dehors du siège social.

ARTICLE 3

L'intercommunale a pour objet :

- d'assurer la distribution de l'électricité sur le territoire des communes associées;
- d'assurer la distribution du gaz, quelles qu'en soient la nature ou l'origine, pour tous les usages sur le territoire des communes associées;
- d'organiser une centrale d'achat d'énergie au nom et pour compte des villes et communes associées et de tout autre organisme intéressé;
- d'étudier, de préparer et d'exploiter tous les régimes directs ou mixtes de production et/ou de distribution d'énergie électrique pour tout usage sur le territoire des communes associées ;
- d'organiser et d'assurer la représentation des communes associées à ce secteur dans les associations publiques ou d'économie mixte et d'assurer et de coordonner la défense de leurs intérêts au sein desdites associations.

L'intercommunale peut réaliser toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement aux objets décrits ci-dessus.

L'intercommunale peut, également, prendre des participations dans toute société ou association dont l'objet social présente un intérêt direct pour l'ensemble des communes associées.

Elle peut réaliser son objet par voie de prise de participation dans toutes associations, entreprises publiques ou privées, ayant pour objet la production, le transport, la commercialisation ou la distribution d'énergie ou toute activité de gestion ou de conseil financier, comptable, juridique ou autre à des personnes actives dans le secteur de l'énergie.

ARTICLE 3 bis

L'intercommunale est organisée en secteurs et sous-secteurs. Chaque secteur ou sous-secteur remplit l'objet social définit à l'article 3 pour ses associés.

Les secteurs sont définis comme suit :

- Secteur I ELECTRICITE EST ET CENTRE DU HAINAUT : subdivisé en trois sous-secteurs I A, I B et I C ;
- Secteur II ELECTRICITE HAUTE SAMBRE ;
- Secteur III GAZ EST CENTRE ET SUD HAINAUT : subdivisé en deux sous-secteurs III A et III B ;
- Secteur IV ELECTRICITE et GAZ WALLONIE PICARDE : subdivisé en deux sous-secteurs IV A et IV B ;
- Secteur V ELECTRICITE MONS BORINAGE ;
- Secteur VI GAZ MONS BORINAGE.
- Secteur VII PARTENARIATS ENERGETIQUES

ARTICLE 4

L'intercommunale est constituée pour une durée de trente années, prenant cours le 16 avril 1939.

L'intercommunale dont le terme finissait de plein droit le 31 décembre 1964 a été prorogée jusqu'au 31 décembre 1989 et, ensuite, jusqu'au 31 décembre 2034.

L'intercommunale peut être prorogée d'un ou plusieurs termes dont chacun ne peut dépasser trente ans. Toute prorogation doit être décidée par l'Assemblée générale au moins un an avant l'échéance du terme statutaire en cours. La prorogation est acquise pour autant que les conseils communaux aient été appelés à en délibérer et pour autant que cette demande de prorogation recueille la majorité requise pour l'adoption des modifications statutaires.

L'intercommunale peut être dissoute anticipativement, en totalité ou pour l'un ou l'autre de ses secteurs, par décision de l'Assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des associés en ce compris la majorité des deux tiers des voix exprimées par les délégués des communes associées, après que les communes aient été appelées à délibérer sur ce point.

L'intercommunale ne peut prendre d'engagements pour un terme excédant sa durée que moyennant toutes mesures utiles afin que ces engagements soient respectés sans rendre plus difficile ou onéreux l'exercice du droit, pour un associé, de ne pas participer à la prorogation.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL, ACTIONS, APPORTS.

ARTICLE 5

La partie fixe du capital s'élève à **vingt-neuf-mille-six-cent-cinquante et quatre-vingt-huit** centimes (~~58.999,20~~ **29.650,88** €).

Le détail des parts sociales du capital est mis à jour chaque année à l'occasion de la première Assemblée générale ordinaire de l'année et est repris à l'annexe 1 des présents statuts.

L'intercommunale est à capital variable pour tout ce qui dépasse la partie fixe.

ARTICLE 6

Il existe différentes catégories de parts :

1. Parts des villes et communes associées :

Les parts des villes et communes sont de catégorie X. Ces parts confèrent à leur porteur un droit de vote.

En ce qui concerne le secteur :

- I, III et IV, le nombre de parts sociales du capital est fixé sur la base d'une part sociale par groupe de 200 habitants dans chacune des communes associées. Les parts ont une valeur de 2,48 €, elles sont libérées au minimum d'un quart ;
- II, ~~A~~ les parts sociales sont nominatives et l'intercommunale ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part. Les parts ont une valeur de 247,89 €, elles sont libérées au minimum d'un quart ;
- V, le capital social est constitué par la souscription d'une part sociale pour 15 habitants. Le nombre de parts attribué à chaque commune est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que le quotient de la population par le diviseur 15 laisse un reliquat inférieur ou supérieur à 7,5 unités ; les parts ont une valeur de 24,79 €, elles sont libérées au minimum d'un quart ;
- VI, le capital social est constitué par la souscription d'une part sociale pour 20 habitants. Le nombre de parts attribué à chaque commune est arrondi à l'unité inférieure ou supérieure selon que le quotient de la population par le diviseur 20 laisse un reliquat inférieur ou supérieur à 10 unités ; les parts ont une valeur de 24,79 €, elles sont libérées au minimum d'un quart.

Les parts créées par incorporation des réserves et/ou des plus values ont une valeur de 25,00 € et sont dénommées Z.

2. Parts des intercommunales associées :

Les parts des intercommunales associées sont de catégorie Y et PE.

Les parts Y ont une valeur de 25,00 € et confèrent à leur porteur un droit de vote ainsi qu'un droit dans la répartition des bénéfices.

Les parts PE sont des parts bénéficiaires sans droit de vote.

La valeur de souscription des parts PE est égale à 1.000,00 € et est entièrement libérée. Cette valeur n'est pas indexée.

~~3. Sur proposition d'un ou plusieurs comité(s) de secteur(s), le Conseil d'administration peut décider l'émission et l'offre en souscription de parts de catégorie C et D, à compléter de l'indice du secteur concerné, suivant les modalités décrites à l'article 7 des présents statuts.~~

ARTICLE 7

Afin d'identifier les parts, ces dernières porteront l'indice du secteur et éventuellement du sous-secteur.

Parts X :

SECTEUR I

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune au secteur I, le capital sera augmenté par application de la règle énoncée à l'article 6.

Il peut en être de même, sur proposition du comité de ~~secteur~~ **gestion** et par décision de l'Assemblée générale, en cas de fluctuation importante dans la population d'une ou de plusieurs communes déjà affiliées.

Le nombre de parts souscrites par une commune lors de son adhésion ne pourra jamais être réduit.

SECTEUR II

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune, le capital sera augmenté par l'Assemblée générale sur proposition du comité de ~~secteur~~ **gestion**.

Les parts sociales, de catégorie $X_{II\,A12}$ et X_{II} sont nominatives et l'intercommunale ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part. Elles sont incessibles à des tiers. Elles peuvent être cédées entre associés avec l'autorisation du comité de ~~secteur~~ **gestion**.

SECTEUR III

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune, le capital variable sera augmenté par application de la règle énoncée à l'article 6.

Il peut en être de même, sur proposition du comité de ~~secteur~~ **gestion** et par décision de l'Assemblée générale, en cas de fluctuation importante dans la population d'une ou de plusieurs communes déjà affiliées.

Le nombre de parts souscrites par une commune lors de son adhésion ne pourra jamais être réduit.

SECTEUR IV

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune, le capital variable sera augmenté par application de la règle énoncée à l'article 6.

SECTEUR V

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune, le capital variable sera augmenté par application de la règle énoncée à l'article 6.

SECTEUR VI

En cas d'affiliation d'une nouvelle commune, le capital variable sera augmenté par application de la règle énoncée à l'article 6.

Parts Y :

Les parts souscrites par une intercommunale associée lors de son affiliation ne pourront jamais être réduites, sauf :

- en cas de retrait d'une commune dans les conditions prévues à l'article 15 point 1;
- dans les cas prévus à l'article 8 des présents statuts.

Parts PE :

Les parts PE accordent à leur titulaire le droit au dividende sans que le droit de vote y soit associé.

Le dividende lié aux parts PE est un dividende prioritaire et récupérable, associé aux résultats du Secteur VII.

Lors de l'émission de parts PE, celles-ci seront proposées aux associés, titulaires de parts Y, suivant une répartition proposée par le Comité technique. Les modalités pratiques sont décidées par le Conseil d'administration.

Les parts PE sont incessibles. L'article 8 des présents statuts ne s'applique pas aux parts PE.

~~Parts C :~~

~~Les parts C accordent à leur titulaire le droit au dividende sans que le droit de vote y soit associé.~~

~~Le dividende lié aux parts C est un dividende prioritaire et récupérable.~~

~~Lors de l'émission de parts C, celles-ci seront proposées aux associés au prorata du nombre de parts X et Y détenues dans le capital du secteur concerné au jour de l'offre en souscription. Si un ou des~~

~~associés renonce(nt) à son (leur) droit de souscription, ces parts seront proposées, à nouveau au prorata des parts X et Y détenues, aux associés qui ont participé à la souscription. Les modalités pratiques sont décidées par le Conseil d'administration.~~

~~La cession de parts C entre associés est autorisée moyennant une information au Conseil d'administration.~~

~~Les retraits de parts C sont effectués une fois par an, le 31 décembre, sur décision du Conseil d'administration et à la demande d'un ou plusieurs associés, moyennant un préavis de minimum six mois.~~

~~La valeur de souscription des parts C est égale à 100,00 € et est entièrement libérée. Cette valeur n'est pas indexée.~~

~~Le droit de souscription des communes est exercé par les intercommunales de développement économique associées.~~

~~Les parts de catégorie C sont remboursées à leur valeur de souscription.~~

~~Parts D :~~

~~Les parts D accordent à leur titulaire le droit au dividende sans que le droit de vote y soit associé.~~

~~Le dividende lié aux parts D est un dividende prioritaire et récupérable.~~

~~Lors de l'émission de parts D, celles-ci seront proposées aux associés au prorata du nombre de parts X et Y détenues dans le capital du secteur concerné au jour de l'offre en souscription. Si un ou des associés renonce(nt) à son (leur) droit de souscription, ces parts seront proposées, à nouveau au prorata des parts X et Y détenues, aux associés qui ont participé à la souscription. Les modalités pratiques sont décidées par le Conseil d'administration.~~

~~La cession de parts D entre associés est autorisée moyennant une information au Conseil d'administration.~~

~~Les retraits de parts D sont effectués une fois par an, le 31 décembre, sur décision du Conseil d'administration et à la demande d'un ou plusieurs associés, moyennant un préavis de minimum six mois.~~

~~La valeur de souscription des parts D est égale à 100,00 € et est entièrement libérée. Cette valeur n'est pas indexée.~~

~~Le droit de souscription des communes est exercé par les intercommunales de développement économique associées.~~

~~Les parts de catégorie D sont remboursées à leur valeur de souscription.~~

ARTICLE 8

Les parts sociales sont nominatives et l'intercommunale ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part. Elles sont incessibles, sauf :

- en cas d'annexion d'une commune à une autre ou de création d'une nouvelle commune ;
- en cas de retrait d'une commune de l'intercommunale de développement économique à laquelle elle est associée ;
- à l'intercommunale de développement économique à laquelle la commune est associée pour cette activité ;
- en cas de retrait ou d'exclusion d'une intercommunale associée, si la ville ou commune qui lui avait précédemment cédé ses parts, reste associée. Dans ce cas, les parts précédemment cédées par la ville ou commune à l'intercommunale associée lui seront restituées.

Les versements à effectuer sur les parts sociales non entièrement libérées doivent être faits aux époques que le Conseil d'administration détermine sur proposition du comité de gestion concerné.

En cas de transfert de parts entre des associés de catégories différentes, les parts seront renommées avec la dénomination de la catégorie de l'associé qui reçoit les parts.

Néanmoins, en cas de restitution des parts Y à la ville ou commune qui avait précédemment cédé ses parts à l'intercommunale associée, la requalification des parts Y se réalisera en parts ZY, afin que ces parts jouissent des droits aux dividendes.

ARTICLE 9

A l'exception des parts « PE », toutes les parts sociales doivent être libérées, au minimum, à concurrence de 25 %.

Conformément au code des sociétés, la part fixe du capital doit être souscrite au minimum à concurrence de dix-huit-mille-cinq-cent-cinquante euros (18.550,00 €) et libérée au moins à concurrence de six-mille-deux-cents euros (6.200,00 €).

La possession d'une part sociale comportera l'adhésion aux statuts sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale des associés.

ARTICLE 10

Les associés ne sont pas solidaires ; ils ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur souscription, sauf dans le cas d'une perte à répartir entre eux, comme il est stipulé à l'article 52 dernier alinéa.

Les villes et communes associées de chaque secteur s'engagent à garantir les emprunts que ce secteur décide de contracter en vue de réaliser son objet social.

ARTICLE 11

Toute création d'obligation doit être décidée par l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

ARTICLE 12

Il est fait apport, par les communes associées à l'intercommunale, avec pouvoir de substitution, du droit exclusif d'utiliser le sol et le sous-sol des rues, places publiques et bâtiments de la commune à l'effet d'y placer ou d'y faire placer, d'y accrocher ou d'y faire accrocher les câbles, canalisations et tous appareils généralement quelconques, destinés à la distribution de l'énergie électrique, au transport et à la distribution du gaz, pour tous usages privés ou publics, à charge et à l'effet pour l'intercommunale d'assurer la distribution à partir de ce jour et jusqu'au terme de l'intercommunale par l'un ou l'autre des moyens définis à l'article 3.

Aucune rémunération spéciale n'est accordée pour ces apports qui sont faits sous réserve des obligations que les communes ont contractées antérieurement à leur affiliation et dont elles s'obligent à se dégager au terme de la convention qui les lie, ou plus tôt, si le moyen s'en présente légalement.

Le droit exclusif ainsi conféré à l'intercommunale comporte également l'usage de la voirie pour toute opération d'entretien ou de réparation des canalisations supports et conduites, à condition de respecter les règlements de police en vigueur et de rétablir la voirie dans son état primitif.

ARTICLE 13

L'utilisation, par l'intercommunale, de la voirie d'une commune affiliée se fera gratuitement, sans aucune indemnité quelconque. Seules les réparations dont il est question à l'article 12 sont à charge de l'intercommunale.

Une fois posés, les canalisations, supports et conduites ne sont déplacés à la demande d'une commune affiliée ou d'un particulier que pour autant que les frais en soient payés par l'auteur de la demande, sous réserve des stipulations légales sur la matière.

Aucun autre service public n'aura le droit de priorité sur celui de la distribution de l'électricité et du gaz et les droits du premier occupant seront respectés

TITRE III - DROITS ET OBLIGATIONS DES ASSOCIES.

ARTICLE 14

La demande d'affiliation est transmise au Conseil d'administration par lettre recommandée, accompagnée de l'extrait du registre des délibérations du Conseil communal.

Le Conseil transmet la demande au comité de **gestion** concerné, pour approbation.

Le Conseil d'administration décide, *in fine*, sur proposition du Comité de ~~secteur~~ **gestion** de l'admission de nouveaux associés.

La preuve de qualité d'associé résulte du procès-verbal du Conseil d'administration.

La décision de rejet doit être motivée.

ARTICLE 15

I. RETRAIT D'UNE VILLE OU COMMUNE

A. Retrait avant terme

Toute commune associée qui le désire peut se retirer de l'intercommunale **dans les cas suivants** :

1. si le Conseil d'administration de l'intercommunale voulait, de sa propre initiative, changer le mode d'exploitation de la distribution d'électricité et de gaz naturel sur le territoire d'une commune ;
2. après 15 ans, à compter du début du terme statutaire en cours ou de l'affiliation de la commune intéressée, pour autant que la demande recueille l'accord des deux tiers des suffrages exprimés par les autres membres présents à l'Assemblée générale et pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des voix exprimées par les délégués des communes associées.
   La commune qui souhaite se retirer doit faire part de sa décision à l'intercommunale dans les six premiers mois de l'année sociale. Le Collège des experts, visé à l'article 15.G des présents statuts, constitué par les parties intéressées dans le mois qui suit la demande, fera rapport à l'intercommunale dans les six mois de cette demande, tant en ce qui concerne les justifications fournies par la commune qui désire se retirer qu'en ce qui concerne les conséquences de ce retrait pour les autres associés. L'Assemblée générale la plus proche se prononcera après avoir entendu le rapport des experts ;
3. moyennant l'accord de toutes les parties intéressées, dans le cadre d'échange d'activités aux conditions convenues entre elles et moyennant approbation de l'Assemblée générale statuant dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts.
4. **Si une commune, invitée à délibérer sur un apport d'universalité ou de branches d'activités par l'intercommunale, conformément à l'article L1523-6 §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, décide de se retirer et ce, et sous réserve de l'obligation pour celui qui se retire de réparer le dommage évalué à dire d'experts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés.**

B. En cas de retrait de l'intercommunale, en vertu de l'article 15.A., la commune qui se retire ou l'association appelée à exercer l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre, à dire d'experts, la totalité des installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne, ainsi que suivant les modalités à déterminer entre les parties, le personnel (de l'intercommunale) affecté à l'activité reprise; à défaut de reprise de ce personnel, l'indemnisation y relative se fera, à dire d'experts, selon les dispositions de l'article 15.F.

Elle peut être tenue, par l'intercommunale, de reprendre également tout ou partie des installations qui servent en ordre principal à la distribution sur son territoire.

Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés par celle-ci ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques, pour autant que ceux-ci n'aient pas déjà été ristournés aux communes ; l'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes doivent faire l'objet d'un accord entre parties.

C. Le droit de se retirer de l'intercommunale, en application des dispositions prévues à l'article 15 des présents statuts, est subordonné à l'obligation pour la commune qui se retire de réparer le dommage, évalué à dire d'experts, désignés comme prévu à l'article 15.F des présents statuts, que son retrait cause à l'intercommunale et aux autres associés.

L'indemnité doit couvrir le dommage de manière telle que le départ d'une commune soit indifférent pour les autres associés. Le retrait a toujours lieu au terme d'une année sociale.

Le montant du dommage éventuel et le prix des installations à reprendre sont établis à cette date.

La reprise de l'activité de l'intercommunale par la commune ou une autre association ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus à l'intercommunale ont été effectivement payés à cette dernière. En cas de retard de paiement, un intérêt est dû, calculé au taux légal en matière civile, majoré de 1 pourcent.

Au moment du retrait, la part de chaque associé dans l'intercommunale, déterminée comme il est dit ci-dessus, lui est attribuée. Dans la mesure où elle n'a pas été mise en paiement par le Conseil d'administration, elle constitue pour, chaque associé, une créance ou une dette envers l'intercommunale, exigible au moment où prend fin le contrat d'association qui le lie à cette dernière.

Au moment du retrait de la commune, celle-ci reprend les apports qu'elle avait faits en application de l'article 12 des présents statuts.

D. Retrait de rationalisation

1. Lorsque, dans une commune associée, un des objets de l'intercommunale, définis à l'article 3 des présents statuts, est effectivement confié à plusieurs intercommunales ou régies, la commune peut décider de le confier pour l'ensemble de son territoire à l'une d'entre elles sans qu'aucun vote ne soit requis en Assemblée générale ;
2. A la demande d'une commune qui souhaite se retirer de l'intercommunale pour en rejoindre une autre, en cas de restructuration dans un souci de rationalisation, moyennant l'accord des deux tiers des voix exprimées par les autres associés représentés à l'Assemblée générale, pour autant que les votes positifs émis comprennent la majorité des voix exprimées par les représentants des communes associées, conformément à l'article L1523-5, 1° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les conditions prévues au point B. du présent article, relatives à la réparation d'un dommage éventuel, sont d'application.

E. Retrait à l'échéance du terme statutaire

Sans préjudice de l'article 15 A des présents statuts, les associés ne peuvent pas se retirer de l'intercommunale avant son terme, par dérogation, le cas échéant, à l'article 781 du code des sociétés. Ils peuvent se retirer au terme de l'intercommunale ou, au cas où celle-ci aurait été prorogée sans leur accord, au terme fixé avant qu'intervienne une prorogation.

La décision de retrait de l'associé doit avoir été communiquée à l'intercommunale au moins un an avant l'expiration du terme et dans les six premiers mois de l'exercice.

F. Dissolution avant terme, non prorogation et retrait à l'échéance du terme statutaire

En cas de dissolution avant terme, de non-prorogation ou de retrait de l'intercommunale, la commune ou l'association appelée à exercer tout ou partie de l'activité précédemment confiée à l'intercommunale est tenue de reprendre, à dire d'experts, les installations ou établissements situés sur son territoire et destinés exclusivement à la réalisation de l'objet social en ce qui la concerne ainsi que, suivant des modalités à déterminer entre les parties et prévues à l'article 15.B., le personnel de l'intercommunale affecté à l'activité reprise.

Les biens reviennent cependant gratuitement à la commune dans la mesure où ils ont été financés par celle-ci ou à l'aide de subsides d'autres administrations publiques ; l'affectation des installations et établissements à usage commun ainsi que les charges y afférentes doivent faire l'objet d'un accord entre les parties. Au moment du retrait, la commune reprend les apports faits en application de l'article 12 des statuts. Les parts sociales sont remboursées à leur valeur nominale et annulées.

La commune qui se retire a le droit de recevoir sa part dans l'association telle qu'elle résultera du bilan de l'exercice social au cours duquel le retrait devient effectif.

La commune qui se retire reçoit en outre une part des réserves disponibles, proportionnellement au rapport de la somme des dividendes perçus par la commune depuis la constitution de l'intercommunale à la somme des dividendes attribués à l'ensemble des associés ; elle participe aux bénéfices ou pertes reportées dans la même proportion.

La reprise de l'activité de l'intercommunale par la commune ou une autre association ne prend cours qu'à partir du moment où tous les montants dus à l'intercommunale ont été effectivement payés à cette dernière, l'activité continuant entre-temps à être exercée par celle-ci.

G. Collège d'experts

En vue de l'application de l'article 15 des statuts, les experts sont désignés de la manière suivante :

- un expert désigné par le Conseil d'administration de l'intercommunale, étant entendu que, par dérogation à l'article 25 des présents statuts, les administrateurs qui seraient titulaires d'un mandat ou d'une fonction dans la commune désireuse de se retirer ou qui tiendraient leur qualité d'une présentation par cette commune ne participeraient pas à cette désignation;
- un expert désigné par la commune désireuse de se retirer.

Si ces deux experts ne peuvent se mettre d'accord, ils désignent un troisième expert et le collège se prononce alors à la majorité des voix. A défaut d'entente pour désigner le troisième expert, cette désignation est faite par le Président du Tribunal de Première Instance du ressort du siège social de l'intercommunale à la requête de la partie la plus diligente.

Il en est de même si une partie omet de désigner son expert endéans le mois de la demande qui lui a été formulée.

II. RETRAIT D'UNE INTERCOMMUNALE ASSOCIEE

Le retrait d'une intercommunale associée ne peut être acquis que lorsque toutes les villes et communes associées à son secteur développement économique ont décidé dans les conditions stipulées au point I du présent article de se retirer de l'I.P.F.H. Le retrait peut néanmoins se réaliser de manière partielle, si une ou plusieurs communes ont décidé de se retirer dans les conditions stipulées au point I.

Si la commune décide de ne pas se retirer de l'intercommunale, en cas de retrait d'une intercommunale associée, cette dernière devra restituer les parts Y à la commune qui lui avait précédemment cédées.

~~Si le retrait de l'intercommunale associée n'est pas total, les parts de catégorie C et D ne sont pas remboursées. Dans le cas contraire, ces dernières sont intégralement remboursées à leur valeur de souscription.~~

ARTICLE 16

La décision d'exclusion d'un associé ne peut être prise qu'en raison d'une faute grave ou de l'inexécution, par celui-ci, de ses engagements envers l'intercommunale.

L'associé mis en cause est spécialement convoqué et doit être entendu s'il le désire. L'exclusion devient effective à la fin de l'année sociale au cours de laquelle elle a été prononcée.

Dans ce cas, le montant des parts sociales à rembourser ne pourra dépasser le montant libéré de la souscription de la commune ou de l'intercommunale associée. D'autre part, dans l'éventualité où l'I.P.F.H. en serait propriétaire, la commune aurait à lui racheter les installations servant exclusivement à la distribution de l'énergie sur son territoire.

Ce rachat s'effectuera à la valeur des installations prises en considération pour l'établissement du bilan précédant l'année de l'exclusion, majorée du coût des investissements nouveaux éventuellement pratiqués au cours de l'année de l'exclusion.

ARTICLE 17

L'associé exclu dispose d'un délai de six mois pour se libérer vis-à-vis de l'intercommunale.

L'associé ne peut entrer en jouissance des installations définies à l'article 16 qu'après paiement du coût de ces installations ; entre-temps, l'intercommunale continue l'exploitation sur le territoire de la commune en cause.

TITRE IV - ADMINISTRATION ET SURVEILLANCE

ARTICLE 17 bis

A. CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs sont de sexe différent. Les administrateurs nommés sur le quota des parts X sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, conformément aux dispositions légales.

Pour le calcul de cette proportionnelle, il sera tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'intercommunale avant le 1er mars de l'année qui suit celle des élections communales.

Par contre, il n'est pas tenu compte, pour le calcul de cette proportionnelle, du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

Tout groupe politique démocratique, **défini conformément à l'article L1231-5 § 2 alinéa 5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation,** disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle ~~visée au présent paragraphe~~, a droit à un siège **d'observateur tel que défini à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation avec voix consultative.** ~~Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix délibérative dans tous les cas. Dans ce cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée à l'article 18 n'est pas applicable.~~

B. COMITES DE GESTION

Les membres des Comités de gestion, nommés sur le quota des parts X, sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées au ~~secteur~~ **Comité**.

Pour le calcul de cette proportionnelle il sera tenu compte des déclarations individuelles facultatives d'apparentement ou de regroupement, pour autant que celles-ci soient transmises à l'intercommunale avant le 1er mars de l'année qui suit celle des élections communales. Par contre, il n'est pas tenu compte, pour le calcul de cette proportionnelle, du ou desdits groupes politiques qui ne respecteraient pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et de ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

~~Tout groupe politique démocratique, disposant d'au moins un élu au sein d'une des communes associées et d'au moins un élu au Parlement wallon et non représenté conformément au système de la représentation proportionnelle visée au présent paragraphe, a droit à un siège. Ce siège supplémentaire confère à l'administrateur ainsi désigné voix délibérative dans tous les cas. Dans ce~~

~~cas, la limite du nombre maximal d'administrateurs visée à l'article 18 n'est pas applicable.~~

ARTICLE 18

Le nombre de membres du Conseil d'administration ne peut être inférieur à 10 unités ni supérieur à ~~30~~ 20 unités. Le nombre de sièges est fixé en fonction du nombre d'habitants de l'ensemble des communes associées de l'intercommunale.

Ce nombre est établi sur la base des chiffres de la population de droit, à la date du 1er janvier de l'année des élections communales, tels que publiés au Moniteur belge et à concurrence de maximum cinq administrateurs par tranche entamée de cinquante mille habitants.

~~Lors du renouvellement des organes suite aux prochaines élections communales prévues en 2012,~~ ~~U~~un mandat ~~sera~~ est réservé pour chaque titulaire de parts sociales Y.

Si un candidat proposé ne réunit pas la majorité simple des voix au sein de l'Assemblée générale, les associés font une autre proposition.

En cas d'admission d'une nouvelle ville ou commune associée, la composition du Conseil d'administration, et des Comités de ~~secteur~~ gestion est revue, s'il échet, lors de la plus proche Assemblée générale.

A son installation, l'administrateur s'engage par écrit :

- à veiller au fonctionnement efficace de l'organe de gestion;
- à observer les règles de déontologie, en particulier en matière de conflits d'intérêts, d'usage d'informations privilégiées, de loyauté, de discrétion et de bonne gestion des deniers publics;
- à développer et à mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activités de l'intercommunale notamment en suivant les séances de formation et d'information dispensées par l'intercommunale lors de son entrée en fonction et chaque fois que l'actualité liée à un secteur d'activité l'exige;
- à veiller à ce que l'organe de gestion respecte la loi, les décrets et toutes les autres dispositions réglementaires ainsi que les statuts de l'intercommunale.

ARTICLE 18 bis

Les administrateurs ne contractent aucune responsabilité personnelle relative aux engagements de l'intercommunale.

Ils sont, conformément au droit commun, responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement responsables soit envers l'intercommunale, soit envers les tiers, de tous dommages et intérêts résultant d'infractions aux dispositions du Code des sociétés, aux statuts de l'intercommunale et au Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation.

Ils ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'Assemblée générale la plus proche après qu'ils en aient eu connaissance.

L'Assemblée générale peut révoquer, à tout moment, tout administrateur à la demande du Conseil d'administration, pour violation du règlement d'ordre intérieur de l'organe dans lequel il est membre ou pour violation des engagements pris en vertu de l'article 18 dernier alinéa des présents statuts. L'Assemblée générale entend préalablement l'administrateur. Dans cette hypothèse, les associés ne peuvent donner mandat impératif à leurs délégués.

En outre, le Conseil d'administration où siège un titulaire d'un mandat dérivé au sens de l'article L5111-1 peut le révoquer ou proposer sa révocation à l'Assemblée générale, après l'avoir entendu, si celui-ci :

1° a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;
2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;
3° a, au cours d'une même année, été absent, sans justification, à plus de trois réunions ordinaires et régulièrement convoquées de l'organe de gestion de l'organisme;
4° est une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques

énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

ARTICLE 19

La durée du mandat de chaque administrateur est fixée à six années. Les mandats sont renouvelables.

Tous les mandats dans les différents organes de l'intercommunale prennent fin immédiatement après la première Assemblée générale ordinaire qui suit le renouvellement des conseils communaux.

De plus, l'administrateur nommé sur le quota des parts sociales X est réputé de plein droit démissionnaire dès l'instant où il cesse de faire partie du conseil communal.

L'Assemblée générale a, en tout temps, la faculté de révoquer les administrateurs qu'elle a désignés.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, le Conseil d'administration a le droit d'y pourvoir, provisoirement, en respectant les principes énoncés aux articles 17 bis et 18 des présents statuts. L'Assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à la nomination définitive sur proposition de l'associé qui a présenté l'administrateur dont le mandat est devenu vacant. L'administrateur ainsi nommé achève le mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 20 - Abrogé

ARTICLE 21

A la première séance suivant l'Assemblée générale constatant le renouvellement des conseils communaux, le Conseil d'administration élit, pour six ans, un Président, ~~sept~~ un Vice-présidents, issus de groupes politiques démocratiques différents, ainsi qu'~~et~~ un Secrétaire.

Les Président et Vice-présidents disposent du même droit de vote que chacun des autres administrateurs.

Si le Secrétaire du Conseil est administrateur, son mandat de Secrétaire est gratuit et prend fin en même temps que celui d'administrateur. S'il est choisi en dehors du conseil, son statut est fixé par décision du Conseil d'administration.

En cas d'absence du Président et ~~des~~ du Vice-présidents, les séances du Conseil d'administration sont présidées par le plus ancien des administrateurs présents et, en cas de parité d'ancienneté, par le plus âgé.

Le Conseil d'administration tient, au minimum, six réunions annuelles. A défaut, il en explique les raisons dans le rapport annuel de gestion.

Le Conseil d'administration désigne ses représentants dans les sociétés publiques à participation locale significative.

ARTICLE 22

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du Président ou de son délégué.

En cas de refus ou d'empêchement du Président de convoquer le Conseil, celui-ci se réunit sur convocation de deux administrateurs.

Sauf les cas d'urgence, dûment motivés, les convocations sont remises à la poste au moins sept jours francs avant celui de la réunion. Les convocations contiennent l'ordre du jour. Les documents pourront être adressés par voie électronique. Tout point inscrit à l'ordre du jour devant donner lieu à une décision sera, sauf urgence, dûment motivée, accompagné d'un projet de délibération qui comprend un exposé des motifs et un projet de décision. En cas de décision portant sur les intérêts commerciaux et stratégiques, le projet de délibération peut ne pas contenir de projet de décision.
Le procès-verbal est joint à la convocation visée à l'alinéa 1er.

Les réunions du Conseil se tiennent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans les avis de convocation.

ARTICLE 22 Bis

Les Conseillers communaux des communes associées peuvent consulter les budgets, comptes et délibérations des organes de gestion et de contrôle de l'intercommunale.

De même, ils peuvent visiter les bâtiments et services de l'intercommunale.

Sont exclus du bénéfice des droits de consultation et de visite ci-avant les Conseillers communaux élus sur des listes de partis qui ne respectent pas les principes démocratiques énoncés, notamment, par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide et ceux qui étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995.

L'Assemblée générale fixe les modalités de consultation et de visite ci-avant dans un règlement spécifique.

L'absence de définition de ces modalités n'est pas suspensive de l'exercice des droits de consultation et de visite des Conseillers communaux.

ARTICLE 23

Le Conseil d'administration ne délibère valablement que ~~si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés~~ **si la majorité des membres sont physiquement présents**.

~~Un administrateur ne peut être porteur de plus d'une procuration. Tout administrateur peut, pour une réunion déterminée, se faire représenter par un autre administrateur.~~

Si le conseil n'est pas en nombre pour délibérer ou décider, il est réuni une seconde fois et peut délibérer valablement, quel que soit le nombre d'administrateurs présents ~~ou représentés~~, sur les points inscrits pour la seconde fois à l'ordre du jour. La convocation à cette réunion reproduit la présente disposition.

Une décision est acquise si elle recueille, outre la majorité simple des voix des administrateurs présents ~~ou représentés~~, la majorité simple des voix des administrateurs présents ~~ou représentés~~ nommés sur le quota des parts X.

ARTICLE 24

En cas de parité des voix, l'affaire est remise à une autre séance.

Si, cependant, la majorité des membres présents a, préalablement à la discussion, reconnu l'urgence, la voix du Président est décisive. Il en est de même si, à une seconde séance, le partage des voix s'est encore produit sur la même affaire.

Cependant, les délibérations concernant les modifications aux conditions de distribution et aux péages, l'émission d'obligations et d'emprunts en général, ~~l'établissement de l'inventaire, du bilan et du compte de résultats~~ et la nomination du personnel, s'il y a lieu, doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix.

Les modifications des statuts se font à la majorité des 3/4 des voix.

ARTICLE 25

Tous les administrateurs ont le droit de participer aux délibérations, même si les associés qui ont proposé leur nomination ont un intérêt distinct de celui de l'intercommunale.

Il est interdit à tout administrateur de l'intercommunale :
a) d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel direct;
b) de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec l'intercommunale;
c) d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre l'intercommunale. Il ne peut, en la même qualité, plaider, donner des avis ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de l'intercommunale.

La prohibition visée sous a) ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentations de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

Il est interdit à tout membre d'un conseil communal d'exercer dans les intercommunales ou les associations de projet **ou dans les sociétés à participation publique locale significative** auxquelles sa commune est associée plus de trois mandats exécutifs. Par mandat exécutif, on entend tout mandat conférant à son titulaire des pouvoirs délégués de décision ou s'exerçant dans le cadre d'un organe restreint de gestion.

Nul ne peut être désigné aux fonctions d'administrateur s'il exerce un mandat dans des organes de gestion et de contrôle d'une association de droit privé qui a pour objet une activité similaire susceptible d'engendrer dans son chef un conflit d'intérêt direct et permanent.

A sa nomination, sous peine de ne pouvoir exercer ses fonctions, l'administrateur ~~ou le membre du comité de gestion de l'association~~ remplit une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas dans ces cas d'interdictions.

Un conseiller communal, un échevin, un bourgmestre d'une commune associée, un conseiller provincial, un député provincial d'une province associée, un conseiller d'un CPAS associé ne peut être administrateur d'une Intercommunale s'il est membre du personnel de celle-ci.

La qualité de Président ou de Vice-Président d'une intercommunale et d'une société à participation publique locale significative est incompatible avec la qualité de membre du Parlement européen, des chambres législatives fédérales ou d'un parlement de région ou de communauté.

Est considéré comme empêché tout membre d'une intercommunale détenteur d'un mandat exécutif qui exerce la fonction de membre d'un Gouvernement.

ARTICLE 26

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux rédigés par le Secrétaire.

Après approbation, ce document est signé par le Président et le Secrétaire et consigné dans un registre prévu à cet effet.

ARTICLE 27

Les expéditions ou extraits à délivrer sont signés par le Secrétaire du Conseil d'administration ou, à son défaut, par le Président du Conseil ou, à son défaut, par ~~un~~ le Vice-président ou deux administrateurs ou par des personnes dûment mandatées par délibération du Conseil d'administration.

ARTICLE 28

Sous réserve de ce qui est dit à l'article 34 visant les compétences des Comités de ~~secteur~~ **gestion** et du ~~Comité de direction~~ **Bureau Exécutif**, le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'intercommunale. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée générale par la loi et les statuts est de sa compétence.

Il peut, notamment, en se conformant aux dispositions des articles 23, 24 et 25 ci-dessus, passer tous contrats, faire tous actes d'administration et de disposition, acheter, vendre, échanger, acquérir et

aliéner, prendre et donner à bail tous biens meubles et immeubles, avec ou sans garantie, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, stipuler l'exécution forcée, donner mainlevée avec ou sans renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, à toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office ; accorder toute priorité d'hypothèque et de privilège, céder tous rangs d'inscription, transiger sur tous intérêts sociaux, demander la conversion de titres nominatifs de la dette publique en titres au porteur.

L'énumération qui précède est énonciative et non limitative.

ARTICLE 29

Le Conseil d'administration a le droit de déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut donner mandat à un ou des tiers pour l'accomplissement de tâches précises et conclure avec eux les conventions requises à cet effet.

Le Conseil veille à notifier la délégation aux associés et aux administrateurs.

ARTICLE 30

Les actions en justice, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de l'intercommunale par le Conseil d'administration, poursuivies et diligentées par le Président du Conseil d'administration, ~~un~~ **le** Vice-président ou un administrateur délégué à cet effet.

ARTICLE 31

A défaut de pouvoir spécial conféré par le Conseil d'administration, les actes engageant l'intercommunale sont signés par deux administrateurs désignés à cet effet.

La signature d'un administrateur ou d'un fondé de pouvoirs est suffisante pour les décharges à donner aux administrations des postes, chemins de fer, télégraphes, aux messageries et autres entreprises de transport.

ARTICLE 32

Le Conseil nomme et révoque les membres du personnel qui seraient éventuellement attachés à l'intercommunale.

Il règle leurs attributions et fixe leurs traitements ou salaires et, éventuellement, les garanties à donner pour l'exécution de leurs fonctions.

Les barèmes de traitement sont fixés par le Conseil d'administration.

Un règlement organique, arrêté par le Conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, détermine les mesures et peines disciplinaires qui peuvent être appliquées au personnel employé, fixe les conditions de leur application et celles relatives au recours que les intéressés ont dans les cas graves.

ARTICLE 33

A l'exception du Président et du Vice-Président du Conseil d'Administration, Il~~Les~~ administrateurs ne jouissent d'aucun traitement.

L'Assemblée générale peut allouer des jetons de présence, par séance effectivement prestée dans le respect des dispositions légales, aux membres du Conseil d'administration, ~~et~~ des organes restreints de gestion **et du Comité d'Audit**.

L'Assemblée générale peut également ~~allouer un montant forfaitaire en vue de couvrir les frais inhérents aux déplacements effectués pour le compte de l'intercommunale~~ **décider du remboursement des frais réels exposés par un mandataire pour le compte de l'intercommunale conformément à l'article L6451-1 du CDLD.**

L'Assemblée générale peut, en lieu et place de jetons de présence, allouer une ~~indemnité de fonction~~ **rémunération** aux ~~administrateurs qui assurent une mission d'exécution ou de gestion journalière~~ **Président et Vice-Président du Conseil d'administration**, dans les limites des conditions

d'attribution établies par ~~le Gouvernement Wallon~~ l'article L5311-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le mandat des observateurs est gratuit.

L'Assemblée générale fixe le montant du ou des émolument(s) du réviseur(s) membre(s) du collège des contrôleurs aux comptes

ARTICLE 34

1. ~~COMITE DE DIRECTION~~ BUREAU EXECUTIF

Le Conseil d'administration peut créer, en son sein, un ~~comité de direction~~ Bureau Exécutif composé de minimum deux et maximum cinq administrateurs.

Ils sont de sexe différent et désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils des communes associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral. Le Président et le Vice-président du Conseil d'administration en font partie de droit. Le Président assure la présidence du Bureau Exécutif. En cas de partage de voix, sa voix est prépondérante.

~~composé des Président et Vice-présidents, il comprend au maximum 13 membres. Le Secrétaire du conseil assiste aux réunions du comité de direction.~~

~~Lors du renouvellement des organes suite aux prochaines élections communales prévues en 2012, le nombre de membres du comité de direction sera fixé à 16. Un mandat sera réservé à chaque titulaire de parts Y.~~

Le ~~comité de direction~~ Bureau Exécutif assure sous la responsabilité du Conseil d'administration l'exécution des décisions du Conseil d'administration. Il est chargé plus spécialement par le conseil :

- de l'examen et de l'étude des projets d'extension et de renforcement des réseaux;
- de l'étude des conditions d'association de nouvelles communes et de se prononcer sur l'opportunité de ces adhésions;
- de veiller à la bonne et fidèle exécution des engagements contractés par et envers l'intercommunale;
- de l'étude des conflits qui pourraient surgir avec les communes associées et de faire part au conseil de toutes les propositions qu'il jugera utiles pour leur règlement.

Le Conseil d'administration peut en outre charger le ~~comité de direction~~ Bureau Exécutif de toute autre mission qu'il juge utile. Les décisions sur la stratégie financière, ~~et~~ sur les règles générales en matière de personnel telles que visées à l'article L1523-27 §1er, alinéa 5 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et les règles particulières relatives à la fonction dirigeante locale telle que définie à l'article L5111-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ne peuvent toutefois faire l'objet d'une délégation par le Conseil d'administration.

Le ~~comité de direction~~ Bureau Exécutif peut, en cas d'urgence dûment motivée, prendre toute décision nécessaire à la préservation des intérêts de l'intercommunale, même si celle-ci excède les limites des attributions qui lui ont été confiées par le conseil. Cette décision est confirmée par le Conseil d'administration à sa plus proche réunion.

La révocation des membres du ~~comité de direction~~ Bureau Exécutif appartient au Conseil d'administration. Toutefois, la décision du Conseil d'administration est susceptible de recours devant l'Assemblée générale statuant en degré d'appel.

2. COMITE DE~~-SECTEUR~~ GESTION

Le Conseil d'administration peut également créer, en son sein, ~~quatre~~ trois Comités de ~~secteur~~ gestion :

- le 1er, dénommé Comité de gestion « Est Hainaut », pour les secteurs de compte I, ~~et~~ II et III ;
- le 2ème, dénommé Comité de gestion « Wallonie Picarde », pour le secteur de compte ~~III~~ IV ;
- ~~le 3ème pour le secteur IV ;~~
- le 3ème, dénommé Comité de gestion « Mons & Borinage », pour les secteurs de compte V et VI.

Le Comité de ~~secteur~~ gestion a tous pouvoirs pour l'administration et la direction de son ou ses

secteur(s), son fonctionnement et, y compris, les investissements qu'il juge nécessaires.

La composition des Comités de ~~secteur~~ **gestion** résulte de l'application de l'article 17bis des présents statuts. Ils sont composés de minimum 4 administrateurs désignés par le Conseil d'administration et sont limités au maximum au nombre d'administrateurs émanant des communes associées à ce ~~secteur~~ **Comité**.

Les administrateurs, nommés sur proposition des titulaires de parts Y, siègent également aux Comités de ~~secteur~~ **gestion** au sein desquels ces derniers sont associés.

La répartition des administrateurs entre les Comités de ~~secteur~~ **gestion** s'effectue au prorata des participations détenues par les différents secteurs au 31 décembre de l'année précédent les élections communales.

Les Comités de ~~secteur~~ **gestion** élisent chacun un Président~~, un Vice-président~~ et un Secrétaire.

Les Comités de ~~secteur~~ **gestion** se réunissent et délibèrent suivant les règles prescrites pour le Conseil d'administration.

Les secteurs constituent, tant au point de vue comptable que financier, des entités distinctes pour lesquelles des comptes séparés doivent être établis par chaque Comité de ~~secteur~~ **gestion**.

Chaque Comité de ~~secteur~~ **gestion** soumet ses comptes, son (ou ses) plan(s) stratégique(s) et ses rapports au Conseil d'administration au plus tard quarante jours avant l'Assemblée générale. Le Conseil établit ensuite la consolidation et transmet les documents aux associés concernés trente jours avant la réunion de l'Assemblée générale.

Les prescriptions relatives au Conseil d'administration sont applicables aux Comités de ~~secteur~~ **gestion** qui sont substituées à celui-ci.

A défaut de pouvoir spécial conféré par le Conseil d'administration, deux membres des Comités de ~~secteur~~ **gestion** signent conjointement pour accord, au nom du Conseil d'administration, tous les actes engageant leur(s) secteur(s) : contrats, conventions de tous genres, cahiers des charges, délégations, ordres donnés à l'Office des Chèques Postaux et à tous autres organismes financiers ou bancaires, actions judiciaires ou administratives, etc.

Les Comités de ~~secteur~~ **gestion** ont pouvoir, chacun pour leur secteur, d'établir toutes origines de propriété, d'obliger les constituants à toutes garanties, de fixer toutes époques d'entrée en jouissance, d'entamer toutes négociations utiles à la société et de procéder à cet effet à toutes investigations, recherches, contrôles et études, d'acheter tout outillage ou mobilier indispensable au fonctionnement de la société et revendre ou échanger cet outillage ou mobilier, de ratifier tout devis ou marché de toutes natures, d'exécuter les décisions de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration.

Les Comités de ~~secteur~~ **gestion** chacun pour leur secteur, peuvent, en cas d'urgence dûment motivée, prendre toute décision nécessaire à la préservation des intérêts de l'Intercommunale, même si celle-ci excède les limites des attributions qui lui sont confiées par le conseil.

Cette décision est confirmée par le Conseil d'administration à sa plus proche réunion.

3. COMITE TECHNIQUE

Le Conseil d'administration peut constituer un Comité technique, composé d'experts présentés par les titulaires de parts Y.

Chaque intercommunale associée propose un expert ainsi qu'un suppléant.

Le suppléant peut assister à toutes les réunions du Comité technique.

Le Comité technique est chargé de préparer les décisions soumises à l'approbation du Conseil d'administration et de suivre les activités exercées par le secteur VII : Partenariats énergétiques.

Le secrétariat du Comité technique est assuré par le Secrétaire du Conseil d'administration.

Les mandats au sein de ce Comité sont exercés à titre gratuit.

ARTICLE 34 Bis - Comité de rémunération

Le Conseil d'administration constitue, en son sein, un Comité de rémunération.

Le Comité de rémunération émet, **après en avoir informé le Conseil d'administration**, des recommandations à l'Assemblée générale pour chaque décision relative aux jetons de présence, aux éventuelles indemnités de fonction et à tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion **et du Comité d'audit**.

~~Il fixe les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, liés directement ou indirectement aux fonctions de direction.~~

Il établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de rémunération. Il émet des recommandations au Conseil d'administration. Il propose au Conseil d'administration, une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence.

Ce rapport est transmis au Conseil d'administration et est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

~~Il dresse un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant son fonctionnement.~~

Le Comité de rémunération est composé de cinq administrateurs issus des communes, associées, à la représentation proportionnelle, de l'ensemble des conseils des communes associées, conformément aux articles 167 et 168 du Code électoral, ~~en ce compris le Président du Conseil d'administration qui préside le comité~~ **à l'exception des administrateurs membres du Bureau Exécutif.**

Les mandats au sein de ce Comité sont exercés à titre gratuit.

ARTICLE 35

A la demande du Conseil communal de la commune associée, un représentant de l'intercommunale désigné par le Conseil d'administration est chargé de présenter aux conseillers les comptes, le plan stratégique ou ses évaluations, ou tout point particulier dont le conseil concerné jugerait utile de débattre.

ARTICLE 36

L'intercommunale et les associés donneront toute facilité aux autorités de tutelle pour exercer leur contrôle sur toutes les opérations de l'intercommunale visées par la législation organisant la tutelle sur les communes, provinces et intercommunales de la Région wallonne.

Le Conseil d'administration transmet à l'autorité de tutelle compétente, dans les quinze jours de leur adoption, copie des actes de l'intercommunale, en ce compris les pièces justificatives s'y rapportant, qui sont soumis à la tutelle spéciale d'approbation et à la tutelle générale d'annulation.

ARTICLE 37 – COLLEGE DES CONTROLEURS AUX COMPTES

L'intercommunale institue un Collège des contrôleurs aux comptes. Il est composé d'un ou plusieurs réviseurs et d'un représentant de l'organe de contrôle régional habilité à cet effet (cette disposition sera d'application lorsque le représentant de l'organe régional aura été nommé).

Il est chargé du contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations au regard notamment du Code des sociétés et des statuts de l'intercommunale.

Le ou les réviseurs sont nommés, par l'Assemblée générale, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Toutes les dispositions légales le(s) concernant sont d'application. Ce(s) mandat(s) ne peut (peuvent) être attribué(s) à un membre des conseils communaux des communes associées. La durée du mandat du ou des réviseur(s) est de trois ans. Ce mandat est renouvelable.

Le collège des contrôleurs aux comptes a un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de l'intercommunale. Il peut prendre connaissance sans déplacement des livres, de la correspondance et des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de l'intercommunale.

Il fait, chaque année, rapport à l'Assemblée générale sur l'accomplissement de sa mission. Il mentionne les observations qu'il a faites et se prononce notamment sur le fait que les opérations traduites par la comptabilité sont conformes à la loi et aux statuts de l'intercommunale.

ARTICLE 38

COMITE D'AUDIT

Le Comité d'audit est composé de maximum cinq membres du Conseil d'administration qui ne sont pas membres du Bureau Exécutif.
Le Président du Comité d'audit est désigné par les membres du Comité.
Au moins un membre du Comité d'audit dispose d'une expérience pratique et/ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Conseil d'administration définit les missions du Comité d'audit, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :
1° la communication au Conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés et l'explication sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés ont contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit a joué dans ce processus;
2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;
3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'intercommunale ou de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;
4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés;
5° l'examen et suivi de l'indépendance du réviseur d'entreprises chargé du contrôle légal des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne le bien-fondé de la fourniture de services complémentaires à la société.
Le Comité d'audit fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés.

ARTICLE 39

Dispositions générales aux organes de gestion de l'intercommunale

Chaque organe de gestion adopte un règlement d'ordre intérieur qui reprend le contenu minimal fixé par l'Assemblée générale conformément à l'article L1523-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il est soumis à la signature des membres de chaque organe dès leur entrée en fonction et reprend les modalités de consultation et les droits de visite des conseillers communaux, provinciaux et/ou de CPAS tels que prévus à l'article L1523-13, §2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.
Ce règlement comprend le mode d'information préalable des projets de délibération qui concerne particulièrement un associé communal non représenté dans l'organe.
Par dérogation à l'article L1523-10 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, sur proposition du Comité de rémunération, le Conseil d'administration adopte le règlement d'ordre intérieur du Comité de rémunération.
Par dérogation à l'article L1523-10 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les Comités de gestion proposent au Conseil d'administration qui l'arrête, un règlement d'ordre intérieur qui explicite le cadre régissant leur fonctionnement.

ARTICLES 40 – 41 – 42 - ABROGES

TITRE V - ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE 43

L'Assemblée générale est composée des titulaires de parts sociales.

Les mandats doivent parvenir au siège d'exploitation de la société gestionnaire au moins cinq jours ouvrables avant l'assemblée. Toutefois, le Président de l'Assemblée peut, par décision qui sera la même pour tous, admettre des mandats déposées tardivement.

Chaque titulaire de parts sociales X dispose de cinq délégués à l'Assemblée générale, parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal. Ces délégués sont désignés par le conseil communal, proportionnellement à la composition dudit conseil, parmi les membres des conseils et collèges communaux.

Les titulaires de parts Y peuvent se faire représenter par deux délégués au maximum.

Chaque délégué doit être porteur d'un mandat valable et signer, avant d'entrer à l'Assemblée générale, la liste des présences. Conformément aux prescrits de l'article L1523-2, 8, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mandataires des titulaires de parts n'ont pas la possibilité de donner procuration.

ARTICLE 44

Il doit être tenu, chaque année, deux Assemblées générales sur convocation du Conseil d'administration. La première se réunit obligatoirement durant le premier semestre et au plus tard le 30 juin, au jour, à l'heure et au lieu indiqué dans la convocation.

La seconde Assemblée se réunit durant le second semestre et au plus tard le 31 décembre, au jour, à l'heure et au lieu indiqué dans la convocation. Elle se tient avant le premier lundi du mois de décembre, l'année des élections communales.

La première Assemblée générale de l'exercice a, en tous cas, à son ordre du jour l'approbation des comptes annuels de l'exercice clôturé et l'affectation des résultats. Les comptes annuels précités intègrent une comptabilité analytique par secteur d'activité, ainsi que la liste des adjudicataires de marchés de travaux, de fournitures ou de services pour lesquels sont applicables toutes les dispositions obligatoires du cahier des charges. Cette liste précise le mode de passation du marché en vertu duquel ils ont été désignés. Elle entend le rapport de gestion et le rapport spécifique dont question à l'article 48 des présents statuts ainsi que les rapports du Collège des contrôleurs aux comptes et adopte le bilan.

Elle a, en outre, à son ordre du jour, un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.
Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

1. **les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de Président ou de Vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du Bureau Exécutif ou du Comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du Président, Vice-président, ou au membre du Bureau Exécutif au sein de l'intercommunale;**
2. **les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction;**
3. **la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats;**
4. **pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels l'intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats;**
5. **la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.**

Ce rapport est adopté par le Conseil d'administration et mis à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'Assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.

Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement wallon.

Le Conseil d'administration inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du premier semestre tout point complémentaire déposé par écrit par toute personne domiciliée sur le territoire d'une des communes associées pour autant que la demande soit motivée, accompagnée d'une proposition de décision et lui parvienne avant le 1er mars de l'année considérée. Passé ce délai, le point proposé est reporté à la séance la plus proche. L'Assemblée générale qui décide de s'écarter de la proposition déposée dans les formes et délais justifie sa décision.

Elle se prononce, par vote distinct, sur la décharge à donner aux administrateurs et au(x) contrôleur(s) aux comptes de l'exécution de leur mandat.

Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission ni indication fausse dissimulant la situation réelle de l'intercommunale et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Une fois par an, après l'Assemblée générale du premier semestre, le Conseil d'administration organise une séance de Conseil ouverte au public au cours de laquelle le rapport de gestion et, éventuellement, le rapport d'activités sont présentés. Cette séance est suivie d'un débat. Les dates, heures et ordre du jour de cette séance font l'objet d'une publication sur le site internet de l'intercommunale et des communes ou provinces concernées.

L'Assemblée générale de fin d'année suivant l'année des élections communales et l'Assemblée générale de fin d'année suivant la moitié du terme de la législature communale ont nécessairement à leur ordre du jour l'approbation d'un plan stratégique pour trois ans, identifiant chaque secteur d'activité et incluant notamment un rapport permettant de faire le lien entre les comptes approuvés des trois exercices précédents et les perspectives d'évolution et de réalisation pour les trois années suivantes, ainsi que les budgets de fonctionnement et d'investissement par secteur d'activité.

Le Conseil d'administration inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du second semestre tout point complémentaire déposé par écrit par toute personne domiciliée sur le territoire d'une des communes associées pour autant que la demande soit motivée, accompagnée d'une proposition de décision et lui parvienne avant le 1er septembre de l'année considérée. Passé ce délai, le point proposé est reporté à la séance la plus proche. L'Assemblée générale qui décide de s'écarter de la proposition déposée dans les formes et délais justifie sa décision.

Le projet de plan est établi par le Conseil d'administration, présenté et débattu dans les conseils des communes associées et arrêté par l'Assemblée générale.

Il contient des indicateurs de performance et des objectifs qualitatifs et quantitatifs permettant un contrôle interne dont les résultats seront synthétisés dans un tableau de bord.

Ce plan est soumis à une évaluation annuelle lors de cette seconde Assemblée générale.

Le projet de plan est établi par le Conseil d'administration et présenté, le cas échéant, à l'occasion de séances préparatoires, aux délégués communaux, s'il échet, aux délégués provinciaux et de CPAS, aux échevins concernés, éventuellement en présence de membres du management ou du Conseil d'administration. Il est ensuite débattu dans les conseils des communes et provinces associées et arrêté par l'Assemblée générale.

Ce plan est mis en ligne sur le site internet de l'intercommunale et doit être communiqué, par écrit, sur simple demande de toute personne intéressée.

Nonobstant toute autre disposition statutaire, l'Assemblée générale est seule compétente pour :

1) l'approbation des comptes annuels et la décharge à donner aux administrateurs et aux membres du collège des contrôleurs aux comptes ;
2) l'approbation du plan stratégique et son évaluation annuelle ;
3) la nomination et la destitution des administrateurs et des membres du Collège des contrôleurs aux comptes ;
4) la fixation des **rémunérations** et jetons de présence attribués aux administrateurs et, éventuellement, **aux membres des organes restreints de gestion et du Comité d'audit dans les limites fixées par l'article L5311-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation**, et sur avis du Comité de rémunération ainsi que les émoluments des membres du collège visé à l'article L1523-24 **du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation**;
5) la nomination des liquidateurs, la détermination de leurs pouvoirs et la fixation de leurs ~~émoluments~~ **rémunérations**;
6) la démission et l'exclusion d'associés ;
7) les modifications statutaires sauf si elle délègue au Conseil d'administration le pouvoir d'adapter les annexes relatives à la liste des associés et aux conditions techniques et d'exploitation ;
8) fixer le contenu minimal du règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Ce règlement comprendra au minimum :
   - l'attribution de la compétence de décider de la fréquence des réunions du ou des organes restreints de gestion ;
   - l'attribution de la compétence de décider de l'ordre du jour du Conseil d'administration et du ou des organes restreints de gestion ;
   - le principe de la mise en débat de la communication des décisions ;
   - la procédure selon laquelle des points non inscrits à l'ordre du jour de la réunion des organes de l'intercommunale peuvent être mis en discussion ;
   - les modalités de rédaction des discussions relatives aux points inscrits à l'ordre du jour dans le procès-verbal des réunions des organes de l'intercommunale ;
   - le droit, pour les membres de l'Assemblée générale, de poser des questions écrites et orales au Conseil d'administration ;
   - le droit, pour les membres de l'Assemblée générale, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de l'intercommunale ;
   - les modalités de fonctionnement de la réunion des organes de l'intercommunale ;
9) l'adoption des règles de déontologie et d'éthique à annexer au règlement d'ordre intérieur de chaque organe de gestion. Elles comprendront au minimum :
   - l'engagement d'exercer son mandat pleinement ;
   - la participation régulière aux séances des instances ;
   - les règles organisant les relations entre les administrateurs et l'administration de l'intercommunale ;
10) la définition des modalités de consultation et de visite, visées à l'article 22 Bis des présents statuts, qui seront applicables à l'ensemble des organes de l'intercommunale et communiquées aux conseillers communaux des communes associées ;
11) les prises de participation dans une société lorsqu'elles sont au moins équivalentes à un dixième du capital de celle-ci ou à un cinquième des fonds propres de l'intercommunale. Elle décide également la création et la suppression de secteurs d'activité, à la majorité requise pour les modifications statutaires.

L'Assemblée générale peut être convoquée en séance extraordinaire chaque fois que les intérêts sociaux l'exigent. A la demande d'un tiers des membres du Conseil d'administration ou du Collège des contrôleurs aux comptes ou d'associés représentant au moins un cinquième du capital, l'Assemblée générale doit être convoquée en séance extraordinaire.

Le Conseil d'administration doit aussi la réunir pour faire rapport et délibérer sur ses propositions si, par suite de perte, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital et ce, dans les deux mois à dater de constatation de la perte.

Lorsque l'actif net est réduit à un montant inférieur aux trois quarts du capital social, le déficit est pris en charge par les associés, par activité et par secteur conformément aux dispositions de l'article 52.

ARTICLE 45

Quarante jours au moins avant l'Assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration communique au Collège des contrôleurs aux comptes le bilan, le compte de résultats, la liste des adjudicataires, l'annexe, le rapport de gestion et le rapport spécifique relatif aux participations.

Le Collège des contrôleurs aux comptes présente séparément son rapport endéans les dix jours de cette communication.

Les convocations à l'Assemblée générale sont faites par courrier. La convocation comporte l'ordre du jour et mentionnent que les séances de l'Assemblée générale sont ouvertes à toutes les personnes domiciliées~~, depuis six mois au moins,~~ sur le territoire d'une des communes associées, en qualité d'observateurs aux séances sauf lorsqu'il s'agit de questions de personnes et que la ou les personne(s) concernée(s) a (ont) expressément demandé le huis clos Dans ce cas, le Président prononcera immédiatement le huis clos et la séance ne pourra être reprise en public que lorsque la discussion de cette question sera terminée.

Trente jours avant la première Assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration communique aux associés, les documents nécessaires à l'examen des points et, outre les pièces visées à l'alinéa 1, le rapport du Collège des contrôleurs aux comptes.

Trente jours avant la seconde Assemblée générale ordinaire, le Conseil d'administration communique aux associés les documents nécessaires à l'examen des points et le plan stratégique, dont question à l'article 44 des présents statuts, tous les 3 ans ou le rapport d'évaluation annuel sur celui-ci.

Les convocations pour l'Assemblée générale contiennent l'ordre du jour ainsi qu'une note de synthèse et une proposition de décision pour chacun des points à l'ordre du jour, l'ensemble étant accompagné des documents y afférents.

Les annexes peuvent être envoyées par voie électronique.

ARTICLE 46

L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer que sur les points à l'ordre du jour. Par ailleurs, et pour ce qui concerne les comptes et la répartition des bénéfices de chaque secteur, seuls les représentants des associés du secteur sont autorisés à voter sur les points qui ne concernent que ce secteur. Le résultat des comptes et de la répartition bénéficiaire consolidées de l'intercommunale résulte de l'addition des résultats des votes par secteur.

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration agissant conformément à l'article 44.

Il n'y est porté que :

- les propositions émanant du Conseil d'administration et/ou des Comités de ~~secteur~~ **gestion** ;
- les propositions émanant des associés titulaires d'un cinquième au moins des voix attachées aux parts sociales des communes associées et à la condition que ladite proposition ait été communiquée au conseil six semaines avant l'assemblée.

~~L'Assemblée générale ne peut délibérer que si la moitié au moins des parts sociales sont représentées, en ce compris la moitié au moins des parts sociales des communes associées. Si l'assemblée n'est pas en nombre pour délibérer, une nouvelle réunion sera convoquée d'urgence, avec le même ordre du jour. Elle devra se tenir endéans les trente jours. Elle peut délibérer quelle que soit la représentation des associés.~~

Sauf les exceptions prévues par la loi et les statuts, l'Assemblée générale délibère quel que soit le nombre de parts représentées.

Pour être acquise, une décision doit recueillir outre la majorité simple de toutes les voix exprimées, la majorité des voix des associés communaux. En cas de parité des voix, la proposition est rejetée.

Toutefois, lorsqu'elle doit délibérer sur des modifications de statuts, l'augmentation ou la réduction du capital, l'émission d'obligations et les délibérations relatives à l'exclusion d'associés, l'assemblée n'est valablement constituée que si l'objet à l'ordre du jour a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent les deux tiers au moins du capital social, en ce compris les deux tiers des parts des associés communaux.

Pour le calcul des quorums, il est tenu compte de l'intégralité des voix attachées aux parts dont dispose chaque commune dès lors qu'un seul délégué est présent.

Pour tous apports d'universalité ou de branche d'activités par l'intercommunale, les conseils communaux et, s'il échet, provinciaux doivent être mis en mesure d'en délibérer. En ce cas, l'intercommunale est tenue de communiquer le projet d'apport et le plan stratégique aux

associés concomitamment à son dépôt auprès du greffe du tribunal de commerce ainsi que le rapport circonstancié établi conformément au Code des sociétés. En outre, l'intercommunale joint à la convocation de l'Assemblée générale appelée à statuer sur l'apport tous les documents y relatifs.

Sauf disposition plus restrictive établie par la loi, les décrets ou les présents statuts, aucune de ces résolutions n'est adoptée que si elle réunit outre les trois-quarts des voix représentées, les trois-quarts des voix des associés communaux.

Les abstentions ne sont pas prises en considération pour le calcul de ces majorités.

L'annexe 2 et l'article 56 bis des présents statuts ne peuvent être modifiés que de commun accord entre l'intercommunale représentée par son Conseil d'administration et la société gestionnaire.

Pour toute modification aux statuts qui entraîne, pour les communes, des obligations supplémentaires ou une diminution de leurs droits, les conseils communaux doivent être mis en mesure de délibérer.

ARTICLE 47

Chaque Assemblée générale est présidée par le Président ou, en son absence, par ~~un~~ le Vice-président du Conseil d'administration ; à leur défaut, par le doyen d'âge des administrateurs.

Le Président désigne un Secrétaire et deux scrutateurs qui signent, avec lui, les procès-verbaux à consigner dans un registre réservé à cet effet.

Les administrateurs peuvent y assister mais sans voix délibérative, sauf s'ils ont été mandatés à cet effet par un associé.

L'Assemblée générale se compose de tous les propriétaires de parts sociales qui se sont conformés à l'article 43 des statuts.

Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les membres des conseils communaux des communes associées qui le souhaitent peuvent également assister à l'Assemblée générale, en qualité d'observateurs, sauf lorsqu'il est question de personnes pour lesquelles le Président doit prononcer le huis clos.

ARTICLE 48

A la première Assemblée générale ordinaire, il est donné communication des rapports du Conseil d'administration du Collège des contrôleurs aux comptes.

L'Assemblée générale se prononce sur les propositions consignées dans les rapports du Conseil d'administration ainsi que sur les comptes annuels et entend les rapports du Collège des contrôleurs aux comptes.

Dès lors qu'une délibération a été prise par leur conseil, les délégués de chaque commune rapportent à l'Assemblée générale la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil. A cette fin, les délibérations communales doivent parvenir au siège d'exploitation de l'intercommunale gestionnaire au moins cinq jours ouvrables avant l'assemblée. Toutefois, le Président de l'Assemblée peut, par décision qui sera la même pour tous, admettre des délibérations déposées tardivement. Pour les votes visés à cet alinéa, le nombre de voix dont dispose chaque commune est réparti de façon égale entre les délégués présents.

A défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote libre correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé communal qu'il représente.

~~Toutefois, en ce qui concerne l'approbation des comptes annuels, le vote de la décharge aux administrateurs et au(x) contrôleur(s) aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause.~~

Les copies ou extraits des délibérations et autres documents à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président du Conseil d'administration, ~~un~~ le Vice-président ou deux administrateurs ou par des personnes dûment mandatées par délibération du Conseil d'administration.

Les comptes annuels, le rapport du réviseur des organismes, le rapport de gestion et les rapports spécifiques sur les prises de participation sont transmis à la Cour des Comptes dans les trente jours après l'approbation par l'Assemblée générale. La Cour des Comptes peut adresser au réviseur des questions en lien avec son rapport. Elle établit tous les trois ans un rapport.

ARTICLE 49 - ABROGE

TITRE VI - INVENTAIRE, BILAN, REPARTITION, RESERVE

ARTICLE 50

Chaque année, les administrateurs dressent un inventaire et établissent des comptes annuels par secteur d'activité et des comptes annuels consolidés.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats, la liste des adjudicataires et l'annexe qui forment un tout. Ces documents sont établis conformément à la législation en vigueur relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution sauf si les statuts ou des dispositions légales spécifiques y dérogent.

Les administrateurs établissent, en outre, un rapport dans lequel ils rendent compte de leur gestion. Ce rapport de gestion comporte un commentaire sur les comptes annuels en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution des affaires et la situation de l'intercommunale.

Le rapport comporte également les données sur les événements survenus après la clôture de l'exercice.

Les administrateurs arrêtent l'évaluation d'un plan stratégique, et le rapport spécifique sur les prises de participation de l'intercommunale, conformément à l'article L1512-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Afin de lui permettre de rédiger ses rapports, le Conseil d'administration de l'intercommunale remet au collège des contrôleurs aux comptes les pièces, avec le rapport de gestion, au moins quarante jours avant l'Assemblée générale ordinaire.

Chaque secteur fait l'objet d'un compte de résultats et d'un bilan séparés.

Les produits et les charges sont répartis entre chaque secteur pour l'activité qui lui est propre.

Les produits et les charges communs aux secteurs sont répartis annuellement au prorata des produits de participations et / ou du chiffre d'affaires de chaque secteur.

ARTICLE 51

L'exercice social correspond à l'année civile et est clôturé le trente et un décembre.

ARTICLE 52

Conformément aux dispositions de l'alinéa 7 de l'article 50 des présents statuts, le bénéfice net est affecté selon la procédure décrite au présent article.

L'Assemblée générale, fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve désignée "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième de la part fixe du capital social.

Après constitution des réserves éventuelles, des réserves pour le remboursement en capital des emprunts, et le cas échéant, après prélèvement sur les réserves, le bénéfice est attribué aux titulaires de parts Y ou ZY par secteur ou sous-secteur selon la procédure suivante :

~~1. Un dividende est versé en priorité aux parts C, D et PE, sur base des formules suivantes :~~

~~Pour les parts de catégorie « C » :~~

~~[EURIBOR 12M + 0,50%]~~

~~Où~~

~~EURIBOR 12M est la cotation du taux EURIBOR 12 mois du jour de l'offre en souscription des parts C ou à sa date anniversaire.~~

~~Pour les parts de catégorie « D » :~~

~~[MOY OLO 10 ANS + 0,70%]~~

~~Où~~

~~MOY OLO 10 ANS est la moyenne des cotations des taux OLO 10 ans de l'année considérée.~~

~~Les soldes éventuels de dividendes attribués aux parts C et D sont récupérables sur les exercices ultérieurs sans attribution d'un quelconque intérêt de retard ou d'une quelconque autre indemnisation.~~

~~Dans ce cas, il est d'abord versé aux détenteurs de parts C et D l'arriéré de dividende, complété du dividende qui leur revient pour le dernier exercice écoulé, à la suite de quoi il peut être procédé à une distribution de dividende aux autres catégories de parts.~~

~~Les parts C et D libérées en cours d'exercice participeront à cette attribution prorata temporis.~~

Pour les parts ~~de catégorie~~ « PE » :

Le bénéfice du Secteur VII est intégralement distribué aux Intercommunales associées au prorata des parts PE détenues.

Pour les parts « X » :

~~2.~~ Il est d'abord ~~ensuite~~ calculé un talon égal à 80 % de la moyenne des dividendes attribués à chaque commune par l'I.P.F.H. ~~(ou les intercommunales absorbées)~~ pour les exercices :

- 1997 à 2006 pour les secteurs ou sous-secteurs "électricité";
- 2004 à 2006 pour les secteurs ou sous-secteurs "gaz".

Le talon, sur proposition des Comités de ~~secteur~~ gestion concernés, peut être revu par l'Assemblée générale.

Si le bénéfice à répartir est inférieur à la somme des talons, ce dernier est réduit à due concurrence ; dans le cas contraire, le ~~solde sera réparti conformément au point 3 ci-dessous.~~

~~3. Le~~ solde sera réparti suivant la méthode décrite ci-dessous :

$$(X * Y/W) * [(0,5 * Ean/ Tot. Ean) + (0,5 * Lg/Tot. Lg)] + (X * Z/W) * [(0,5 * kWh/ Tot. kWh) + (0,5 * Lg/Tot. Lg)]$$

Les données utilisées sont celles relevées au 31 décembre de l'exercice dont on clôture les comptes :

X = Dividendes totaux à distribuer sous déduction de la somme des talons prévus ~~au point 1~~.

Y = Somme des dividendes attribués par ~~le G.R.D.~~ ORES ASSETS à l'I.P.F.H.

Z = Somme des dividendes perçus par l'I.P.F.H. autres que ceux versés par ~~le G.R.D.~~ORES ASSETS.

W = Y+Z

EAN = nombre de codes EAN relevés sur le territoire de la commune.

Tot. EAN = total des codes EAN relevés sur le territoire des communes.

kWh = nombre de kWh relevés et transportés sur le territoire de la commune servant au calcul de la redevance pour occupation du domaine public.

Tot. kWH = total des kWh relevés et transportés sur le territoire des communes servant au calcul de la redevance pour occupation du domaine public.

Lg = longueur du réseau en mètre relevée sur le territoire de la commune servant au calcul de la redevance pour occupation du domaine public.

Tot. Lg = total des longueurs de réseau en mètre relevées sur le territoire des communes servant au calcul de la redevance pour occupation du domaine public.

Pour les communes associées à deux secteurs pour la même activité, ces trois dernières statistiques (EAN, kWh et Lg) sont réparties entre ces secteurs proportionnellement au talon.

Les associés autorisent irrévocablement l'intercommunale à retenir, sur les dividendes attribués aux titulaires de parts Y ou ZY, toutes sommes dont ils sont débiteurs vis-à-vis d'elle.

Sauf stipulation contraire citée ci-dessus, en cas de pertes au sein d'un secteur, celles-ci sont réparties entre les associés du secteur, au prorata des coefficients de répartition établis comme ci-dessus. La part incombant à chaque associé sera versée à l'intercommunale endéans les trois mois qui suivent la date d'approbation du bilan par l'Assemblée générale.

Acompte sur dividendes

En outre, le Conseil d'administration peut attribuer un acompte sur les dividendes prévus au présent article, sur proposition des Comités de ~~secteur~~ gestion, à fin décembre de chaque exercice. L'attribution de l'acompte est limitée :

- à maximum 70 % de l'enveloppe des dividendes de l'exercice inscrits au plan stratégique ~~du bénéfice prévu de l'exercice, déduction faite des réserves à constituer pour le remboursement en capital des emprunts~~ ;
- à la trésorerie disponible estimée au moment du versement de l'acompte.

Si les acomptes ainsi distribués excèdent le montant des dividendes arrêtés ultérieurement par l'Assemblée générale, ils sont, dans cette mesure, considérés comme à valoir sur les dividendes suivants.

La disposition relative à l'acompte sur dividendes ne s'applique pas aux dividendes revenant aux associés détenteurs de parts « PE ».

TITRE VII - LIQUIDATION, DISSOLUTION

ARTICLE 53

A l'expiration de l'intercommunale ou en cas de dissolution anticipée de celle-ci ou de l'un ou l'autre de ses secteurs, l'Assemblée générale nomme les liquidateurs et fixe leur rémunération.

Les liquidateurs détiennent les pouvoirs prévus aux articles 181 à 195 du Code des sociétés ; par dérogation cependant à l'article 187 desdites lois, ils peuvent poursuivre de plein droit les activités de l'intercommunale dans le cadre des deux derniers alinéas du présent article.

Ils ont notamment tous pouvoirs pour renoncer aux droits réels, privilèges et actions résolutoires, consentir la mainlevée aussi bien avant qu'après le paiement de toutes les inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser le Conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office, l'énumération des pouvoirs ci-dessus étant donnée à titre indicatif et non limitatif.

Ils sont dispensés de dresser inventaire et peuvent se référer aux écritures de l'intercommunale. Ils peuvent, sous leur responsabilité, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'ils détermineront.

Les liquidateurs forment un collège qui délibère suivant les règles de l'article 23 des présents statuts.

A moins de délégation spéciale, tous actes engageant l'intercommunale en liquidation, même les actes auxquels un officier public ou ministériel prête son concours, sont signés par deux liquidateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une délibération du Collège des liquidateurs.

ARTICLE 54

Après paiement de toutes les dettes et charges de l'intercommunale, ~~et remboursement intégral des parts C et D,~~ l'avoir social autre que les installations servant directement ou indirectement à la distribution de l'énergie électrique, sera réparti par secteur entre les associés au prorata des parts qu'ils détiennent.

Toutefois, ne participeront à la répartition des réserves, en cas de liquidation ou de dissolution, que les associés qui ont coopéré à la constitution desdites réserves.

En ce qui concerne les installations servant directement ou indirectement à la distribution de l'énergie électrique (réseaux, cabines, équipements cabines, terrains, bâtiments, matériels et mobiliers), le rachat, par les communes associées, s'effectuera à la valeur desdits biens prise en considération pour l'établissement du bilan de liquidation définitive et ce, de la manière suivante:

a) les biens servant uniquement à la distribution sur le territoire d'une commune déterminée seront rachetés par elle seule ;
b) les biens servant simultanément à plusieurs territoires (lignes haute tension, cabines, etc) seront rachetés par les communes utilisant ces biens, agissant en commun ; la répartition des prix s'effectuera au prorata des kWh vendus au cours du dernier exercice social sur le territoire de chacune des communes intéressées ;
c) les biens communs à l'ensemble des associés (bureaux, matériel, terrains, bâtiments, etc) seront vendus aux enchères publiques et le produit de la vente réparti entre les associés au prorata des kWh vendus sur le territoire de chaque commune au cours du dernier exercice social.

Le prix de la reprise est payable dans les douze mois à compter de la date de la mise en liquidation de l'intercommunale.

ARTICLE 55

La reprise, par une commune ou une intercommunale, de l'activité précédemment confiée à l'intercommunale s'effectue selon les modalités de l'article 15 des présents statuts

TITRE VIII - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 56

Les administrateurs et contrôleurs de l'intercommunale sont considérés comme ayant élu domicile au siège social où il leur sera fait valablement toutes communications, avertissements, etc. Cependant, lorsqu'il s'agit d'un représentant d'une commune, l'élection de domicile se fera au secrétariat communal de ladite commune.

ARTICLE 56 bis

La gestion de l'intercommunale, en ce compris la gestion des paiements et encaissements, est confiée à l'Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, en abrégé IGRETEC, suivant les termes de l'annexe 2.

ARTICLE 57

La constitution de la présente intercommunale et des statuts a été autorisée par Arrêté royal du 21 février 1939, paru au Moniteur belge du 2 mars 1939 (N°61).

ANNEXE N°1 – MISE A JOUR AU 27 JUIN 2018

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "X"											
AISEAU-PRESLES	345				76						
ANDERLUES	371				168						
ANTOING							37	37			
ATH					312		135	135			
BELOEIL							67	67			
BERNISSART							57	57			
BINCHE	1.192				587						
BOUSSU									1.486	1.114	
BRAINE-LE-COMTE					300						
BRUGELETTE							16	16			
BRUNEHAUT							38				
CELLES							27				
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	372	94			309						
CHARLEROI	1.607	9.788			5.488						
CHATELET	1.354				797						
CHIEVRES							31	31			
COLFONTAINE									1.623	1.217	
COURCELLES		1.099			534						
DOUR									1.217	727	
ELLEZELLES							28	28			
ENGHIEN							61	61			
ERQUELINNES				9	153						
ESTINNES	191				1						
FARCIENNES			1.232		32						
FLEURUS			1.323			500					
FLOBECQ							16	16			
FONTAINE-L'EVEQUE	441	196			310						
FRAMERIES									1.463	1.051	
FRASNES-LEZ-ANVAING							55	56			
GERPINNES					36						
HAM-SUR-HEURE-NALINNES				12	145						
HENSIES							33		262	336	
HONNELLES									340		
JURBISE							48			112	
LA LOUVIERE	3.596				1.922						
LE ROEULX	233				64					104	
LENS							20	21			
LESSINES							90	90			
LES BONS VILLERS					44						
LEUZE-EN-HAINAUT							66	66			
LOBBES				5	22						
MANAGE	731				576						
MERBES-LE-CHATEAU				3	37						
MONS									5.780	4.469	
MONTIGNY-LE-TILLEUL				9	90						
MORLANWELZ	554				406						
PERUWELZ							84	84			
PONT-A-CELLES		503			186						
QUAREGNON									1.415	1.062	
QUEVY	114								195	387	
QUIEVRAIN									494	277	
SAINT-GHISLAIN									981	738	
SENEFFE	158	162			112						
SILLY							40	40			
SOIGNIES	105				273		128			176	
THUIN				14	71						
TOURNAI							339	339			
TOTAL	11.364	11.842	2.555	52	13.051	500	1.416	1.144	15.256	11.770	

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "X_{A2}"											
ERQUELINNES				710							
HAM-SUR-HEURE-NALINNES				3.250							
LOBBES				1.784							
MERBES-LE-CHÂTEAU				616							
MONTIGNY-LE-TILLEUL				2.157							
THUIN				2.467							
TOTAL				10.984							

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "Y"											
IDEA	1.409.854	32.558			1.325.217				1.615.270	504.327	
IDETA					87.636		1.727.622	337.626			
IGRETEC	693.543	1.473.479	298.045	262.864	2.240.619	2.555					
TOTAL	2.103.397	1.506.037	298.045	262.864	3.653.472	2.555	1.727.622	337.626	1.615.270	504.327	

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "PE"											
IDEA											1.400
IDETA											1.400
IGRETEC											1.400
TOTAL											4.200

ANNEXE N°2

Article 1.

L'IGRETEC est chargée, d'un commun accord :

- d'assurer toutes les prestations d'administration générale qu'entraînera le fonctionnement de l'intercommunale. Ces prestations comprendront, notamment, le fonctionnement de tous les organes propres à l'intercommunale, la correspondance, les convocations, les procès-verbaux, les rapports des administrateurs et des commissaires, la gestion financière, y compris la gestion de la trésorerie, la comptabilité générale, y compris l'établissement du bilan, du compte de résultats, de l'annexe, du ou des compte(s) d'exploitation, du décompte servant à l'établissement du bénéfice net et de sa répartition suivant les dispositions des statuts ;
- d'apporter toute l'aide de ses services pour l'examen, l'étude et la vérification des questions techniques se rapportant à l'exploitation industrielle et commerciale assurée par ~~les intercommunales mixtes IEH et IGH~~ **ORES ASSETS** ;
- d'apporter toute aide généralement quelconque aux communes affiliées.

Dans l'exercice des missions définies ci-dessus, IGRETEC sera représentée par son Directeur général ou le délégué désigné par ce dernier, les intéressés ne disposant toutefois que d'une voix consultative.

Article 2.

Les modalités de rémunération d'IGRETEC sont arrêtées par le Conseil d'administration.

IPFH

RAPPORT ANNUEL 2017

Intercommunale pure de financement du Hainaut
Société Civile ayant emprunté la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée
Association de Communes

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27 JUIN 2018

79ème exercice social

TABLE DES MATIERES

Mot du Président **5**

Composition des organes de gestion **6**

Situation au 31 décembre 2017 6

Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale **7**

L'I.P.F.H. en bref... 7

Centrale d'achat d'énergie 8

Rapport specifique sur les participations financières 11

Principales décisions du Conseil d'administration 15

Principales décisions des Comités de secteur 17

Principales décisions de l'Assemblée générale 17

Rapport environnemental et développement durable de l'intercommunale 17

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice 18

Article 96 du Code des Sociétés – Mentions obligatoires 19

Commentaires sur les comptes annuels 19

Missions particulières accomplies par le Réviseur 43

Situation financière **44**

Secteur I 44

Secteur II 70

Secteur III 76

Secteur IV 94

Secteur V 112

Secteur VI 119

Secteur VII 125

Situation consolidée 130

Rapport du Réviseur 137

Comptes annuels suivant schéma normalisé de la Banque nationale de Belgique 142

Règles d'évaluation 166

Situation des parts au 31 décembre 2017 168

Informations **170**

Annexes **171**

Rapport annuel du Comité de rémunération (art. L1523-17§2 du CDLD) 171

Rapport annuel de rémunérations du Conseil d'administration (art. L6421-1 du CDLD) 172

MOT DU PRÉSIDENT

Nous avons l'honneur de vous faire rapport sur les activités de l'intercommunale au cours du 79ème exercice social, clôturé le 31 décembre 2017, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels, également clôturés à cette date.

Je souhaiterais évoquer avec vous les faits marquants de l'année écoulée dans le secteur de l'énergie.

Cette année 2017 marque une évolution majeure dans la gestion des réseaux de distribution assurée par ORES en Wallonie. En effet, après la fusion des GRD mixtes wallons en 2014, la date du 31 décembre 2016 concrétise la sortie complète d'Electrabel du capital d'ORES Assets, partenaire privé historique des communes wallonnes dans le secteur de l'énergie.

Le prix de sortie d'Electrabel s'est élevé à 186 millions d'euros pour notre intercommunale et a été entièrement financé sans obérer les budgets communaux !

Nous avons mis tout en œuvre pour que cet investissement crée de la valeur en I.P.F.H. à long terme, ce qui se traduit déjà dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2017.

En outre, notre Centrale d'achats d'énergie, à l'écoute de ses 300 adhérents publics, a poursuivi son développement en 2017 en mettant en place deux nouvelles plateformes informatiques : la première, pour faciliter et sécuriser le processus administratif dans le cadre des demandes d'ouverture, de reprise et/ou de sortie de compteurs ; et la seconde, pour permettre aux villes et communes qui le souhaitent d'accompagner leurs citoyens dans la souscription de nouveaux contrats d'électricité et de gaz plus avantageux, grâce à l'accompagnement communal et à l'expertise d'IGRETEC.

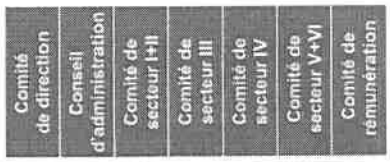
Ensuite, notre intercommunale a poursuivi sa politique de diversification de son portefeuille de participations, en concrétisant d'une part, un nouvel investissement éolien en Wind4Wallonia au mois de juillet 2017 et d'autre part en constituant, fin octobre, en partenariat avec EDF Luminus et d'autres intercommunales de financement, la société ActiVent Wallonie qui construira et exploitera des unités de production d'énergie renouvelable sur le territoire wallon.

Enfin, 2017 a été une année particulièrement mouvementée. Chahutée même, parfois. Les questions d'éthique et de gouvernance des intercommunales ont été au cœur des débats. Face aux critiques formulées sans distinction sur l'ensemble des acteurs publics, notre Conseil d'administration, par son rapport annuel et ses résultats financiers, a voulu rappeler la pertinence de son modèle d'entreprise et de son projet.

Karl DE VOS,
Président

COMPOSITION DES ORGANES DE GESTION

SITUATION AU 31 DECEMBRE 2017



PRÉSIDENT

Karl DE VOS*	Bourgmestre de Chapelle-lez-Herlaimont

VICE-PRÉSIDENTS

Serge BEGHIN*	Echevin à Charleroi
Yves CAFFONETTE**	Conseiller communal à Thuin
Françoise CHAPELLE**	Conseillère communale à Montigny-le-Tilleul
Marc DARVILLE*	Echevin à Mons
Claude DEMAREZ**	Conseiller communal à Chièvres
Eric MORELLE**	Conseiller communal à Dour
Philippe ROBERT*	Echevin à Tournai

ADMINISTRATEURS

Jonathan BOUSSART	Conseiller communale à Courcelles
Pierre CARTON	Echevin à Dour
Léon CASAERT	Conseiller communal à Charleroi
Katherine CHEVALIER	d'IGRETEC
Hélène CLEMENT	Conseillère communale à Tournai
Corinne CUBI	Conseillère communale à Anderlues
Philippe CUVELIER	Conseiller communal à Les Bons Villers
Pierre-André DAMAS	Conseiller communal à Braine-le-Comte
Caroline DECAMPS	d'IDEA
Xavier DESGAIN	Conseiller communal à Charleroi
Michel DEVOS	Conseiller communal à Frasnes-lez-Anvaing
Alexandra DUPONT	Conseillère communale à La Louvière
Maxime FELON	Conseiller communal à Charleroi
Guy FLAMENT	Echevin à Soignies
Françoise GHIOT	Echevine à La Louvière
Matthieu LEMIEZ	Conseiller communal à Honnelles
Joseph MARCHETTI	Conseiller communal à Gerpinnes
Henri PETIT	Conseiller communal à Erquelinnes
Johan PETRE	Echevin à Courcelles
Michel VACHAUDEZ	Echevin à Boussu
Baudouin VENDY	Conseiller communal à Soignies
Pierre WACQUIER	d'IDETA
Ruddy WASELYNCK	Conseiller communal à Frameries

SECRÉTAIRES

Raphaël DURANT	d'IGRETEC
Didier DRAUX	de l'IPFH

COMITÉ TECHNIQUE

Olivier BONTEMS	d'IDETA
Fanny DE BROUCKERE	d'IDEA
Caroline DECAMPS	d'IDEA
Raphaël DURANT	d'IGRETEC
Alain SIMON	d'IGRETEC

* Président CS
** Vice-président CS

L'I.P.F.H. EN BREF...

Pour rappel, l'I.P.F.H. a connu une importante restructuration en 2008.

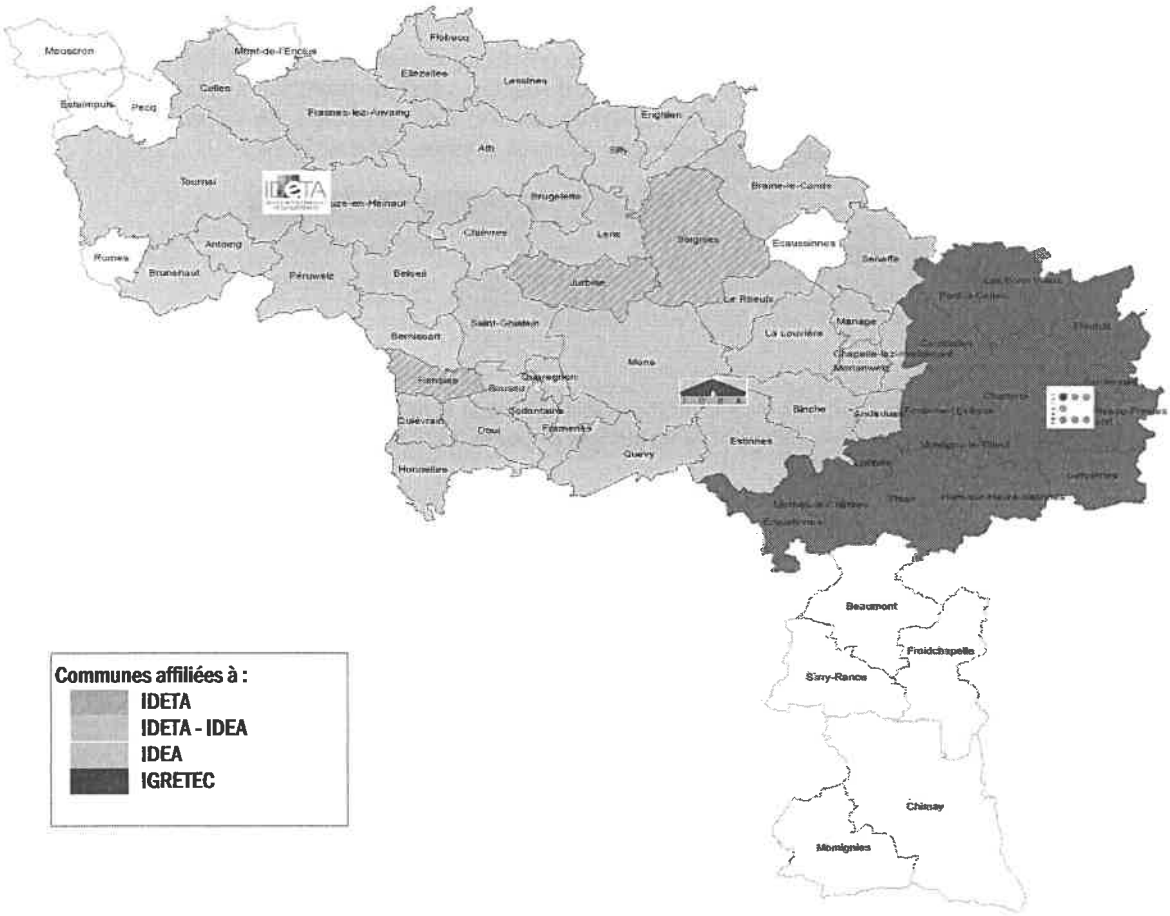
A l'origine, seules les communes participaient au capital de l'intercommunale. Depuis lors, les trois intercommunales de développement économique, IDEA, IDETA et IGRETEC y sont également associées, au travers de leur secteur « Participations ».

En pratique, toutes les participations énergétiques locales sont logées dans le secteur "Participations" de chacune des intercommunales de développement économique, les autres participations énergétiques étant gérées par l'I.P.F.H.

A travers ces changements de structure, les villes et communes, via leur intercommunale de développement économique, ont vu leur rôle évoluer vers un rôle d'acteur dans les projets locaux de production d'énergie initiés sur leur territoire.

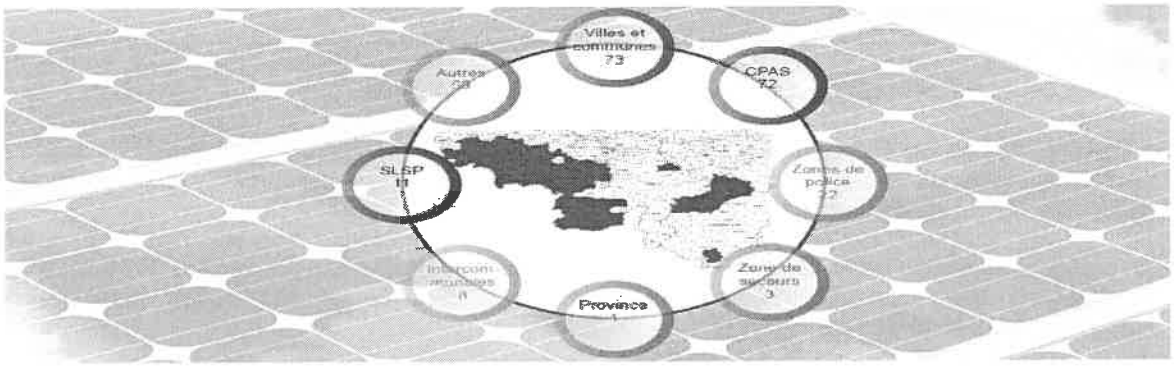
La représentativité du Hainaut dans le secteur de l'énergie s'est ainsi vue renforcée au travers d'un interlocuteur unique.

CARTOGRAPHIE DU HAINAUT - TERRITOIRE COUVERT PAR L'I.P.F.H. AU TRAVERS DES TROIS INTERCOMMUNALES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE :



CENTRALE D'ACHAT D'ENERGIE

L'activité principale de la Centrale d'achat d'énergie est la passation des marchés publics conjoints d'électricité et de gaz pour nos adhérents.



Les bénéfices pour l'adhérent sont multiples :

- Être déchargé de l'organisation des marchés publics ;
- Bénéficier de l'expertise juridique et technique de la Centrale d'achat d'énergie;
- Bénéficier de l'effet de mutualisation sur les prix et les services associés ;
- Bénéficier d'un logiciel de gestion et d'analyse des consommations d'énergie.

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES MARCHÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2017

La fixation des tarifs de gaz et d'électricité est basée sur les prix des marchés de gros négociés sur les bourses d'énergie. Ces bourses fonctionnent sur le principe de l'achat court terme ou long terme.

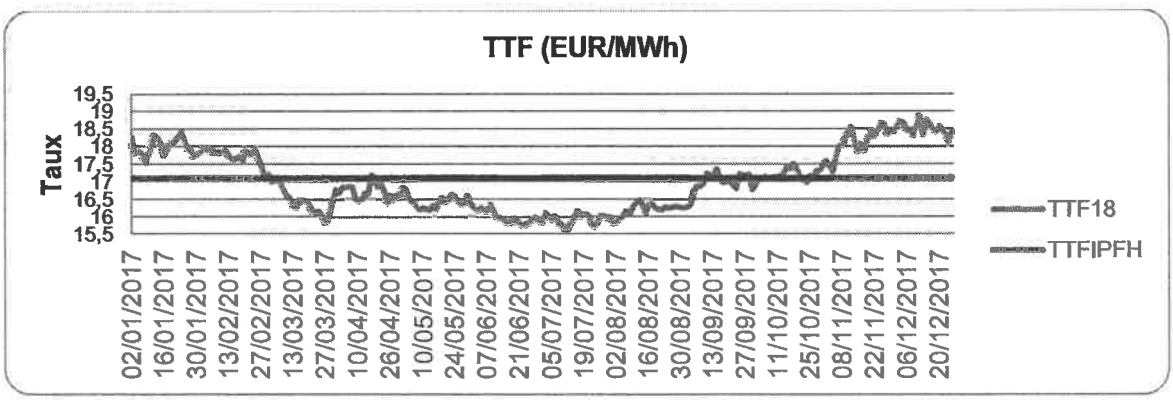
La volonté du Conseil d'administration d'obtenir des prix fixes et stables sur les périodes couvertes par les marchés publics a orienté la Centrale d'achat d'énergie vers les marchés à long terme, à savoir achat par année (FOWARD MARKET PRICE). Pratiquement, c'est au cours de l'exercice 2016 qu'ont été fixés les prix d'achat du gaz et de l'électricité pour les années 2018 et 2019 :

	2018	2019
Electricité CAL18	35,70 EUR/MWh	37,80 EUR/MWh
Gaz TTF18	17,10 EUR/MWh	17,10 EUR/MWh

Le marché du gaz

La demande en gaz est corrélée aux conditions climatiques. L'alternance de températures inférieures aux moyennes de saison et le redoux ont fortement impacté le prix du gaz.

La demande en période estivale est nettement moindre que pour les 1er et 4ème trimestres de l'année. Mais le marché du gaz naturel est également influencé par la demande des producteurs d'électricité.

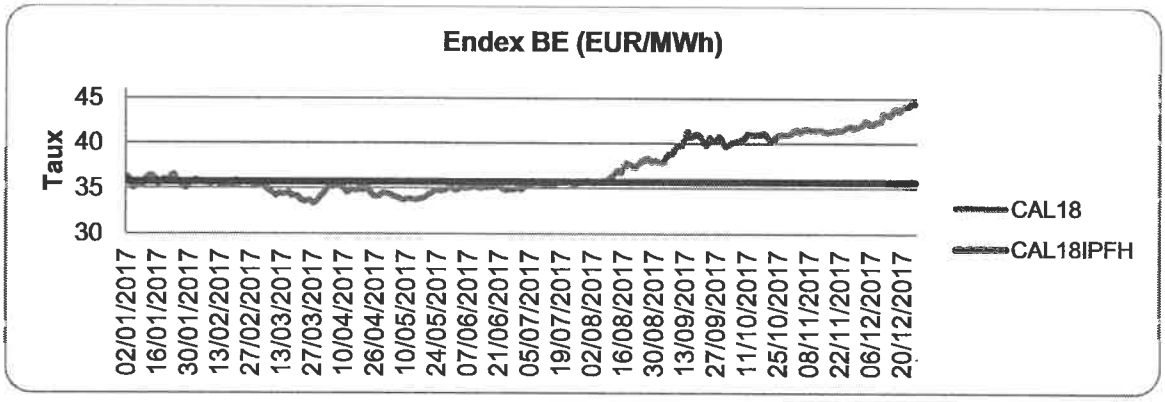


Le choix d'un prix fixe est totalement justifié pour l'année 2017 tant sur base des prix de marchés de gros que sur les tarifs pratiqués par les fournisseurs.

Le marché de l'électricité

La tendance structurelle à la hausse qui semble s'engager sur le marché de l'électricité s'est confirmée en 2017.

Cette hausse trouve son explication par l'influence de la disponibilité des actifs de production, l'absence de précipitations dans le sud de l'Europe et le rebond des prix du charbon (forte demande dans les pays asiatiques). Néanmoins, la disponibilité de sources d'énergies renouvelables (éolienne et photovoltaïque) peut calmer la pression sur les prix de l'électricité.



La fixation d'un prix fixe, pour les années 2018 et 2019, permet aux villes et communes d'éviter la tendance haussière actuellement constatée sur les différents prix de gros.

En résumé, la Centrale d'achat d'énergie reste attentive à l'évolution des marchés et des opportunités dans le respect de l'engagement du meilleur prix pour les finances communales.

LES SERVICES AUX ADHÉRENTS

La Centrale d'achat d'énergie en tant qu'intermédiaire de vente des certificats verts

La Centrale d'achat d'énergie continue à assurer son rôle de courtier de certificats verts pour les adhérents. Les volumes, très élevés, de certificats verts disponibles sur le marché n'ont pas permis d'atteindre les niveaux de prix des marchés précédents et le certificat vert se négocie à un prix légèrement supérieur au prix régional garanti de 65 euros.

Plateforme SIMPLINERGIE

Une plateforme a été mise en place en septembre 2017 afin de faciliter le travail des adhérents en leur permettant d'alléger le processus administratif. Ils peuvent désormais introduire informatiquement toutes leurs demandes d'ouverture, de reprise et/ou de sortie de compteurs.

L'objectif poursuivi est aussi d'éviter tout risque d'erreurs lors de l'encodage des différents formulaires (un historique de toutes leurs demandes est également mis à leur disposition pour un meilleur suivi).

Exonération de la redevance de voirie

Comme chaque année, la Centrale d'achat d'énergie intervient dans le processus de transmission des données à l'administration régionale via sa base de données qui englobe l'ensemble des données de facturation des communes.

Etablissement du budget énergie

Cette année, la Centrale d'achat d'énergie a fourni à chaque adhérent son budget énergie, pour chacun de leurs points de fourniture.

La transmission de ces informations détaillées permet aux communes d'affecter le montant au poste budgétaire concerné.

Organisation d'achats groupés d'énergie pour les citoyens

Forte de son expérience dans les marchés d'achat d'électricité et de gaz pour les adhérents à la Centrale d'achat d'énergie, cette dernière met à la disposition des villes et communes une plateforme web qui permet à celles-ci d'organiser des achats groupés de gaz et d'électricité.

Le principe de ces achats groupés est de rassembler un maximum de citoyens afin de négocier des réductions sur les prix de l'énergie auprès des fournisseurs.

La Centrale d'achat d'énergie joue le rôle d'organisateur pour le compte de l'initiateur (ville, commune, CPAS).

Qui fait quoi ?

- L'initiateur (ville, commune, CPAS) se charge de la promotion de l'achat groupé aux travers de ses canaux de communication (communiqué, site web, bulletin communal, flyers) ;
- L'organisateur (Centrale d'achat d'énergie) lance l'achat groupé, organise des réunions d'information aux citoyens, met à disposition la plateforme web pour les citoyens, met en concurrence les fournisseurs et informe les citoyens sur les résultats.

Un premier marché, en collaboration avec la Ville de Châtelet, a été lancé au mois de septembre.

Cette première expérience a permis à la Centrale d'achat d'énergie d'atteindre son objectif. Ses 350 participants ont pu profiter d'un gain moyen sur leur facture d'énergie de plus de 500 € !

Le marché porte sur une période de 3 ans pour de l'électricité 100% verte et du gaz.

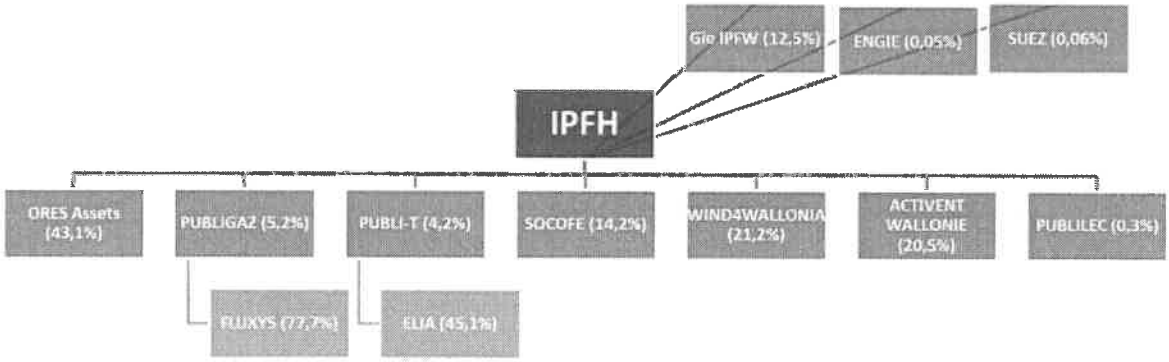
Fort de cette première expérience, d'autres achats groupés sont en préparation et se concrétiseront en 2018.

RAPPORT SPECIFIQUE SUR LES PARTICIPATIONS FINANCIERES

Le portefeuille de participations de l'intercommunale I.P.F.H. est diversifié. On y recense des participations à caractère régional, fédéral et européen.

Près de 95% des produits enregistrés par l'I.P.F.H. sont constitués de dividendes perçus de sociétés dont les activités sont régulées.

Ci-dessous, une situation graphique représentant les sociétés dans lesquelles l'I.P.F.H. détient des participations :



Les rendements indiqués ci-après sont calculés sur base de la valeur d'acquisition historique des participations.

ACTIVENT WALLONIE

Le 27 octobre 2017, à l'instar d'autres intercommunales wallonnes et EDF Luminus, l'I.P.F.H. a pris une participation dans la société Activent Wallonie, dont l'objet est de financer, construire, réaliser, gérer, entretenir et exploiter les projets de production d'énergie renouvelable développés par EDF en Wallonie.

Un premier projet est attendu courant 2018.

Participation	% détention directe
ACTIVENT WALLONIE	20,49%
Nombre de parts : 25	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)					5
Dividende (k€) (*)					0
% Rendement					0,00%

ENGIE

Société active dans l'exploration/production de gaz naturel, la production d'électricité, la fourniture de ces énergies ainsi que la gestion des infrastructures. ENGIE, ex GDF Suez, est le premier réseau européen de transport et de distribution de gaz naturel, la deuxième capacité européenne de stockage de gaz naturel et le cinquième producteur et commercialisateur européen d'électricité. Cette participation est la conséquence des opérations de fusion réalisées entre Electrabel et Suez, en 2006, et entre Suez et GDF en 2008.

La politique de distribution des dividendes a été revue plusieurs fois ces dernières années. En 2017, elle est arrêtée à 0,77 € par action.

Participation	% détention directe
ENGIE	0,05%
Nombre de parts : 1.142.820	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	26.529	26.529	26.529	26.529	26.529
Dividende (k€)	1.714	1.337	1.143	1.143	1.086
% Rendement	6,46%	5,04%	4,31%	4,31%	4,09%

Consulter son rapport annuel : www.engie.com/groupe/publications/

GIE IPFW

Les enjeux de la présence des intercommunales pures de financement au capital de sociétés telles qu'ORES Assets, Publi-T, Publigaz, ou encore Socofe et Wind4Wallonia, plaident pour une meilleure coordination voire la définition d'une position commune.

Pour y arriver, les huit intercommunales pures de financement actives en Wallonie ont décidé de mettre en place, entre elles, le 3 mars 2015, un groupement d'intérêt économique, qui constitue un mode de coopération pragmatique permettant :

- d'apparaître ensemble, sur des dossiers où leurs intérêts sont communs, sans remettre en cause la stratégie et l'organisation locale voulues par les communes associées ;
- de garantir l'indépendance et la distance quant à la réflexion stratégique et financière des IPFW par rapport aux structures dans lesquelles elles détiennent des participations.

Les objectifs du groupement peuvent se décliner comme suit, sans pour autant que la liste ne soit exhaustive :

- analyser et orienter en tant qu'actionnaire de référence d'ORES, la politique suivie par les administrateurs et le management d'ORES ;
- fixer une stratégie à mettre en place face aux besoins de financement actuels et futurs des intercommunales pures de financement ;
- mesurer et appréhender les enjeux stratégiques et techniques des réseaux de transport où le monde communal belge est majoritaire ;
- analyser les opportunités de prises de participation et d'investissements dans le secteur de l'énergie.

S'agissant d'une plateforme technique de coopération, le groupement ne réalise aucune activité commerciale. Son fonctionnement est couvert par une cotisation annuelle versée par ses membres fondateurs. Forte de son expertise dans le secteur de l'énergie, c'est l'IPFH qui assure la gestion et le pilotage du groupement.

Participation	% détention directe
Gie IPFW	12,50%
Nombre de parts : 1	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)			5	5	5
Dividende (k€) (*)			0	0	0
% Rendement			0,00%	0,00%	0,00%

ORES ASSETS

L'Intercommunale ORES Assets est devenue, le 31 décembre 2013, l'unique gestionnaire de réseau de distribution (GRD) sur territoire mixte wallon. Elle est la conséquence de la fusion des 8 GRD mixtes wallons qu'étaient : IDEG, INTERLUX, I.E.H., I.G.H., INTEREST, INTERMOSANE, SEDILEC et SIMOGEL.

Elle a pour objet de gérer le réseau de distribution sur le territoire de ses villes et communes associées ainsi que d'accomplir les missions de service public spécifiques qui lui sont confiées légalement, à savoir : l'encadrement social des consommateurs en difficulté, les mesures d'encouragement à l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'entretien de l'éclairage public.

N'ayant pas de personnel propre, la gestion, l'exploitation et l'entretien de son réseau de distribution ont été confiés à sa filiale ORES scrl.

Depuis la libéralisation complète des marchés de l'énergie, c'est la rémunération équitable qui rémunère le capital investi dans les réseaux de distribution ; on parle ainsi de la rémunération équitable des capitaux moyens investis (REMCI). Celle-ci est établie sur base de la valeur annuelle moyenne de l'actif régulé (« Regulated Asset Base » soit RAB) et est calculée annuellement en tenant compte notamment des nouveaux investissements et des amortissements.

Le secteur commun d'ORES Assets, dans lequel on retrouve principalement le bâtiment du siège et les magasins d'Aye et Strépy, a réalisé en 2014 ses premiers investissements. La première rémunération des parts A_i est comptabilisée en 2015.

Le 31 décembre 2016, les pouvoirs publics wallons ont acquis le solde des parts détenues par Electrabel (25%) conformément aux accords de sortie totale du partenaire privé des réseaux de distribution d'électricité et de gaz. La participation de l'intercommunale I.P.F.H. au capital d'ORES Assets atteint 100% pour ce qui concerne les secteurs Hainaut et 43,10% des parts représentatives du capital d'ORES Assets (parts « A »).

Les premiers dividendes sur cet investissement ont été comptabilisés en 2017, ainsi qu'un dividende « exceptionnel » correspondant à une part des réserves disponibles d'ORES A. rachetée à Electrabel au moment de sa sortie complète du GRD.

Participation	% détention directe
ORES ASSETS Hainaut Electricité	100,00% / 22,74%
Nombre de parts "A" : 10.877.859	
Nombre de parts "R" : 1.011.951	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	46.760	46.760	46.760	141.794	141.794
Dividende (k€)	11.248	6.204	8.647	7.980	27.349
% Rendement	24,06%	13,27%	18,49%	5,63%	19,29%
Parts "R" (k€)	138.485	135.235	135.235	135.209	101.195
Dividende (k€)	4.349	2.298	3.771	4.062	3.364
% Rendement	3,14%	1,70%	2,79%	3,00%	3,32%

Participation	% détention directe
ORES ASSETS Hainaut Gaz	100,00% / 20,36%
Nombre de parts "A" : 9.966.615	
Nombre de parts "R" : 360.326	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	76.907	91.149	99.842	193.613	193.613
Dividende (k€)	9.927	6.149	6.502	10.686	17.836
% Rendement	12,91%	6,75%	6,51%	5,52%	9,21%
Parts "R" (k€)	97.730	81.801	73.109	67.329	36.033
Dividende (k€)	3.212	1.622	2.380	2.274	1.444
% Rendement	3,29%	1,98%	3,26%	3,38%	4,01%

Participation	% détention directe
ORES ASSETS Secteur I (Secteur Commun)	-
Nombre de parts "A" : 562.357	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)		4.936	4.936	7.303	14.670
Dividende (k€)		0	111	701	785
% Rendement		0,00%	2,24%	9,60%	5,35%

Consulter son rapport annuel : www.ORESassets.be/fr/publications

PUBLI-T

Société coopérative qui fédère les participations communales (Wallonie, Flandre et Bruxelles) au capital du gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute tension belge, Elia, dont elle détient 45,08 % de parts de capital.

En 2013 et 2015, I.P.F.H. a augmenté la hauteur de sa participation au capital de Publi-T, d'un montant global de 10.116 k€, portant sa détention directe à 4,20%. Les premiers dividendes sur cet investissement ont été comptabilisés en 2016.

La politique de distribution des dividendes vise une croissance des dividendes d'environ 2% par an.

Participation	% détention directe
PUBLI-T	4,20%
Nombre de parts : 64.242	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	15.238	15.238	22.165	22.165	22.165
Dividende (k€)	948	1.126	1.148	1.546	1.576
% Rendement	6,22%	7,39%	5,18%	6,97%	7,11%

PUBLIGAZ

Société coopérative qui fédère les participations communales (Wallonie, Flandre et Bruxelles) au capital du gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel à haute pression belge, Fluxys Belgium, dont elle détient, via Fluxys S.A., quelque 77,7% des parts du capital.

La politique de distribution des dividendes vise une croissance des dividendes d'environ 3% par an.

Participation	% détention directe
PUBLIGAZ	5,17%
Nombre de parts : 1.776	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	12.600	12.600	12.600	12.600	12.600
Dividende (k€)	4.329	4.438	4.953	5.090	5.243
% Rendement	34,36%	35,22%	39,31%	40,40%	41,61%

PUBLILEC

Société coopérative qui a pour objet de réaliser toutes opérations financières, mobilières et immobilières relatives au secteur de la production, du transport, de l'achat, de la vente et de l'échange d'énergie, pour le compte du secteur public. Publilec détient notamment 26,40 % du capital du producteur/fournisseur d'énergie EDF Luminus.

En 2015, Publilec a versé à ses associés un dividende exceptionnel. En 2016, aucun dividende n'a été versé.

Participation	% détention directe
PUBLILEC	0,26%
Nombre de parts : 3.718	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	1.135	1.135	1.135	1.135	1.135
Dividende (k€)	64	64	296	0	53
% Rendement	5,62%	5,62%	26,08%	0,00%	4,63%

SOCOFE

Holding financier à caractère régional qui fédère les intérêts communaux et intercommunaux wallons. Il intervient dans des dossiers économiques et financiers d'intérêt collectif et stratégique (secteurs de l'énergie, de l'eau et de la technologie de l'information).

Suite à la fusion par absorption de la société CHF, réalisée par l'I.P.F.H. le 27 juin 2013, la participation en SOCOFE détenue par CHF a été transférée aux secteurs de l'I.P.F.H. présents au capital du holding financier. En 2014, la SOCOFE a décidé d'augmenter le niveau de son dividende de 50%.

La politique de distribution des dividendes vise une croissance des dividendes d'environ 5% par an.

Participation	% détention directe
SOCOFE	14,18%
Nombre de parts : 65.055	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	21.268	21.268	21.268	21.268	21.268
Dividende (k€)	1.301	1.952	1.991	2.098	2.212
% Rendement	6,12%	9,18%	9,36%	9,86%	10,40%

Consulter son rapport annuel : http://www.socofe.be/informations-financieres/rapports-annuels.html

SUEZ

Suez est une société active dans les domaines du traitement de l'eau, de la gestion des déchets et d'assainissement. Cette participation est la conséquence des opérations de fusion réalisées entre Electrabel et Suez en 2006 et entre Suez et GDF en 2008.

La politique de distribution des dividendes est stable depuis plusieurs années et s'élève à 0,65 € par action.

Participation	% détention directe
SUEZ	0,06%
Nombre de parts : 299.299	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)	2.947	2.947	2.947	2.947	2.947
Dividende (k€)	195	195	195	195	195
% Rendement	6,60%	6,60%	6,60%	6,60%	6,60%

Consulter son rapport annuel : www.suez.com/fr/Actualites/Publications

WIND4WALLONIA

Le 12 juin 2015, à l'instar d'autres intercommunales wallonnes et ENGIE, l'I.P.F.H. a pris une participation dans la société Wind4Wallonia, dont l'objet est de financer, construire, réaliser, gérer, entretenir et exploiter les parcs éoliens développés par ENGIE en Wallonie.

Courant 2016, deux parcs éoliens ont été mis en exploitation (une extension à Dour au mois de juin et un nouveau parc à Sterpenich en août).

Depuis mi-2017, un troisième parc, à Modave, est en construction. Sa mise en service est prévue en juin 2018.

Les premiers dividendes sont attendus en 2019.

Participation	% détention directe
WIND4WALLONIA	**21,20%**
Nombre de parts : 33.722	

	2013	2014	2015	2016	2017
Participation (k€)			843	843	843
Dividende (k€) (*)			0	0	0
% Rendement			0,00%	0,00%	0,00%

PRINCIPALES DECISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SÉANCE DU 28 MARS 2017

Le Conseil d'administration a approuvé, lors de cette séance, la prise de participation, à hauteur de 21% maximum, dans le capital d'ActiVent Wallonie, une société d'exploitation de projets d'énergies renouvelables en Wallonie en partenariat avec EDF Luminus.

Au cours de cette séance, les administrateurs ont également été informés de l'évolution du portefeuille de participations financières de l'intercommunale.

SÉANCE DU 8 MAI 2017

Lors de cette séance, le Conseil d'administration a arrêté les comptes annuels au 31 décembre 2016 ainsi que le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale suite aux décisions préalablement prises par les Comités de secteur. Les administrateurs ont ensuite arrêté l'ordre du jour de l'Assemblée générale et ont approuvé le contenu de la lettre d'affirmation au réviseur.

Au cours de cette même séance, les administrateurs ont décidé de lancer, pour l'année 2020, un marché public visant la fourniture d'électricité 100% verte pour l'éclairage public des villes et communes adhérentes à la Centrale d'achat d'énergie.

En outre, le Conseil d'administration a approuvé la quote-part de l'I.P.F.H., dans le budget 2017 du GIE IPFW, s'élevant à un montant de 50.962 € et a été informé des nouvelles mesures visant le renforcement de la gouvernance en cours d'analyse par le Gouvernement wallon.

SÉANCE DU 22 JUIN 2017

Dans le cadre des investissements en Wind4Wallonia, le Conseil d'administration a approuvé le nouveau projet de parc éolien à Modave. A cet effet, les administrateurs ont approuvé l'émission de 2.400 nouvelles parts « PE » du Secteur VII aux 3 intercommunales de développement économique (IDEA, IDETA et IGRETEC). Les différents contrats relatifs à la clôture financière de ce projet ont également été approuvés par les administrateurs lors de cette séance.

Le Conseil d'administration a également confirmé les candidats administrateurs proposés pour le Hainaut au sein des Conseils d'administration d'ORES SCRL et d'ORES Assets qui revêtiront la forme d'un Conseil d'administration « miroir ».

Enfin, les administrateurs ont été informés de l'évolution du dossier concernant la sortie d'Electrabel du capital d'ORES Assets.

SÉANCE DU 18 SEPTEMBRE 2017

Lors de cette séance, le Conseil d'administration a attribué le marché de fourniture d'électricité verte, pour l'année 2020, en éclairage public pour les villes et communes adhérentes à la Centrale d'achat d'énergie à la société ENI gas & power.

Les administrateurs ont également, au cours de cette séance, marqué un accord de principe, pour inscrire à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale, la création de la société Walwind afin d'y loger de nouveaux projets éoliens, développés par Engie.

Le Conseil a également été informé :

- de l'évolution de la Dette de l'intercommunale ;
- du rapport d'analyse du cadastre des intercommunales réalisé par la Région wallonne, pour lequel il a été décidé de communiquer officiellement sur les nombreuses erreurs et incohérences relevées ;
- du contenu des derniers comptes annuels des sociétés Publi-T et Publigaz.

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 2017

Le Conseil d'administration a marqué un accord de principe sur la prise de participation, à hauteur de 24,85 %, dans le projet d'une unité de biométhanisation située à Thuin.

Suite à la prise de participation dans le capital d'ActiVent Wallonie, les administrateurs ont marqué accord sur un apport en espèce, via le secteur VII, de 4.656,25 € et sur la souscription au nombre de parts correspondant à ce montant en vue de constituer la société. Ils ont, en outre, désigné les représentants de l'IPFH pour siéger au Conseil d'administration d'ActiVent Wallonie.

Au cours de cette même séance, les administrateurs ont marqué accord sur la distribution, par ORES, d'un dividende exceptionnel d'un montant de 17.465.066,94 € et ont été informés des activités suivies par la Centrale d'achat d'énergie et de l'évolution du contrôle fiscal en cours.

SÉANCE DU 6 NOVEMBRE 2017

Lors de cette séance, les administrateurs ont approuvé la recapitalisation annuelle en ORES Assets comme le prévoit ses statuts, pour un montant de 7.366.863 € et ont décidé de recourir à l'emprunt pour financer cet investissement.

Le Conseil d'administration approuvé son projet de première évaluation du Plan stratégique 2017 – 2019 suite aux décisions prises par les Comités de secteur concernant les comptes prévisionnels. Les administrateurs ont également arrêté l'ordre du jour de la deuxième Assemblée générale.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 2017

Le Conseil d'administration a approuvé le rapport d'analyse des offres relatif à un marché d'emprunt d'un montant de 15.000.000 €, destiné à couvrir les besoins de financement sur l'horizon 2017 – 2019.

Au cours de cette même séance, les administrateurs ont marqué accord sur le versement d'un acompte sur les dividendes de l'exercice 2017 d'un montant de 26.105.100 € conformément aux décisions prises par les Comités de secteur, et ont décidé de modifier l'objet social de la société Walwind afin de limiter le périmètre de ses activités à la Région wallonne.

DOSSIER(S) D'ATTRIBUTION DE MARCHÉ

Au cours de l'exercice 2017, deux dossiers d'attribution de marché ont été approuvés, à savoir :

N°	Libellé	Attributaire	Procédure
1.	Centrale d'achat d'énergie – Marché public pour la fourniture d'électricité verte en éclairage public pour l'année 2020 (ME005 – EP – 2020)	Eni gas&power	Adjudication avec publicité européenne
2.	Marché d'emprunt destiné à couvrir les besoins de financement sur l'horizon 2017 - 2019	Lots 1 et 2 : ING Lot 3 : BNP Paribas Fortis	Appel d'offres

PRINCIPALES DECISIONS DES COMITES DE SECTEUR

SÉANCE DU 6 MARS 2017

Dans le cadre de la restauration de la porte d'entrée de leur bâtiment situé à Boussu, les administrateurs ont désigné le soumissionnaire du marché. Ils ont également été informés du rapport des pompiers et du rapport garantissant la conformité de l'installation électrique du bâtiment.

SÉANCES DES 19, 24 ET 25 AVRIL 2017

Lors de ces séances, les Comités de secteur ont arrêté leurs comptes annuels au 31 décembre 2016.

SÉANCES DES 18, 19 ET 23 OCTOBRE 2017

Lors de ces séances, les Comités de secteur ont arrêté leurs projets de première évaluation du Plan stratégique 2017-2019 et plus particulièrement, leurs comptes prévisionnels et leurs politiques de distribution de dividendes.

SÉANCES DES 23, 27 ET 30 NOVEMBRE 2017

Lors de ces séances, les Comités de secteur ont approuvé les montants des acomptes de leurs secteurs de compte à valoir sur les dividendes de l'exercice 2017 ; à verser aux associés à la fin du mois de décembre.

PRINCIPALES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

La première Assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 22 juin 2017, a approuvé les comptes annuels de l'exercice 2016. L'Assemblée a également donné décharge aux membres du Conseil d'administration et du Collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice de leur mandat au cours de l'année 2016. Elle a, en outre, approuvé la prise de participation au capital d'ActiVent Wallonie.

La deuxième Assemblée générale ordinaire, réunie le 20 décembre 2017, a approuvé la première évaluation annuelle du plan stratégique 2017-2019 qui avait été présenté au Conseil d'administration du 6 novembre 2017. Elle a également approuvé les prises de participation au capital de Walvert Thuin et de Walwind.

RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'INTERCOMMUNALE

Au fil des années, l'énergie et l'environnement sont de plus en plus liés. L'IPFH l'a bien compris et oriente sa stratégie d'investissements vers le renouvelable via la création du Secteur « Participations

énergétiques » (Secteur VII) dont l'objectif est d'accueillir les nouveaux investissements réalisés dans le secteur de l'énergie renouvelable.

En 2015, la société Wind4Wallonia, concrétisation d'un partenariat entre le secteur public wallon et Engie pour investir et exploiter des parcs éoliens en Wallonie, est créée. L'IPFH y détient 21,2% du capital.

Afin de ne pas donner l'exclusivité à Engie concernant l'exploitation de parcs éoliens en Wallonie, l'année 2017 voit la naissance d'ActiVent Wallonie, qui est une société d'exploitation de projets d'énergies renouvelables en partenariat avec EDF Luminus et dont l'IPFH détient près de 21% du capital. Les premiers investissements au sein de cette structure sont prévus pour 2018.

La même année, les actionnaires de Wind4Wallonia, dont l'IPFH, prennent la décision de créer Walwind, structure holding dans laquelle seront logées les sociétés d'exploitation des futurs parcs éoliens développés en collaboration avec Engie (Wind4Wallonia 2).

En Wallonie, l'IPFH se positionne également comme partenaire financier dans la biométhanisation. En effet, le Conseil d'administration a décidé d'investir dans la construction d'une unité de biométhanisation à Thuin, via une prise de participation (24,85%) et un prêt subordonné dans la société Walvert Thuin.

Le tableau ci-dessous reprend les différentes participations du Secteur VII de l'IPFH dans des sociétés produisant de l'énergie verte :

Année	Projet	Détention public (%)	Détention IPFH (%)
2015	Wind4Wallonia	50	21,2
2017	ActiVent Wallonie	36	21
2018	Walvert Thuin	24,85	24,85
	Walwind	50	22,8

Ces partenariats ont permis à l'IPFH d'exploiter 2 parcs (5 éoliennes) qui, grâce à une puissance totale de 10,7 MW, produisent de l'électricité verte équivalant à la consommation annuelle de plus de 4.500 ménages. Fin 2017, un parc éolien à Modave (4 éoliennes) ainsi qu'une centrale de biométhanisation à Thuin sont en phase de construction. Ces investissements vont permettre de porter la puissance totale de production d'énergie verte à 24,1 MW dès 2018.

De plus, la Centrale d'achat d'énergie de l'IPFH, qui réunit, au travers de ses marchés publics conjoints d'électricité et de gaz, plus de 300 adhérents, a attribué ses marchés à un fournisseur d'énergie verte. Les volumes de consommation sur la période 2017-2019 s'élèvent à 1,161 GWh d'électricité et de 1,971 GWh de gaz.

Outre ses participations dans les gestionnaires de réseaux (ORES, Elia via Publi-T et Fluxys via Publigaz), l'IPFH détient 14,18% du capital du holding SOCOFE, qui a également une politique d'investissements axée sur le développement durable (principalement l'éolien onshore et offshore).

En 2018, l'IPFH continuera à développer sa stratégie d'investissements dans l'énergie verte avec la construction de 3 nouveaux parcs éoliens au sein de Wind4Wallonia 2, la mise en exploitation du parc de Modave et de l'unité de biométhanisation de Thuin mais également par la prise de participation dans le capital d'Enora, qui prévoit de développer un réseau de 3 stations CNG (compressed natural gas) sur la province de Hainaut.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

ARTICLE 96 DU CODE DES SOCIETES – MENTIONS OBLIGATOIRES

Le Conseil d'administration vous informe que :

- à sa connaissance, il n'existe pas de circonstance susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société et de nature à porter gravement préjudice à la société
- la société n'exerce pas d'activité en matière de recherche et développement ;
- la société n'a pas de succursale.

L'intercommunale utilise des instruments de couverture (options sur taux d'intérêts) pour réduire son exposition aux risques de taux et optimiser la structure taux fixe/taux variable de ses dettes.

La politique de l'intercommunale consiste à préserver ses avoirs financiers et à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier.

En matière de risques et incertitudes, nous renvoyons le lecteur à toutes les informations données ci-dessus qui présentent les défis de demain pour I.P.F.H. dans le domaine de l'énergie.

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

SECTEUR I

Compte de résultats

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de l'exercice de 17.477.440,76 € contre 5.034.218,81 € en 2016. Cette augmentation est due principalement à la distribution de réserves disponibles effectuée par ORES ASSETS en date du 22/12/17.

Les produits

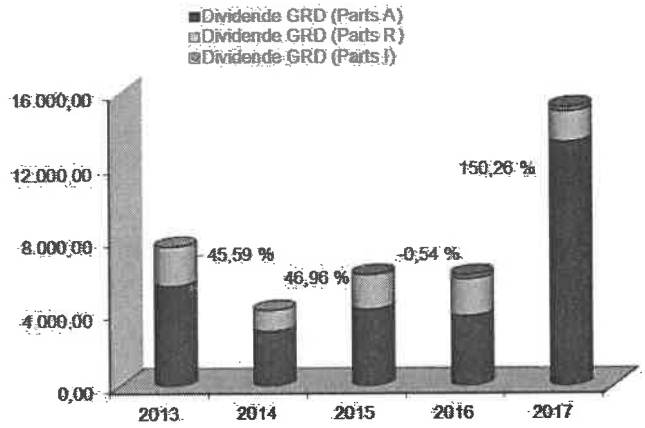
Le chiffre d'affaires (509.714,47 €) enregistre les frais de gestion de la Centrale d'achat d'énergie (CAE) facturés aux adhérents conformément aux conventions établies.

Les autres produits d'exploitation s'élèvent à 473.926,40 € (915.522,00 € en 2016) et sont constitués essentiellement de la vente de certificats verts à EDF Luminus et ENI Gas & Power. Ceux-ci sont achetés par le Secteur I A aux adhérents de la CAE et ensuite revendus, à prix coûtant, à EDF Luminus et ENI Gas & Power.

Les produits des participations financières enregistrés sont les suivants :

Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS	15.186.494,08	6.068.354,53	150,26%
SOCOFE	522.784,00	495.876,00	5,43%
PUBLI-T	732.887,10	718.551,90	2,00%
PUBLILEC	14.718,26	0,00	
ENGIE	527.178,75	554.925,00	-5,00%
SUEZ ENVIRONNEMENT	94.466,45	94.466,45	0,00%
	17.078.528,64	7.932.173,88	115,31%

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :



Les produits des actifs circulants, qui s'établissent à 27.759,94 € contre 7.807,92 € en 2016, comptabilisent les produits générés par les placements de trésorerie dont l'arrivée à échéance en date du 19/09/2017 du contrat d'assurance « Belfius Invest 3+ » provenant de l'absorption de CHF et les quotes-parts du secteur dans les nouveaux placements à terme 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC).

Les produits exceptionnels (1.226.384,25 €) comptabilisent la reprise de la réduction de valeur sur la participation ENGIE en fonction de la cotation boursière de l'action au 31 décembre 2017 (14,33 €/part).

Les charges

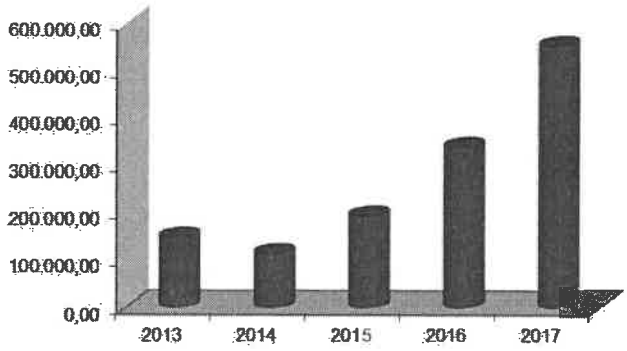
Le coût des ventes et prestations se chiffre à 1.284.032,34 € et se compose :

- des services et biens divers (810.105,88 €) qui enregistrent les frais de gestion de la CAE, la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, les jetons payés aux membres des organes de gestion, l'indemnité de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW ;
- des autres charges d'exploitation (473.926,46 €) reprenant l'achat des certificats verts aux adhérents de la CAE.

Les charges financières s'élèvent à 554.840,65 € contre 338.422,16 € en 2016 et comptabilisent principalement :

- les intérêts relatifs à l'emprunt ING de 60 M° € (308.663,15 €) ;
- les intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (239.988,95 €) ;
- les intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (1.520,83 €) ;
- les intérêts relatifs au crédit pont (41,37 €) ;
- les intérêts sur avances de trésorerie consenties par les autres secteurs pour 4.131,81 €.

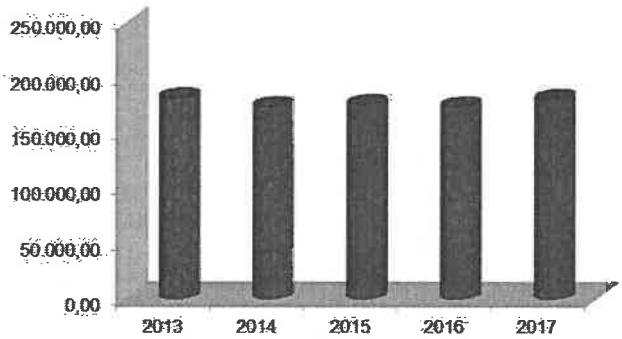
Evolution des charges financières au cours des 5 dernières années (sans la régularisation ECS) :



Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 251.017.116,74 € contre 239.835.168,53 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 225.040.037,16 € (237.755.645,33 € en 2016) et sont composés exclusivement d'immobilisations financières.

La répartition du portefeuille de participations est la suivante :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES ASSETS	199.965.110,58	88,858%
ORES	3.825,23	0,002%
GIE IPFW	5.000,00	0,002%
IGRETEC	48.661,50	0,022%
PUBLI-T	10.304.345,41	4,579%
ENGIE	7.952.075,25	3,534%
SUEZ ENVIRONNEMENT	1.431.239,38	0,636%
SOCOFE	5.011.709,87	2,227%
PUBLILEC	318.069,94	0,141%
TOTAL	225.040.037,16	100,000%

La participation en ORES ASSETS s'élève à 199.965.110,58 € contre 213.907.103,00 € l'an dernier. Cette diminution s'explique notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants s'élèvent à 25.977.079,58 € (2.079.523,20 € en 2016) et se composent :

- des créances à un an au plus, d'un import de 669.283,17 €. Cette rubrique enregistre la quote-part des secteurs II à VI dans les frais communs inhérents au fonctionnement de l'intercommunale ainsi que les facturations aux adhérents des frais de gestion de la Centrale d'achat d'énergie restant à percevoir et à ENI Gas & Power pour la vente de certificats verts. Elle reprend également pour les impôts, les précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (placements de trésorerie et dividendes Publi-T);
- des placements de trésorerie qui s'élèvent à 20.010.329,42 € suite aux nouveaux placements à terme pour tous les secteurs auprès de NAGELMACKERS (15.000.000,00 € à deux ans) et la CBC (5.000.000,00 € à un an) ainsi que de l'arrivée à échéance du contrat d'assurance « Belfius Invest 3+ » ;
- des valeurs disponibles de 5.297.279,69 € à la clôture de l'exercice;
- signalons enfin les 187,20 € comptabilisés en compte de régularisation représentant notamment la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 97.710.345,90 €.

La prime d'émission d'un import de 4.461,44 € a été comptabilisée lors de l'absorption de l'activité électricité de l'A.I.E. en 2006.

La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASSETS se chiffre à 76.776.335,22 €.

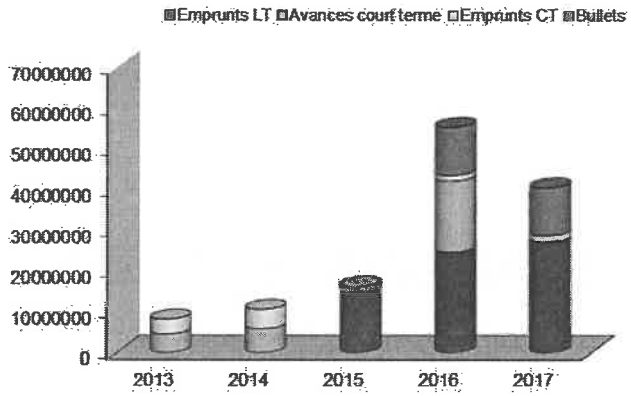
Les réserves s'établissent à 7.066.065,69 € (95.624,93 € en 2016) suite à l'affectation du bénéfice 2017.

Les dettes (69.459.908,49 €) se ventilent comme suit :

- les dettes à plus d'un an d'un import de 47.075.587,22 € reprennent la quote-part du secteur dans les nouveaux emprunts (3.979.789,74 €), les emprunts de l'an passé (29.580.797,48 €) et l'emprunt ING de 60M° € (13.515.000,00 €) ;
- les dettes à un an au plus s'établissent à 22.282.852,42 € et sont principalement composées :
  - des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (1.560.654,35 €) reprenant les tranches de remboursement 2018 pour les emprunts;
  - des dettes commerciales (107.279,76 €) comptabilisant, les factures à recevoir et les notes de crédit à établir dans le cadre de la clôture 2017 de la Centrale d'achat d'énergie;
  - des dettes fiscales, salariales et sociales, la TVA du 4ème trimestre 2017 de 53.267,80 € à payer et le précompte professionnel de décembre 2017 payé en janvier 2018 (25.141,27 €);
  - des autres dettes (20.536.509,24 €) sont composées essentiellement :
    - du solde des dividendes 2017 (3.152.100,00 €) à verser aux associés, après l'Assemblée générale du 27 juin 2018. Un acompte sur ces dividendes a été versé aux associés le 27 décembre 2017 pour un montant de 7.354.900,00 €;
    - du pooling de trésorerie effectuée par le Secteur IA pour tous les secteurs (17.300.000,00 €) ;
    - des notes de débit pour les certificats verts des adhérents (CAE) restants à payer (5.085,60 €) ;
- les comptes de régularisation s'élèvent quant à eux à 101.468,85 € et enregistrent principalement la quote-part des intérêts sur les emprunts 2017 débités en 2018 (96.802,28 €) ainsi que les frais de réception pour les assemblées générales des 22/06/17 et 20/12/2017.

Notons encore le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :

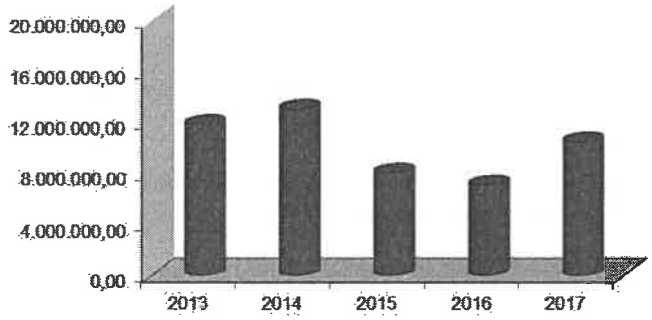


Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- une dotation aux réserves disponibles : 5.409.786,41 €
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 1.560.654,35 € ;
- une attribution aux associés : 10.507.000,00 € soit :
  - IDEA 4.154.262,71 € ;
  - IGRETEC 6.352.737,29 €.

Les revenus des associés à ce secteur au cours des 5 dernières années ont évolué comme suit :



SECTEUR II

Compte de résultats

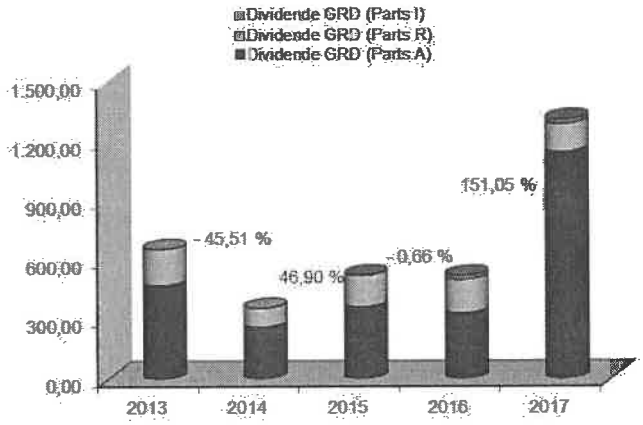
Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de 1.514.492,73 contre 419.484,28 € en 2016. Cette augmentation est due principalement à la distribution de réserves disponibles effectuée par ORES ASSETS en date du 22/12/17.

Les produits

Les produits des participations financières sont les suivants :

Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS	1.306.606,93	520.452,06	151,05%
PUBLI-T	90.380,82	88.612,98	2,00%
ENGIE	48.199,20	50.736,00	-5,00%
SUEZ ENVIRONNEMENT	8.634,60	8.634,60	0,00%
PUBLILEC	9.449,63	0,00	
TOTAL	1.463.271,18	668.435,64	118,91%

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :



Les produits des actifs circulants qui s'établissent à 27,53 € (33,60 € en 2016) représentent les produits générés par le pooling de trésorerie via le Secteur IA en date du 18/12/17 (placements à terme de 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC)).

Les produits exceptionnels (112.126,56 €) comptabilisent la reprise de la réduction de valeur sur la participation ENGIE en fonction de la cotation boursière de l'action au 31 décembre 2017 (14,33 €/part).

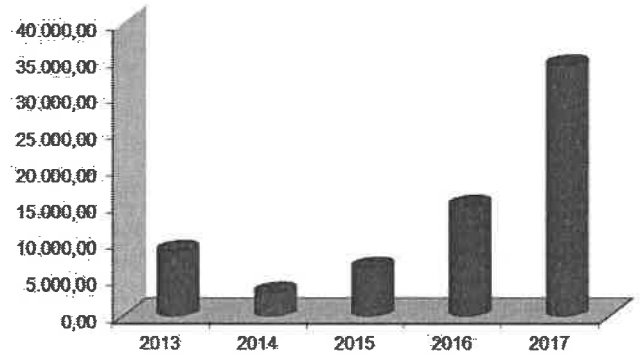
Les charges

Le coût des ventes et prestations se chiffre à 26.511,63 €. Ce poste enregistre en rubrique « Services et Biens Divers », la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, les jetons des organes de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, l'indemnité de gestion, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW.

Les charges financières d'un import de 34.420,91 € comptabilisent principalement :

- les intérêts relatifs à l'emprunt ING de 60 M° € (13.588,95 €) ;
- les intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (20.679,45 €) ;
- les intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (93,57 €) ;
- les intérêts relatifs au crédit pont (3,57 €).

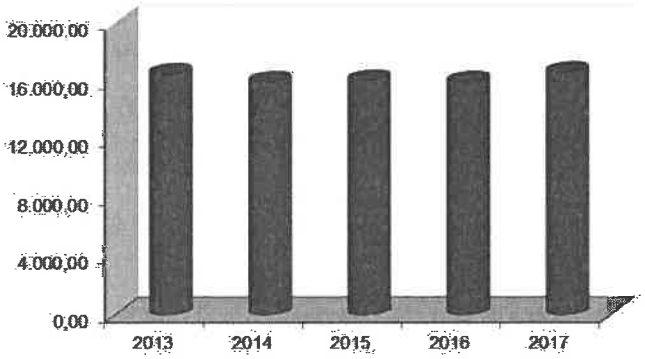
Evolution des charges financières au cours des 5 dernières années (sans la régularisation ECS) :



Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 20.396.081,33 € contre 20.811.466,34 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 19.501.272,77 € (20.590.473,38 € en 2016) et sont composés exclusivement d'immobilisations financières.

La répartition du portefeuille de participations est la suivante :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES ASSETS	17.165.590,49	88,02%
IGRETEC	2.825,99	0,01%
PUBLI-T	1.270.776,70	6,52%
ENGIE	727.046,88	3,73%
SUEZ ENVIRONNEMENT	130.820,83	0,67%
PUBLILEC	204.211,88	1,05%
TOTAL	19.501.272,77	100,00%

La participation en ORES ASSETS s'élève à 17.165.590,49 € contre 18.366.917,66 € l'an dernier. Cette diminution s'explique notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants (894.808,56 €) se composent :

- des créances à un an au plus de 453.883,71 € comptabilisant principalement l'impôt pour les

précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (dividendes Publi-T) ainsi que le pooling de trésorerie réalisé via le Secteur IA (400.000,00 €);
- des valeurs disponibles qui se chiffrent à 440.897,32 € à la clôture de l'exercice;
- signalons enfin les 27,53 € enregistrés en compte de régularisation représentant la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 9.297.646,33 €.

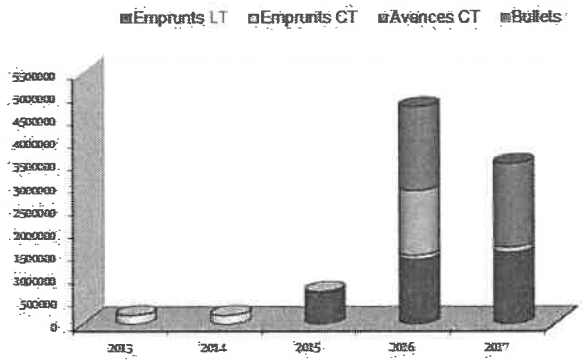
La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASETS se chiffre à 6.420.561,16 €.

Les réserves s'établissent à 922.064,13 € suite à l'affectation du bénéfice 2017.

Les dettes s'élèvent à 3.755.809,71 € contre 4.819.687,45 € en 2016. Cette diminution s'explique principalement par le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Ces dettes se ventilent comme suit :
- les dettes à plus d'un an de 3.388.840,30 € enregistrent la quote-part du secteur dans les nouveaux emprunts (244.910,13 €), les emprunts de l'an passé (2.548.930,17 €) et l'emprunt ING de 60 M° € (595.000,00 €) ;
- les dettes à plus d'un an échéant dans l'année (96.536,65 €) reprennent la tranche de remboursement 2018 relative aux emprunts ;
- les dettes commerciales sont composées de la facture à recevoir d'IGRETEC en solde des indemnités de gestion 2017 (2.882,51 €);
- les autres dettes sont composées du solde des dividendes (259.800,00 €) à verser aux associés, après l'Assemblée générale du 27 juin 2018 (un acompte sur ces dividendes a été versé à ces derniers en date du 27 décembre 2017 pour un montant de 606.200,00 €) et du solde des comptes courants des autres secteurs (3.165,78 €) ;
- les comptes de régularisation s'élèvent quant à eux à 4.584,47 € et enregistrent la quote-part des intérêts sur les emprunts 2017 débités en 2018.

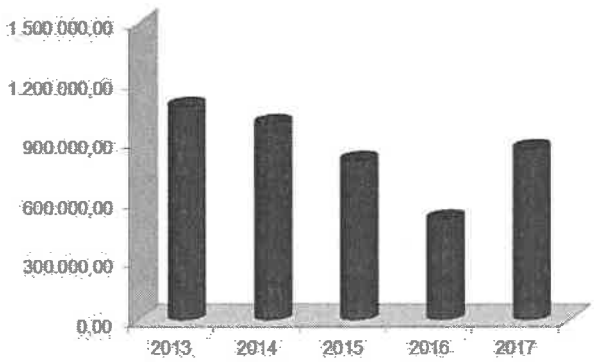
Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :



Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :
- une dotation aux réserves disponibles : 551.956,08 €;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 96.536,65 €
- une attribution à l'associé IGRETEC : 866.000,00 €.

Les revenus des associés au cours des 5 dernières années ont évolué comme suit :



SECTEUR III

Compte de résultats

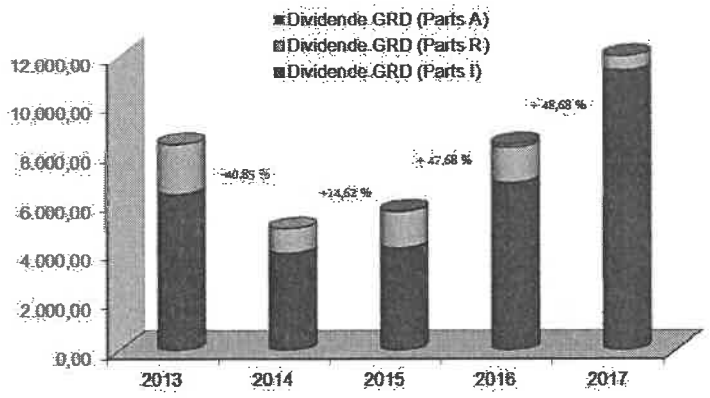
Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de l'exercice de 15.126.492,11 € contre 11.115.084,20 € en 2016.

Les produits

Les produits des participations financières sont les suivants :

Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS	12.483.646,40	8.396.322,44	48,68%
PUBLILEC	9.449,60	0,00	
SOCOFE	337.688,00	320.307,00	5,43%
PUBLIGAZ	3.297.384,00	3.201.344,34	3,00%
TOTAL	16.128.168,00	11.917.973,78	35,33%

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :



Les produits des actifs circulants, qui s'établissent à 351,06 € contre 181,52 € en 2016, comptabilisent les produits générés par le pooling de trésorerie via le Secteur IA en date du 18/12/17 (placements à terme de 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC)).

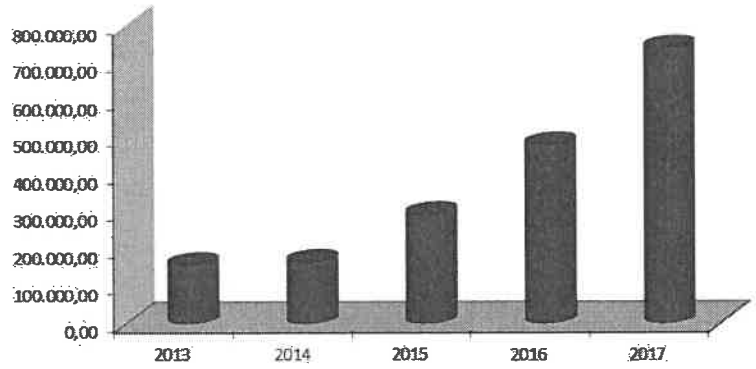
Les charges

Le coût des ventes et prestations se chiffre à 264.855,03 € et se compose uniquement des services et biens divers qui enregistrent la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, les jetons des organes de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, l'indemnité de gestion, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW.

Les charges financières d'un import de 737.171,92 € (479.546,20 € en 2016) enregistrent principalement :

- les intérêts relatifs à l'emprunt ING de 60 M° € (444.552,60 €) ;
- les intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (290.953,59 €) ;
- les intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (1.504,82 €) ;
- les intérêts relatifs au crédit pont (50,16 €).

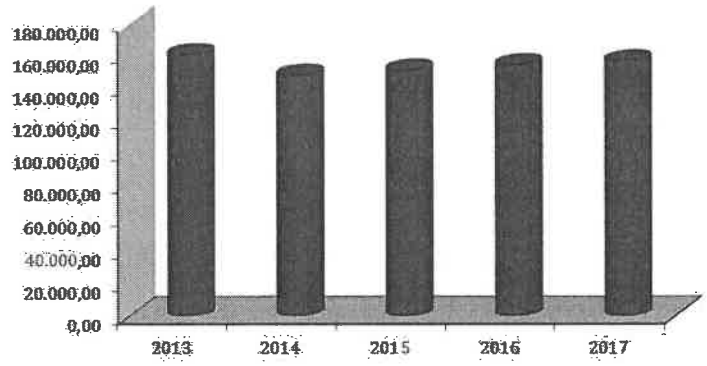
Evolution des charges financières au cours des 5 dernières années (sans la régularisation ECS):



Bilan

Le total du bilan atteint 221.884.308,59 € contre 235.911.386,91 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 212.525.427,58 € (231.301.349,34 € en 2016).

La répartition du portefeuille de participations est la suivante :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES ASSETS	201.115.021,16	94,631%
IGRETEC	16.113,08	0,008%
SOCOFE	3.250.041,16	1,529%
PUBLIGAZ	7.940.040,30	3,736%
PUBLILEC	204.211,88	0,096%
TOTAL	212.525.427,58	100,000%

La participation en ORES ASSETS s'élève à 201.115.021,16 € contre 219.890.942,92 € l'an dernier. Cette diminution s'explique notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants (9.358.881,01 €) se composent :

- des autres créances reprenant pour l'impôt (1.856.462,07 €), les précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (placements de trésorerie et dividendes Publigaz) ainsi que le pooling de trésorerie réalisé via le Secteur IA (5.100.000,00 €) et le solde du compte courant du Secteur IA (16.024,83 €) ;
- des créances commerciales (59.575,88 €) comptabilisant une note de crédit à recevoir d'IGRETEC ;
- des valeurs disponibles qui se chiffrent, quant à elles à 2.326.467,17 € contre 2.963.962,70 € en 2016 ;
- signalons enfin les 351,06 € enregistrés en compte de régularisation représentant la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 91.412.796,62 €.

La prime d'émission d'un import de 929,47 € a été comptabilisée lors de l'absorption de l'activité gaz de l'A.I.E. en 2006.

La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASSETS se chiffre à 48.746.006,74 €.

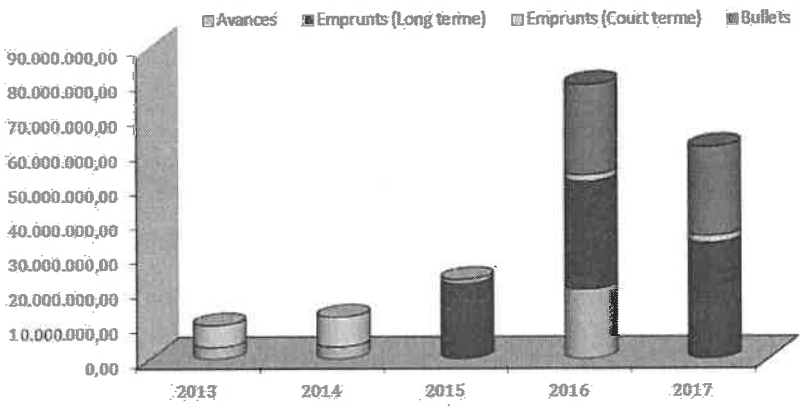
Les réserves s'établissent à 16.438.235,20 € contre 14.131.743,09 € en 2016 suite à l'affectation du bénéfice 2017.

Les dettes s'élèvent à 65.286.340,56 € contre 81.619.910,99 € en 2016. Cette diminution s'explique principalement par le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Ces dettes se ventilent comme suit :

- les dettes à plus d'un an d'un import de 59.265.348,97 € reprennent la quote-part du secteur dans les nouveaux emprunts (3.937.695,84 €), les emprunts de l'an passé (35.862.653,13 €) et l'emprunt ING de 60 M° € (19.465.000,00 €) ;
- les dettes à un an au plus s'établissent à 5.883.858,87 € et sont principalement composées :
  - des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (2.033.074,70 €) reprenant les tranches de remboursement 2018 pour les emprunts ;
  - les dettes commerciales comptabilisant les factures à recevoir (2.162,82 €) ;
  - les autres dettes (3.848.621,35 €) sont composées essentiellement du solde des comptes courants des autres secteurs (2.621,35 €) et du solde des dividendes 2017 à verser aux associés (3.846.000,00 €), après l'Assemblée générale du 27 juin 2018. Un acompte sur ces dividendes a été versé à ces derniers en date du 27 décembre 2017 pour un montant de 8.974.000,00 € ;
- signalons enfin les 137.132,72 € enregistrés en compte de régularisation représentant uniquement la quote-part des intérêts sur les emprunts 2017 débités en 2018.

Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :

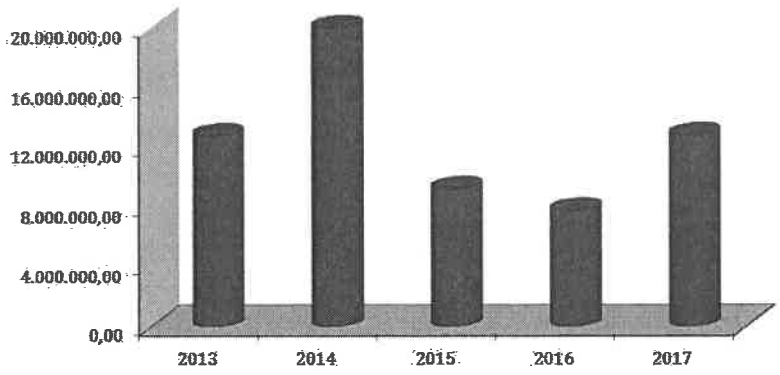


Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- un prélèvement sur les réserves disponibles : 12.636,64 €;
- une dotation aux réserves disponibles : 286.054,05 € ;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 2.033.074,70 € ;
- une attribution aux associés : 12.820.000,00 € soit :
  - IDEA 4.965.931,27 € ;
  - IDETA 407.378,09 € ;
  - IGRETEC 7.446.690,64 €.

Evolution des revenus des associés au cours des 5 dernières années :



SECTEUR IV

Compte de résultats

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice avant dotations aux réserves de 12.535.878,04 € contre 3.992.035,36 € en 2016. Cette augmentation est due principalement à la distribution de réserves disponibles effectuée par ORES ASSETS en date du 22/12/17.

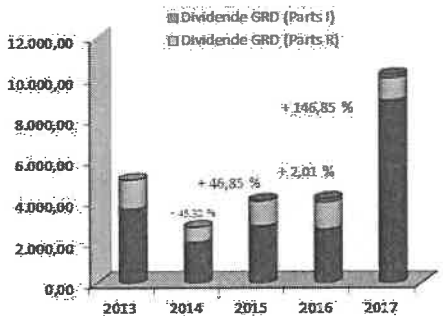
Les produits

Les produits des participations financières enregistrés sont les suivants :

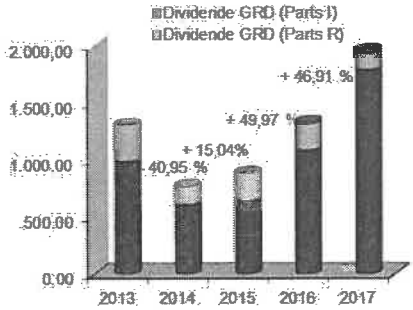
Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS (Electricité)	10.182.196,14	4.124.807,37	146,85%
ORES ASSETS (Gaz)	1.960.657,25	1.334.577,79	46,91%
PUBLI-T	430.407,06	421.988,34	2,00%
ENGIE	301.364,70	317.226,00	-5,00%
SUEZ ENVIRONNEMENT	54.003,30	54.003,30	
PUBLIGAZ	513.648,00	498.687,48	3,00%
TOTAL	13.442.276,45	6.751.290,28	99,11%

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :

Dividendes GRD Electricité :



Dividendes GRD Gaz :



Les produits des actifs circulants qui s'établissent à 447,44 € comptabilisent les produits générés par le pooling de trésorerie via le Secteur IA en date du 18/12/17 (placements à terme de 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC)).

Les produits exceptionnels (701.069,46 €) comptabilisent la reprise de la réduction de valeur sur la participation ENGIE en fonction de la cotation boursière de l'action au 31 décembre 2017 (14,33 €/part).

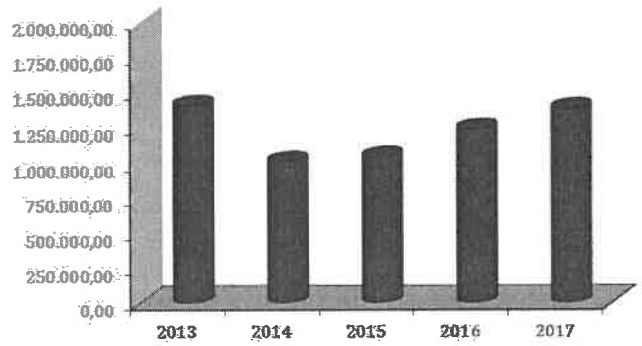
Les charges

Le coût des ventes et prestations se chiffre à 222.771,23 €. Ce poste enregistre la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, jetons, l'indemnité de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW.

Les charges financières qui s'établissent à 1.385.144,08 € contre 1.240.608,46 € en 2016 se composent essentiellement :

- des intérêts sur les emprunts Belfius de 25 et 15 M° € (788.675,88 €) ;
- des intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (205.077,60 €) ;
- des intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (1.724,49 €) ;
- des intérêts relatifs à l'emprunt ING de 60 M° € (339.723,62 €) ;
- des intérêts relatifs au crédit pont (35,36 €).

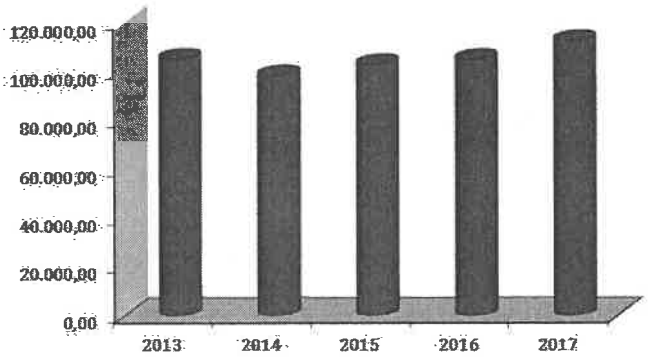
Evolution des charges financières au cours des 5 dernières années (sans la régularisation ECS) :



Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 192.016.383,93 € contre 196.031.362,95 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 176.574.386,04 € (188.077.007,12 € en 2016).

La répartition du portefeuille de participations est la suivante :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES ASSETS (Electricité)	132.443.802,98	75,01%
ORES ASSETS (Gaz)	31.487.408,26	17,83%
PUBLI-T	6.051.382,63	3,43%
ENGIE	4.545.848,58	2,57%
SUEZ ENVIRONNEMENT	818.191,54	0,46%
PUBLIGAZ	1.227.752,05	0,70%
TOTAL	**176.574.386,04**	**100,00%**

La participation en ORES ASSETS (secteur Electricité) s'élève à 132.443.802,98 € contre 141.743.670,39 € l'an dernier et celle en ORES ASSETS (secteur Gaz) est de 31.487.408,26 € contre 34.391.231,39 €. Ces diminutions s'expliquent notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants qui s'élèvent à 15.441.997,89 € contre 7.954.355,83 en 2016 se composent :

- des créances commerciales (6.628,23 €) reprenant la note de crédit à recevoir d'IGRETEC;
- des autres créances (532.043,13 €) enregistrant l'impôt pour les précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (dividendes Publigaz et Publi-T) ainsi que le pooling de trésorerie réalisé via le Secteur IA et les créances sur les autres secteurs de l'intercommunale;
- des valeurs disponibles qui se chiffrent quant à elles à 8.400.259,91 € reprenant les soldes des comptes bancaires;
- signalons enfin les 447,44 € enregistrés en compte de régularisation représentant la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 51.632.787,20 €.

La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASSETS se chiffre à 36.600.409,08 €.

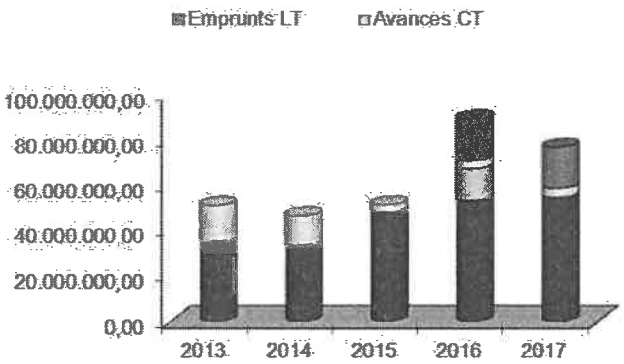
Les réserves s'établissent à 24.543.040,51 € suite à l'affectation du bénéfice 2017 contre 16.857.162,47 € en 2016.

Les dettes s'élèvent à 79.240.144,52 € (90.941.001,58 € en 2016). Cette diminution s'explique principalement par le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Ces dettes se ventilent comme suit :

- les dettes à plus d'un an atteignent 73.074.053,24 € correspondant au solde des emprunts de 15.000.000,00 € et de 25.000.000,00 € contractés par le secteur électricité auprès de Belfius ainsi que la quote-part du secteur dans les nouveaux emprunts, ceux de l'an passé et l'emprunt ING de 60 M° € ;
- les dettes à un an au plus qui s'élèvent à 5.515.618,86 € représentant :
  - les tranches de capital à rembourser sur les emprunts précités au cours de l'année 2018 (4.027.090,67 €);
  - les dettes commerciales comptabilisant les factures à recevoir (7.354,88 €) ;
  - les autres dettes (1.481.173,31 €) sont composées :
    - du solde des dividendes 2017 (1.455.000,00 €) à verser aux associés après l'Assemblée générale du 27 juin 2018 (un acompte sur ces dividendes a été versé à ces derniers en date du 27 décembre 2017 pour un montant de 3.395.000,00 €) ;
    - du solde des comptes courants des autres secteurs (26.173,31 €) ;
- les comptes de régularisation s'élèvent quant à eux à 650.472,42 € et représentent la quote-part des intérêts des emprunts 2017 payés en 2018.

Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :

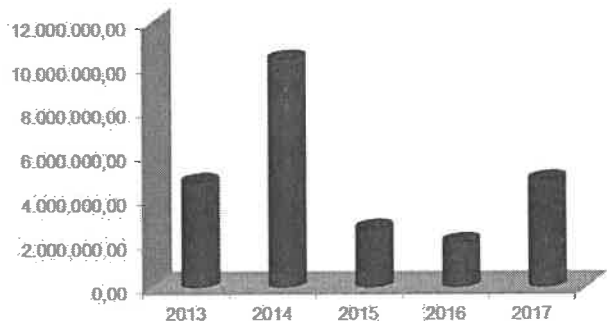


Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- une dotation aux réserves disponibles : 4.311.374,64 € ;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 3.374.503,40 € ;
- une attribution à l'associé IDETA : 4.850.000,00 €.

Les revenus des associés à ce secteur au cours des 5 dernières années ont évolué comme suit :



SECTEUR V

Compte de résultats

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de l'exercice de 6.257.532,31 € contre 1.900.318,06 € en 2016. Cette augmentation est due principalement à la distribution de réserves disponibles effectuée par ORES ASSETS en date du 22/12/17.

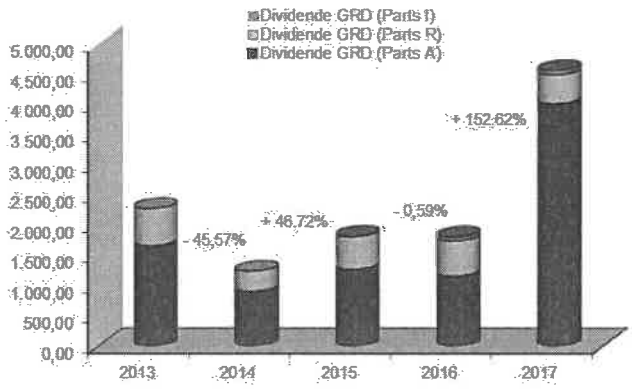
Les produits

Les autres produits d'exploitation (43.374,55 €) comptabilisent principalement la quote-part des frais de la gestion administrative prise en charge par tous les secteurs.

Les produits de participations financières sont les suivants :

Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS	4.566.538,66	1.807.699,85	152,62%
SOCOFE	969.374,00	919.479,75	5,43%
PUBLI-T	322.823,70	316.509,30	2,00%
ENGIE	208.936,35	219.933,00	-5,00%
SUEZ ENVIRONNEMENT	37.440,00	37.440,00	
PUBLILEC	9.449,63	0,00	
TOTAL	**6.114.562,34**	**3.301.061,90**	**85,23%**

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :



Les produits des actifs circulants (137,67 € contre 78,61 € en 2016) comptabilisent les produits générés par le pooling de trésorerie via le Secteur IA en date du 18/12/17 (placements à terme de 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC)).

Les autres produits financiers sont composés de l'amortissement des subsides en capital UREBA octroyés dans le cadre des travaux d'aménagements du bâtiment de Boussu (1.276,27 €).

Les produits exceptionnels (486.051,93 €) comptabilisent la reprise de la réduction de valeur sur la participation ENGIE en fonction de la cotation boursière de l'action au 31 décembre 2017 (14,33 €/part).

Les charges

La rubrique "Coût des ventes et prestations" se chiffre à 256.734,23 € contre 456.998,65 €v en 2016. Elle comprend des services et biens divers (142.902,95 €) qui enregistrent la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, les jetons des organes de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, l'indemnité de gestion, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW. On y comptabilise les frais de personnel et les amortissements du secteur.

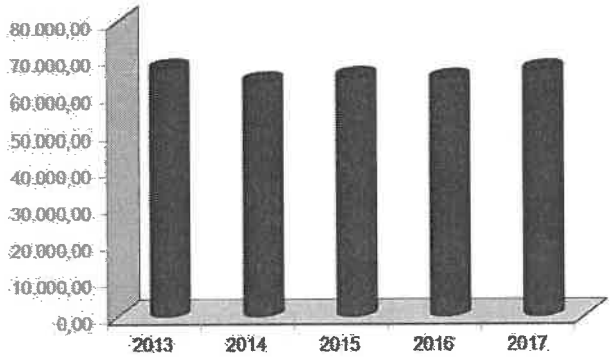
La diminution de cette rubrique s'explique principalement par l'arrêt des subventions aux ASBL GARANCE et TELE MB.

Les charges financières s'élèvent à 131.136,22 € et comptabilisent principalement :
- les intérêts relatifs à l'emprunt ING de 60 M° € (58.238,34 €) ;
- les intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (72.501,00 €) ;
- les intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (327,93 €) ;
- les intérêts du crédit pont (12,50 €).

Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 80.788.612,50 € contre 82.387.017,22 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés, qui s'établissent à 77.621.980,61 € (81.397.429,93 € en 2016), sont composés d'immobilisations corporelles (310.643,44 €) et d'immobilisations financières (77.311.337,17 €).

La répartition du portefeuille de participations est la suivante :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES Assets	59.519.731,95	76,987%
SOCOFE	9.329.633,87	12,068%
PUBLI-T	4.538.874,78	5,871%
ENGIE	3.151.639,89	4,077%
SUEZ ENVIRONNEMENT	567.244,80	0,734%
PUBLILEC	204.211,88	0,264%
TOTAL	77.311.337,17	100,000%

La participation en ORES ASSETS s'élève à 59.519.731,95 € contre 63.731.547,55 € l'an dernier. Cette diminution s'explique notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants (3.166.631,89 € contre 989.587,29 € en 2016) se composent essentiellement :

- des créances à un an au plus, d'un import de 2.226.121,92 €. Cette rubrique enregistre principalement l'impôt pour les précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (dividendes Publi-T), le pooling de trésorerie réalisé via le Secteur IA (2.000.000,00 €) ainsi que les créances sur les autres secteurs de l'intercommunale ;
- des valeurs disponibles qui se chiffrent quant à elles à 940.372,30 €. Celles-ci enregistrent le solde des comptes bancaires;
- des comptes de régularisation (137,67 €) représentant la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 40.476.299,06 €.

La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASSETS se chiffre à 22.390.704,70 €.

Les réserves s'établissent à 3.997.536,85 € contre 1.545.004,54 € en 2016 suite à l'affectation du bénéfice 2017.

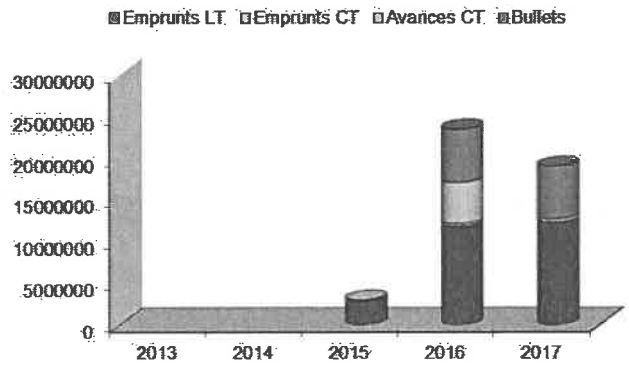
La rubrique « Subsides en capital » d'un import de 17.867,84 € enregistre les subsides UREBA octroyés dans le cadre des travaux d'aménagements du bâtiment de Boussu. Ceux-ci sont amortis conjointement aux aménagements sur une période de 20 ans.

Les dettes s'élèvent à 13.906.204,05 € contre 17.955.864,81 € en 2016. Cette diminution s'explique principalement par le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Ces dettes se ventilent comme suit :

- des dettes à plus d'un an de 12.344.547,06 € reprennent la quote-part du secteur dans les nouveaux emprunts, les emprunts de l'an passé et l'emprunt ING de 60 M° € ;
- des dettes à un an au plus chiffrées à 1.542.554,42 € et sont essentiellement composées :
  - des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (365.721,40 €) reprenant la tranche de remboursement 2018 pour les emprunts;
  - des dettes commerciales (20.577,57 €) comptabilisant l'en-cours fournisseurs ainsi que la facture à recevoir d'IGRETEC ;
  - des dettes fiscales, salariales et sociales (9.517,88 €) comptabilisant le solde de l'ONSS du dernier trimestre 2017, le précompte professionnel de décembre 2017 ainsi que la provision pour pécules de vacances 2018 ;
  - des autres dettes (1.146.737,57 €) reprenant le solde des dividendes 2017 à verser aux associés (1.141.500,00€) après l'Assemblée générale du 27 juin 2018. Un acompte sur ces dividendes a été versé à ces derniers le 27 décembre 2017 pour un montant de 2.663.500,00 € et le solde du compte courant du Secteur IA (5.237,57 €) ;
- des comptes de régularisation qui enregistrent principalement la quote-part des intérêts sur les emprunts 2017 débités en 2018 (19.102,49 €).

Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :

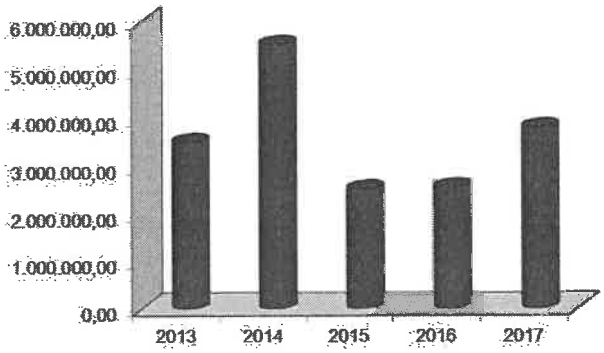


Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- une dotation aux réserves disponibles : 2.086.810,91 € ;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 365.721,40 € ;
- une attribution à l'associé IDEA : 3.805.000,00 €.

Les revenus des associés à ce secteur au cours des 5 dernières années ont évolué comme suit :



SECTEUR VI

Compte de résultats

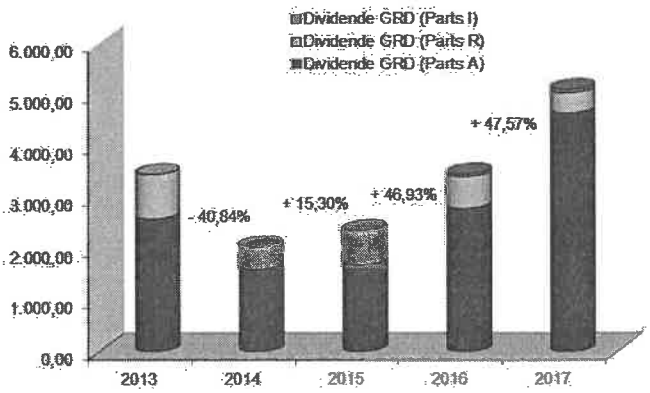
Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de l'exercice avant dotations aux réserves de 5.422.036,27 € contre 4.321.257,66 € en 2016. Cette augmentation est due principalement à la distribution de réserves disponibles effectuée par ORES ASSETS en date du 22/12/17.

Les produits

Les produits des participations financières enregistrés sont les suivants :

Participations	Dividendes comptabilisés en 2017	Dividendes comptabilisés en 2016	Evolution
ORES ASSETS	5.091.899,80	3.450.556,50	47,57%
SOCOFE	382.024,00	362.361,00	5,43%
PUBLIGAZ	1.431.720,00	1.390.019,70	3,00%
PUBLILEC	9.449,63	0,00	
TOTAL	6.915.093,43	5.202.937,20	32,91%

Evolution des dividendes du GRD au cours des 5 dernières années (en milliers d'euros) :



Les produits des actifs circulants (227,15 €) comptabilisent les produits générés par le pooling de trésorerie via le Secteur IA en date du 18/12/17 (placements à terme de 2 ans (Nagelmackers) et 1 an (CBC)).

Les autres produits financiers d'un import de 4.131,81 € sont composés des intérêts sur avances consenties aux autres secteurs.

Les charges

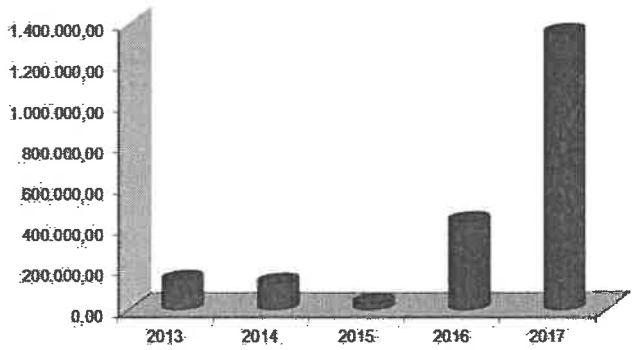
Le coût des ventes et prestations se chiffre à 144.157,63 € contre 493.268,19 € en 2016. Ce poste enregistre en rubrique « Services et Biens Divers », la quote-part du secteur dans les frais relatifs au fonctionnement de l'intercommunale et notamment les indemnités, jetons payés aux membres des organes de gestion, l'indemnité de gestion, les émoluments du réviseur, les honoraires d'avocat dans le cadre de la consultance fiscale pour l'ISOC, les honoraires d'expert pour le développement du projet biomasse, les cotisations Inasti et G.I.E. IPFW ainsi que la quote-part du secteur dans les frais de personnel du secteur V.

La diminution de cette rubrique s'explique principalement par l'arrêt des subventions aux ASBL GARANCE et TELE MB.

Les charges financières (1.353.258,49 € contre 435.964,71 € en 2016) comptabilisent essentiellement :

- les intérêts relatifs aux deux emprunts BELFIUS de 23 M° € chacun (1.234.794,25 €) ;
- les intérêts relatifs aux emprunts contractés dans le cadre du rachat de parts à Electrabel (117.901,99 €) ;
- les intérêts relatifs aux nouveaux emprunts contractés fin décembre 2017 (312,19 €) ;
- les intérêts relatifs au crédit pont (20,32 €).

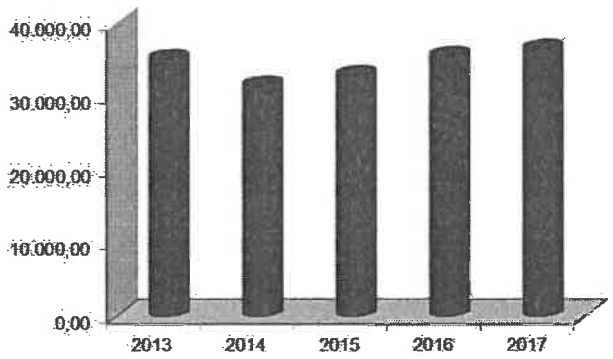
Evolution des charges financières au cours des 5 dernières années (sans la régularisation ECS) :



Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 98.403.408,26 € contre 105.788.351,61 € en 2016.

Evolution du patrimoine des associés (en milliers d'euros) :



Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 90.421.942,77 € (98.030.332,03 € en 2016) et sont composés d'immobilisations financières.

Le portefeuille de participations du secteur se compose comme suit :

Participations	Valeur nette comptable	Pourcentage
ORES ASSETS	83.108.878,26	91,912%
SOCOFE	3.676.748,13	4,066%
PUBLIGAZ	3.432.104,50	3,796%
PUBLILEC	204.211,88	0,226%
TOTAL	90.421.942,77	100,00%

La participation en ORES ASSETS s'élève à 83.108.878,26 € contre 90.717.267,52 € l'an dernier. Cette diminution s'explique notamment par la restitution de parts « R » opérée par le GRD le 02/01/2017. Notons que la recapitalisation 2017, consistant en une souscription de parts « I » dans le secteur commun, a été financée par les nouveaux emprunts souscrits en date du 22/12/2017.

Les actifs circulants s'élèvent à 7.981.465,49 € contre 7.758.019,58 € en 2016 et se composent :

- des créances à un an au plus, d'un import de 4.141.220,09 € qui enregistrent :
  - les créances commerciales (25.272,95 €) comptabilisant une note de crédit à recevoir d'IGRETEC ;
  - les autres créances (4.115.947,14 €) comprenant l'impôt pour les précomptes mobiliers à récupérer pour 2016 et 2017 (dividendes Publigaz) pour 807.672,36 €, le pooling de trésorerie réalisé via le Secteur IA (3.300.000,00 €) ainsi que le compte courant des secteurs (8.274,78 €);
- des valeurs disponibles qui se chiffrent à 3.840.018,25 € ;
- signalons enfin les 227,15 € comptabilisés en compte de régularisation représentant la quote-part d'intérêts à recevoir des placements de trésorerie en cours au 31 décembre 2017.

Passif

Le capital libéré du secteur est inchangé et s'élève à 12.681.119,58 €.

La plus-value de réévaluation de la participation ORES ASSETS se chiffre à 3.805.970,45 €.

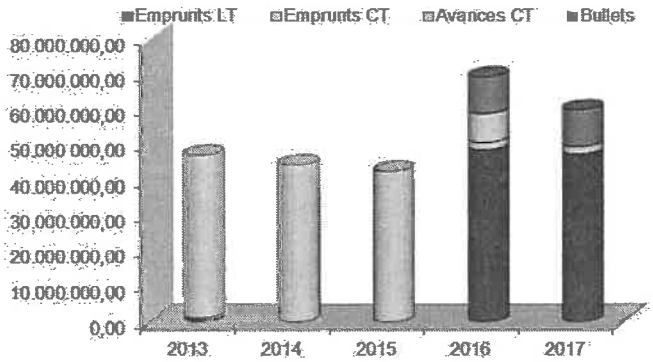
Les réserves s'établissent à 20.023.603,85 € contre 19.046.567,58 € en 2016 suite à l'affectation du bénéfice 2017.

Les dettes s'établissent à 61.892.714,38 € contre 70.254.694,00 € en 2016. Cette diminution s'explique principalement par le remboursement du crédit-pont souscrit dans le cadre du rachat de parts à Electrabel en 2016. Ce dernier a été remboursé grâce à une restitution de parts « R » le 02/01/2017.

Ces dettes se composent :

- des dettes à plus d'un an de 57.776.060,01 € qui enregistrent la quote-part du secteur dans les emprunts ;
- des dettes à un an au plus d'un import de 3.498.554,02 € (10.755.126,89 € en 2016) qui comptabilisent :
  - des dettes à plus d'un an échéant dans l'année (2.135.087,28 €) reprenant la tranche de remboursement 2018 pour les emprunts;
  - le solde des dividendes 2017 (1.333.500,00 €) à verser aux associés, après l'Assemblée générale du 27 juin 2018. Un acompte sur ces dividendes a été versé à ces derniers le 27 décembre 2017 pour un montant de 3.111.500,00 € ;
  - le compte courant des secteurs (29.966,74 €) ;
- des comptes de régularisation (618.100,35 €) représentant les intérêts des emprunts 2017 payés en 2018.

Evolution des dettes au cours des 5 dernières années :

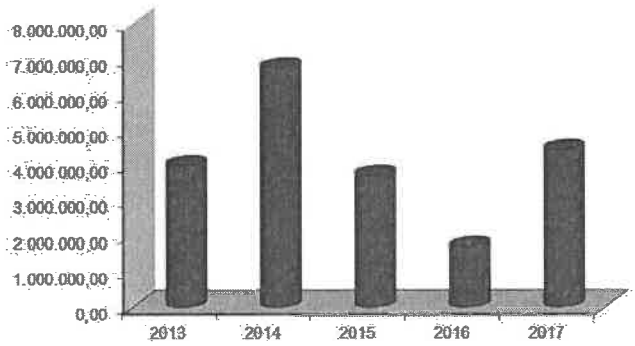


Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice de la manière suivante :

- un prélèvement sur les réserves disponibles : 1.158.051,01 € ;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 2.135.087,28 € ;
- une attribution à l'associé IDEA : 4.445.000,00 €.

Les revenus des associés à ce secteur au cours des 5 dernières années ont évolué comme suit :



SECTEUR VII

Compte de résultats

Le compte de résultats fait apparaître un bénéfice de 51.527,44 € contre 50.696,14 € pour 2016.

Les produits

Les produits des actifs circulants qui s'établissent à 48.962,25 € sont composés :

- des intérêts sur les prêts d'actionnaire de 839.075,00 € et 381.600,00 € accordés à la société WIND4WALLONIA (selon la convention du 17/12/2015 et son avenant du 18/05/2016) où le secteur est actionnaire à concurrence de 21,20% (43.142,93 €) ;
- de la commission sur ce deuxième prêt d'actionnaire (5.194,32 €) ;
- des produits générés par le prêt à WALVERT Thuin qui se chiffrent à 625,00 €.

Les autres produits financiers (2.565,19 € contre 12.452,27 € en 2016) enregistrent la quote-part de la rémunération sur les garanties du secteur octroyées aux fournisseurs d'éoliennes SENVION et ENERCON pour les projets en cours (Dour et Sterpenich).

Bilan

Le total du bilan du secteur atteint 4.273.008,22 € contre 1.859.435,32 € en 2016.

Actif

Les actifs immobilisés s'établissent à 847.831,86 € et enregistrent les participations dans les sociétés WIND4WALLONIA (843.175,61 €) et ACTIVENT WALLONIE nouvellement acquises le 24/10/17 (4.656,25 €).

Les actifs circulants s'élèvent à 3.425.176,36 € contre 1.016.259,71 € en 2016 et se composent :

- des créances à plus d'un an comptabilisant les prêts d'actionnaire à WIND4WALLONIA (1.441.421,20 €) et le prêt subordonné accordé à WALVERT Thuin suivant la convention du 22/11/17 (500.000,00 €) ;
- des créances à un an au plus de 188.784,22 € représentant l'en-cours clients, les factures à établir, les créances sur WIND4WALLONIA pour la quote-part des prêts d'actionnaire remboursable en 2018, la commission sur le deuxième prêt d'actionnaire, et enfin le précompte mobilier à récupérer sur les placements de trésorerie ;
- des valeurs disponibles qui se chiffrent quant à elles à 1.268.221,64 € ;
- signalons également les intérêts enregistrés en compte de régularisation sur les prêts d'actionnaire à WIND4WALLONIA (26.124,30 €) et sur le prêt WALVERT Thuin (625,00 €) qui seront perçus en 2018.

Passif

Le capital libéré du secteur s'élève à 4.200.000,00 € contre 1.800.000,00 € en 2017. Cette variation enregistre l'augmentation de la prise de participation dans le secteur des 3 associés (IDEA – IDETA – IGRETEC) pour 800 parts de type PE chacun.

Les réserves s'établissent à 908,22 € contre 9.380,78 € en 2016 suite à l'affectation du bénéfice 2017.

Les dettes de 72.100,00 € comptabilisent l'en-cours fournisseurs (12.100,00 €) et le dividende 2017 à verser aux associés après l'Assemblée générale du 27 juin 2018 (60.000,00 €).

Affectations et prélèvements

Il est proposé à l'Assemblée générale d'affecter le bénéfice comme suit :

- une prélèvement sur les réserves disponibles : 8.472,56 € ;
- une attribution aux associés : 60.000,00 € soit :
  - IDEA : 20.000,00 € ;
  - IDETA : 20.000,00 € ;
  - IGRETEC : 20.000,00 €.

COMPTES CONSOLIDÉS

Les opérations de consolidation qui ont été effectuées consistent en la compensation :

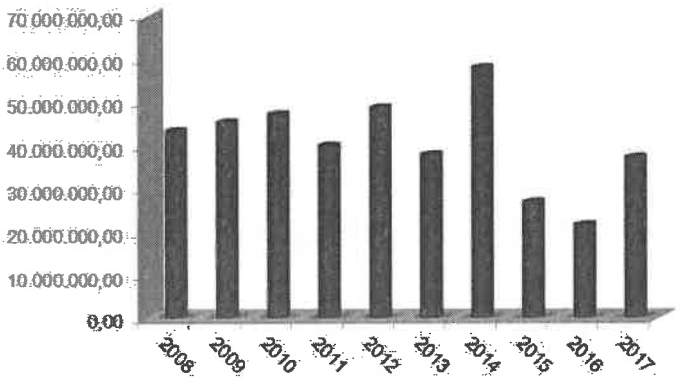
- des créances et des dettes réciproques aux secteurs ;
- des produits et charges afférents aux opérations intersectorielles.

Le total du bilan consolidé atteint un montant de 851.383.591,01 € contre 881.518.907,01 € en 2016.

Le bénéfice de l'exercice consolidé s'élève à 58.385.399,66 € (26.833.094,51 € en 2016), dont l'affectation est proposée comme suit :

- un prélèvement sur les réserves disponibles : 1.179.160,21 € ;
- une dotation aux réserves disponibles : 12.645.982,09 € ;
- une dotation aux réserves pour le remboursement des emprunts : 9.565.577,78 € ;
- une attribution aux associés : 37.353.000,00 €.

Evolution du dividende versé aux associés :



Notons que le bénéfice de l'exercice a été affecté conformément aux décisions des Comités de secteur, dans le respect des dispositions statutaires.

MISSIONS PARTICULIERES ACCOMPLIES PAR LE REVISEUR

Néant.

**
*

Nous remercions les membres du Comité technique, représentés par les 3 intercommunales de développement économique associées (IDEA, IDETA et IGRETEC) pour leur travail et l'accompagnement au Conseil d'administration, Comité de direction et Comités de secteur, ainsi que les représentants de l'IGRETEC, société gestionnaire de l'I.P.F.H., pour leur collaboration et leur assistance inconditionnelles dans la gestion de notre intercommunale et la défense des intérêts communaux dans le secteur de l'énergie.

Charleroi, le 14 mai 2018

SECTEUR I

SECTEUR I A

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	124.235.677,05	131.366.434,09
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	124.235.677,05	131.366.434,09
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	113.861.641,53	121.600.276,75
1. Participations	282	113.861.641,53	121.600.276,75
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		26.525.858,29	26.525.858,29
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		27.983.900,00	37.169.800,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		2.743.204,59	1.295.939,81
Participation SOCOFE		2.720.911,42	2.720.911,42
Participation G.I.E. IPFW		5.000,00	5.000,00
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		53.882.767,23	53.882.767,23
C. Autres immobilisations financières	284/8	10.374.035,52	9.766.157,34
1. Actions et parts	284	10.374.035,52	9.766.157,34
Participation IGRETEC		21.690,68	21.690,68
Participation PUBLI-T		5.538.502,82	5.538.502,82
Participation ENGIE		6.384.885,96	6.384.885,96
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		709.400,68	709.400,68
Participation PUBLILEC		173.685,49	173.685,49
Participation ORES SCRL		3.825,23	3.825,23
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-14.650,52	-14.650,52
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-2.443.304,82	-3.051.183,00

ACTIFS CIRCULANTS	29/58	24.096.836,65	1.278.153,95
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**490.226,56**	**630.203,09**
A. Créances commerciales	40	**192.991,41**	**399.204,36**
Centrale d'Achat d'Energie (CA)		179.091,23	162.940,36
Facture à établir (CA)		5.085,60	236.264,00
Note de crédit à recevoir (CA)		8.814,58	0,00
B. Autres créances	41	**297.235,15**	**230.998,73**
Compte courant TVA		0,00	15.623,64
Impôts belges à récupérer		249.451,11	176.529,09
Compte courant Secteur I B		12.373,15	0,00
Compte courant Secteur I C		2.222,63	0,00
Compte courant Secteur II		2.927,95	0,00
Compte courant Secteur III A		0,00	24.482,69
Compte courant Secteur III B		0,00	121,17
Compte courant Secteur IV A		23.988,51	0,00
Compte courant Secteur IV B		0,00	4.347,94
Compte courant Secteur V		5.237,57	0,00
Compte courant Secteur VI		0,00	9.745,00
Compte courant Administrateurs		1.034,23	149,20
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
B. Autres placements	51/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
Contrat Belfius Invest 3+ (Ex-CHF)		0,00	350.000,00
Compte Epargne Business NAGELMACKERS		15.000.000,00	0,00
Compte Epargne CBC Call367- 1		5.000.000,00	0,00
Placement à terme BELFIUS Tre@sury		48,39	48,38
Placement à terme CBC Business		10.281,03	10.276,41
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**3.596.182,95**	**235.070,88**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**97,72**	**52.555,19**
Charges à reporter		0,00	22,96
Produits de placements acquis		96,37	52.532,23
Autres produits acquis		1,35	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	148.332.513,70	132.644.588,04

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	99.926.592,83	96.356.098,61
I. CAPITAL	10	52.595.649,76	52.595.649,76
A. Capital souscrit	100	52.613.107,72	52.613.107,72
Capital souscrit (Parts X)		28.182,72	28.182,72
Capital variable après restructuration (Parts Y)		52.584.925,00	52.584.925,00
B. Capital non appelé	101	-17.457,96	-17.457,96
Capital non-appelé		-17.457,96	-17.457,96
II. PRIMES D'EMISSION	11	0,00	0,00
Primes d'émission		0,00	0,00
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	43.757.630,58	43.757.630,58
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		43.757.630,58	43.757.630,58
IV. RESERVES	13	3.573.312,49	2.818,27
A. Réserve légale	130	2.818,27	2.818,27
Réserve légale		2.818,27	2.818,27
C. Réserves immunisées	132	0,00	0,00
D. Réserves disponibles	133	3.570.494,22	0,00
Réserve disponible		2.672.598,34	0,00
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		450.000,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		81.338,53	0,00
Réserve disponible - Emprunt 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		81.198,58	0,00
Réserve disponible - Emprunt 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		81.328,53	0,00
Réserve disponible - Emprunt 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		81.088,73	0,00
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		41.124,39	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		40.801,81	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		41.015,31	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	0,00	0,00
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	0,00	0,00
4. Autres risques et charges	163/5	0,00	0,00

DETTES	17/49	48.405.920,87	36.288.489,43
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**26.784.063,59**	**24.843.959,47**
A. Dettes financières	170/4	**26.784.063,59**	**24.843.959,47**
4. Etablissements de crédit	173	**26.784.063,59**	**24.843.959,47**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		7.650.000,00	8.100.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.969.366,17	1.969.366,17
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.969.366,17	1.969.366,17
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.969.366,17	1.969.366,17
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.969.366,17	1.969.366,17
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		1.969.243,81	1.969.243,81
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		1.969.243,81	1.969.243,81
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.150.548,67	1.231.887,20
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		1.150.849,11	1.232.047,69
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		1.150.570,14	1.231.898,67
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.151.084,88	1.232.173,61
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		904.875,61	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		905.198,19	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		904.984,69	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**21.562.297,43**	**11.383.725,08**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**897.895,88**	**771.040,99**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		450.000,00	450.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		81.338,53	80.374,84
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		81.198,58	80.214,35
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		81.328,53	80.363,37
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		81.088,73	80.088,43
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		41.124,39	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		40.801,81	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		41.015,31	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**9.185.900,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**9.185.900,00**
Crédit Pont		0,00	9.185.900,00
C. Dettes commerciales	44	**102.828,26**	**148.887,03**
1. Fournisseurs	440/441	**102.828,26**	**148.887,03**
Fournisseurs divers		0,00	60.154,72
Factures à recevoir		47.366,27	13.798,92
Factures à recevoir (CA)		0,00	4.935,90
Note de Crédit à établir (CA)		55.461,99	69.997,49
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	**45**	**78.409,07**	**30.034,13**
1. Impôts	**450/3**	**78.409,07**	**30.034,13**
Compte courant TVA		53.267,80	0,00
Précompte professionnel/Indemnités		25.141,27	30.034,13
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**20.483.164,22**	**1.247.862,93**
Dividendes de l'exercice		1.800.000,00	1.005.507,69
Dettes envers les communes associées		49.506,26	55.785,97
Compte courant IGRETEC		553,57	552,67
Compte courant ORES ASSETS		1.100,00	1.100,00
Adhérents CAE-Certificats vert		5.085,60	180.346,00
Compte courant Secteur I B		0,00	1.103,52
Compte courant Secteur I C		0,00	102,14
Compte courant Secteur II		0,00	690,06
Compte courant Secteur III A		16.016,47	0,00
Compte courant Secteur III B		8,36	0,00
Compte courant Secteur IV A		0,00	35,51
Compte courant Secteur IV B		2.619,18	0,00
Compte courant Secteur V		0,00	2.639,37
Compte courant Secteur VI		8.274,78	0,00
Pooling Trésorerie Secteur I B		1.000.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur I C		300.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur II		400.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur III A		5.000.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur III B		100.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur IV A		5.300.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur IV B		1.200.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur V		2.000.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur VI		3.300.000,00	0,00
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**59.559,85**	**60.804,88**
Intérêts sur emprunts à imputer		54.893,28	56.748,96
Frais de banques à imputer		55,37	52,26
Autres charges à imputer		1.771,20	1.163,66
Produits à reporter		2.840,00	2.840,00
TOTAL - PASSIF	10/49	**148.332.513,70**	**132.644.588,04**

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	983.640,87	1.440.380,19
A. Chiffre d'affaires	70	509.714,47	524.858,19
Prestations de services (CA)		509.714,47	524.858,19
D. Autres produits d'exploitation	74	**473.926,40**	**915.522,00**
Ventes de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**1.155.696,97**	**1.575.800,39**
B. Services et biens divers	61	**681.770,51**	**660.278,13**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**259,80**	**9,58**
Frais Internet		0,00	9,58
Abonnement et documentation		259,80	0,00
Rétributions de tiers	613	**18.122,35**	**9.017,24**
Assurance administrateurs et commissaires		2.449,23	2.744,86
Honoraires d'avocats		2.085,67	0,00
Honoraires d'experts		3.697,50	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		1.663,87	1.215,46
Cotisation G.I.E. IPFW		7.850,27	4.693,70
Cotisation Union Villes et Communes		292,07	223,76
Cotisations diverses		15,25	15,13
Frais de publication		68,49	124,33
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**339,07**	**442,01**
Frais de réception		23,99	203,44
Frais de réception AG		315,08	238,57
Sous-traitants	615	**610.795,74**	**610.709,85**
Indemnités de gestion IGRETEC		104.982,54	89.876,52
Frais outils de gestion IGRETEC		199,61	153,55
Frais internes d'administration		1.530,79	1.181,22
Frais de gestion SPGE		40,14	31,42
Indemnités de gestion Igretec (CA)		501.185,42	514.935,90
Frais communs Centrale d'Achat		2.857,24	4.531,24
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**52.253,55**	**40.099,45**
Indemnités		38.867,71	30.765,74
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	140,71
Jetons CA		2.600,71	1.850,88
Jetons Comité de Secteurs 1&2		1.129,92	484,33
Cotisation INASTI		9.655,21	6.857,79
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**473.926,46**	**915.522,26**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**473.926,46**	**915.522,26**
Achats de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
Autres charges d'exploitation		0,06	0,26

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-172.056,10**	**-135.420,20**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**9.446.066,71**	**4.347.318,08**
A. Produits des immobilisations financières	750	**9.418.396,20**	**4.339.589,52**
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		7.358.587,02	2.117.271,31
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		924.849,09	1.116.789,02
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		142.847,03	129.278,57
Dividende SOCOFE		282.710,00	268.158,75
Dividende PUBLI-T		393.916,08	386.211,12
Dividende ENGIE		261.305,10	275.058,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		46.822,75	46.822,75
Dividende PUBLILEC		7.359,13	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	**27.670,46**	**7.728,56**
Intérêts de comptes à vue ING		0,12	0,48
Produits des placements BELFIUS		26.551,82	7.689,70
Produits des placements CBC		1.037,97	38,38
Produits des placements NAGELMACKERS		80,55	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,05**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,05**	**0,00**
Produits financiers divers		0,05	0,00
V. CHARGES FINANCIERES	65	**311.394,57**	**189.585,43**
A. Charges des dettes	650	**308.982,86**	**188.803,17**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		174.715,00	184.700,94
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		8.468,28	255,21
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		9.256,02	278,95
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		9.512,03	286,66
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		9.905,91	298,53
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		15.753,95	474,78
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		16.443,19	495,55
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		15.704,99	474,17
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		16.071,79	485,26
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		15.731,18	474,96
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		16.360,01	493,95
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		337,53	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		356,19	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		343,83	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		22,96	84,21
C. Autres charges financières	652/9	**2.411,71**	**782,26**
Frais bancaires BELFIUS		16,00	10,00
Frais bancaires ING		18,75	10,69
Frais bancaires CBC		121,93	142,35
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		225,90	325,31
Frais bancaires NAGELMACKERS		0,00	103,06
Intérêts sur avances entre secteurs		2.027,92	0,00
Charges financières diverses		1,21	190,85
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**8.962.616,04**	**4.022.312,45**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**607.878,18**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**607.878,18**	**0,00**
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		607.878,18	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**1.155.243,60**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**1.155.243,60**
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	1.155.243,60
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**9.570.494,22**	**2.867.068,85**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		145.119,59	104.331,52
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-145.119,59	-104.331,52
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**9.570.494,22**	**2.867.068,85**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	9.570.494,22	2.867.068,85
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	9.570.494,22	2.867.068,85
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	2.666.379,83
2. Sur les réserves	792	0,00	2.666.379,83
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	3.570.494,22	771.040,99
3. Aux autres réserves	6921	3.570.494,22	771.040,99
- Réserves disponibles		2.672.598,34	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		897.895,88	771.040,99
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	6.000.000,00	4.762.407,69
1. Rémunération du capital	694	6.000.000,00	4.762.407,69
DIVIDENDE A DISTRIBUER		6.000.000,00	4.762.407,69

SECTEUR I B

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	86.056.614,05	90.823.336,42
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**86.056.614,05**	**90.823.336,42**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**77.844.519,50**	**83.133.898,03**
1. Participations	282	**77.844.519,50**	**83.133.898,03**
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		20.529.180,70	20.529.180,70
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		18.817.800,00	25.096.400,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		1.874.999,36	885.777,89
Participation SOCOFE		2.191.454,45	2.191.454,45
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		34.431.084,99	34.431.084,99
C. Autres immobilisations financières	284/8	**8.212.094,55**	**7.689.438,39**
1. Actions et parts	284	**8.212.094,55**	**7.689.438,39**
Participation IGRETEC		26.970,82	26.970,82
Participation PUBLI-T		4.027.147,97	4.027.147,97
Participation ENGIE		5.489.875,35	5.489.875,35
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		609.953,11	609.953,11
Participation PUBLILEC		173.685,49	173.685,49
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-14.650,52	-14.650,52
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-2.100.887,67	-2.623.543,83
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	2.438.275,82	493.200,46
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**1.163.971,60**	**142.276,94**
A. Créances commerciales	40	**0,00**	**9.879,93**
Note de crédit à recevoir		0,00	9.879,93
B. Autres créances	41	**1.163.971,60**	**132.397,01**
Impôts belges à récupérer		163.971,60	131.293,49
Pooling Trésorerie IPFH		1.000.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	1.103,52
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**1.274.235,39**	**350.907,82**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**68,83**	**15,70**
Charges à reporter		0,00	15,70
Produits de placements acquis		68,83	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	88.494.889,87	91.316.536,88

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	69.299.435,56	66.450.475,27
I. CAPITAL	10	**37.661.987,04**	**37.661.987,04**
A. Capital souscrit	100	**37.680.293,16**	**37.680.293,16**
Capital souscrit (Parts X)		29.368,16	29.368,16
Capital variable après restructuration (Parts Y)		37.650.925,00	37.650.925,00
B. Capital non appelé	101	**-18.306,12**	**-18.306,12**
Capital non-appelé		-18.306,12	-18.306,12
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**28.785.551,41**	**28.785.551,41**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		28.785.551,41	28.785.551,41
IV. RESERVES	13	**2.851.897,11**	**2.936,82**
A. Réserve légale	130	**2.936,82**	**2.936,82**
Réserve légale		2.936,82	2.936,82
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**2.848.960,29**	**0,00**
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		300.000,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		55.596,16	0,00
Réserve disponible - Emprunt 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		55.500,50	0,00
Réserve disponible - Emprunt 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		55.589,32	0,00
Réserve disponible - Emprunt 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		55.425,42	0,00
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		16.330,95	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		16.202,85	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		16.287,59	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	19.195.454,31	24.866.061,61
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**17.400.825,14**	**16.844.757,93**
A. Dettes financières	170/4	**17.400.825,14**	**16.844.757,93**
4. Etablissements de crédit	173	**17.400.825,14**	**16.844.757,93**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		5.100.000,00	5.400.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.346.092,55	1.346.092,55
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.346.092,55	1.346.092,55
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.346.092,55	1.346.092,55
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.346.092,55	1.346.092,55
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		1.346.008,91	1.346.008,91
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		1.346.008,91	1.346.008,91
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		786.417,99	842.014,15
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		786.623,35	842.123,85
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		786.432,67	842.021,99
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		786.784,50	842.209,92
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		359.336,05	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		359.464,15	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		359.378,41	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**1.758.247,64**	**7.978.381,38**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**570.932,79**	**519.436,53**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		300.000,00	300.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		55.596,16	54.937,46
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		55.500,50	54.827,76
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		55.589,32	54.929,62
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		55.425,42	54.741,69
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		16.330,95	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		16.202,85	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		16.287,59	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**6.278.600,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**6.278.600,00**
Crédit Pont		0,00	6.278.600,00
C. Dettes commerciales	44	**1.776,91**	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	**1.776,91**	**0,00**
Factures à recevoir		1.776,91	0,00
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**1.185.537,94**	**1.180.344,85**
Dividendes de l'exercice		1.172.100,00	175.760,08
Compte courant Secteur I A		12.373,15	0,00
Compte courant Secteur IV A		0,00	13,38
Compte courant Secteur V		1.064,79	838,72
Compte courant Secteur VI		0,00	1.003.732,67
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**36.381,53**	**42.922,30**
Intérêts sur emprunts à imputer		36.381,53	37.900,36
Autres charges à imputer		0,00	5.021,94
TOTAL - PASSIF	10/49	88.494.889,87	91.316.536,88

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**107.899,93**	**85.124,26**
B. Services et biens divers	61	**107.899,93**	**85.124,26**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**180,71**	**6,81**
Frais Internet		0,00	6,81
Abonnement et documentation		180,71	0,00
Rétributions de tiers	613	**12.605,55**	**6.402,65**
Assurance administrateurs et commissaires		1.703,63	1.948,98
Honoraires d'avocats		1.450,75	0,00
Honoraires d'experts		2.571,91	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		1.157,36	863,03
Cotisation G.I.E. IPFW		5.460,49	3.332,74
Cotisation Union Villes et Communes		203,16	158,88
Cotisations diverses		10,61	10,74
Frais de publication		47,64	88,28
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**235,85**	**313,86**
Frais de réception		16,69	144,46
Frais de réception AG		219,16	169,40
Sous-traitants	615	**58.531,30**	**49.928,49**
Indemnités de gestion IGRETEC		57.299,74	48.958,43
Frais outils de gestion IGRETEC		138,85	109,03
Frais internes d'administration		1.064,79	838,72
Frais de gestion SPGE		27,92	22,31
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**36.346,52**	**28.472,45**
Indemnités		27.035,60	21.845,09
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	99,91
Jetons CA		1.809,00	1.314,21
Jetons Comité de Secteurs 1&2		785,95	343,90
Cotisation INASTI		6.715,97	4.869,34
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-107.899,93**	**-85.124,26**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**6.551.316,98**	**3.081.348,52**
A. Produits des immobilisations financières	750	**6.551.248,15**	**3.081.307,99**
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		5.042.749,83	1.465.342,96
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		624.443,05	754.039,63
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		97.637,01	88.363,78
Dividende SOCOFE		227.698,00	215.978,25
Dividende PUBLI-T		286.430,88	280.828,32
Dividende ENGIE		224.671,20	236.496,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		40.259,05	40.259,05
Dividende PUBLILEC		7.359,13	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	**68,83**	**40,53**
Produits des placements BELFIUS		0,00	40,53
Produits des placements CBC		11,30	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		57,53	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	65	**210.112,92**	**129.839,55**
A. Charges des dettes	650	**207.953,66**	**125.937,91**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		116.476,66	123.133,96
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		5.788,20	174,44
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		6.326,64	190,67
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		6.501,63	195,94
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		6.770,84	204,05
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		10.768,07	324,52
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		11.239,17	338,71
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		10.734,60	324,11
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		10.985,32	331,68
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		10.752,51	324,65
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		11.182,32	337,63
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		134,03	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		141,44	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		136,53	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		15,70	57,55
C. Autres charges financières	652/9	**2.159,26**	**3.901,64**
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,12	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Intérêts sur avances entre secteurs		2.103,89	3.746,05
Charges financières diverses		0,00	135,51
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**6.233.304,13**	**2.866.384,71**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**522.656,16**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**522.656,16**	**0,00**
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		522.656,16	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**993.283,20**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**993.283,20**
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	993.283,20
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**6.755.960,29**	**1.873.101,51**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		88.137,00	75.834,60
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-88.137,00	-75.834,60
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**6.755.960,29**	**1.873.101,51**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	6.755.960,29	1.873.101,51
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	6.755.960,29	1.873.101,51
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	530.095,10
2. Sur les réserves	792	0,00	530.095,10
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	2.848.960,29	519.436,53
3. Aux autres réserves	6921	2.848.960,29	519.436,53
- Réserves disponibles		2.278.027,50	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		570.932,79	519.436,53
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	3.907.000,00	1.883.760,08
1. Rémunération du capital	694	3.907.000,00	1.883.760,08
DIVIDENDE A DISTRIBUER		3.907.000,00	1.883.760,08

SECTEUR I C

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	14.747.746,06	15.565.874,82
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**14.747.746,06**	**15.565.874,82**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**13.275.659,42**	**14.189.638,09**
1. Participations	282	**13.275.659,42**	**14.189.638,09**
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		5.263.492,81	5.263.492,81
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		3.355.700,00	4.440.600,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		323.969,38	153.048,05
Participation SOCOFE		99.344,00	99.344,00
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		4.233.153,23	4.233.153,23
C. Autres immobilisations financières	284/8	**1.472.086,64**	**1.376.236,73**
1. Actions et parts	284	**1.472.086,64**	**1.376.236,73**
Participation PUBLI-T		738.694,62	738.694,62
Participation ENGIE		1.007.092,74	1.007.092,74
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		111.885,59	111.885,59
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-385.586,31	-481.436,22
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	756.562,89	309.374,45
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**329.680,89**	**22.238,81**
A. Créances commerciales	40	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	41	**329.680,89**	**22.238,81**
Impôts belges à récupérer		29.680,89	22.136,67
Pooling Trésorerie IPFH		300.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	102,14
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**426.861,35**	**287.132,93**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**20,65**	**2,71**
Charges à reporter		0,00	2,71
Produits de placements acquis		20,65	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	15.504.308,95	15.875.249,27

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	**12.331.179,86**	**11.780.193,61**
I. CAPITAL	10	**7.452.709,10**	**7.452.709,10**
A. Capital souscrit	100	**7.457.461,40**	**7.457.461,40**
Capital souscrit (Parts X)		6.336,40	6.336,40
Capital variable après restructuration (Parts Y)		7.451.125,00	7.451.125,00
B. Capital non appelé	101	**-4.752,30**	**-4.752,30**
Capital non-appelé		-4.752,30	-4.752,30
II. PRIMES D'EMISSION	11	**4.461,44**	**4.461,44**
Primes d'émission		4.461,44	4.461,44
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**4.233.153,23**	**4.233.153,23**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		4.233.153,23	4.233.153,23
IV. RESERVES	13	**640.856,09**	**89.869,84**
A. Réserve légale	130	**633,64**	**633,64**
Réserve légale		633,64	633,64
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**640.222,45**	**89.236,20**
Réserve disponible		548.396,77	89.236,20
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		45.000,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		9.606,38	0,00
Réserve disponible - Emprunt 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		9.589,86	0,00
Réserve disponible - Emprunt 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		9.605,20	0,00
Réserve disponible - Emprunt 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		9.576,88	0,00
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		2.825,67	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		2.803,51	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		2.818,18	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital Fleurus		43.583,57	43.583,57
Subsides en capital Farciennes		45.812,06	45.812,06
Subsides capital Fleurus (Transfert au résultat)		-43.583,57	-43.583,57
Subsides capital Farciennes (Transfert au résultat)		-45.812,06	-45.812,06
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	**0,00**	**0,00**
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	3.173.129,09	4.095.055,66
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**2.890.698,49**	**2.787.524,17**
A. Dettes financières	170/4	**2.890.698,49**	**2.787.524,17**
4. Etablissements de crédit	173	2.890.698,49	2.787.524,17
Emprunt ING 60 M° € (2015)		765.000,00	810.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		232.589,50	232.589,50
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		232.589,50	232.589,50
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		232.589,50	232.589,50
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		232.589,50	232.589,50
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		232.575,05	232.575,05
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		232.575,05	232.575,05
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		135.884,10	145.490,48
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		135.919,58	145.509,44
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		135.886,64	145.491,84
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		135.947,43	145.524,31
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		62.174,33	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		62.196,49	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		62.181,82	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	276.903,13	1.300.954,74
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**91.825,68**	**82.916,13**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		45.000,00	45.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		9.606,38	9.492,57
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		9.589,86	9.473,61
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		9.605,20	9.491,21
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		9.576,88	9.458,74
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		2.825,67	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		2.803,51	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		2.818,18	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**1.084.900,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**1.084.900,00**
Crédit Pont		0,00	1.084.900,00
C. Dettes commerciales	44	2.674,59	399,44
1. Fournisseurs	440/441	2.674,59	399,44
Factures à recevoir		2.674,59	399,44
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**182.402,86**	**132.739,17**
Dividendes de l'exercice		180.000,00	132.600,00
Compte courant Secteur I A		2.222,63	0,00
Compte courant Secteur V		180,23	139,17
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**5.527,47**	**6.576,75**
Intérêts sur emprunts à imputer		5.527,47	5.747,66
Autres charges à imputer		0,00	829,09
TOTAL - PASSIF	10/49	15.504.308,95	15.875.249,27

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**20.435,44**	**16.111,37**
B. Services et biens divers	61	**20.435,44**	**16.111,37**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**30,59**	**1,13**
Frais Internet		0,00	1,13
Abonnement et documentation		30,59	0,00
Rétributions de tiers	613	**2.133,66**	**1.062,38**
Assurance administrateurs et commissaires		288,36	323,39
Honoraires d'avocats		245,56	0,00
Honoraires d'experts		435,33	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		195,90	143,20
Cotisation G.I.E. IPFW		924,26	553,00
Cotisation Union Villes et Communes		34,39	26,36
Cotisations diverses		1,80	1,78
Frais de publication		8,06	14,65
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**39,92**	**52,08**
Frais de réception		2,82	23,97
Frais de réception AG		37,10	28,11
Sous-traitants	615	**12.079,14**	**10.271,40**
Indemnités de gestion IGRETEC		11.870,68	10.110,44
Frais outils de gestion IGRETEC		23,50	18,09
Frais internes d'administration		180,23	139,17
Frais de gestion SPGE		4,73	3,70
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**6.152,13**	**4.724,38**
Indemnités		4.576,13	3.624,72
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	16,58
Jetons CA		306,20	218,06
Jetons Comité de Secteurs 1&2		133,03	57,06
Cotisation INASTI		1.136,77	807,96
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
Provision APP négatifs cumulés (Reprise)		0,00	0,00
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-20.435,44**	**-16.111,37**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**1.108.904,94**	**511.315,20**
A. Produits des immobilisations financières	750	**1.108.884,29**	**511.276,37**
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		868.021,21	248.581,75
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		110.489,34	133.419,05
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		16.870,50	15.268,46
Dividende SOCOFE		12.376,00	11.739,00
Dividende PUBLI-T		52.540,14	51.512,46
Dividende ENGIE		41.202,45	43.371,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		7.384,65	7.384,65
B. Produits des actifs circulants	751	**20,65**	**38,83**
Produits des placements BELFIUS		0,00	38,83
Produits des placements CBC		3,39	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		17,26	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	65	**33.333,16**	**18.997,18**
A. Charges des dettes	650	**33.277,78**	**18.954,62**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		17.471,49	18.470,10
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.000,13	30,14
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.093,17	32,94
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.123,41	33,86
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.169,93	35,26
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		1.860,60	56,07
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		1.942,01	58,53
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.854,82	56,01
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		1.898,14	57,32
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		1.857,91	56,10
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.932,18	58,34
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		23,19	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		24,47	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		23,62	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		2,71	9,95
C. Autres charges financières	652/9	**55,38**	**42,56**
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,13	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	22,48
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**1.055.136,34**	**476.206,65**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**95.849,91**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**95.849,91**	**0,00**
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		95.849,91	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**182.158,20**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**182.158,20**
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	182.158,20
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**1.150.986,25**	**294.048,45**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		15.762,04	13.918,85
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-15.762,04	-13.918,85
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**1.150.986,25**	**294.048,45**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	1.150.986,25	294.048,45
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.150.986,25	294.048,45
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	230.867,68
2. Sur les réserves	792	0,00	230.867,68
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	550.986,25	82.916,13
3. Aux autres réserves	6921	550.986,25	82.916,13
- Réserves disponibles		459.160,57	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		91.825,68	82.916,13
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	600.000,00	442.000,00
1. Rémunération du capital	694	600.000,00	442.000,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		600.000,00	442.000,00

SECTEUR I – SITUATION CONSOLIDEE

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	225.040.037,16	237.755.645,33
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	225.040.037,16	237.755.645,33
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	204.981.820,45	218.923.812,87
1. Participations	282	204.981.820,45	218.923.812,87
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		52.318.531,80	52.318.531,80
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		50.157.400,00	66.706.800,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		4.942.173,33	2.334.765,75
Participation SOCOFE		5.011.709,87	5.011.709,87
Participation G.I.E. IPFW		5.000,00	5.000,00
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		92.547.005,45	92.547.005,45
C. Autres immobilisations financières	284/8	20.058.216,71	18.831.832,46
1. Actions et parts	284	20.058.216,71	18.831.832,46
Participation IGRETEC		48.661,50	48.661,50
Participation PUBLI-T		10.304.345,41	10.304.345,41
Participation ENGIE		12.881.854,05	12.881.854,05
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		1.431.239,38	1.431.239,38
Participation PUBLILEC		347.370,98	347.370,98
Participation ORES SCRL		3.825,23	3.825,23
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-29.301,04	-29.301,04
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-4.929.778,80	-6.156.163,05

ACTIFS CIRCULANTS	29/58	25.977.079,58	2.079.523,20
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**669.283,27**	**793.513,18**
A. Créances commerciales	40	**192.991,41**	**409.084,29**
Centrale d'Achat d'Energie (CA)		179.091,23	162.940,36
Facture à établir (CA)		5.085,60	236.264,00
Note de crédit à recevoir		0,00	9.879,93
Note de crédit à recevoir (CA)		8.814,58	0,00
B. Autres créances	41	**476.291,86**	**384.428,89**
Compte courant TVA		0,00	15.623,64
Impôts belges à récupérer		443.103,60	329.959,25
Compte courant Secteur II		2.927,95	0,00
Compte courant Secteur III A		0,00	24.482,69
Compte courant Secteur III B		0,00	121,17
Compte courant Secteur IV A		23.988,51	0,00
Compte courant Secteur IV B		0,00	4.347,94
Compte courant Secteur V		5.237,57	0,00
Compte courant Secteur VI		0,00	9.745,00
Compte courant Administrateurs		1.034,23	149,20
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
B. Autres placements	51/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
Contrat Belfius Invest 3+ (Ex-CHF)		0,00	350.000,00
Compte Epargne Business NAGELMACKERS		15.000.000,00	0,00
Compte Epargne CBC Call367-1		5.000.000,00	0,00
Placement à terme BELFIUS Tre@sury		48,39	48,38
Placement à terme CBC Business		10.281,03	10.276,41
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**5.297.279,69**	**873.111,63**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**187,20**	**52.573,60**
Charges à reporter		0,00	41,37
Produits de placements acquis		185,85	52.532,23
Autres produits acquis		1,35	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	251.017.116,74	239.835.168,53

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	181.557.208,25	174.586.767,49
I. CAPITAL	10	97.710.345,90	97.710.345,90
A. Capital souscrit	100	97.750.862,28	97.750.862,28
Capital souscrit (Parts X)		63.887,28	63.887,28
Capital variable après restructuration (Parts Y)		97.686.975,00	97.686.975,00
B. Capital non appelé	101	-40.516,38	-40.516,38
Capital non-appelé		-40.516,38	-40.516,38
II. PRIMES D'EMISSION	11	4.461,44	4.461,44
Primes d'émission		4.461,44	4.461,44
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	76.776.335,22	76.776.335,22
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		76.776.335,22	76.776.335,22
IV. RESERVES	13	7.066.065,69	95.624,93
A. Réserve légale	130	6.388,73	6.388,73
Réserve légale		6.388,73	6.388,73
C. Réserves immunisées	132	0,00	0,00
D. Réserves disponibles	133	7.059.676,96	89.236,20
Réserve disponible		5.499.022,61	89.236,20
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		795.000,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		146.541,07	0,00
Réserve disponible - Emprunt 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		146.288,94	0,00
Réserve disponible - Emprunt 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		146.523,05	0,00
Réserve disponible - Emprunt 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		146.091,03	0,00
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		60.281,01	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		59.808,17	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		60.121,08	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	0,00	0,00
Subsides en capital Fleurus		43.583,57	43.583,57
Subsides en capital Farciennes		45.812,06	45.812,06
Subsides capital Fleurus (Transfert au résultat)		-43.583,57	-43.583,57
Subsides capital Farciennes (Transfert au résultat)		-45.812,06	-45.812,06
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	0,00	0,00
4. Autres risques et charges	163/5	0,00	0,00

DETTES	17/49	69.459.908,49	65.248.401,04
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**47.075.587,22**	**44.476.241,57**
A. Dettes financières	170/4	**47.075.587,22**	**44.476.241,57**
4. Etablissements de crédit	173	**47.075.587,22**	**44.476.241,57**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		13.515.000,00	14.310.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		3.548.048,22	3.548.048,22
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		3.548.048,22	3.548.048,22
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.548.048,22	3.548.048,22
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.548.048,22	3.548.048,22
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		3.547.827,77	3.547.827,77
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		3.547.827,77	3.547.827,77
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.072.850,76	2.219.391,83
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		2.073.392,04	2.219.680,98
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		2.072.889,45	2.219.412,50
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.073.816,81	2.219.907,84
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		1.326.385,99	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		1.326.858,83	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		1.326.544,92	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**22.282.852,42**	**20.661.855,54**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**1.560.654,35**	**1.373.393,65**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		795.000,00	795.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		146.541,07	144.804,87
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		146.288,94	144.515,72
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		146.523,05	144.784,20
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		146.091,03	144.288,86
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		60.281,01	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		59.808,17	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		60.121,08	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**16.549.400,00**
1. Etablissements de crédit	**430/8**	**0,00**	**16.549.400,00**
Crédit Pont		0,00	16.549.400,00
C. Dettes commerciales	44	**107.279,76**	**149.286,47**
1. Fournisseurs	440/441	**107.279,76**	**149.286,47**
Fournisseurs divers		0,00	60.154,72
Factures à recevoir		51.817,77	14.198,36
Factures à recevoir (CA)		0,00	4.935,90
Note de crédit à établir (CA)		55.461,99	69.997,49
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	**45**	**78.409,07**	**30.034,13**
1. Impôts	450/3	**78.409,07**	**30.034,13**
Compte courant TVA		**53.267,80**	0,00
Précompte professionnel/Indemnités		**25.141,27**	30.034,13
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**20.536.509,24**	**2.559.741,29**
Dividendes de l'exercice		3.152.100,00	1.313.867,77
Dettes envers les communes associées		49.506,26	55.785,97
Compte courant IGRETEC		553,57	552,67
Compte courant ORES ASSETS		1.100,00	1.100,00
Adhérents CAE-Certificats verts		5.085,60	180.346,00
Compte courant Secteur II		0,00	690,06
Compte courant Secteur III A		16.016,47	0,00
Compte courant Secteur III B		8,36	0,00
Compte courant Secteur IV A		0,00	48,89
Compte courant Secteur IV B		2.619,18	0,00
Compte courant Secteur V		1.245,02	3.617,26
Compte courant Secteur VI		8.274,78	1.003.732,67
Pooling Trésorerie Secteur II		400.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur III A		5.000.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur III B		100.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur IV A		5.300.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur IV B		1.200.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur V		2.000.000,00	0,00
Pooling Trésorerie Secteur VI		3.300.000,00	0,00
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**101.468,85**	**110.303,93**
Intérêts sur emprunts à imputer		96.802,28	100.396,98
Frais de banques à imputer		55,37	52,26
Autres charges à imputer		1.771,20	7.014,69
Produits à reporter		2.840,00	2.840,00
TOTAL - PASSIF	**10/49**	**251.017.116,74**	**239.835.168,53**

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**983.640,87**	**1.440.380,19**
A. Chiffre d'affaires	70	**509.714,47**	**524.858,19**
Prestations de Services (CA)		509.714,47	524.858,19
D. Autres produits d'exploitation	74	**473.926,40**	**915.522,00**
Ventes de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**1.284.032,34**	**1.677.036,02**
B. Services et biens divers	61	**810.105,88**	**761.513,76**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**471,10**	**17,52**
Frais Internet		0,00	17,52
Abonnement et documentation		471,10	0,00
Rétributions de tiers	613	**32.861,56**	**16.482,27**
Assurance administrateurs et commissaires		4.441,22	5.017,23
Honoraires d'avocats		3.781,98	0,00
Honoraires d'experts		6.704,74	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		3.017,13	2.221,69
Cotisation G.I.E. IPFW		14.235,02	8.579,44
Cotisation Union Villes et Communes		529,62	409,00
Cotisations diverses		27,66	27,65
Frais de publication		124,19	227,26
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**614,84**	**807,95**
Frais de réception		43,50	371,87
Frais de réception AG		571,34	436,08
Sous-traitants	615	**681.406,18**	**670.909,74**
Indemnités de gestion IGRETEC		174.152,96	148.945,39
Frais outils de gestion IGRETEC		361,96	280,67
Frais internes d'administration		2.775,81	2.159,11
Frais de gestion SPGE		72,79	57,43
Indemnités de gestion Igretec (CA)		501.185,42	514.935,90
Frais communs Centrale d'Achat		2.857,24	4.531,24
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**94.752,20**	**73.296,28**
Indemnités		70.479,44	56.235,55
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	257,20
Jetons CA		4.715,91	3.383,15
Jetons Comité de Secteurs 1&2		2.048,90	885,29
Cotisation INASTI		17.507,95	12.535,09
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**473.926,46**	**915.522,26**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**473.926,46**	**915.522,26**
Achats de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
Autres charges d'exploitation		0,06	0,26

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	-300.391,47	-236.655,83
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	17.106.288,63	7.939.981,80
A. Produits des immobilisations financières	750	17.078.528,64	7.932.173,88
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		13.269.358,06	3.831.196,02
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		1.659.781,48	2.004.247,70
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		257.354,54	232.910,81
Dividende SOCOFE		522.784,00	495.876,00
Dividende PUBLI-T		732.887,10	718.551,90
Dividende ENGIE		527.178,75	554.925,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		94.466,45	94.466,45
Dividende PUBLILEC		14.718,26	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	27.759,94	7.807,92
Intérêts de comptes à vue ING		0,12	0,48
Produits des placements BELFIUS		26.551,82	7.769,06
Produits des placements CBC		1.052,66	38,38
Produits des placements NAGELMACKERS		155,34	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	0,05	0,00
Subsides en capital et intérêts	753	0,00	0,00
Produits financiers divers	756/9	0,05	0,00
Produits financiers divers		0,05	0,00
V. CHARGES FINANCIERES	65	554.840,65	338.422,16
A. Charges des dettes	650	550.214,30	333.695,70
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		308.663,15	326.305,00
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		15.256,61	459,79
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		16.675,83	502,56
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		17.137,07	516,46
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		17.846,68	537,84
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		28.382,62	855,37
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		29.624,37	892,79
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		28.294,41	854,29
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		28.955,25	874,26
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		28.341,60	855,71
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		29.474,51	889,92
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		494,75	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		522,10	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		503,98	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		41,37	151,71
C. Autres charges financières	652/9	4.626,35	4.726,46
Frais bancaires BELFIUS		36,00	30,00
Frais bancaires ING		55,05	30,85
Frais bancaires CBC		152,18	142,35
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		250,10	325,31
Frais bancaires NAGELMACKERS		0,00	103,06
Intérêts sur avances entre secteurs		4.131,81	3.746,05
Charges financières diverses		1,21	348,84
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	16.251.056,51	7.364.903,81
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	1.226.384,25	0,00
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	1.226.384,25	0,00
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		1.226.384,25	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	0,00	0,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	0,00	2.330.685,00
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	0,00	2.330.685,00
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	2.330.685,00
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	17.477.440,76	5.034.218,81
X. IMPOTS	670/3	0,00	0,00
Précompte mobilier		249.018,63	194.084,97
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-249.018,63	-194.084,97
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		17.477.440,76	5.034.218,81

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	17.477.440,76	5.034.218,81
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	17.477.440,76	5.034.218,81
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	3.427.342,61
2. Sur les réserves	792	0,00	3.427.342,61
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	6.970.440,76	1.373.393,65
3. Aux autres réserves	6921	6.970.440,76	1.373.393,65
- Réserves disponibles		5.409.786,41	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		1.560.654,35	1.373.393,65
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	10.507.000,00	7.088.167,77
1. Rémunération du capital	694	10.507.000,00	7.088.167,77
DIVIDENDE A DISTRIBUER		10.507.000,00	7.088.167,77

SECTEUR II

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	**19.501.272,77**	**20.590.473,38**
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**19.501.272,77**	**20.590.473,38**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**17.165.590,49**	**18.366.917,66**
1. Participations	282	**17.165.590,49**	**18.366.917,66**
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		6.062.057,07	6.062.057,07
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		4.257.100,00	5.683.100,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		425.872,26	201.199,43
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		6.420.561,16	6.420.561,16
C. Autres immobilisations financières	284/8	**2.335.682,28**	**2.223.555,72**
1. Actions et parts	284	**2.335.682,28**	**2.223.555,72**
Participation IGRETEC		2.825,99	2.825,99
Participation PUBLI-T		1.270.776,70	1.270.776,70
Participation ENGIE		1.177.667,32	1.177.667,32
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		130.820,83	130.820,83
Participation PUBLILEC		223.024,16	223.024,16
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-18.812,28	-18.812,28
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-450.620,44	-562.747,00
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	**894.808,56**	**220.992,96**
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**453.883,71**	**53.186,94**
A. Créances commerciales	40	**0,00**	**341,58**
Note de crédit à recevoir		0,00	341,58
B. Autres créances	41	**453.883,71**	**52.845,36**
Impôts belges à récupérer		53.883,71	52.155,30
Pooling Trésorerie IPFH		400.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	690,06
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**440.897,32**	**167.802,45**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**27,53**	**3,57**
Charges à reporter		0,00	3,57
Produits de placements acquis		27,53	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	**20.396.081,33**	**20.811.466,34**

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	16.640.271,62	15.991.778,89
I. CAPITAL	10	**9.297.646,33**	**9.297.646,33**
A. Capital souscrit	100	**9.307.314,04**	**9.307.314,04**
Capital souscrit (Parts X)		12.890,28	12.890,28
Capital souscrit (Parts X A2)		2.722.823,76	2.722.823,76
Capital variable après restructuration (Parts Y)		6.571.600,00	6.571.600,00
B. Capital non appelé	101	**-9.667,71**	**-9.667,71**
Capital non-appelé		-9.667,71	-9.667,71
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**6.420.561,16**	**6.420.561,16**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		6.420.561,16	6.420.561,16
IV. RESERVES	13	**922.064,13**	**273.571,40**
A. Réserve légale	130	**273.571,40**	**273.571,40**
Réserve légale		273.571,40	273.571,40
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**648.492,73**	**0,00**
Réserve disponible		551.956,08	0,00
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		35.000,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		12.627,21	0,00
Réserve disponible - Emprunt 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		12.605,48	0,00
Réserve disponible - Emprunt 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		12.625,66	0,00
Réserve disponible - Emprunt 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		12.588,43	0,00
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		3.709,59	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		3.680,49	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		3.699,79	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	3.755.809,71	4.819.687,45
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**3.388.840,30**	**3.229.376,95**
A. Dettes financières	170/4	**3.388.840,30**	**3.229.376,95**
4. Etablissements de crédit	173	**3.388.840,30**	**3.229.376,95**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		595.000,00	630.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		305.729,66	305.729,66
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		305.729,66	305.729,66
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		305.729,66	305.729,66
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		305.729,66	305.729,66
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		305.710,66	305.710,66
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		305.710,66	305.710,66
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		178.614,25	191.241,46
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		178.660,89	191.266,37
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		178.617,58	191.243,24
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		178.697,49	191.285,92
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		81.623,41	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		81.652,51	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		81.634,21	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**362.384,94**	**1.584.425,38**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	**42**	**96.536,65**	**84.839,25**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		35.000,00	35.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		12.627,21	12.477,60
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		12.605,48	12.452,69
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		12.625,66	12.475,82
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		12.588,43	12.433,14
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		3.709,59	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		3.680,49	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		3.699,79	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**1.426.000,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**1.426.000,00**
Crédit Pont		0,00	1.426.000,00
C. Dettes commerciales	**44**	2.882,51	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	2.882,51	**0,00**
Factures à recevoir		2.882,51	0,00
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	**45**	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**262.965,78**	**73.586,13**
Dividendes de l'exercice		259.800,00	73.404,18
Compte courant Secteur I A		2.927,95	0,00
Compte courant Secteur V		237,83	181,95
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**4.584,47**	**5.885,12**
Intérêts sur emprunts à imputer		4.584,47	4.725,07
Autres charges à imputer		0,00	1.160,05
TOTAL - PASSIF	10/49	20.396.081,33	20.811.466,34

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**26.511,63**	**20.841,81**
B. Services et biens divers	61	**26.511,63**	**20.841,81**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**40,36**	**1,48**
Frais Internet		0,00	1,48
Abonnement et documentation		40,36	0,00
Rétributions de tiers	613	**2.815,54**	**1.388,95**
Assurance administrateurs et commissaires		380,52	422,80
Honoraires d'avocats		324,04	0,00
Honoraires d'experts		574,45	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		258,50	187,22
Cotisation G.I.E. IPFW		1.219,64	722,98
Cotisation Union Villes et Communes		45,38	34,47
Cotisations diverses		2,37	2,33
Frais de publication		10,64	19,15
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**52,68**	**68,09**
Frais de réception		3,73	31,34
Frais de réception AG		48,95	36,75
Sous-traitants	615	**15.484,78**	**13.206,70**
Indemnités de gestion IGRETEC		15.209,70	12.996,26
Frais outils de gestion IGRETEC		31,01	23,65
Frais internes d'administration		237,83	181,95
Frais de gestion SPGE		6,24	4,84
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**8.118,27**	**6.176,59**
Indemnités		6.038,61	4.738,91
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	21,67
Jetons CA		404,05	285,09
Jetons Comité de Secteurs 1&2		175,55	74,60
Cotisation INASTI		1.500,06	1.056,32
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	**70/74-60/64**	**-26.511,63**	**-20.841,81**
IV. PRODUITS FINANCIERS	**75**	**1.463.298,71**	**668.469,24**
A. Produits des immobilisations financières	**750**	**1.463.271,18**	**668.435,64**
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		1.143.024,08	329.628,27
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		141.405,53	170.752,59
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		22.177,32	20.071,20
Dividende PUBLI-T		90.380,82	88.612,98
Dividende ENGIE		48.199,20	50.736,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		8.634,60	8.634,60
Dividende PUBLILEC		9.449,63	0,00
B. Produits des actifs circulants	**751**	**27,53**	**33,60**
Produits des placements BELFIUS		0,00	33,60
Produits des placements CBC		4,52	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		23,01	0,00
C. Autres produits financiers	**752/9**	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	**753**	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	**756/9**	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	**65**	**34.420,91**	**15.051,95**
A. Charges des dettes	**650**	**34.365,54**	**15.002,47**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		13.588,95	14.365,63
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.314,64	39,62
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.436,92	43,30
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.476,67	44,50
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.537,82	46,35
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		2.445,69	73,71
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		2.552,68	76,93
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.438,08	73,61
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		2.495,03	75,33
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		2.442,15	73,74
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.539,77	76,68
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		30,44	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		32,12	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		31,01	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		3,57	13,07
C. Autres charges financières	**652/9**	**55,37**	**49,48**
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,12	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	29,40
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	**75-65**	**1.402.366,17**	**632.575,48**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	**76**	**112.126,56**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	**761**	**112.126,56**	**0,00**
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		112.126,56	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	**763**	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	**66**	**0,00**	**213.091,20**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	**661**	**0,00**	**213.091,20**
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	213.091,20
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	**76-66**	**1.514.492,73**	**419.484,28**
X. IMPOTS	**670/3**	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		29.949,14	23.934,57
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-29.949,14	-23.934,57
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**1.514.492,73**	**419.484,28**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	1.514.492,73	419.484,28
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	1.514.492,73	419.484,28
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	179.759,15
2. Sur les réserves	792	0,00	179.759,15
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	648.492,73	84.839,25
3. Aux autres réserves	6921	648.492,73	84.839,25
- Réserves disponibles		551.956,08	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		96.536,65	84.839,25
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	866.000,00	514.404,18
1. Rémunération du capital	694	866.000,00	514.404,18
DIVIDENDE A DISTRIBUER		866.000,00	514.404,18

SECTEUR III

SECTEUR III A

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	211.599.417,01	230.289.703,47
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**211.599.417,01**	**230.289.703,47**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**203.439.051,75**	**222.129.338,21**
1. Participations	282	**203.439.051,75**	**222.129.338,21**
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		100.092.128,60	100.092.128,60
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		21.712.500,00	41.684.100,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		2.879.322,80	1.598.009,26
Participation SOCOFE		3.250.041,16	3.250.041,16
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		75.505.059,19	75.505.059,19
C. Autres immobilisations financières	284/8	**8.160.365,26**	**8.160.365,26**
1. Actions et parts	284	**8.160.365,26**	**8.160.365,26**
Participation IGRETEC		16.113,08	16.113,08
Participation PUBLIGAZ		7.940.040,30	7.940.040,30
Participation PUBLILEC		223.024,16	223.024,16
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-18.812,28	-18.812,28
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	9.173.079,00	4.418.645,84
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**6.932.047,30**	**1.646.302,85**
A. Créances commerciales	40	**59.575,88**	**4.817,21**
Note de crédit à recevoir		59.575,88	4.817,21
B. Autres créances	41	**6.872.471,42**	**1.641.485,64**
Impôts belges à récupérer		1.856.454,95	1.641.485,64
Pooling Trésorerie IPFH		5.000.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		16.016,47	0,00
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**2.240.687,52**	**2.772.293,06**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**344,18**	**49,93**
Charges à reporter		0,00	49,93
Produits de placements acquis		344,18	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	220.772.496,01	234.708.349,31

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	156.211.637,57	153.926.051,86
I. CAPITAL	10	**91.348.611,62**	**91.348.611,62**
A. Capital souscrit	100	**91.369.166,48**	**91.369.166,48**
Capital souscrit (Parts X)		32.366,48	32.366,48
Capital variable après restructuration (Parts Y)		91.336.800,00	91.336.800,00
B. Capital non appelé	101	**-20.554,86**	**-20.554,86**
Capital non-appelé		-20.554,86	-20.554,86
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**48.616.301,41**	**48.616.301,41**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		48.616.301,41	48.616.301,41
IV. RESERVES	13	**16.246.724,54**	**13.961.138,83**
A. Réserve légale	130	**3.248,80**	**3.248,80**
Réserve légale		3.248,80	3.248,80
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**16.243.475,74**	**13.957.890,03**
Réserve disponible		11.315.922,05	11.029.868,00
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		3.345.000,00	2.230.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		351.604,62	174.754,66
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		350.951,41	174.405,72
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		351.557,94	174.729,71
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		350.438,79	174.131,94
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		59.542,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		59.074,94	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		59.383,99	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	64.560.858,44	80.782.297,45
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**58.584.953,83**	**56.475.485,49**
A. Dettes financières	170/4	**58.584.953,83**	**56.475.485,49**
4. Etablissements de crédit	173	**58.584.953,83**	**56.475.485,49**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		18.955.000,00	20.070.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		4.281.886,34	4.281.886,34
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		4.281.886,34	4.281.886,34
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		4.281.886,34	4.281.886,34
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		4.281.886,34	4.281.886,34
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		4.281.620,30	4.281.620,30
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		4.281.620,30	4.281.620,30
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.501.575,77	2.678.425,73
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		2.502.228,98	2.678.774,67
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		2.501.622,45	2.678.450,68
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.502.741,60	2.679.048,45
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		1.310.125,00	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		1.310.592,06	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		1.310.282,01	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**5.842.143,72**	**24.152.338,26**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**1.999.531,66**	**1.813.022,03**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		1.115.000,00	1.115.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		176.849,96	174.754,66
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		176.545,69	174.405,72
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		176.828,23	174.729,71
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		176.306,85	174.131,94
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		59.542,00	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		59.074,94	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		59.383,99	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**19.971.600,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**19.971.600,00**
Crédit Pont		0,00	19.971.600,00
C. Dettes commerciales	44	**0,00**	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	**0,00**	**0,00**
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**3.842.612,06**	**2.367.716,23**
Dividendes de l'exercice		3.840.000,00	2.340.000,00
Compte courant Secteur I A		0,00	24.482,69
Compte courant Secteur V		2.612,06	3.233,54
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**133.760,89**	**154.473,70**
Intérêts sur emprunts à imputer		133.760,89	139.391,73
Autres charges à imputer		0,00	15.081,97
TOTAL - PASSIF	10/49	220.772.496,01	234.708.349,31

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**261.633,65**	**320.297,85**
B. Services et biens divers	61	**261.633,65**	**320.297,85**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**443,30**	**26,24**
Frais Internet		0,00	26,24
Abonnement et documentation		443,30	0,00
Rétributions de tiers	613	**30.922,92**	**24.684,24**
Assurance administrateurs et commissaires		4.179,22	7.513,92
Honoraires d'avocats		3.558,86	0,00
Honoraires d'experts		6.309,20	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		2.839,14	3.327,26
Cotisation G.I.E. IPFW		13.395,25	12.848,74
Cotisation Union Villes et Communes		498,36	612,54
Cotisations diverses		26,02	41,42
Frais de publication		116,87	340,36
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**578,57**	**1.210,00**
Frais de réception		40,93	556,92
Frais de réception AG		537,64	653,08
Sous-traitants	615	**140.386,37**	**184.718,67**
Indemnités de gestion IGRETEC		137.365,20	180.978,79
Frais outils de gestion IGRETEC		340,61	420,33
Frais internes d'administration		2.612,06	3.233,54
Frais de gestion SPGE		68,50	86,01
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**89.302,49**	**109.658,70**
Indemnités		66.321,64	84.219,54
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	385,19
Jetons CA		4.437,70	5.066,68
Jetons Comité de Secteur 3		2.068,05	1.214,48
Cotisation INASTI		16.475,10	18.772,81
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	**70/74-60/64**	**-261.633,65**	**-320.297,85**
IV. PRODUITS FINANCIERS	**75**	**16.071.357,36**	**11.879.545,63**
A. Produits des immobilisations financières	**750**	**16.071.013,18**	**11.879.390,47**
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		11.368.004,93	6.803.326,56
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		895.250,28	1.412.720,47
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		163.236,37	141.692,10
Dividende SOCOFE		337.688,00	320.307,00
Dividende PUBLIGAZ		3.297.384,00	3.201.344,34
Dividende PUBLILEC		9.449,60	0,00
B. Produits des actifs circulants	**751**	**344,18**	**155,16**
Produits des placements BELFIUS		0,00	155,16
Produits des placements CBC		56,51	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		287,67	0,00
C. Autres produits financiers	**752/9**	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	**753**	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	**756/9**	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	**65**	**724.138,00**	**467.170,14**
A. Charges des dettes	**650**	**724.082,62**	**466.567,12**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		432.904,93	457.647,87
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		18.412,13	554,89
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		20.124,88	606,51
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		20.681,52	623,28
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		21.537,87	649,09
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		34.252,97	1.032,28
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		35.751,53	1.077,45
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		34.146,49	1.030,97
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		34.944,02	1.055,04
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		34.203,44	1.032,70
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		35.570,66	1.073,98
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		488,70	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		515,73	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		497,82	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		49,93	183,06
C. Autres charges financières	**652/9**	**55,38**	**603,02**
Frais bancaires BELFIUS		10,00	**10,00**
Frais bancaires ING		18,15	**10,09**
Frais bancaires CBC		15,13	**60,50**
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	**0,00**
Charges financières diverses		0,00	522,43
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	**75-65**	**15.085.585,71**	**11.092.077,64**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	**76**	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	**761**	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	**763**	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	**66**	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	**661**	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	**76-66**	**15.085.585,71**	**11.092.077,64**
X. IMPOTS	**670/3**	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		992.050,08	864.404,87
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-992.050,08	-864.404,87
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**15.085.585,71**	**11.092.077,64**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	15.085.585,71	11.092.077,64
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	**70/68**	15.085.585,71	11.092.077,64
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	0,00
2. Sur les réserves	**792**	**0,00**	**0,00**
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	**2.285.585,71**	3.292.077,64
3. Aux autres réserves	**6921**	**2.285.585,71**	**3.292.077,64**
- Réserves disponibles		286.054,05	1.479.055,61
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		1.999.531,66	1.813.022,03
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	**12.800.000,00**	**7.800.000,00**
1. Rémunération du capital	**694**	**12.800.000,00**	**7.800.000,00**
DIVIDENDE A DISTRIBUER		**12.800.000,00**	**7.800.000,00**

SECTEUR III B

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	**926.010,57**	**1.011.645,87**
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**926.010,57**	**1.011.645,87**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**926.010,57**	**1.011.645,87**
1. Participations	282	**926.010,57**	**1.011.645,87**
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		675.234,71	675.234,71
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		107.900,00	199.400,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		13.170,53	7.305,83
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		129.705,33	129.705,33
C. Autres immobilisations financières	284/8	**0,00**	**0,00**
1. Actions et parts	284	**0,00**	**0,00**
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	**185.802,01**	**191.391,73**
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**100.015,48**	**-278,14**
A. Créances commerciales	40	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	41	**100.015,48**	**-278,14**
Impôts belges à récupérer		7,12	-278,14
Pooling Trésorerie IPFH		100.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		8,36	0,00
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**85.779,65**	**191.669,64**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**6,88**	**0,23**
Charges à reporter		0,00	0,23
Produits de placements acquis		6,88	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	**1.111.812,58**	**1.203.037,60**

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	386.330,46	365.424,06
I. CAPITAL	10	**64.185,00**	**64.185,00**
A. Capital souscrit	100	**65.115,00**	**65.115,00**
Capital souscrit (Parts X)		1.240,00	1.240,00
Capital variable après restructuration (Parts Y)		63.875,00	63.875,00
B. Capital non appelé	101	**-930,00**	**-930,00**
Capital non-appelé		-930,00	-930,00
II. PRIMES D'EMISSION	11	**929,47**	**929,47**
Primes d'émission		929,47	929,47
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**129.705,33**	**129.705,33**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		129.705,33	129.705,33
IV. RESERVES	13	**191.510,66**	**170.604,26**
A. Réserve légale	130	**124,00**	**124,00**
Réserve légale		124,00	124,00
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**191.386,66**	**170.480,26**
Réserve disponible		94.642,82	107.279,46
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		90.000,00	60.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		1.612,29	801,34
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		1.609,29	799,74
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		1.612,08	801,23
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		1.606,95	798,49
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		101,42	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		100,62	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		101,19	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	725.482,12	837.613,54
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**680.395,14**	**706.938,18**
A. Dettes financières	170/4	680.395,14	706.938,18
4. Etablissements de crédit	173	680.395,14	706.938,18
Emprunt ING 60 M° € (2015)		510.000,00	540.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		19.634,69	19.634,69
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		19.634,69	19.634,69
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		19.634,69	19.634,69
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		19.634,69	19.634,69
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		19.633,47	19.633,47
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		19.633,47	19.633,47
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		11.471,03	12.281,98
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		11.474,03	12.283,58
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		11.471,24	12.282,09
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		11.476,37	12.284,83
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		2.231,58	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		2.232,38	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		2.232,81	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**41.715,15**	**127.076,70**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**33.543,04**	**33.200,80**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		30.000,00	30.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		810,95	801,34
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		809,55	799,74
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		810,85	801,23
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		808,46	798,49
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		101,42	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		100,62	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		101,19	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**91.500,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**91.500,00**
Crédit Pont		0,00	91.500,00
C. Dettes commerciales	44	**2.162,82**	**2.244,23**
1. Fournisseurs	440/441	**2.162,82**	**2.244,23**
Factures à recevoir		2.162,82	2.244,23
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**6.009,29**	**131,67**
Dividendes de l'exercice		6.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	121,17
Compte courant Secteur V		9,29	10,50
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**3.371,83**	**3.598,66**
Intérêts sur emprunts à imputer		3.371,83	3.555,44
Autres charges à imputer		0,00	43,22
TOTAL - PASSIF	10/49	1.111.812,58	1.203.037,60

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**3.221,38**	**3.227,05**
B. Services et biens divers	61	**3.221,38**	**3.227,05**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**1,58**	**0,09**
Frais Internet		0,00	0,09
Abonnement et documentation		1,58	0,00
Rétributions de tiers	613	**109,98**	**80,17**
Assurance administrateurs et commissaires		14,86	24,40
Honoraires d'avocats		12,66	0,00
Honoraires d'experts		22,44	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		10,10	10,81
Cotisation G.I.E. IPFW		47,64	41,73
Cotisation Union Villes et Communes		1,77	1,99
Cotisations diverses		0,09	0,13
Frais de publication		0,42	1,11
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**2,06**	**3,93**
Frais de réception		0,15	1,81
Frais de réception AG		1,91	2,12
Sous-traitants	615	**2.790,17**	**2.786,70**
Indemnités de gestion IGRETEC		2.779,43	2.774,55
Frais outils de gestion IGRETEC		1,21	1,37
Frais internes d'administration		9,29	10,50
Frais de gestion SPGE		0,24	0,28
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**317,59**	**356,16**
Indemnités		235,87	273,54
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	1,25
Jetons CA		15,78	16,46
Jetons Comité de Secteur 3		7,35	3,94
Cotisation INASTI		58,59	60,97
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-3.221,38**	**-3.227,05**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**57.161,70**	**38.609,67**
A. Produits des immobilisations financières	750	**57.154,82**	**38.583,31**
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		52.133,58	31.211,87
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		4.274,95	6.723,65
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		746,29	647,79
B. Produits des actifs circulants	751	**6,88**	**26,36**
Produits des placements BELFIUS		0,00	26,36
Produits des placements CBC		1,13	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		5,75	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	65	**13.033,92**	**12.376,06**
A. Charges des dettes	650	**12.978,55**	**12.354,28**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		11.647,67	12.313,40
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		84,42	2,54
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		92,28	2,78
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		94,84	2,86
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		98,77	2,98
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		157,06	4,73
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		163,94	4,94
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		156,58	4,73
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		160,23	4,84
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		156,85	4,73
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		163,11	4,91
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		0,83	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		0,88	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		0,86	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		0,23	0,84
C. Autres charges financières	652/9	55,37	21,78
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,12	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	1,70
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**40.906,40**	**23.006,56**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**40.906,40**	**23.006,56**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		0,00	7,12
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		0,00	-7,12
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**40.906,40**	**23.006,56**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	40.906,40	23.006,56
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	40.906,40	23.006,56
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	12.636,64	10.194,24
2. Sur les réserves	792	12.636,64	10.194,24
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	33.543,04	33.200,80
3. Aux autres réserves	6921	33.543,04	33.200,80
- Réserves disponibles		0,00	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		33.543,04	33.200,80
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	20.000,00	0,00
1. Rémunération du capital	694	20.000,00	0,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		20.000,00	0,00

SECTEUR III – SITUATION CONSOLIDEE

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	212.525.427,58	231.301.349,34
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	**0,00**
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**212.525.427,58**	**231.301.349,34**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**204.365.062,32**	**223.140.984,08**
1. Participations	282	**204.365.062,32**	**223.140.984,08**
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		100.767.363,31	100.767.363,31
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		21.820.400,00	41.883.500,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		2.892.493,33	1.605.315,09
Participation SOCOFE		3.250.041,16	3.250.041,16
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		75.634.764,52	75.634.764,52
C. Autres immobilisations financières	284/8	**8.160.365,26**	**8.160.365,26**
1. Actions et parts	284	**8.160.365,26**	**8.160.365,26**
Participation IGRETEC		16.113,08	16.113,08
Participation PUBLIGAZ		7.940.040,30	7.940.040,30
Participation PUBLILEC		223.024,16	223.024,16
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-18.812,28	-18.812,28
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	9.358.881,01	4.610.037,57
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**7.032.062,78**	**1.646.024,71**
A. Créances commerciales	40	**59.575,88**	**4.817,21**
Note de crédit à recevoir		59.575,88	4.817,21
B. Autres créances	41	**6.972.486,90**	**1.641.207,50**
Impôts belges à récupérer		1.856.462,07	1.641.207,50
Pooling Trésorerie IPFH		5.100.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		16.024,83	0,00
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**2.326.467,17**	**2.963.962,70**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**351,06**	**50,16**
Charges à reporter		0,00	50,16
Produits de placements acquis		351,06	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	221.884.308,59	235.911.386,91

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	156.597.968,03	154.291.475,92
I. CAPITAL	10	**91.412.796,62**	**91.412.796,62**
A. Capital souscrit	100	**91.434.281,48**	**91.434.281,48**
Capital souscrit (Parts X)		33.606,48	33.606,48
Capital variable après restructuration (Parts Y)		91.400.675,00	91.400.675,00
B. Capital non appelé	101	**-21.484,86**	**-21.484,86**
Capital non-appelé		-21.484,86	-21.484,86
II. PRIMES D'EMISSION	11	**929,47**	**929,47**
Primes d'émission		929,47	929,47
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**48.746.006,74**	**48.746.006,74**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		48.746.006,74	48.746.006,74
IV. RESERVES	13	**16.438.235,20**	**14.131.743,09**
A. Réserve légale	130	**3.372,80**	**3.372,80**
Réserve légale		3.372,80	3.372,80
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**16.434.862,40**	**14.128.370,29**
Réserve disponible		11.410.564,87	11.137.147,46
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		3.435.000,00	2.290.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		353.216,91	175.556,00
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		352.560,70	175.205,46
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		353.170,02	175.530,94
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		352.045,74	174.930,43
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		59.643,42	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		59.175,56	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		59.485,18	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	**0,00**	**0,00**
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	65.286.340,56	81.619.910,99
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**59.265.348,97**	**57.182.423,67**
A. Dettes financières	170/4	**59.265.348,97**	**57.182.423,67**
4. Etablissements de crédit	173	**59.265.348,97**	**57.182.423,67**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		19.465.000,00	20.610.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		4.301.521,03	4.301.521,03
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		4.301.521,03	4.301.521,03
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		4.301.521,03	4.301.521,03
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		4.301.521,03	4.301.521,03
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		4.301.253,77	4.301.253,77
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		4.301.253,77	4.301.253,77
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.513.046,80	2.690.707,71
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		2.513.703,01	2.691.058,25
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		2.513.093,69	2.690.732,77
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		2.514.217,97	2.691.333,28
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		1.312.356,58	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		1.312.824,44	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		1.312.514,82	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**5.883.858,87**	**24.279.414,96**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**2.033.074,70**	**1.846.222,83**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		1.145.000,00	1.145.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		177.660,91	175.556,00
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		177.355,24	175.205,46
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		177.639,08	175.530,94
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		177.115,31	174.930,43
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		59.643,42	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		59.175,56	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		59.485,18	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**20.063.100,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**20.063.100,00**
Crédit Pont		0,00	20.063.100,00
C. Dettes commerciales	44	2.162,82	2.244,23
1. Fournisseurs	440/441	2.162,82	2.244,23
Factures à recevoir		2.162,82	2.244,23
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**3.848.621,35**	**2.367.847,90**
Dividendes de l'exercice		3.846.000,00	2.340.000,00
Compte courant Secteur I A		0,00	24.603,86
Compte courant Secteur V		2.621,35	3.244,04
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**137.132,72**	**158.072,36**
Intérêts sur emprunts à imputer		137.132,72	142.947,17
Autres charges à imputer		0,00	15.125,19
TOTAL - PASSIF	10/49	221.884.308,59	235.911.386,91

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**264.855,03**	**323.524,90**
B. Services et biens divers	61	**264.855,03**	**323.524,90**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**444,88**	**26,33**
Frais Internet		0,00	26,33
Abonnement et documentation		444,88	0,00
Rétributions de tiers	613	**31.032,90**	**24.764,41**
Assurance administrateurs et commissaires		4.194,08	7.538,32
Honoraires d'avocats		3.571,52	0,00
Honoraires d'experts		6.331,64	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		2.849,24	3.338,07
Cotisation G.I.E. IPFW		13.442,89	12.890,47
Cotisation Union Villes et Communes		500,13	614,53
Cotisations diverses		26,11	41,55
Frais de publication		117,29	341,47
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**580,63**	**1.213,93**
Frais de réception		41,08	558,73
Frais de réception AG		539,55	655,20
Sous-traitants	615	**143.176,54**	**187.505,37**
Indemnités de gestion IGRETEC		140.144,63	183.753,34
Frais outils de gestion IGRETEC		341,82	421,70
Frais internes d'administration		2.621,35	3.244,04
Frais de gestion SPGE		68,74	86,29
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**89.620,08**	**110.014,86**
Indemnités		66.557,51	84.493,08
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	386,44
Jetons CA		4.453,48	5.083,14
Jetons Comité de Secteur 3		2.075,40	1.218,42
Cotisation INASTI		16.533,69	18.833,78
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-264.855,03**	**-323.524,90**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**16.128.519,06**	**11.918.155,30**
A. Produits des immobilisations financières	750	**16.128.168,00**	**11.917.973,78**
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		11.420.138,51	6.834.538,43
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		899.525,23	1.419.444,12
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		163.982,66	142.339,89
Dividende SOCOFE		337.688,00	320.307,00
Dividende PUBLIGAZ		3.297.384,00	3.201.344,34
Dividende PUBLILEC		9.449,60	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	**351,06**	**181,52**
Produits des placements BELFIUS		0,00	181,52
Produits des placements CBC		57,64	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		293,42	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	65	**737.171,92**	**479.546,20**
A. Charges des dettes	650	**737.061,17**	**478.921,40**
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		444.552,60	469.961,27
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		18.496,55	557,43
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		20.217,16	609,29
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		20.776,36	626,14
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		21.636,64	652,07
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		34.410,03	1.037,01
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		35.915,47	1.082,39
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		34.303,07	1.035,70
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		35.104,25	1.059,88
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		34.360,29	1.037,43
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		35.733,77	1.078,89
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		489,53	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		516,61	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		498,68	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		50,16	183,90
C. Autres charges financières	652/9	**110,75**	**624,80**
Frais bancaires BELFIUS		20,00	20,00
Frais bancaires ING		36,30	20,17
Frais bancaires CBC		30,25	60,50
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		24,20	0,00
Charges financières diverses		0,00	524,13
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**15.126.492,11**	**11.115.084,20**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**15.126.492,11**	**11.115.084,20**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		992.050,08	864.411,99
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-992.050,08	-864.411,99
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**15.126.492,11**	**11.115.084,20**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	15.126.492,11	11.115.084,20
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	**70/68**	**15.126.492,11**	**11.115.084,20**
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	12.636,64	10.194,24
2. Sur les réserves	**792**	**12.636,64**	**10.194,24**
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	2.319.128,75	3.325.278,44
3. Aux autres réserves	**6921**	**2.319.128,75**	**3.325.278,44**
- Réserves disponibles		286.054,05	1.479.055,61
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		2.033.074,70	1.846.222,83
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	12.820.000,00	7.800.000,00
1. Rémunération du capital	**694**	**12.820.000,00**	**7.800.000,00**
DIVIDENDE A DISTRIBUER		12.820.000,00	7.800.000,00

SECTEUR IV

SECTEUR IV A

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	143.859.225,73	152.458.023,68
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	143.859.225,73	152.458.023,68
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	132.443.802,98	141.743.670,39
1. Participations	282	132.443.802,98	141.743.670,39
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		62.142.457,01	62.142.457,01
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		32.517.600,00	43.556.700,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		3.296.580,87	1.557.348,28
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		34.487.165,10	34.487.165,10
C. Autres immobilisations financières	284/8	11.415.422,75	10.714.353,29
1. Actions et parts	284	11.415.422,75	10.714.353,29
Participation PUBLI-T		6.051.382,63	6.051.382,63
Participation ENGIE		7.363.852,82	7.363.852,82
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		818.191,54	818.191,54
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-2.818.004,24	-3.519.073,70
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	10.766.041,22	6.429.321,55
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	0,00	0,00
B. Autres créances	291	0,00	0,00
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	5.543.257,96	195.962,64
A. Créances commerciales	40	0,00	13.673,15
Note de crédit à recevoir		0,00	13.673,15
B. Autres créances	41	5.543.257,96	182.289,49
Impôts belges à récupérer		243.257,96	182.186,06
Pooling Trésorerie IPFH		5.300.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	35,51
Compte courant Secteur I B		0,00	13,38
Compte courant Secteur VII		0,00	54,54
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	0,00	0,00
B. Autres placements	51/53	0,00	0,00
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	5.222.418,42	6.233.331,31
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	364,84	27,60
Charges à reporter		0,00	27,60
Produits de placements acquis		364,84	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	154.625.266,95	158.887.345,23

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	94.945.722,32	88.402.284,73
I. CAPITAL	10	**43.191.427,92**	**43.191.427,92**
A. Capital souscrit	100	**43.194.061,68**	**43.194.061,68**
Capital souscrit (Parts X)		3.511,68	3.511,68
Capital variable après restructuration (Parts Y)		43.190.550,00	43.190.550,00
B. Capital non appelé	101	**-2.633,76**	**-2.633,76**
Capital non-appelé		-2.633,76	-2.633,76
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**34.487.165,10**	**34.487.165,10**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		34.487.165,10	34.487.165,10
IV. RESERVES	13	**17.267.129,30**	**10.723.691,71**
A. Réserve légale	130	**357,62**	**357,62**
Réserve légale		357,62	357,62
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**17.266.771,68**	**10.723.334,09**
Réserve disponible		10.338.995,76	6.341.809,25
Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		3.282.331,61	2.158.580,63
Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.958.274,33	1.287.140,53
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		825.000,00	550.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		194.335,36	96.588,63
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		193.974,31	96.395,77
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		194.309,55	96.574,84
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		193.690,97	96.244,44
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		28.720,43	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		28.495,15	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		28.644,21	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	**0,00**	**0,00**
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	59.679.544,63	70.485.060,50
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**54.711.032,73**	**55.275.283,81**
A. Dettes financières	170/4	**54.711.032,73**	**55.275.283,81**
4. Etablissements de crédit	173	**54.711.032,73**	**55.275.283,81**
Emprunt BELFIUS 25M°€ (IVA)		17.734.637,80	18.858.388,78
Emprunt BELFIUS 15M°€ (IVA)		10.674.089,71	11.345.223,51
Emprunt ING 60 M° € (2015)		4.675.000,00	4.950.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		2.366.640,89	2.366.640,89
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		2.366.640,89	2.366.640,89
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		2.366.640,89	2.366.640,89
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		2.366.640,89	2.366.640,89
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		2.366.493,84	2.366.493,84
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		2.366.493,84	2.366.493,84
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.382.645,63	1.480.392,36
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		1.383.006,68	1.480.585,22
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		1.382.671,44	1.480.406,15
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.383.290,02	1.480.736,55
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		631.946,57	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		632.171,85	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		632.021,79	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**4.386.964,39**	**14.588.328,13**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**3.198.838,35**	**3.041.789,46**
Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		1.123.750,98	1.093.845,25
Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.323.721,07	1.287.140,53
Emprunt ING 60 M° € (2015)		275.000,00	275.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		97.746,73	96.588,63
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		97.578,54	96.395,77
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		97.734,71	96.574,84
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		97.446,53	96.244,44
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		28.720,43	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		28.495,15	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		28.644,21	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**11.039.100,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**11.039.100,00**
Crédit Pont		0,00	11.039.100,00
C. Dettes commerciales	44	**7.354,88**	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	**7.354,88**	**0,00**
Factures à recevoir		7.354,88	0,00
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**1.180.771,16**	**507.438,67**
Dividendes de l'exercice		1.155.000,00	506.100,00
Compte courant Secteur I A		23.988,51	0,00
Compte courant Secteur V		1.782,65	1.338,67
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**581.547,51**	**621.448,56**
Intérêts sur emprunts à imputer		581.547,51	613.639,20
Autres charges à imputer		0,00	7.809,36
TOTAL - PASSIF	10/49	154.625.266,95	158.887.345,23

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**180.073,73**	**135.417,64**
B. Services et biens divers	61	**180.073,73**	**135.417,64**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**302,54**	**10,86**
Frais Internet		0,00	10,86
Abonnement et documentation		302,54	0,00
Rétributions de tiers	613	**21.103,94**	**10.219,18**
Assurance administrateurs et commissaires		2.852,19	3.110,73
Honoraires d'avocats		2.428,81	0,00
Honoraires d'experts		4.305,83	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		1.937,63	1.377,47
Cotisation G.I.E. IPFW		7.006,02	5.319,33
Cotisation Union Villes et Communes		2.475,94	253,59
Cotisations diverses		17,76	17,15
Frais de publication		79,76	140,91
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**394,85**	**500,93**
Frais de réception		27,93	230,56
Frais de réception AG		366,92	270,37
Sous-traitants	615	**97.211,53**	**78.601,86**
Indemnités de gestion IGRETEC		95.149,67	77.053,57
Frais outils de gestion IGRETEC		232,46	174,01
Frais internes d'administration		1.782,65	1.338,67
Frais de gestion SPGE		46,75	35,61
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**61.060,87**	**46.084,81**
Indemnités		45.262,47	34.866,59
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	159,47
Jetons CA		3.028,60	2.097,59
Jetons Comité de Secteur 4		1.526,05	1.189,28
Cotisation INASTI		11.243,75	7.771,88
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	-180.073,73	-135.417,64
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	10.968.336,04	4.918.829,90
A. Produits des immobilisations financières	750	10.967.971,20	4.918.025,01
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		8.926.766,85	2.660.757,83
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		1.083.768,07	1.308.692,69
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		171.661,22	155.356,85
Dividende PUBLI-T		430.407,06	421.988,34
Dividende ENGIE		301.364,70	317.226,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		54.003,30	54.003,30
B. Produits des actifs circulants	751	364,84	736,97
Produits des placements BELFIUS		0,00	736,97
Produits des placements CBC		59,91	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		304,93	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	0,00	67,92
Subsides en capital et intérêts	753	0,00	0,00
Produits financiers divers	756/9	0,00	67,92
Intérêts sur avances entre secteurs		0,00	67,92
V. CHARGES FINANCIERES	65	1.095.894,18	983.161,51
A. Charges des dettes	650	1.095.838,80	982.925,15
Intérêts Emprunt BELFIUS 25M°€		489.913,21	518.637,63
Intérêts Emprunt BELFIUS 15M°€		298.762,67	315.444,35
Intérêts sur les parts des villes et communes		39.561,60	31.040,64
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		106.770,28	112.872,79
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		10.176,55	306,69
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		11.123,21	335,22
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		11.430,87	344,49
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		11.904,21	358,76
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		18.931,95	570,55
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		19.760,22	595,51
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		18.873,09	569,83
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		19.313,91	583,13
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		18.904,58	570,78
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		19.660,27	593,59
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		235,72	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		248,75	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		240,11	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		27,60	101,19
C. Autres charges financières	652/9	55,38	236,36
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,13	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	216,28
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	9.692.368,13	3.800.250,75
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	701.069,46	0,00
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	701.069,46	0,00
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		701.069,46	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	0,00	0,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	0,00	1.332.349,20
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	0,00	1.332.349,20
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	1.332.349,20
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	10.393.437,59	2.467.901,55
X. IMPOTS	670/3	0,00	0,00
Précompte mobilier		129.122,12	114.135,84
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-129.122,12	-114.135,84
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		10.393.437,59	2.467.901,55

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	10.393.437,59	2.467.901,55
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	10.393.437,59	2.467.901,55
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	1.626.334,65
2. Sur les réserves	792	0,00	1.626.334,65
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	6.543.437,59	2.407.236,20
3. Aux autres réserves	6921	6.543.437,59	2.407.236,20
- Réserves disponibles		3.997.186,51	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		2.546.251,08	2.407.236,20
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	3.850.000,00	1.687.000,00
1. Rémunération du capital	694	3.850.000,00	1.687.000,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		3.850.000,00	1.687.000,00

SECTEUR IV B

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	32.715.160,31	35.618.983,44
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	32.715.160,31	35.618.983,44
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	31.487.408,26	34.391.231,39
1. Participations	282	31.487.408,26	34.391.231,39
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		25.168.899,86	25.168.899,86
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		3.757.900,00	6.860.800,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		447.364,42	248.287,55
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		2.113.243,98	2.113.243,98
C. Autres immobilisations financières	284/8	1.227.752,05	1.227.752,05
1. Actions et parts	284	1.227.752,05	1.227.752,05
Participation PUBLIGAZ		1.227.752,05	1.227.752,05
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	4.675.956,67	1.525.034,28
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	0,00	0,00
B. Autres créances	291	0,00	0,00
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	1.498.032,58	253.152,97
A. Créances commerciales	40	6.628,23	0,00
Note de crédit à recevoir		6.628,23	0,00
B. Autres créances	41	1.491.404,35	253.152,97
Impôts belges à récupérer		288.785,17	253.152,97
Pooling Trésorerie IPFH		1.200.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		2.619,18	0,00
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	0,00	0,00
B. Autres placements	51/53	0,00	0,00
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	3.177.841,49	1.271.873,55
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	82,60	7,76
Charges à reporter		0,00	7,76
Produits de placements acquis		82,60	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	37.391.116,98	37.144.017,72

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	17.830.517,09	16.688.076,64
I. CAPITAL	10	**8.441.359,28**	**8.441.359,28**
A. Capital souscrit	100	**8.443.487,12**	**8.443.487,12**
Capital souscrit (Parts X)		2.837,12	2.837,12
Capital variable après restructuration (Parts Y)		8.440.650,00	8.440.650,00
B. Capital non appelé	101	**-2.127,84**	**-2.127,84**
Capital non-appelé		-2.127,84	-2.127,84
II. PRIMES D'EMISSION	11	**2,62**	**2,62**
Primes d'émission		2,62	2,62
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**2.113.243,98**	**2.113.243,98**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		2.113.243,98	2.113.243,98
IV. RESERVES	13	**7.275.911,21**	**6.133.470,76**
A. Réserve légale	130	**283,71**	**283,71**
Réserve légale		283,71	283,71
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**7.275.627,50**	**6.133.187,05**
Réserve disponible		5.138.924,41	4.824.736,28
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		1.800.000,00	1.200.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		54.628,35	27.151,40
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		54.526,86	27.097,19
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		54.621,10	27.147,53
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		54.447,21	27.054,65
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		39.631,87	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		39.321,00	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		39.526,70	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	19.560.599,89	20.455.941,08
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	**17**	**18.363.020,51**	**16.456.272,83**
A. Dettes financières	170/4	**18.363.020,51**	**16.456.272,83**
4. Etablissements de crédit	173	**18.363.020,51**	**16.456.272,83**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		10.200.000,00	10.800.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		665.271,10	665.271,10
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		665.271,10	665.271,10
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		665.271,10	665.271,10
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		665.271,10	665.271,10
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		665.229,76	665.229,76
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		665.229,76	665.229,76
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		388.666,57	416.143,52
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		388.768,06	416.197,73
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		388.673,82	416.147,39
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		388.847,71	416.240,27
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		872.035,13	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		872.346,00	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		872.139,30	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**1.128.654,47**	**3.925.731,78**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**828.252,32**	**708.450,77**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		600.000,00	600.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		27.476,95	27.151,40
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		27.429,67	27.097,19
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		27.473,57	27.147,53
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		27.392,56	27.054,65
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		39.631,87	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		39.321,00	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		39.526,70	0,00
B. Dettes financières	**43**	**0,00**	**3.102.900,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**3.102.900,00**
Crédit Pont		0,00	3.102.900,00
C. Dettes commerciales	**44**	**0,00**	**2.134,06**
1. Fournisseurs	440/441	**0,00**	**2.134,06**
Factures à recevoir		0,00	2.134,06
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	**45**	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**300.402,15**	**112.246,95**
Dividendes de l'exercice		300.000,00	107.400,00
Compte courant Secteur I A		0,00	4.347,94
Compte courant Secteur V		402,15	499,01
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**68.924,91**	**73.936,47**
Intérêts sur emprunts à imputer		68.924,91	71.665,26
Autres charges à imputer		0,00	2.271,21
TOTAL - PASSIF	**10/49**	**37.391.116,98**	**37.144.017,72**

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**42.697,50**	**51.851,75**
B. Services et biens divers	61	**42.697,50**	**51.851,75**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**68,25**	**4,05**
Frais Internet		0,00	4,05
Abonnement et documentation		68,25	0,00
Rétributions de tiers	613	**4.760,93**	**3.809,34**
Assurance administrateurs et commissaires		643,44	1.159,57
Honoraires d'avocats		547,93	0,00
Honoraires d'experts		971,37	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		437,12	513,47
Cotisation G.I.E. IPFW		2.062,34	1.982,86
Cotisation Union Villes et Communes		76,73	94,53
Cotisations diverses		4,01	6,39
Frais de publication		17,99	52,52
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**89,08**	**186,73**
Frais de réception		6,30	85,95
Frais de réception AG		82,78	100,78
Sous-traitants	615	**24.004,29**	**30.672,85**
Indemnités de gestion IGRETEC		23.539,15	30.095,70
Frais outils de gestion IGRETEC		52,44	64,87
Frais internes d'administration		402,15	499,01
Frais de gestion SPGE		10,55	13,27
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**13.774,95**	**17.178,78**
Indemnités		10.210,93	12.997,03
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	59,44
Jetons CA		683,23	781,91
Jetons Comité de Secteur 4		344,27	443,32
Cotisation INASTI		2.536,52	2.897,08
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-42.697,50**	**-51.851,75**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	2.474.387,85	1.833.432,51
A. Produits des immobilisations financières	750	2.474.305,25	1.833.265,27
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		1.788.292,09	1.081.602,25
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		147.002,73	230.960,58
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		25.362,43	22.014,96
Dividende PUBLIGAZ		513.648,00	498.687,48
B. Produits des actifs circulants	751	**82,60**	**167,24**
Produits des placements BELFIUS		0,00	167,24
Produits des placements CBC		13,56	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		69,04	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**0,00**	**0,00**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**0,00**	**0,00**
V. CHARGES FINANCIERES	65	**289.249,90**	**257.446,95**
A. Charges des dettes	650	**289.194,53**	**257.346,24**
Intérêts sur les parts des villes et communes		10.234,78	9.692,54
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		232.953,34	246.267,92
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		2.860,66	86,21
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		3.126,77	94,23
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.213,26	96,84
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.346,32	100,85
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		5.321,83	160,38
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		5.554,67	167,40
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		5.305,29	160,19
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		5.429,22	163,92
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		5.314,14	160,45
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		5.526,58	166,87
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		325,29	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		343,27	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		331,35	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		7,76	28,44
C. Autres charges financières	652/9	**55,37**	**100,71**
Frais bancaires BELFIUS		**10,00**	10,00
Frais bancaires ING		**18,15**	10,09
Frais bancaires CBC		**15,12**	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		**12,10**	0,00
Charges financières diverses		**0,00**	80,62
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**2.142.440,45**	**1.524.133,81**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**2.142.440,45**	**1.524.133,81**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		154.094,40	134.690,77
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-154.094,40	-134.690,77
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**2.142.440,45**	**1.524.133,81**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	2.142.440,45	1.524.133,81
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	2.142.440,45	1.524.133,81
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	0,00
2. Sur les réserves	792	0,00	0,00
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	1.142.440,45	1.166.133,81
3. Aux autres réserves	6921	1.142.440,45	1.166.133,81
- Réserves disponibles		314.188,13	457.683,04
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		828.252,32	708.450,77
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	1.000.000,00	358.000,00
1. Rémunération du capital	694	1.000.000,00	358.000,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		1.000.000,00	358.000,00

SECTEUR IV – SITUATION CONSOLIDEE

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	176.574.386,04	188.077.007,12
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	176.574.386,04	188.077.007,12
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	163.931.211,24	176.134.901,78
1. Participations	282	163.931.211,24	176.134.901,78
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		62.142.457,01	62.142.457,01
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		32.517.600,00	43.556.700,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		3.296.580,87	1.557.348,28
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		25.168.899,86	25.168.899,86
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		3.757.900,00	6.860.800,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		447.364,42	248.287,55
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		34.487.165,10	34.487.165,10
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		2.113.243,98	2.113.243,98
C. Autres immobilisations financières	284/8	12.643.174,80	11.942.105,34
1. Actions et parts	284	12.643.174,80	11.942.105,34
Participation PUBLI-T		6.051.382,63	6.051.382,63
Participation PUBLIGAZ		1.227.752,05	1.227.752,05
Participation ENGIE		7.363.852,82	7.363.852,82
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		818.191,54	818.191,54
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-2.818.004,24	-3.519.073,70
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	15.441.997,89	7.954.355,83
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	0,00	0,00
B. Autres créances	291	0,00	0,00
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	7.041.290,54	449.115,61
A. Créances commerciales	40	6.628,23	13.673,15
Note de crédit à recevoir		6.628,23	13.673,15
B. Autres créances	41	7.034.662,31	435.442,46
Impôts belges à récupérer		532.043,13	435.339,03
Pooling Trésorerie IPFH		6.500.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		2.619,18	35,51
Compte courant Secteur I B		0,00	13,38
Compte courant Secteur VII		0,00	54,54
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	0,00	0,00
B. Autres placements	51/53	0,00	0,00
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	8.400.259,91	7.505.204,86
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	447,44	35,36
Charges à reporter		0,00	35,36
Produits de placements acquis		447,44	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	192.016.383,93	196.031.362,95

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	112.776.239,41	105.090.361,37
I. CAPITAL	10	**51.632.787,20**	**51.632.787,20**
A. Capital souscrit	100	**51.637.548,80**	**51.637.548,80**
Capital souscrit (Parts X)		6.348,80	6.348,80
Capital variable après restructuration (Parts Y)		51.631.200,00	51.631.200,00
B. Capital non appelé	101	**-4.761,60**	**-4.761,60**
Capital non-appelé		-4.761,60	-4.761,60
II. PRIMES D'EMISSION	11	**2,62**	**2,62**
Primes d'émission		2,62	2,62
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**36.600.409,08**	**36.600.409,08**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		36.600.409,08	36.600.409,08
IV. RESERVES	13	**24.543.040,51**	**16.857.162,47**
A. Réserve légale	130	**641,33**	**641,33**
Réserve légale		641,33	641,33
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**24.542.399,18**	**16.856.521,14**
Réserve disponible		15.477.920,17	11.166.545,53
Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		3.282.331,61	2.158.580,63
Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.958.274,33	1.287.140,53
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		2.625.000,00	1.750.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		248.963,71	123.740,03
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		248.501,17	123.492,96
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		248.930,65	123.722,37
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		248.138,18	123.299,09
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		68.352,30	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		67.816,15	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		68.170,91	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	79.240.144,52	90.941.001,58
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**73.074.053,24**	**71.731.556,64**
A. Dettes financières	170/4	**73.074.053,24**	**71.731.556,64**
4. Etablissements de crédit	173	**73.074.053,24**	**71.731.556,64**
Emprunt BELFIUS 25M°€ (IVA)		17.734.637,80	18.858.388,78
Emprunt BELFIUS 15M°€ (IVA)		10.674.089,71	11.345.223,51
Emprunt ING 60 M° € (2015)		14.875.000,00	15.750.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		3.031.911,99	3.031.911,99
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		3.031.911,99	3.031.911,99
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.031.911,99	3.031.911,99
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		3.031.911,99	3.031.911,99
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		3.031.723,60	3.031.723,60
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		3.031.723,60	3.031.723,60
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.771.312,20	1.896.535,88
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		1.771.774,74	1.896.782,95
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		1.771.345,26	1.896.553,54
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.772.137,73	1.896.976,82
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		1.503.981,70	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		1.504.517,85	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		1.504.161,09	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**5.515.618,86**	**18.514.059,91**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**4.027.090,67**	**3.750.240,23**
Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		1.123.750,98	1.093.845,25
Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.323.721,07	1.287.140,53
Emprunt ING 60 M° € (2015)		875.000,00	875.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		125.223,68	123.740,03
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		125.008,21	123.492,96
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		125.208,28	123.722,37
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		124.839,09	123.299,09
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		68.352,30	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		67.816,15	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		68.170,91	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**14.142.000,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**14.142.000,00**
Crédit Pont		0,00	14.142.000,00
C. Dettes commerciales	44	**7.354,88**	**2.134,06**
1. Fournisseurs	440/441	**7.354,88**	**2.134,06**
Factures à recevoir		7.354,88	2.134,06
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**1.481.173,31**	**619.685,62**
Dividendes de l'exercice		1.455.000,00	613.500,00
Compte courant Secteur I A		23.988,51	4.347,94
Compte courant Secteur V		2.184,80	1.837,68
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**650.472,42**	**695.385,03**
Intérêts sur emprunts à imputer		650.472,42	685.304,46
Autres charges à imputer		0,00	10.080,57
TOTAL - PASSIF	10/49	192.016.383,93	196.031.362,95

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**0,00**	**0,00**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**0,00**	**0,00**
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**222.771,23**	**187.269,39**
B. Services et biens divers	61	**222.771,23**	**187.269,39**
Entretiens et réparations	611	**0,00**	**0,00**
Fournitures faites à l'entreprise	612	**370,79**	**14,91**
Frais Internet		0,00	14,91
Abonnement et documentation		370,79	0,00
Rétributions de tiers	613	**25.864,87**	**14.028,52**
Assurance administrateurs et commissaires		3.495,63	4.270,30
Honoraires d'avocats		2.976,74	0,00
Honoraires d'experts		5.277,20	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		2.374,75	1.890,94
Cotisation G.I.E. IPFW		9.068,36	7.302,19
Cotisation Union Villes et Communes		2.552,67	348,12
Cotisations diverses		21,77	23,54
Frais de publication		97,75	193,43
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**483,93**	**687,66**
Frais de réception		34,23	316,51
Frais de réception AG		449,70	371,15
Sous-traitants	615	**121.215,82**	**109.274,71**
Indemnités de gestion IGRETEC		118.688,82	107.149,27
Frais outils de gestion IGRETEC		284,90	238,88
Frais internes d'administration		2.184,80	1.837,68
Frais de gestion SPGE		57,30	48,88
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**74.835,82**	**63.263,59**
Indemnités		55.473,40	47.863,62
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	218,91
Jetons CA		3.711,83	2.879,50
Jetons Comité de Secteur 4		1.870,32	1.632,60
Cotisation INASTI		13.780,27	10.668,96
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**0,00**	**0,00**
Rémunérations et avantages directs	620	**0,00**	**0,00**
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**0,00**	**0,00**
Autres frais de personnel	623	**0,00**	**0,00**
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**0,00**	**0,00**
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-222.771,23**	**-187.269,39**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**13.442.723,89**	**6.752.262,41**
A. Produits des immobilisations financières	750	**13.442.276,45**	**6.751.290,28**
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		8.926.766,85	2.660.757,83
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		1.083.768,07	1.308.692,69
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		171.661,22	155.356,85
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		1.788.292,09	1.081.602,25
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		147.002,73	230.960,58
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		25.362,43	22.014,96
Dividende PUBLI-T		430.407,06	421.988,34
Dividende PUBLIGAZ		513.648,00	498.687,48
Dividende ENGIE		301.364,70	317.226,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		54.003,30	54.003,30
B. Produits des actifs circulants	751	**447,44**	**904,21**
Produits des placements BELFIUS		0,00	904,21
Produits des placements CBC		73,47	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		373,97	0,00
C. Autres produits financiers	**752/9**	**0,00**	**67,92**
Subsides en capital et intérêts	**753**	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	**756/9**	**0,00**	**67,92**
Intérêts sur avances entre secteurs		0,00	67,92
V. CHARGES FINANCIERES	65	**1.385.144,08**	**1.240.608,46**
A. Charges des dettes	650	**1.385.033,33**	**1.240.271,39**
Intérêts Emprunt BELFIUS 25M°€		489.913,21	518.637,63
Intérêts Emprunt BELFIUS 15M°€		298.762,67	315.444,35
Intérêts sur les parts des villes et communes		49.796,38	40.733,18
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		339.723,62	359.140,71
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		13.037,21	392,90
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		14.249,98	429,45
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		14.644,13	441,33
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		15.250,53	459,61
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		24.253,78	730,93
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		25.314,89	762,91
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		24.178,38	730,02
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		24.743,13	747,05
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		24.218,72	731,23
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		25.186,85	760,46
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		561,01	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		592,02	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		571,46	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		35,36	129,63
C. Autres charges financières	652/9	**110,75**	**337,07**
Frais bancaires BELFIUS		20,00	20,00
Frais bancaires ING		36,30	20,17
Frais bancaires CBC		30,25	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		24,20	0,00
Charges financières diverses		0,00	296,90
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**11.834.808,58**	**5.324.384,56**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**701.069,46**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**701.069,46**	**0,00**
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		701.069,46	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**1.332.349,20**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**1.332.349,20**
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	1.332.349,20
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**12.535.878,04**	**3.992.035,36**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		283.216,52	248.826,61
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-283.216,52	-248.826,61
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**12.535.878,04**	**3.992.035,36**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	12.535.878,04	3.992.035,36
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	12.535.878,04	3.992.035,36
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	1.626.334,65
2. Sur les réserves	792	0,00	1.626.334,65
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	7.685.878,04	3.573.370,01
3. Aux autres réserves	6921	7.685.878,04	3.573.370,01
- Réserves disponibles		4.311.374,64	457.683,04
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		3.374.503,40	3.115.686,97
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	4.850.000,00	2.045.000,00
1. Rémunération du capital	694	4.850.000,00	2.045.000,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		4.850.000,00	2.045.000,00

SECTEUR V

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	**77.621.980,61**	**81.397.429,93**
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
Frais de constitution		85.288,04	85.288,04
Amortissements sur frais de constitution		-85.288,04	-85.288,04
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**310.643,44**	**360.329,09**
A. Terrains et constructions	22	**306.222,51**	**355.219,19**
Bâtiments		660.130,66	660.130,66
Aménagements des combles		409.633,32	409.633,32
Aménagements des bâtiments		16.745,19	16.745,19
Amortissements sur bâtiments		-660.130,66	-632.452,92
Amortissements sur aménagements		-117.244,96	-96.763,28
Amortissements sur aménagements		-2.911,04	-2.073,78
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
Système d'alarme		3.888,13	3.888,13
Amortissements sur système d'alarme		-3.888,13	-3.888,13
C. Mobilier et matériel roulant	24	**4.420,93**	**5.109,90**
Mobilier		110.750,81	110.750,81
Matériel de bureau		10.162,89	10.162,89
Amortissements sur mobilier		-106.329,88	-105.640,91
Amortissements sur matériel de bureau		-10.162,89	-10.162,89
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**77.311.337,17**	**81.037.100,84**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**68.849.365,82**	**73.061.181,42**
1. Participations	282	**68.849.365,82**	**73.061.181,42**
Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		21.270.802,52	21.270.802,52
Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		14.263.000,00	19.262.500,00
Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		1.493.004,42	705.320,02
Participation SOCOFE		9.329.633,87	9.329.633,87
Participation ORES ASSETS E-Plus Value		22.492.925,01	22.492.925,01
C. Autres immobilisations financières	284/8	**8.461.971,35**	**7.975.919,42**
1. Actions et parts	284	**8.461.971,35**	**7.975.919,42**
Participation PUBLI-T		4.538.874,78	4.538.874,78
Participation ENGIE		5.105.308,14	5.105.308,14
Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		567.244,80	567.244,80
Participation PUBLILEC		223.024,16	223.024,16
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-18.812,28	-18.812,28
Participation ENGIE : Réduction de valeur		-1.953.668,25	-2.439.720,18

ACTIFS CIRCULANTS	29/58	3.166.631,89	989.587,29
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**2.226.121,92**	**218.424,30**
A. Créances commerciales	40	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	41	**2.226.121,92**	**218.424,30**
Impôts belges à récupérer		185.160,74	149.995,19
Créances envers le personnel (avances)		2.220,97	3.727,54
Créances envers le personnel (notes débit)		28,73	31,90
Précompte Professionnel à récupérer		0,00	385,88
ONSS à récupérer		0,00	279,75
Pooling Trésorerie IPFH		2.000.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		0,00	2.639,37
Compte courant Secteur I B		1.064,79	838,72
Compte courant Secteur I C		180,23	139,17
Compte courant Secteur II		237,83	181,95
Compte courant Secteur III A		2.612,06	3.233,54
Compte courant Secteur III B		9,29	10,50
Compte courant Secteur IV A		1.782,65	1.338,67
Compte courant Secteur IV B		402,15	499,01
Compte courant Secteur VI		29.966,74	53.177,98
Créances sur ASBL GARANCE		2.455,74	1.945,13
Créances diverses		179.416,28	179.416,28
Réductions de valeur actées		-179.416,28	-179.416,28
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**940.372,30**	**771.150,49**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**137,67**	**12,50**
Charges à reporter		0,00	12,50
Produits de placements acquis		137,67	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	80.788.612,50	82.387.017,22

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	66.882.408,45	64.431.152,41
I. CAPITAL	10	40.476.299,06	40.476.299,06
A. Capital souscrit	100	40.759.946,24	40.759.946,24
Capital souscrit (Parts X)		378.196,24	378.196,24
Capital variable après restructuration (Parts Y)		40.381.750,00	40.381.750,00
B. Capital non appelé	101	-283.647,18	-283.647,18
Capital non-appelé		-283.647,18	-283.647,18
II. PRIMES D'EMISSION	11	0,00	0,00
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	22.390.704,70	22.390.704,70
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		22.390.704,70	22.390.704,70
IV. RESERVES	13	3.997.536,85	1.545.004,54
A. Réserve légale	130	37.819,62	37.819,62
Réserve légale		37.819,62	37.819,62
C. Réserves immunisées	132	0,00	0,00
D. Réserves disponibles	133	3.959.717,23	1.507.184,92
Réserve disponible		3.119.262,21	1.032.451,30
Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		450.000,00	300.000,00
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		88.016,06	43.745,77
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		87.852,54	43.658,43
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		88.004,37	43.739,53
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		87.724,22	43.589,89
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		12.998,09	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		12.896,13	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		12.963,61	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	17.867,84	19.144,11
Subside UREBA - Panneaux photovoltaïques		13.110,00	13.110,00
Subside UREBA - Isolation des combles		12.415,46	12.415,46
Subside UREBA - Panneaux photovoltaïques		-3.933,00	-3.277,50
Subside UREBA - Isolation des combles		-3.724,62	-3.103,85
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	0,00	0,00
4. Autres risques et charges	163/5	0,00	0,00

DETTES	17/49	13.906.204,05	17.955.864,81
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**12.344.547,06**	**11.813.268,46**
A. Dettes financières	170/4	**12.344.547,06**	**11.813.268,46**
4. Etablissements de crédit	173	**12.344.547,06**	**11.813.268,46**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		2.550.000,00	2.700.000,00
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.071.870,88	1.071.870,88
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.071.870,88	1.071.870,88
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.071.870,88	1.071.870,88
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.071.870,88	1.071.870,88
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		1.071.804,28	1.071.804,28
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		1.071.804,28	1.071.804,28
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		626.211,44	670.481,73
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		626.374,96	670.569,07
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		626.223,13	670.487,97
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		626.503,28	670.637,61
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		286.001,91	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		286.103,87	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		286.036,39	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**1.542.554,42**	**6.117.310,44**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**365.721,40**	**324.733,62**
Emprunt ING 60 M° € (2015)		150.000,00	150.000,00
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		44.270,29	43.745,77
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		44.194,11	43.658,43
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		44.264,84	43.739,53
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		44.134,33	43.589,89
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		12.998,09	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		12.896,13	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		12.963,61	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**4.999.500,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**4.999.500,00**
Crédit Pont		0,00	4.999.500,00
C. Dettes commerciales	44	**20.577,57**	**15.910,79**
1. Fournisseurs	440/441	**20.577,57**	**15.910,79**
Fournisseurs divers		1.041,89	1.346,10
Factures à recevoir		19.535,68	14.564,69
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**9.517,88**	**8.266,03**
1. Impôts	450/3	**1.034,37**	**0,00**
Précompte professionnel/Rémunérations		1.034,37	0,00
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**8.483,51**	**8.266,03**
ONSS 4ème trimestre		128,07	0,00
Provision pécules de vacances		8.355,44	8.266,03
F. Autres dettes	47/48	**1.146.737,57**	**768.900,00**
Dividendes de l'exercice		1.141.500,00	768.900,00
Compte courant Secteur I A		5.237,57	0,00
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**19.102,57**	**25.285,91**
Intérêts sur emprunts à imputer		19.102,49	19.763,85
Frais de banques à imputer		0,08	3,25
Autres charges à imputer		0,00	5.518,81
TOTAL - PASSIF	10/49	80.788.612,50	82.387.017,22

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	**43.374,55**	**42.586,70**
A. Chiffre d'affaires	70	**0,00**	**0,00**
D. Autres produits d'exploitation	74	**43.374,55**	**42.586,70**
Récupération de frais (Masse salariale)		43.062,68	42.196,07
Récupération de frais (Gsm)		311,87	390,63
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	**256.734,23**	**456.998,64**
B. Services et biens divers	61	**142.902,95**	**338.891,27**
Entretiens et réparations	611	**6.978,60**	**1.004,30**
Entretien et réparations bâtiment		6.978,60	1.004,30
Fournitures faites à l'entreprise	612	**667,65**	**632,29**
Gsm		498,99	625,00
Frais Internet		0,00	7,29
Abonnement et documentation		168,66	0,00
Rétributions de tiers	613	**16.049,02**	**10.836,88**
Assurance incendie		1.929,08	1.903,49
Assurance administrateurs et commissaires		1.590,08	2.087,98
Assurance RC générale		250,00	250,00
Honoraires d'avocats		1.354,05	0,00
Honoraires d'experts		2.400,47	0,00
Honoraires secrétariat social		2.104,65	1.824,10
Emoluments Réviseurs d'entreprises		1.080,21	924,58
Cotisation G.I.E. IPFW		5.096,51	3.570,43
Cotisation Union Villes et Communes		189,61	170,21
Cotisations diverses		9,90	11,51
Frais de publication		44,46	94,58
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**391,70**	**211.389,99**
Frais de réception		187,14	164,17
Frais de réception AG		204,56	181,48
Subvention A.S.B.L. GARANCE		0,00	166.916,37
Subvention A.S.B.L. TELE MB		0,00	44.127,97
Sous-traitants	615	**84.653,74**	**83.475,83**
Indemnités de gestion IGRETEC		78.840,79	78.656,69
Frais outils de gestion IGRETEC		129,59	116,80
Frais internes d'administration		5.657,30	4.678,44
Frais de gestion SPGE		26,06	23,90
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**34.162,24**	**31.551,98**
Indemnités		25.233,49	23.403,05
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	107,04
Jetons CA		1.688,42	1.407,94
Jetons Comité de Secteurs 5&6		972,02	1.417,33
Cotisation INASTI		6.268,31	5.216,62
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	**64.145,63**	**63.092,93**
Rémunérations et avantages directs	620	**49.074,31**	**48.047,13**
Rémunérations employés		44.921,70	43.968,23
Primes et gratifications		4.152,61	4.078,90
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**14.523,32**	**14.221,95**
ONSS Patronale/Rémunérations employés		14.523,32	14.221,95
Autres frais de personnel	623	**548,00**	**823,85**
Assurance Loi		412,04	708,99
Autres frais de personnel		46,55	46,55
Provision pour Pécules de vacances (Dotation)		89,41	68,31
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**49.685,65**	**55.014,44**
Dotation Amortissements/Immobilisations corporelles		49.685,65	55.014,44
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**0,00**	**0,00**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**0,00**	**0,00**

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	-213.359,68	-414.411,94
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	6.115.976,28	3.302.416,78
A. Produits des immobilisations financières	750	6.114.562,34	3.301.061,90
Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		4.009.506,83	1.158.578,98
Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		479.286,67	578.760,03
Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		77.745,16	70.360,84
Dividende SOCOFE		969.374,00	919.479,75
Dividende PUBLI-T		322.823,70	316.509,30
Dividende ENGIE		208.936,35	219.933,00
Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		37.440,00	37.440,00
Dividende PUBLILEC		9.449,63	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	137,67	78,61
Produits des placements BELFIUS		0,00	78,61
Produits des placements CBC		22,60	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		115,07	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	1.276,27	1.276,27
Subsides en capital et intérêts	753	1.276,27	1.276,27
Subside en capital - Panneaux photovoltaïques		655,50	655,50
Subside en capital - Isolation des combles		620,77	620,77
Produits financiers divers	756/9	0,00	0,00
V. CHARGES FINANCIERES	65	131.136,22	63.968,18
A. Charges des dettes	650	131.080,84	63.799,68
Intérêts bancaires		1,07	0,00
Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		58.238,34	61.566,98
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		4.609,04	138,90
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		5.037,79	151,82
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		5.177,13	156,02
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		5.391,51	162,48
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		8.574,44	258,41
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		8.949,56	269,71
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		8.547,78	258,08
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		8.747,42	264,10
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		8.562,04	258,51
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		8.904,29	268,84
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		106,68	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		112,58	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		108,67	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		12,50	45,83
C. Autres charges financières	652/9	55,38	168,50
Frais bancaires BELFIUS		10,00	13,25
Frais bancaires ING		18,15	10,08
Frais bancaires CBC		15,13	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	145,17
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	5.771.480,38	2.824.036,66
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	486.051,93	0,00
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	486.051,93	0,00
Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		486.051,93	0,00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	0,00	0,00
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	0,00	923.718,60
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	0,00	923.718,60
Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	923.718,60
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	6.257.532,31	1.900.318,06
X. IMPOTS	670/3	0,00	0,00
Précompte mobilier		99.682,00	85.478,74
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-99.682,00	-85.478,74
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		6.257.532,31	1.900.318,06

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	6.257.532,31	1.900.318,06
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	6.257.532,31	1.900.318,06
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	0,00	987.415,56
2. Sur les réserves	**792**	**0,00**	**987.415,56**
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	2.452.532,31	324.733,62
3. Aux autres réserves	**6921**	**2.452.532,31**	**324.733,62**
- Réserves disponibles		2.086.810,91	0,00
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		365.721,40	324.733,62
F. **BENEFICE A DISTRIBUER**	694/6	3.805.000,00	2.563.000,00
1. Rémunération du capital	**694**	**3.805.000,00**	**2.563.000,00**
DIVIDENDE A DISTRIBUER		3.805.000,00	2.563.000,00

SECTEUR VI

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	90.421.942,77	98.030.332,03
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**0,00**	**0,00**
A. Terrains et constructions	22	**0,00**	**0,00**
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
C. Mobilier et matériel roulant	24	**0,00**	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**90.421.942,77**	**98.030.332,03**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**86.785.626,39**	**94.394.015,65**
1. Participations	282	**86.785.626,39**	**94.394.015,65**
Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		67.676.470,91	67.676.470,91
Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		10.454.300,00	18.584.300,00
Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		1.172.136,90	650.526,16
Participation SOCOFE		3.676.748,13	3.676.748,13
Participation ORES ASSETS G-Plus Value		3.805.970,45	3.805.970,45
C. Autres immobilisations financières	284/8	**3.636.316,38**	**3.636.316,38**
1. Actions et parts	284	**3.636.316,38**	**3.636.316,38**
Participation PUBLIGAZ		3.432.104,50	3.432.104,50
Participation PUBLILEC		223.024,16	223.024,16
Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-18.812,28	-18.812,28
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	7.981.465,49	7.758.019,58
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**0,00**	**0,00**
B. Autres créances	291	**0,00**	**0,00**
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**4.141.220,09**	**1.724.603,02**
A. Créances commerciales	40	**25.272,95**	**635,76**
Note de crédit à recevoir		25.272,95	635,76
B. Autres créances	41	**4.115.947,14**	**1.723.967,26**
Impôts belges à récupérer		807.672,36	720.234,59
Pooling Trésorerie IPFH		3.300.000,00	0,00
Compte courant Secteur I A		8.274,78	0,00
Compte courant Secteur I B		0,00	1.003.732,67
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**0,00**	**0,00**
B. Autres placements	51/53	**0,00**	**0,00**
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**3.840.018,25**	**6.033.396,24**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**227,15**	**20,32**
Charges à reporter		0,00	20,32
Produits de placements acquis		227,15	0,00
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	98.403.408,26	105.788.351,61

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	36.510.693,88	35.533.657,61
I. CAPITAL	10	**12.681.119,58**	**12.681.119,58**
A. Capital souscrit	100	**12.899.953,30**	**12.899.953,30**
Capital souscrit (Parts X)		291.778,30	291.778,30
Capital variable après restructuration (Parts Y)		12.608.175,00	12.608.175,00
B. Capital non appelé	101	**-218.833,72**	**-218.833,72**
Capital non-appelé		-218.833,72	-218.833,72
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**3.805.970,45**	**3.805.970,45**
Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		3.805.970,45	3.805.970,45
IV. RESERVES	13	**20.023.603,85**	**19.046.567,58**
A. Réserve légale	130	**29.177,83**	**29.177,83**
Réserve légale		29.177,83	29.177,83
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**19.994.426,02**	**19.017.389,75**
Réserve disponible		15.812.234,83	16.970.285,84
Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		143.132,69	71.139,86
Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		142.866,76	70.997,81
Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		143.113,68	71.129,71
Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		142.658,09	70.886,36
Réserve disponible - Emp. 26 BELFIUS 20 ans 23 M° €		1.870.865,82	925.117,85
Réserve disponible - Emp. 28 BELFIUS 20 ans 23 M° €		1.702.559,05	837.832,32
Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		12.374,97	0,00
Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		12.277,90	0,00
Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		12.342,23	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	61.892.714,38	70.254.694,00
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**57.776.060,01**	**59.057.147,29**
A. Dettes financières	170/4	**57.776.060,01**	**59.057.147,29**
4. Etablissements de crédit	173	**57.776.060,01**	**59.057.147,29**
Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.743.088,22	1.743.088,22
Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		1.743.088,22	1.743.088,22
Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.743.088,22	1.743.088,22
Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		1.743.088,22	1.743.088,22
Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		1.742.979,92	1.742.979,92
Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		1.742.979,92	1.742.979,92
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.018.351,93	1.090.344,76
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		1.018.617,86	1.090.486,81
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		1.018.370,94	1.090.354,91
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		1.018.826,53	1.090.598,26
Emprunt 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		21.129.134,18	22.074.882,15
Emprunt 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		21.297.440,95	22.162.167,68
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		272.291,03	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		272.388,10	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		272.325,77	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**3.498.554,02**	**10.755.126,89**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**2.135.087,28**	**2.047.103,91**
Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		71.992,83	71.139,86
Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		71.868,95	70.997,81
Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		71.983,97	71.129,71
Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		71.771,73	70.886,36
Emprunt 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		945.747,97	925.117,85
Emprunt 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		864.726,73	837.832,32
Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		12.374,97	0,00
Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		12.277,90	0,00
Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		12.342,23	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**8.130.000,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**8.130.000,00**
Crédit Pont		0,00	8.130.000,00
C. Dettes commerciales	44	**0,00**	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	**0,00**	**0,00**
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**1.363.466,74**	**578.022,98**
Dividendes de l'exercice		1.333.500,00	515.100,00
Compte courant Secteur I A		0,00	9.745,00
Compte courant Secteur V		29.966,74	53.177,98
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**618.100,35**	**442.419,82**
Intérêts sur emprunts à imputer		618.100,35	435.477,45
Frais de banques à imputer		0,00	173,91
Autres charges à imputer		0,00	6.768,46
TOTAL - PASSIF	10/49	**98.403.408,26**	**105.788.351,61**

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	0,00	0,00
A. Chiffre d'affaires	70	0,00	0,00
D. Autres produits d'exploitation	74	0,00	0,00
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	144.157,63	493.268,19
B. Services et biens divers	61	144.157,63	493.268,19
Entretiens et réparations	611	0,00	0,00
Fournitures faites à l'entreprise	612	377,86	245,86
Gsm		187,12	234,38
Frais Internet		0,00	11,48
Abonnement et documentation		190,74	0,00
Rétributions de tiers	613	13.305,60	10.811,23
Assurance administrateurs et commissaires		1.798,26	3.290,95
Honoraires d'avocats		1.531,30	0,00
Honoraires d'experts		2.714,74	0,00
Emoluments Réviseurs d'entreprises		1.221,63	1.457,27
Cotisation G.I.E. IPFW		5.763,76	5.627,49
Cotisation Union Villes et Communes		214,43	268,30
Cotisations diverses		11,19	18,15
Frais de publication		50,29	149,07
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	442,97	319.500,44
Frais de réception		211,64	258,75
Frais de réception AG		231,33	286,03
Subvention A.S.B.L. GARANCE		0,00	263.083,63
Subvention A.S.B.L. TELE MB		0,00	55.872,03
Sous-traitants	615	91.396,35	112.980,35
Indemnités de gestion IGRETEC		61.634,73	82.663,76
Frais outils de gestion IGRETEC		146,57	184,08
Frais internes d'administration		6.397,99	7.373,89
Frais de gestion SPGE		29,46	37,66
QP Masse Salariale Secteur V		23.187,60	22.720,96
Rémunérations administrateurs, gérants	618	38.634,85	49.730,31
Indemnités		28.537,11	36.886,49
Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	168,70
Jetons CA		1.909,48	2.219,09
Jetons Comité de Secteurs 5&6		1.099,28	2.233,91
Cotisation INASTI		7.088,98	8.222,12
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	0,00	0,00
Rémunérations et avantages directs	620	0,00	0,00
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	0,00	0,00
Autres frais de personnel	623	0,00	0,00
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	0,00	0,00
F. Provisions pour risques et charges	635/7	0,00	0,00
Autres risques et charges	637	0,00	0,00
G. Autres charges d'exploitation	640/8	0,00	0,00
Charges d'exploitation diverses	643/8	0,00	0,00

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-144.157,63**	**-493.268,19**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**6.919.452,39**	**5.250.490,56**
A. Produits des immobilisations financières	750	**6.915.093,43**	**5.202.937,20**
Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		4.627.768,52	2.769.577,73
Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		397.680,98	623.299,50
Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		66.450,30	57.679,27
Dividende SOCOFE		382.024,00	362.361,00
Dividende PUBLIGAZ		1.431.720,00	1.390.019,70
Dividende PUBLILEC		9.449,63	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	**227,15**	**59,84**
Produits des placements BELFIUS		0,00	59,84
Produits des placements CBC		37,29	0,00
Produits des placements NAGELMACKERS		189,86	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**4.131,81**	**47.493,52**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**4.131,81**	**47.493,52**
Produits financiers divers		0,00	43.760,85
Intérêts sur avances entre secteurs		4.131,81	3.732,67
V. CHARGES FINANCIERES	65	**1.353.258,49**	**435.964,71**
A. Charges des dettes	650	**1.353.203,12**	**435.725,89**
Intérêts bancaires		174,37	173,91
Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		7.495,28	225,89
Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		8.192,52	246,90
Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		8.419,12	253,73
Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		8.767,73	264,23
Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		13.943,84	420,23
Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		14.553,88	438,61
Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		13.900,49	419,69
Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		14.225,17	429,50
Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		13.923,70	420,39
Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		14.480,26	437,19
Int. Emp. 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		505.778,36	177.055,89
Int. Emp. 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		729.015,89	254.865,20
Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		101,56	0,00
Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		107,17	0,00
Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		103,46	0,00
Intérêts s/Crédit Pont		20,32	74,53
C. Autres charges financières	652/9	**55,37**	**238,82**
Frais bancaires BELFIUS		10,00	10,00
Frais bancaires ING		18,15	0,00
Frais bancaires CBC		15,12	0,00
Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		12,10	0,00
Charges financières diverses		0,00	228,82
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**5.422.036,27**	**4.321.257,66**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**5.422.036,27**	**4.321.257,66**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		432.350,89	375.321,47
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		-432.350,89	-375.321,47
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**5.422.036,27**	**4.321.257,66**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	5.422.036,27	4.321.257,66
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	5.422.036,27	4.321.257,66
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	1.158.051,01	0,00
2. Sur les réserves	792	1.158.051,01	0,00
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	2.135.087,28	2.604.257,66
3. Aux autres réserves	6921	2.135.087,28	2.604.257,66
- Réserves disponibles		0,00	557.153,75
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		2.135.087,28	2.047.103,91
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	4.445.000,00	1.717.000,00
1. Rémunération du capital	694	4.445.000,00	1.717.000,00
DIVIDENDE A DISTRIBUER		4.445.000,00	1.717.000,00

SECTEUR VII

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	847.831,86	843.175,61
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	0,00	0,00
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	0,00	0,00
A. Terrains et constructions	22	0,00	0,00
B. Installations, machines et outillages	23	0,00	0,00
C. Mobilier et matériel roulant	24	0,00	0,00
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	847.831,86	843.175,61
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	847.831,86	843.175,61
1. Participations	282	847.831,86	843.175,61
Participation WIND4WALLONIA		843.175,61	843.175,61
Participation ACTIVENT WALLONIE		4.656,25	0,00
C. Autres immobilisations financières	284/8	0,00	0,00
1. Actions et parts	284	0,00	0,00
ACTIFS CIRCULANTS	29/58	3.425.176,36	1.016.259,71
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	1.941.421,20	729.546,10
B. Autres créances	291	1.941.421,20	729.546,10
Prêt d'actionnaire à Wind4Wallonia 1		669.457,82	729.546,10
Prêt d'actionnaire à Wind4Wallonia 2		771.963,38	0,00
Prêt subordonné à WalVert Thuin		500.000,00	0,00
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	188.784,22	94.235,50
A. Créances commerciales	40	14.148,77	8.947,43
Clients créances courantes		12.100,00	3.504,84
Factures à établir		2.048,77	5.442,59
B. Autres créances	41	174.635,45	85.288,07
Impôts belges à récupérer		4,37	49,57
Créances sur WIND4WALLONIA (Prêt)		169.436,76	82.185,70
Créances sur WIND4WALLONIA		5.194,32	3.052,80
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	0,00	0,00
B. Autres placements	51/53	0,00	0,00
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	1.268.221,64	164.732,55
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	26.749,30	27.745,56
Autres produits acquis		26.749,30	27.745,56
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	4.273.008,22	1.859.435,32

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	4.200.908,22	1.809.380,78
I. CAPITAL	10	**4.200.000,00**	**1.800.000,00**
A. Capital souscrit	100	**4.200.000,00**	**1.800.000,00**
Capital variable (Parts PE)		4.200.000,00	1.800.000,00
B. Capital non appelé	101	**0,00**	**0,00**
II. PRIMES D'EMISSION	11	**0,00**	**0,00**
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**0,00**	**0,00**
IV. RESERVES	13	**908,22**	**9.380,78**
A. Réserve légale	130	**0,00**	**0,00**
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**908,22**	**9.380,78**
Réserve disponible		908,22	9.380,78
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	0,00	0,00
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**
DETTES	17/49	72.100,00	50.054,54
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**0,00**	**0,00**
A. Dettes financières	170/4	**0,00**	**0,00**
4. Etablissements de crédit	173	**0,00**	**0,00**
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**72.100,00**	**50.054,54**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**0,00**	**0,00**
B. Dettes financières	43	**0,00**	**0,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**0,00**
C. Dettes commerciales	44	**12.100,00**	**0,00**
1. Fournisseurs	440/441	**12.100,00**	**0,00**
Fournisseurs divers		12.100,00	0,00
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**0,00**	**0,00**
1. Impôts	450/3	**0,00**	**0,00**
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**0,00**	**0,00**
F. Autres dettes	47/48	**60.000,00**	**50.054,54**
Dividendes de l'exercice		60.000,00	50.000,00
Compte courant Secteur IV A		0,00	54,54
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**0,00**	**0,00**
TOTAL - PASSIF	10/49	4.273.008,22	1.859.435,32

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	70/74	0,00	0,00
A. Chiffre d'affaires	70	0,00	0,00
D. Autres produits d'exploitation	74	0,00	0,00
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	60/64	0,00	0,00
B. Services et biens divers	61	0,00	0,00
Entretiens et réparations	611	0,00	0,00
Fournitures faites à l'entreprise	612	0,00	0,00
Rétributions de tiers	613	0,00	0,00
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	0,00	0,00
Sous-traitants	615	0,00	0,00
Rémunérations administrateurs, gérants	618	0,00	0,00
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	62	0,00	0,00
Rémunérations et avantages directs	620	0,00	0,00
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	0,00	0,00
Autres frais de personnel	623	0,00	0,00
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	0,00	0,00
F. Provisions pour risques et charges	635/7	0,00	0,00
Autres risques et charges	637	0,00	0,00
G. Autres charges d'exploitation	640/8	0,00	0,00
Charges d'exploitation diverses	643/8	0,00	0,00

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**0,00**	**0,00**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**51.527,44**	**50.750,68**
A. Produits des immobilisations financières	750	**0,00**	**0,00**
B. Produits des actifs circulants	751	**48.962,25**	**38.298,41**
Produits des prêts d'actionnaires		48.337,25	38.282,21
Produits des placements BELFIUS		0,00	16,20
Produits des autres prêts		625,00	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**2.565,19**	**12.452,27**
Subsides en capital et intérêts	753	**0,00**	**0,00**
Produits financiers divers	756/9	**2.565,19**	**12.452,27**
Produits financiers divers		2.565,19	12.452,27
V. CHARGES FINANCIERES	65	**0,00**	**54,54**
A. Charges des dettes	650	**0,00**	**0,00**
C. Autres charges financières	652/9	**0,00**	**54,54**
Intérêts sur avances entre secteurs		0,00	54,54
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**51.527,44**	**50.696,14**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**0,00**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**0,00**	**0,00**
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**0,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**0,00**
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**51.527,44**	**50.696,14**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
Précompte mobilier		0,00	4,37
Excédents de versements d'impôts et précomptes portés à l'actif (-)		0,00	-4,37
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**51.527,44**	**50.696,14**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	51.527,44	50.696,14
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	**70/68**	**51.527,44**	**50.696,14**
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	8.472,56	**0,00**
2. Sur les réserves	**792**	**8.472,56**	**0,00**
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	0,00	696,14
3. Aux autres réserves	**6921**	**0,00**	**696,14**
- Réserves disponibles		0,00	696,14
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		0,00	0,00
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	60.000,00	50.000,00
1. Rémunération du capital	**694**	**60.000,00**	**50.000,00**
DIVIDENDE A DISTRIBUER		**60.000,00**	**50.000,00**

SITUATION CONSOLIDEE

ACTIF	CODE	2017	2016
ACTIFS IMMOBILISES	20/28	802.532.878,79	857.995.412,74
I. FRAIS D'ETABLISSEMENT	20	**0,00**	**0,00**
2000000000 Frais de constitution		85.288,04	85.288,04
2009000000 Amortissements sur frais de constitution		-85.288,04	-85.288,04
III. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22/27	**310.643,44**	**360.329,09**
A. Terrains et constructions	22	**306.222,51**	**355.219,19**
2210000000 Bâtiments		660.130,66	660.130,66
2210000001 Aménagements des combles		409.633,32	409.633,32
2210000002 Aménagements des bâtiments		16.745,19	16.745,19
2219000000 Amortissements sur bâtiments		-660.130,66	-632.452,92
2219000001 Amortissements sur aménagements		-117.244,96	-96.763,28
2219000002 Amortissements sur aménagements		-2.911,04	-2.073,78
B. Installations, machines et outillages	23	**0,00**	**0,00**
2307000000 Système d'alarme		3.888,13	3.888,13
2397000000 Amortissements sur système d'alarme		-3.888,13	-3.888,13
C. Mobilier et matériel roulant	24	**4.420,93**	**5.109,90**
2400000000 Mobilier		110.750,81	110.750,81
2401000000 Matériel de bureau		10.162,89	10.162,89
2409000000 Amortissements sur mobilier		-106.329,88	-105.640,91
2409100000 Amortissements sur matériel de bureau		-10.162,89	-10.162,89
IV. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28	**802.222.235,35**	**857.635.083,65**
B. Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	282/3	**746.926.508,57**	**804.864.989,07**
1. Participations	282	**746.926.508,57**	**804.864.989,07**
2820000000 Participation ORES ASSETS E (Parts A.b)		141.793.848,40	141.793.848,40
2820000001 Participation ORES ASSETS E (Parts R.b)		101.195.100,00	135.209.100,00
2820000002 Participation ORES ASSETS E (Parts I.b)		10.157.630,88	4.798.633,48
2820000020 Participation ORES ASSETS G (Parts A.c)		193.612.734,08	193.612.734,08
2820000021 Participation ORES ASSETS G (Parts R.c)		36.032.600,00	67.328.600,00
2820000022 Participation ORES ASSETS G (Parts I.c)		4.511.994,65	2.504.128,80
2820000100 Participation SOCOFE		21.268.133,03	21.268.133,03
2820000200 Participation G.I.E. IPFW		5.000,00	5.000,00
2820001000 Participation WIND4WALLONIA		843.175,61	843.175,61
2820001001 Participation ACTIVENT WALLONIE		4.656,25	0,00
2828000000 Participation ORES ASSETS E-Plus Value		155.947.656,72	155.947.656,72
2828000020 Participation ORES ASSETS G-Plus Value		81.553.978,95	81.553.978,95
C. Autres immobilisations financières	284/8	**55.295.726,78**	**52.770.094,58**
1. Actions et parts	284	**55.295.726,78**	**52.770.094,58**
2840000000 Participation IGRETEC		67.600,57	67.600,57
2840000010 Participation PUBLI-T		22.165.379,52	22.165.379,52
2840000020 Participation PUBLIGAZ		12.599.896,85	12.599.896,85
2840000030 Participation ENGIE		26.528.682,33	26.528.682,33
2840000040 Participation SUEZ ENVIRONNEMENT		2.947.496,55	2.947.496,55
2840000050 Participation PUBLILEC		1.239.467,62	1.239.467,62
2840000070 Participation ORES SCRL		3.825,23	3.825,23
2841000050 Participation PUBLILEC : Montant non appelé		-104.550,16	-104.550,16
2849000040 Participation ENGIE : Réduction de valeur		-10.152.071,73	-12.677.703,93

ACTIFS CIRCULANTS	29/58	**48.850.712,22**	**23.523.494,27**
V. CREANCES A PLUS D'UN AN	29	**1.941.421,20**	**729.546,10**
B. Autres créances	291	**1.941.421,20**	**729.546,10**
2910100000 Prêt d'actionnaire à Wind4Wallonia 1		669.457,82	729.546,10
2910100001 Prêt d'actionnaire à Wind4Wallonia 2		771.963,38	0,00
2910200000 Prêt subordonné à WalVert Thuin		500.000,00	0,00
VII. CREANCES A UN AN AU PLUS	40/41	**4.357.317,97**	**3.873.821,39**
A. Créances commerciales	40	**298.617,24**	**437.499,42**
4000000000 Centrale d'Achat d'Energie (CA)		191.191,23	166.445,20
4040000000 Facture à établir		2.048,77	5.442,59
4040004000 Facture à établir (CA)		5.085,60	236.264,00
4041000000 Note de crédit à recevoir		91.477,06	29.347,63
4041004000 Note de crédit à recevoir (CA)		8.814,58	0,00
B. Autres créances	41	**4.058.700,73**	**3.436.321,97**
4112000000 Compte courant TVA		0,00	15.623,64
4120000000 Impôts belges à récupérer		3.878.329,98	3.328.940,43
4161000000 Créances envers le personnel (avances)		2.220,97	3.727,54
4161000001 Créances envers le personnel (notes débit)		28,73	31,90
4161001000 Précompte Professionnel à récupérer		0,00	385,88
4161001001 ONSS à récupérer		0,00	279,75
4163000000 Compte courant Administrateurs		1.034,23	149,20
4164001000 Créances sur WIND4WALLONIA (Prêt)		169.436,76	82.185,70
4165000000 Créances sur ASBL GARANCE		2.455,74	1.945,13
4165000003 Créances sur WIND4WALLONIA		5.194,32	3.052,80
4165009000 Créances diverses		179.416,28	179.416,28
4190000000 Réductions de valeur actées		-179.416,28	-179.416,28
VIII. PLACEMENTS DE TRESORERIE	50/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
B. Autres placements	51/53	**20.010.329,42**	**360.324,79**
5300000000 Contrat Belfius Invest 3+ (Ex-CHF)		0,00	350.000,00
5300005000 Compte Epargne Business NAGELMACKERS		15.000.000,00	0,00
5310002000 Compte Epargne CBC Call367-1		5.000.000,00	0,00
5320000000 Placement à terme BELFIUS Tre@sury		48,39	48,38
5320002000 Placement à terme CBC Business		10.281,03	10.276,41
IX. VALEURS DISPONIBLES	54/58	**22.513.516,28**	**18.479.360,92**
X. COMPTES DE REGULARISATION	490/1	**28.127,35**	**80.441,07**
4900000000 Charges à reporter		0,00	163,28
4910000000 Produits de placements acquis		1.376,70	52.532,23
4910000100 Autres produits acquis		26.750,65	27.745,56
TOTAL DE L'ACTIF	20/58	**851.383.591,01**	**881.518.907,01**

PASSIF	CODE	2017	2016
CAPITAUX PROPRES	10/15	575.165.697,86	551.734.574,47
I. CAPITAL	10	307.410.994,69	305.010.994,69
A. Capital souscrit	100	307.989.906,14	305.589.906,14
1000000000 Capital souscrit (Parts X)		786.707,38	786.707,38
1000000001 Capital souscrit (Parts X A2)		2.722.823,76	2.722.823,76
1000000100 Capital variable après restructuration (Parts Y)		300.280.375,00	300.280.375,00
1000001000 Capital variable (Parts PE)		4.200.000,00	1.800.000,00
B. Capital non appelé	101	**-578.911,45**	**-578.911,45**
1010000000 Capital non-appelé		-578.911,45	-578.911,45
II. PRIMES D'EMISSION	11	**5.393,53**	**5.393,53**
1100000000 Primes d'émission		5.393,53	5.393,53
III. PLUS-VALUES DE REEVALUATION	12	**194.739.987,35**	**194.739.987,35**
1220000000 Plus-value de réévaluation/Immobilisations financières		194.739.987,35	194.739.987,35
IV. RESERVES	13	**72.991.454,45**	**51.959.054,79**
A. Réserve légale	130	**350.971,71**	**350.971,71**
1300000000 Réserve légale		350.971,71	350.971,71
C. Réserves immunisées	132	**0,00**	**0,00**
D. Réserves disponibles	133	**72.640.482,74**	**51.608.083,08**
1330000000 Réserve disponible		51.871.868,99	40.405.047,11
1333000000 Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		3.282.331,61	2.158.580,63
1333000001 Réserve disponible - Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.958.274,33	1.287.140,53
1333000002 Réserve disponible - Emprunt ING 60 M° € (2015)		7.340.000,00	4.340.000,00
1333000003 Réserve disponible - Emp. 7 CBC 15 ans 9,3 M° €		992.497,65	414.181,66
1333000004 Réserve disponible - Emp. 8 BELFIUS 15 ans 9,3 M° €		990.675,59	413.354,66
1333000005 Réserve disponible - Emp. 9 BNP PF 15 ans 9,3 M° €		992.367,43	414.122,55
1333000006 Réserve disponible - Emp. 10 CBC 15 ans 9,3 M° €		989.245,69	412.705,77
1333000007 Réserve disponible - Emp. 26 BELFIUS 20 ans 23 M° €		1.870.865,82	925.117,85
1333000008 Réserve disponible - Emp. 28 BELFIUS 20 ans 23 M° €		1.702.559,05	837.832,32
1333000009 Réserve disponible - Emprunt 11 ING 20 ans 5 M° €		217.359,38	0,00
1333000010 Réserve disponible - Emprunt 12 ING 20 ans 5 M° €		215.654,40	0,00
1333000011 Réserve disponible - Emprunt 13 BNP PF 20 ans 5 M° €		216.782,80	0,00
VI. SUBSIDES EN CAPITAL	15	**17.867,84**	**19.144,11**
1500000000 Subside UREBA - Panneaux photovoltaïques		13.110,00	13.110,00
1500000001 Subside UREBA - Isolation des combles		12.415,46	12.415,46
1500009001 Subsides en capital Fleurus		43.583,57	43.583,57
1500009002 Subsides en capital Farciennes		45.812,06	45.812,06
1510000000 Subside UREBA - Panneaux photovoltaïques		-3.933,00	-3.277,50
1510000001 Subside UREBA - Isolation des combles		-3.724,62	-3.103,85
1510009001 Subsides capital Fleurus (Transfert au résultat)		-43.583,57	-43.583,57
1510009002 Subsides capital Farciennes (Transfert au résultat)		-45.812,06	-45.812,06
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES	16	**0,00**	**0,00**
VII. A. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	16	**0,00**	**0,00**
4. Autres risques et charges	163/5	**0,00**	**0,00**

DETTES	17/49	276.217.893,15	329.784.332,54
VIII. DETTES A PLUS D'UN AN	17	**252.924.436,80**	**247.490.014,58**
A. Dettes financières	170/4	**252.924.436,80**	**247.490.014,58**
4. Etablissements de crédit	173	**252.924.436,80**	**247.490.014,58**
1730000000 Emprunt BELFIUS 25M°€ (IVA)		17.734.637,80	18.858.388,78
1730000001 Emprunt BELFIUS 15M°€ (IVA)		10.674.089,71	11.345.223,51
1730000002 Emprunt ING 60 M° € (2015)		51.000.000,00	54.000.000,00
1730000003 Emprunt 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		14.002.170,00	14.002.170,00
1730000004 Emprunt 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		14.002.170,00	14.002.170,00
1730000005 Emprunt 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		14.002.170,00	14.002.170,00
1730000006 Emprunt 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		14.002.170,00	14.002.170,00
1730000007 Emprunt 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		14.001.300,00	14.001.300,00
1730000008 Emprunt 6 BELIFUS - Bullet 7 ans 14 M° €		14.001.300,00	14.001.300,00
1730000009 Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		8.180.387,38	8.758.703,37
1730000010 Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		8.182.523,50	8.759.844,43
1730000011 Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		8.180.540,05	8.758.784,93
1730000012 Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		8.184.199,81	8.760.739,73
1730000013 Emprunt 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		21.129.134,18	22.074.882,15
1730000014 Emprunt 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		21.297.440,95	22.162.167,68
1730000015 Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		4.782.640,62	0,00
1730000016 Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		4.784.345,60	0,00
1730000017 Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		4.783.217,20	0,00
IX. DETTES A UN AN AU PLUS	42/48	**21.762.594,97**	**80.856.965,79**
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	**10.218.165,05**	**9.426.533,49**
4230000000 Emprunt BELFIUS 25 M° € (IV A)		1.123.750,98	1.093.845,25
4230000001 Emprunt BELFIUS 15 M° € (IV A)		1.323.721,07	1.287.140,53
4230000002 Emprunt ING 60 M° € (2015)		3.000.000,00	3.000.000,00
4230000009 Emprunt 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		578.315,99	571.464,13
4230000010 Emprunt 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		577.320,93	570.323,07
4230000011 Emprunt 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		578.244,88	571.382,57
4230000012 Emprunt 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		576.539,92	569.427,77
4230000013 Emprunt 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		945.747,97	925.117,85
4230000014 Emprunt 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		864.726,73	837.832,32
4230000015 Emprunt 11 ING - 20 ans 5 M° €		217.359,38	0,00
4230000016 Emprunt 12 ING - 20 ans 5 M° €		215.654,40	0,00
4230000017 Emprunt 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		216.782,80	0,00
B. Dettes financières	43	**0,00**	**65.310.000,00**
1. Etablissements de crédit	430/8	**0,00**	**65.310.000,00**
4300000002 Crédit Pont		0,00	65.310.000,00
C. Dettes commerciales	44	**152.357,54**	**169.575,55**
1. Fournisseurs	440/441	**152.357,54**	**169.575,55**
4400000000 Fournisseurs divers		13.141,89	61.500,82
4440000000 Factures à recevoir		83.753,66	33.141,34
4440004000 Factures à recevoir (CA)		0,00	4.935,90
4441004000 Note de crédit à établir (CA)		55.461,99	69.997,49
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	45	**87.926,95**	**38.300,16**
1. Impôts	450/3	**79.443,44**	**30.034,13**
4512000000 Compte courant TVA		53.267,80	0,00
4530000000 Précompte professionnel/Indemnités		25.141,27	30.034,13
4530000001 Précompte professionnel/Rémunérations		1.034,37	0,00
2. Rémunérations et charges sociales	454/9	**8.483,51**	**8.266,03**
4544000000 ONSS 4ème trimestre		128,07	0,00
4561000000 Provision pécules de vacances		8.355,44	8.266,03
F. Autres dettes	47/48	**11.304.145,43**	**5.912.556,59**
4710000000 Dividendes de l'exercice		11.247.900,00	5.674.771,95
4890000003 Dettes envers les communes associées		49.506,26	55.785,97
4890000020 Compte courant IGRETEC		553,57	552,67
4890000030 Compte courant ORES ASSETS		1.100,00	1.100,00
4890004000 Adhérents CAE-Certificats Vert		5.085,60	180.346,00
X. COMPTES DE REGULARISATION	492/3	**1.530.861,38**	**1.437.352,17**
4920000000 Intérêts sur emprunts à imputer		1.526.194,73	1.388.614,98
4920000010 Frais de banques à imputer		55,45	229,42
4920000100 Autres charges à imputer		1.771,20	45.667,77
4930000000 Produits à reporter		2.840,00	2.840,00
TOTAL - PASSIF	10/49	851.383.591,01	881.518.907,01

COMPTE DE RESULTATS	CODE	2017	2016
I. VENTES ET PRESTATIONS	**70/74**	**983.765,62**	**1.440.536,44**
A. Chiffre d'affaires	70	**509.714,47**	**524.858,19**
7050004000 Prestations de Services (CA)		509.714,47	524.858,19
D. Autres produits d'exploitation	74	**474.051,15**	**915.678,25**
7430001010 Récupération de frais (Gsm)		124,75	156,25
7430004000 Ventes de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
II. COUT DES VENTES ET DES PRESTATIONS	**60/64**	**2.155.812,29**	**3.116.508,50**
B. Services et biens divers	**61**	**1.568.054,55**	**2.082.878,87**
Entretiens et réparations	**611**	**6.978,60**	**1.004,30**
6110000000 Entretien et réparations bâtiment		6.978,60	1.004,30
Fournitures faites à l'entreprise	**612**	**2.185,52**	**704,01**
6121000000 Gsm		498,99	625,00
6121400000 Frais Internet		0,00	79,01
6122000000 Abonnement et documentation		1.686,53	0,00
Rétributions de tiers	613	**121.929,49**	**78.312,26**
6131000000 Assurance Incendie		1.929,08	1.903,49
6131500000 Assurance administrateurs et commissaires		15.899,79	22.627,58
6131600000 Assurance RC générale		250,00	250,00
6132100000 Honoraires d'avocats		13.539,63	0,00
6132100002 Honoraires d'experts		24.003,24	0,00
6132100003 Honoraires secrétariat social		2.104,65	1.824,10
6132110000 Emoluments Réviseurs d'entreprises		10.801,46	10.019,77
6132200001 Cotisation G.I.E. IPFW		48.826,18	38.693,00
6132200010 Cotisation Union Villes et Communes		4.031,84	1.844,63
6132200020 Cotisations diverses		99,00	124,73
6132500000 Frais de publication		444,62	1.024,96
Annonces, publicité, propagande et documentation	614	**2.566,75**	**533.668,06**
6146000000 Frais de réception		521,32	1.701,37
6146000001 Frais de réception AG		2.045,43	1.966,69
6149000000 Subvention A.S.B.L. GARANCE		0,00	430.000,00
6149000001 Subvention A.S.B.L. TELE MB		0,00	100.000,00
Sous-traitants	615	**1.094.270,73**	**1.135.156,63**
6150000000 Indemnités de gestion IGRETEC		588.671,63	614.164,71
6150001000 Frais outils de gestion IGRETEC		1.295,85	1.265,78
6150001020 Frais de gestion SPGE		260,59	259,00
6150004000 Indemnités de gestion Igretec (CA)		501.185,42	514.935,90
6150004001 Frais communs Centrale d'Achat		2.857,24	4.531,24
Rémunérations administrateurs, gérants	618	**340.123,46**	**334.033,61**
6180000000 Indemnités		252.319,56	253.620,70
6180000001 Régularisation indemnités exercice précédent		0,00	1.159,96
6180000100 Jetons CA		16.883,17	15.257,91
6180000200 Jetons Comité de Secteurs 1&2		2.224,45	959,89
6180000300 Jetons Comité de Secteur 3		2.075,40	1.218,42
6180000400 Jetons Comité de Secteur 4		1.870,32	1.632,60
6180000600 Jetons Comité de Secteurs 5&6		2.071,30	3.651,24
6184000000 Cotisation INASTI		62.679,26	56.532,89
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	**62**	**64.145,63**	**63.092,93**
Rémunérations et avantages directs	**620**	**49.074,31**	**48.047,13**
6202000000 Rémunérations employés		44.921,70	43.968,23
6202000010 Primes et gratifications		4.152,61	4.078,90
Cotisations patronales d'assurances sociales	621	**14.523,32**	**14.221,95**
6212000000 ONSS Patronale/Rémunérations employés		14.523,32	14.221,95
Autres frais de personnel	623	**548,00**	**823,85**
6230000000 Assurance Loi		412,04	708,99
6234000000 Autres frais de personnel		46,55	46,55
6239000000 Provision pour pécules de vacances (Dotation)		89,41	68,31
D. Amortissements et réductions de valeur sur immobilisations	630	**49.685,65**	**55.014,44**
6302000000 Dotation Amortissements/Immobilisations corporelles		49.685,65	55.014,44
F. Provisions pour risques et charges	635/7	**0,00**	**0,00**
Autres risques et charges	637	**0,00**	**0,00**
G. Autres charges d'exploitation	640/8	**473.926,46**	**915.522,26**
Charges d'exploitation diverses	643/8	**473.926,46**	**915.522,26**
6430004000 Achats de certificats verts (CA)		473.926,40	915.522,00
6480000000 Autres charges d'exploitation		0,06	0,26

III. BENEFICE (PERTE) D'EXPLOITATION (+)/(-)	70/74-60/64	**-1.172.046,67**	**-1.675.972,06**
IV. PRODUITS FINANCIERS	75	**61.223.654,59**	**35.878.726,18**
A. Produits des immobilisations financières	750	**61.141.900,04**	**35.773.872,68**
7501020000 Dividende ORES ASSETS E (Parts A.b)		27.348.655,82	7.980.161,10
7501020001 Dividende ORES ASSETS E (Parts R.b)		3.364.241,75	4.062.453,01
7501020002 Dividende ORES ASSETS E (Parts I.b)		528.938,24	478.699,70
7501020020 Dividende ORES ASSETS G (Parts A.c)		17.836.199,12	10.685.718,41
7501020021 Dividende ORES ASSETS G (Parts R.c)		1.444.208,94	2.273.704,20
7501020022 Dividende ORES ASSETS G (Parts I.c)		255.795,39	222.034,12
7501020100 Dividende SOCOFE		2.211.870,00	2.098.023,75
7501040010 Dividende PUBLI-T		1.576.498,68	1.545.662,52
7501040020 Dividende PUBLIGAZ		5.242.752,00	5.090.051,52
7501040030 Dividende ENGIE		1.085.679,00	1.142.820,00
7501040040 Dividende SUEZ ENVIRONNEMENT		194.544,35	194.544,35
7501040050 Dividende PUBLILEC		52.516,75	0,00
B. Produits des actifs circulants	751	**77.913,04**	**47.364,11**
7510001000 Intérêts de comptes à vue ING		0,12	0,48
7512000000 Produits des prêts d'actionnaires		48.337,25	38.282,21
7513000000 Produits des placements BELFIUS		26.551,82	9.043,04
7513002000 Produits des placements CBC		1.248,18	38,38
7513004000 Produits des placements NAGELMACKERS		1.150,67	0,00
7514000000 Produits des autres prêts		625,00	0,00
C. Autres produits financiers	752/9	**3.841,51**	**57.489,39**
Subsides en capital et intérêts	753	**1.276,27**	**1.276,27**
7530000000 Subside en Capital - Panneaux photovoltaïques		655,50	655,50
7530000001 Subside en Capital - Isolation des combles		620,77	620,77
Produits financiers divers	756/9	**2.565,24**	**56.213,12**
7570000000 Produits financiers divers		2.565,24	56.213,12
V. CHARGES FINANCIERES	65	**4.191.840,46**	**2.569.815,61**
A. Charges des dettes	650	**4.190.958,30**	**2.567.416,53**
6500000000 Intérêts Emprunt BELFIUS 25M°€		489.913,21	518.637,63
6500000001 Intérêts Emprunt BELFIUS 15M°€		298.762,67	315.444,35
6500000800 Intérêts bancaires		175,44	173,91
6500000900 Intérêts sur les parts des villes et communes		49.796,38	40.733,18
6500001002 Intérêts Emprunt ING 60 M°€ (2015)		1.164.766,66	1.231.339,59
6500001003 Int. Emp. 1 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		60.209,33	1.814,53
6500001004 Int. Emp. 2 ING - Bullet 5 ans 14 M° €		65.810,20	1.983,32
6500001005 Int. Emp. 3 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		67.630,48	2.038,18
6500001006 Int. Emp. 4 BELFIUS - Bullet 5 ans 14 M° €		70.430,91	2.122,58
6500001007 Int. Emp. 5 ING - Bullet 7 ans 14 M° €		112.010,40	3.375,66
6500001008 Int. Emp. 6 BELFIUS - Bullet 7 ans 14 M° €		116.910,85	3.523,34
6500001009 Int. Emp. 7 CBC - 15 ans 9,3 M° €		111.662,21	3.371,39
6500001010 Int. Emp. 8 BELFIUS - 15 ans 9,3 M° €		114.270,25	3.450,12
6500001011 Int. Emp. 9 BNP PF - 15 ans 9,3 M° €		111.848,50	3.377,01
6500001012 Int. Emp. 10 CBC - 15 ans 9,3 M° €		116.319,45	3.511,98
6500001013 Int. Emp. 26 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		505.778,36	177.055,89
6500001014 Int. Emp. 28 BELFIUS - 20 ans 23 M° €		729.015,89	254.865,20
6500001015 Int. Emp. 11 ING - 20 ans 5 M° €		1.783,97	0,00
6500001016 Int. Emp. 12 ING - 20 ans 5 M° €		1.882,60	0,00
6500001017 Int. Emp. 13 BNP PF - 20 ans 5 M° €		1.817,26	0,00
6501000003 Intérêts s/Crédit Pont		163,28	598,67
C. Autres charges financières	652/9	**882,16**	**2.399,08**
6570000000 Frais bancaires BELFIUS		106,00	103,25
6570001000 Frais bancaires ING		182,10	91,35
6570002000 Frais bancaires CBC		258,05	202,85
6570003000 Frais bancaires BNP PARIBAS FORTIS		334,80	325,31
6570004000 Frais bancaires NAGELMACKERS		0,00	103,06
6590000000 Charges financières diverses		1,21	1.573,26
VI. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	75-65	**55.859.767,46**	**31.632.938,51**
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	76	**2.525.632,20**	**0,00**
B. Reprises de réduction de valeur sur immobilisations financières	761	**2.525.632,20**	**0,00**
7610000030 Reprise Réduction de valeur s/Immobilisations financières		2.525.632,20	0.00
D. Plus-Values sur réalisation d'actifs immobilisés	763	**0,00**	**0,00**
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES	66	**0,00**	**4.799.844,00**
B. Réduction de valeur immobilisations financières	661	**0,00**	**4.799.844,00**
6610000000 Réduction de valeur s/Immobilisations financières		0,00	4.799.844,00
IX. BENEFICE (PERTE) COURANT(E) AVANT IMPOTS (+)/(-)	76-66	**58.385.399,66**	**26.833.094,51**
X. IMPOTS	670/3	**0,00**	**0,00**
6700000000 Précompte mobilier		2.086.267,26	1.792.062,72
6701000000 Excédents de versements d'impôts/précomptes portés à l'actif (-)		-2.086.267,26	-1.792.062,72
XI. BENEFICE (PERTE) DE L'EXERCICE		**58.385.399,66**	**26.833.094,51**

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	CODE	2017	2016
A. BENEFICE A AFFECTER	70/69	58.385.399,66	26.833.094,51
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	70/68	58.385.399,66	26.833.094,51
B. PRELEVEMENT SUR LES CAPITAUX PROPRES	791/2	1.179.160,21	6.231.046,21
2. Sur les réserves	**792**	**1.179.160,21**	**6.231.046,21**
C. AFFECTATION AUX CAPITAUX PROPRES	691/2	22.211.559,87	11.286.568,77
3. Aux autres réserves	**6921**	**22.211.559,87**	**11.286.568,77**
- Réserves disponibles		12.645.982,09	2.494.588,54
- Tranches d'amortissement des emprunts contractés		9.565.577,78	8.791.980,23
F. BENEFICE A DISTRIBUER	694/6	37.353.000,00	21.777.571,95
1. Rémunération du capital	**694**	**37.353.000,00**	**21.777.571,95**
DIVIDENDE A DISTRIBUER		**37.353.000,00**	**21.777.571,95**

RAPPORT DU REVISEUR

Crowe Horwath
Callens, Pirenne, Theunissen & C°
member of Crowe Horwath International

Avenue de Tervueren 313 Tervurenlaan
B-1150 Bruxelles | Brussel
T +32 (0)2 772 03 30
F +32 (0)2 772 46 71
info@callens.be
www.callens-theunissen.com
www.crowehorwathinternational.com

Intercommunale Pure de Financement du
Hainaut SCRL
Boulevard Pierre Mayence 1
6000 Charleroi

**RAPPORT DU COMMISSAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DE LA SOCIETÉ INTERCOMMUNALE PURE DE FINANCEMENT DU HAINAUT
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de la société Intercommunale Pure de Financement du Hainaut (la « société »), nous vous présentons notre rapport de commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur l'audit des comptes annuels ainsi que notre rapport sur les autres obligations légales et réglementaires. Ces rapports constituent un ensemble et sont inséparables.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 23 juin 2016 conformément à la proposition de l'organe de gestion. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale statuant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2018. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de la société Intercommunale Pure de Financement du Hainaut durant deux exercices consécutifs.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la société, comprenant le bilan au 31 décembre 2017 ainsi que le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe, dont le total du bilan s'élève à € 851.383.591 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 58.385.400.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 décembre 2017, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Reviseurs d'Entreprises | Bedrijfsrevisoren | Belgische Wirtschaftsprüfer
Agréé pour les Institutions Financières | Erkend voor de Financiële Instellingen | Für Finanzinstitute anerkannt
Agréé par l'Office de contrôle des mutualités | Erkend door de Controledienst voor de Ziekenfondsen | Von der Krankenkassenaufsicht anerkannt

Antwerp | Brussels | Hasselt | Kortrijk | Namur | Verviers | Luxembourg (L) | Berlin (G) | Lille (F)
Audit and Assurance | Accounting | Tax and Legal | Risk Consulting | Corporate Finance

Numéro d'Entreprise TVA | Ondernemingsnummer BTW BE 0427.897.088
Deutsche Bank: 011-0929540-58 | IBAN: BE84 8110 9295 4059 | BIC: DEUTBEBE
Société Civile ayant emprunté la forme d'une Société Coopérative | Burgerlijke vennootschap die de rechtsvorm van een cooperatieve vennootschap heeft aangenomen | Bürgerliche Gesellschaft die die Rechtsform einer Genossenschaft mit Beschränkter Haftung angenommen hat

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe de gestion relatives aux comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe de gestion d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir le cas échéant des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe de gestion a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport de commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe de gestion du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport de commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe de gestion notamment l'étendue des travaux d'audit prévus et leur calendrier de réalisation, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Rapport sur les autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe de gestion

L'organe de gestion est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion et des autres informations contenues dans le rapport annuel, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire (Révisée en 2018) aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion et aux autres informations contenues dans le rapport annuel

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 95 et 96 du Code des sociétés.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel (« Rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée générale du 27 juin 2018 »), à savoir :

- La composition des organes de gestion ;
- Le rapport du Conseil d'administration à l'assemblée générale ;
- La situation financière ;

comportent une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur le rapport de gestion et les autres informations contenues dans le rapport annuel.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et sont restés indépendants vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.
- Il n'y a pas eu de missions complémentaires compatibles avec le contrôle légal des comptes annuels visé à l'article 134 du Code des sociétés qui ont fait l'objet d'honoraires.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Bruxelles, le 22 mai 2018

Callens, Pirenne, Theunissen & C° SCCRL
Commissaire
Représentée par

Catherine Monsieur
Réviseur d'entreprises

Serge Octave
Réviseur d'entreprises

COMPTES ANNUELS SUIVANT SCHEMA NORMALISE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

N°	BE 0201.645.281	C 3.1

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	8.1	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	802.532.878,79	857.995.412,74
Immobilisations incorporelles	8.2	21		
Immobilisations corporelles	8.3	22/27	310.643,44	360.329,09
Terrains et constructions		22	306.222,51	355.219,19
Installations, machines et outillage		23	0	0
Mobilier et matériel roulant		24	4.420,93	5.109,9
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	8.4/8.5.1	28	802.222.235,35	857.635.083,65
Entreprises liées	8.15	280/1		
Participations		280		
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	8.15	282/3	746.926.508,57	804.864.989,07
Participations		282	746.926.508,57	804.864.989,07
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	55.295.726,78	52.770.094,58
Actions et parts		284	55.295.726,78	52.770.094,58
Créances et cautionnements en numéraire		285/8		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	48.850.712,22	23.523.494,27
Créances à plus d'un an		29	1.941.421,2	729.546,1
Créances commerciales		290		
Autres créances		291	1.941.421,2	729.546,1
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	4.357.317,97	3.873.821,39
Créances commerciales		40	298.617,24	437.499,42
Autres créances		41	4.058.700,73	3.436.321,97
Placements de trésorerie	8.5.1/8.6	50/53	20.010.329,42	360.324,79
Actions propres		50		
Autres placements		51/53	20.010.329,42	360.324,79
Valeurs disponibles		54/58	22.513.516,28	18.479.380,92
Comptes de régularisation	8.6	490/1	28.127,35	80.441,07
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	851.383.591,01	881.518.907,01

PASSIF	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
CAPITAUX PROPRES		10/15	575.165.697,86	551.734.574,47
Capital	6.7.1	10	307.410.994,69	305.010.994,69
Capital souscrit		100	307.989.908,14	305.589.908,14
Capital non appelé		101	578.911,45	578.911,45
Primes d'émission		11	5.393,53	5.393,53
Plus-values de réévaluation		12	194.739.987,35	194.739.987,35
Réserves		13	72.991.454,45	51.950.054,79
Réserve légale		130	350.971,71	350.971,71
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133	72.640.482,74	51.608.083,08
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)	14		
Subsides en capital		15	17.867,84	19.144,11
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		10		
Provisions pour risques et charges		1005		
Pensions et obligations similaires		100		
Charges fiscales		101		
Grosses réparations et gros entretien		102		
Obligations environnementales		103		
Autres risques et charges	6.8	1045		
Impôts différés		108		
DETTES		17/49	276.217.893,15	329.784.332,54
Dettes à plus d'un an	6.9	17	252.924.436,8	247.490.014,58
Dettes financières		1704	252.924.436,8	247.490.014,58
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées		172		
Etablissements de crédit		173	252.924.436,8	247.490.014,58
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		1760		
Dettes à un an au plus	6.9	42/48	21.762.594,97	80.856.985,79
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		42	10.218.165,05	9.426.533,49
Dettes financières		43		65.310.000
Etablissements de crédit		430/8	0	65.310.000
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	152.357,54	189.575,55
Fournisseurs		440/4	152.357,54	189.575,55
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	6.9	45	87.926,95	38.300,16
Impôts		450/3	79.443,44	30.034,13
Rémunérations et charges sociales		454/9	8.483,51	8.266,03
Autres dettes		47/48	11.304.145,43	5.912.556,59
Comptes de régularisation	6.9	492/3	1.530.861,38	1.437.352,17
TOTAL DU PASSIF		10/49	851.383.591,01	881.518.907,01

COMPTE DE RÉSULTATS

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations			70/76A	983.765,82	1.440.536,44
Chiffre d'affaires		6.10	70	509.714,47	524.858,19
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)	(+)/(-)		71		
Production immobilisée			72		
Autres produits d'exploitation		6.10	74	474.051,15	915.678,25
Produits d'exploitation non récurrents		6.12	76A		0
Coût des ventes et des prestations			60/66A	2.155.812,29	3.116.508,5
Approvisionnements et marchandises			60		
Achats			600/8		
Stocks: réduction (augmentation)	(+)/(-)		609		
Services et biens divers			61	1.588.054,55	2.082.878,87
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)	6.10	62	64.145,63	63.092,93
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles			630	49.685,85	55.014,44
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	6.10	631/4		
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	6.10	635/8		
Autres charges d'exploitation		6.10	640/8	473.926,46	915.522,26
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)		649		
Charges d'exploitation non récurrentes		6.12	66A		
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)		9001	-1.172.046,87	-1.675.972,06
Produits financiers			75/76B	63.749.286,79	35.878.726,18
Produits financiers récurrents			75	61.223.654,59	35.878.726,18
Produits des immobilisations financières			750	61.141.900,04	35.773.872,68
Produits des actifs circulants			751	77.913,04	47.364,11
Autres produits financiers		6.11	752/9	3.841,51	57.489,39
Produits financiers non récurrents		6.12	76B	2.525.632,2	
Charges financières			65/66B	4.191.840,46	7.369.650,01
Charges financières récurrentes		6.11	65	4.191.840,46	2.569.815,61
Charges des dettes			650	4.190.958,3	2.567.416,53
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)		651		
Autres charges financières			652/9	882,16	2.399,08
Charges financières non récurrentes		6.12	66B	0	4.799.844
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)		9903	58.385.399,66	26.833.094,51
Prélèvements sur les impôts différés			780		
Transfert aux impôts différés			680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)	6.13	67/77		
Impôts			670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales			77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)		9904	58.385.399,66	26.833.094,51
Prélèvements sur les réserves immunisées			789		
Transfert aux réserves immunisées			689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)		9905	58.385.399,66	26.833.094,51

N°	BE 0201.645.281	C 5

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906	58.385.399,66	26.833.094,51
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	58.385.399,66	26.833.094,51
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P		
Prélèvements sur les capitaux propres		791/2	1.179.160,21	6.231.046,21
sur le capital et les primes d'émission		791		
sur les réserves		792	1.179.160,21	6.231.046,21
Affectations aux capitaux propres		691/2	22.211.559,87	11.286.568,77
au capital et aux primes d'émission		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921	22.211.559,87	11.286.568,77
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	14		
Intervention d'associés dans la perte		794		
Bénéfice à distribuer		694/7	37.353.000	21.777.571,95
Rémunération du capital		694	37.353.000	21.777.571,95
Administrateurs ou gérants		695		
Employés		696		
Autres allocataires		697		

N°	BE 0201.645.281	C 6.3.1

ANNEXE
ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		Codes	Exercice	Exercice précédent
TERRAINS ET CONSTRUCTIONS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8191P	XXXXXXXXXX	1.088.509,17
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8181		
Cessions et désaffectations		8171		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8161		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8191	1.088.509,17	
Plus-values au terme de l'exercice		8251P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8211		
Acquises de tiers		8221		
Annulées		8231		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8241		
Plus-values au terme de l'exercice		8251		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8321P	XXXXXXXXXX	731.289,88
Mutations de l'exercice				
Actés		8271	48.996,68	
Repris		8281		
Acquis de tiers		8291		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8301		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8311		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8321	780.286,56	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		22	306.222,51	

N°	BE 0201.645.281	C 6.3.2

		Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192P	XXXXXXXXX	3.888,13
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8162		
Cessions et désaffectations		8172		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8182		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192	3.888,13	
Plus-values au terme de l'exercice		8252P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8212		
Acquises de tiers		8222		
Annulées		8232		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8242		
Plus-values au terme de l'exercice		8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322P	XXXXXXXXX	3.888,13
Mutations de l'exercice				
Actés		8272		
Repris		8282		
Acquis de tiers		8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8302		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8312		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322	3.888,13	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		23	0	

		Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8193P	XXXXXXXXXX	120.913,7
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8163		
Cessions et désaffectations		8173		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8193	120.913,7	
Plus-values au terme de l'exercice		8253P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8213		
Acquises de tiers		8223		
Annulées		8233		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8243		
Plus-values au terme de l'exercice		8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8323P	XXXXXXXXXX	115.803,8
Mutations de l'exercice				
Actés		8273	688,97	
Repris		8283		
Acquis de tiers		8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8303		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8323	116.492,77	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		24	4.420,93	

N°	BE 0201.645.281	C 6.4.2

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

		Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8302P	XXXXXXXXX	567.363.353,4
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8302	7.371.519,5	
Cessions et retraits		8372	65.310.000	
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8382		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8302	509.424.872,9	
Plus-values au terme de l'exercice		8452P	XXXXXXXXX	237.501.635,67
Mutations de l'exercice				
Actées		8412		
Acquises de tiers		8422		
Annulées		8432		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8442		
Plus-values au terme de l'exercice		8452	237.501.635,67	
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8522P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8472		
Reprises		8482		
Acquises de tiers		8492		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8502		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8512		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8522		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8552P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8542		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8552		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		282	746.926.508,57	
ENTREPRISES AVEC LIEN DE PARTICIPATION - CRÉANCES				
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		283P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Additions		8582		
Remboursements		8502		
Réductions de valeur actées		8002		
Réductions de valeur reprises		8012		
Différences de change	(+)/(-)	8022		
Autres	(+)/(-)	8032		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		283		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE		8052		

N°	BE 0201.645.281	C 6.4.3

		Codes	Exercice	Exercice précédent
AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8383P	XXXXXXXXX	65.552.348,67
Mutations de l'exercice				
Acquisitions		8363	0	
Cessions et retraits		8373		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8383		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8393	65.552.348,67	
Plus-values au terme de l'exercice		8453P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8413		
Acquises de tiers		8423		
Annulées		8433		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8443		
Plus-values au terme de l'exercice		8453		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8523P	XXXXXXXXX	12.677.703,93
Mutations de l'exercice				
Actées		8473		
Reprises		8483	2.525.632,2	
Acquises de tiers		8493		
Annulées à la suite de cessions et retraits		8503		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-)	8513		
Réductions de valeur au terme de l'exercice		8523	10.152.071,73	
Montants non appelés au terme de l'exercice		8553P	XXXXXXXXX	104.550,16
Mutations de l'exercice	(+)/(-)	8543		
Montants non appelés au terme de l'exercice		8553	104.550,16	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		284	55.295.726,78	
AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES				
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		285/8P	XXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Additions		8583		
Remboursements		8593		
Réductions de valeur actées		8603		
Réductions de valeur reprises		8613		
Différences de change	(+)/(-)	8623		
Autres	(+)/(-)	8633		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		285/8		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE		9353		

N°	BE 0201.645.281	C 6.5.1

INFORMATION RELATIVE AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles l'entreprise détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles l'entreprise détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital souscrit.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%	%			(+) ou (-) (en unités)	
SOCOFE BE 0472.035.439 Société anonyme Avenue Maurice Destenay 13 4000 Liège BELGIQUE	Parts	65.055	14,18		31-12-2016	EUR	408.991.442	38.366.558
ORES ASSETS BE 0543.696.579 Société coopérative à responsabilité limitée Avenue Jean Monnet 2 1348 Louvain-la-Neuve BELGIQUE	Part A	21.110.383	43,73		31-12-2016	EUR	1.692.741.349	92.776.527
WIND4WALLONIA BE 0553.480.057 Société coopérative à responsabilité limitée Boulevard Simon Bolivar 34 1000 Bruxelles BELGIQUE	Part nominative	33.722	21,2		31-12-2016	EUR	3.479.838	-313.976

N°	BE 0201.645.281	C 6.5.2

LISTE DES ENTREPRISES DONT L'ENTREPRISE RÉPOND DE MANIÈRE ILLIMITÉE EN QUALITÉ D'ASSOCIÉ OU DE MEMBRE INDÉFINIMENT RESPONSABLE

Les comptes annuels de chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable sont jointe aux présents comptes annuels pour être publiés en même temps que ceux-ci, sauf si dans la deuxième colonne du tableau ci-après, l'entreprise précise la raison pour laquelle il n'en est pas ainsi. Cette précision est fournie par la mention du code (A, B, C ou D) défini ci-après.

Les comptes annuels de l'entreprise mentionnée:

A. sont publiés par dépôt auprès de la Banque nationale de Belgique par cette entreprise;

B. sont effectivement publiés par cette entreprise dans un autre Etat membre de l'Union européenne, dans les formes prévues à l'article 3 de la directive 2009/101/CE;

C. sont intégrés par consolidation globale ou par consolidation proportionnelle dans les comptes consolidés de l'entreprise, établis, contrôlés et publiés conformément aux dispositions du Code des sociétés relatives aux comptes consolidés;

D. concernent une société de droit commun, une société momentanée ou une société interne.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE, FORME JURIDIQUE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Code éventuel
INTERCOMMUNALES PURES DE FINANCEMENT WALLONNES (I.P.F.W.) BE 0800.985.478 Groupement d'intérêt économique avec un siège en Belgique Avenue Sergent Vrithoff 2 5000 Namur BELGIQUE	A

N°	BE 0201.645.281	C 6.6

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PLACEMENTS DE TRÉSORERIE - AUTRES PLACEMENTS			
Actions, parts et placements autres que placements à revenu fixe	51		
Actions et parts - Valeur comptable augmentée du montant non appelé	8681		
Actions et parts - Montant non appelé	8682		
Métaux précieux et œuvres d'art	8683		
Titres à revenu fixe	52		
Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit	8684		
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	53	20.010.329,42	360.324,79
Avec une durée résiduelle ou de préavis			
d'un mois au plus	8686		
de plus d'un mois à un an au plus	8687	5.010.329,42	360.324,79
de plus d'un an	8688	15.000.000	
Autres placements de trésorerie non repris ci-avant	8689		

	Exercice
COMPTES DE RÉGULARISATION	
Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important	
Intérêts prêts d'actionnaire	28.749,3
Produits placements de trésorerie	1.378,05

N°	BE 0201.645.281	C 6.7.1

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ETAT DU CAPITAL			
Capital social			
Capital souscrit au terme de l'exercice	100P	XXXXXXXXXX	305.589.906,14
Capital souscrit au terme de l'exercice	100	307.989.906,14	

	Codes	Montants	Nombre d'actions
Modifications au cours de l'exercice			
Parts PE		2.400.000	2.400
Représentation du capital			
Catégories d'actions			
Actions nominatives	8702	XXXXXXXXXX	
Actions dématérialisées	8703	XXXXXXXXXX	

	Codes	Montant non appelé	Montant appelé non versé
Capital non libéré			
Capital non appelé	101	578.911,45	XXXXXXXXXX
Capital appelé, non versé	8712	XXXXXXXXXX	
Actionnaires redevables de libération			

	Codes	Exercice
Actions propres		
Détenues par la société elle-même		
Montant du capital détenu	8721	
Nombre d'actions correspondantes	8722	
Détenues par ses filiales		
Montant du capital détenu	8731	
Nombre d'actions correspondantes	8732	
Engagement d'émission d'actions		
Suite à l'exercice de droits de conversion		
Montant des emprunts convertibles en cours	8740	
Montant du capital à souscrire	8741	
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8742	
Suite à l'exercice de droits de souscription		
Nombre de droits de souscription en circulation	8745	
Montant du capital à souscrire	8746	
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre	8747	
Capital autorisé non souscrit	8751	

	Codes	Exercice
Parts non représentatives du capital		
Répartition		
Nombre de parts	8701	
Nombre de voix qui y sont attachées	8702	
Ventilation par actionnaire		
Nombre de parts détenues par la société elle-même	8771	
Nombre de parts détenues par les filiales	8781	

I.P.F.H. - EXERCICE 2017

LISTE DES ACTIONNAIRES

TOUS SECTEURS CONFONDUS

Associés	Capital souscrit	Capital libéré	Montant non appelé
Communes			
AISEAU-PRESLES	1.044,09	384,62	659,46
ANDERLUES	1.336,72	469,78	865,94
ANTOING	183,52	45,88	137,64
ATH	1.443,36	457,19	986,17
BELOEIL	332,32	83,08	249,24
BERNISSART	282,72	70,68	212,04
BINCHE	4.411,92	1.641,17	2.770,75
BOUSSU	64.454,88	16.113,51	48.340,49
BRAINE-LE-COMTE	744,00	279,37	464,63
BRUGELETTE	79,36	19,84	59,52
BRUNEHAUT	94,24	23,56	70,68
CELLES	66,96	16,74	50,22
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	1.922,00	719,06	1.202,94
CHARLEROI	41.869,84	15.710,61	26.159,23
CHATELET	5.334,48	1.994,31	3.340,17
CHIEVRES	153,76	38,44	115,32
COLFONTAINE	70.403,69	17.600,89	52.802,71
COURCELLES	4.849,84	1.483,78	2.566,06
DOUR	48.191,76	12.047,94	36.143,82
ELLEZELLES	138,88	34,72	104,16
ENGHIEN	302,56	75,64	226,92
ERQUELINNES	170.612,35	176.693,94	1.918,41
ESTINNES	476,16	178,16	297,98
FARCIENNES	3.134,72	790,38	2.344,34
FLEURUS	4.521,04	1.170,26	3.350,78
FLOBECQ	79,36	19,84	59,52
FONTAINE-L'EVEQUE	2.348,56	877,83	1.470,73
FRAMERIES	62.322,06	15.580,51	46.741,55
FRASNES-LEZ-ANVAING	275,28	68,82	206,46
GERPINNES	89,28	31,99	57,29
HAM-SUR-HEURE/NALINNES	808.976,78	806.508,81	2.467,97
HENSIES	14.906,26	3.725,57	11.179,69
HONNELLES	8.428,60	2.107,15	6.321,45
JURBISE	2.895,52	723,88	2.171,64
LA LOUVIERE	13.684,54	5.207,49	8.477,15
LE ROEULX	3.314,72	916,11	2.398,61
LENS	101,68	25,42	76,26
LES BONS VILLERS	109,12	27,28	81,84
LESSINES	446,40	111,60	334,80
LEUZE-EN-HAINAUT	327,36	81,84	245,52
LOBBES	443.529,77	442.559,64	970,13
MANAGE	3.241,36	1.223,60	2.017,76
MERBES-LE-CHÂTEAU	153.535,67	152.916,91	618,76
MONS	254.072,71	63.518,15	190.554,55
MONTIGNY-LE-TILLEUL	537.152,94	535.335,34	1.817,60
MORLANWELZ	2.330,80	859,06	1.490,74
PERUWELZ	416,64	104,16	312,48
PONT-A-CELLES	1.708,72	624,34	1.084,38
QUAREGNON	61.404,83	15.351,21	46.053,62
QUEVY	14.710,50	3.711,42	10.999,08
QUIEVRAIN	19.113,09	4.778,28	14.334,81
SAINT-GHISLAIN	42.614,01	10.653,51	31.960,50
SENEFFE	1.071,36	369,00	702,36
SILLY	196,48	49,50	146,98
SOIGNIES	5.617,92	1.516,90	4.101,02
THUIN	615.191,17	612.458,49	2.732,68
TOURNAI	1.681,44	429,36	1.251,08
Sous-total (parts X) :	3.509.531,14	2.930.619,69	578.911,45
Intercommunales de Développement Economique			
I.D.E.A.	122.180.650,00	122.180.650,00	0,00
I.D.E.T.A.	53.822.100,00	53.822.100,00	0,00
I.G.R.E.T.E.C.	124.277.625,00	124.277.625,00	0,00
Sous-total (parts Y) :	300.280.375,00	300.280.375,00	0,00
Intercommunales de Développement Economique			
I.D.E.A.	1.400.000,00	1.400.000,00	0,00
I.D.E.T.A.	1.400.000,00	1.400.000,00	0,00
I.G.R.E.T.E.C.	1.400.000,00	1.400.000,00	0,00
Sous-total (parts PE) :	4.200.000,00	4.200.000,00	0,00
TOTAL :	307.989.906,14	307.410.994,69	578.911,45

N°	BE 0201.645.281	C 6.9

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

	Codes	Exercice
VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE		
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		
Dettes financières	8801	10.218.165,05
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8831	
Etablissements de crédit	8841	10.218.165,05
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	
Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année	42	10.218.165,05
Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir		
Dettes financières	8802	85.668.128,36
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	85.668.128,36
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	
Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	8012	85.668.128,36
Dettes ayant plus de 5 ans à courir		
Dettes financières	8803	157.256.308,44
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	157.256.308,44
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	
Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir	8013	157.256.308,44

	Codes	Exercice
DETTES GARANTIES		
Dettes garanties par les pouvoirs publics belges		
Dettes financières	8021	44.237.049,83
Emprunts subordonnés	8031	
Emprunts obligataires non subordonnés	8041	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8051	
Etablissements de crédit	8061	44.237.049,83
Autres emprunts	8071	
Dettes commerciales	8081	
Fournisseurs	8091	
Effets à payer	0001	
Acomptes reçus sur commandes	0011	
Dettes salariales et sociales	0021	
Autres dettes	0051	
Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges	0001	44.237.049,83
Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise		
Dettes financières	8022	
Emprunts subordonnés	8032	

	Codes	Exercice
Emprunts obligataires non subordonnés	8042	
Dettes de location-financement et dettes assimilées	8052	
Etablissements de crédit	8062	
Autres emprunts	8072	
Dettes commerciales	8082	
Fournisseurs	8092	
Effets à payer	9002	
Acomptes reçus sur commandes	9012	
Dettes fiscales, salariales et sociales	9022	
Impôts	9032	
Rémunérations et charges sociales	9042	
Autres dettes	9052	
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise	9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES	Codes	Exercice
Impôts		
Dettes fiscales échues	9072	
Dettes fiscales non échues	9073	79.443,44
Dettes fiscales estimées	450	
Rémunérations et charges sociales		
Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale	9076	
Autres dettes salariales et sociales	9077	8.483,51

COMPTES DE RÉGULARISATION	Exercice
Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important	
Intérêts sur emprunts	1.526.194,73
Produits à reporter	2.840
Charges à imputer	1.826,85

N°	BE 0201.645.281	C 6.10

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

		Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Chiffre d'affaires net				
Ventilation par catégorie d'activité				
Ventilation par marché géographique				
Autres produits d'exploitation				
Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics		740		
CHARGES D'EXPLOITATION				
Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel				
Nombre total à la date de clôture		9086	1	1
Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein		9087	0,8	0,8
Nombre d'heures effectivement prestées		9088	1.343	1.402
Frais de personnel				
Rémunérations et avantages sociaux directs		620	49.074,31	48.047,13
Cotisations patronales d'assurances sociales		621	14.523,32	14.221,95
Primes patronales pour assurances extralégales		622		
Autres frais de personnel		623	548	823,85
Pensions de retraite et de survie		624		
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Dotations (utilisations et reprises)	(+)(-)	635		
Réductions de valeur				
Sur stocks et commandes en cours				
Actées		9110		
Reprises		9111		
Sur créances commerciales				
Actées		9112		
Reprises		9113		
Provisions pour risques et charges				
Constitutions		9115		
Utilisations et reprises		9116		
Autres charges d'exploitation				
Impôts et taxes relatifs à l'exploitation		640		
Autres		641/8	473.926,46	915.522,26
Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise				
Nombre total à la date de clôture		9096		
Nombre moyen calculé en équivalents temps plein		9097		
Nombre d'heures effectivement prestées		9098		
Frais pour l'entreprise		617		

N°	BE 0201.645.281	C 6.11

RÉSULTATS FINANCIERS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS			
Autres produits financiers			
Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats			
Subsides en capital	9125	1.276,27	1.276,27
Subsides en intérêts	9126		
Ventilation des autres produits financiers			
Rémunération Garantie d'Actionnaire		2.565,24	12.452,27
Intérêts négatifs sur lignes de crédit		0	43.760,85
CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES			
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	6501		
Intérêts portés à l'actif	6503		
Réductions de valeur sur actifs circulants			
Actées	6510		
Reprises	6511		
Autres charges financières			
Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances	653		
Provisions à caractère financier			
Dotations	6560		
Utilisations et reprises	6561		
Ventilation des autres charges financières			
Frais de banques		882,16	2.399,08

N°	BE 0201.645.281	C 6.12

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

	Codes	Exercice	Exercice précédent
PRODUITS NON RÉCURRENTS	75	2.525.632,2	
Produits d'exploitation non récurrents	70A		0
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	700		
Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels	7029		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	7030		
Autres produits d'exploitation non récurrents	704/6		
Produits financiers non récurrents	75B	2.525.632,2	
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	701	2.525.632,2	
Reprises de provisions pour risques et charges financiers exceptionnels	7021		
Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières	7031		
Autres produits financiers non récurrents	709		
CHARGES NON RÉCURRENTES	65		4.799.844
Charges d'exploitation non récurrentes	65A		
Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	650		
Provisions pour risques et charges d'exploitation exceptionnels: dotations (utilisations) (+)(-)	6529		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles	6530		
Autres charges d'exploitation non récurrentes	654/7		
Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	6550		
Charges financières non récurrentes	65B	0	4.799.844
Réductions de valeur sur immobilisations financières	651	0	4.799.844
Provisions pour risques et charges financiers exceptionnels - dotations (utilisations) (+)(-)	6521		
Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières	6531		
Autres charges financières non récurrentes	659		
Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	6551		

IMPÔTS ET TAXES

	Codes	Exercice
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT		
Impôts sur le résultat de l'exercice	0134	0
Impôts et précomptes dus ou versés	0135	2.086.267,26
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif	0136	2.086.267,26
Suppléments d'impôts estimés	0137	
Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	0138	
Suppléments d'impôts dus ou versés	0139	
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	0140	
Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé		
DNA		54.130,18
RDT		-59.917.565,2

	Exercice
Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice	

	Codes	Exercice
Sources de latences fiscales		
Latences actives	0141	
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	0142	
Autres latences actives		
Solde RDT à reporter		4.004.943,83
Latences passives	0144	
Ventilation des latences passives		

	Codes	Exercice	Exercice précédent
TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS			
Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte			
A l'entreprise (déductibles)	0145	138.685,64	149.549,92
Par l'entreprise	0146	282.608,56	276.410,1
Montants retenus à charge de tiers, au titre de			
Précompte professionnel	0147	117.278,89	115.832,2
Précompte mobilier	0148	0	0

N°	BE 0201.645.261	C 6.14

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	Codes	Exercice
GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS	9149	1.918.854,4
Dont		
Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise	9150	
Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise	9151	
Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	9153	1.918.854,4
GARANTIES RÉELLES		
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9161	
Montant de l'inscription	9171	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9181	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9191	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9201	
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers		
Hypothèques		
Valeur comptable des immeubles grevés	9162	
Montant de l'inscription	9172	
Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription	9182	
Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés	9192	
Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause	9202	
BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS		
ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS		
MARCHÉ À TERME		
Marchandises achetées (à recevoir)	9213	
Marchandises vendues (à livrer)	9214	
Devises achetées (à recevoir)	9215	
Devises vendues (à livrer)	9216	

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES	Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS	Exercice

N°	BE 0201.645.281	C 6.15

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES			
Immobilisations financières	280/1		
Participations	280		
Créances subordonnées	0271		
Autres créances	0281		
Créances	0291		
A plus d'un an	0301		
A un an au plus	0311		
Placements de trésorerie	0321		
Actions	0331		
Créances	0341		
Dettes	0351		
A plus d'un an	0361		
A un an au plus	0371		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	0381		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	0391		
Autres engagements financiers significatifs	0401		
Résultats financiers			
Produits des immobilisations financières	0421		
Produits des actifs circulants	0431		
Autres produits financiers	0441		
Charges des dettes	0451		
Autres charges financières	0471		
Cessions d'actifs immobilisés			
Plus-values réalisées	0481		
Moins-values réalisées	0491		
ENTREPRISES ASSOCIÉES			
Immobilisations financières	0253		
Participations	0203		
Créances subordonnées	0273		
Autres créances	0283		
Créances	0293		
A plus d'un an	0303		
A un an au plus	0313		
Dettes	0353		
A plus d'un an	0363		
A un an au plus	0373		
Garanties personnelles et réelles			
Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées	0383		
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	0393		
Autres engagements financiers significatifs	0403		
AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION			
Immobilisations financières	0252	746.926.508,57	804.864.989,07
Participations	0202	746.926.508,57	804.864.989,07
Créances subordonnées	0272		
Autres créances	0282		
Créances	0292	2.116.052,28	814.784,6
A plus d'un an	0302	1.941.421,2	729.546,1
A un an au plus	0312	174.631,08	85.238,5
Dettes	0352		
A plus d'un an	0362		
A un an au plus	0372		

N°	BE 0201.645.281	C 6.16

RELATIONS FINANCIÉRES AVEC

	Codes	Exercice
LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES		
Créances sur les personnes précitées	0500	
Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé		
Garanties constituées en leur faveur	0501	
Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur	0502	
Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable		
Aux administrateurs et gérants	0503	279.711,01
Aux anciens administrateurs et anciens gérants	0504	

	Codes	Exercice
LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)		
Emoluments du (des) commissaire(s)	0505	10.801,46
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)		
Autres missions d'attestation	05081	
Missions de conseils fiscaux	05082	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	05083	
Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)		
Autres missions d'attestation	05091	
Missions de conseils fiscaux	05092	
Autres missions extérieures à la mission révisorale	05093	

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

N°	BE 0201.645.281	C 6.17

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS NON ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur

				Exercice		Exercice précédent	
Catégorie d'instruments financiers dérivés	Risque couvert	Spéculation / couverture	Volume	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
FLOOR	Garantie de taux	Couverture	000.000		782.845,04-		1.388.003
IRS	Garantie de taux	Couverture	000.000		-2.814.726,28		-4.845.366

Immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Montants des actifs pris isolément ou regroupés de manière adéquate		
Raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite		
Eléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera recouvrée		

N°	BE 0201.645.281	C 6.20

Autres informations à communiquer dans l'annexe

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1) Les indemnités et jetons de présence alloués aux membres du Comité de Direction, du Conseil d'Administration et des Comités de Secteurs sont imputés, comme chaque année, en rubrique "61 : SERVICES ET BIENS DIVERS".

2) En 2012, l'IPFH a bénéficié d'un subside en capital de l'UREBA dans le cadre des travaux d'isolation et l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de Bouzou. Ce subside fait l'objet d'un amortissement annuel conjointement aux travaux d'aménagements.

3) Comptes Consolidés :
En 2017, l'IPFH n'a pas établi de comptes consolidés avec l'intercommunale ORES ASSETS car elle ne répondait pas aux conditions décrites à l'Article 5 du Code des Sociétés. En effet, elle n'exerçait aucun contrôle ni influence décisive sur les organes de gestion de l'intercommunale précitée. Et ce conformément au Code de la Démocratie Locale - Livre V - Titre II - Chapitre III - Section 2 - Sous-section 1ère : Art. L. 1523-8 et 9.

4) L'IPFH est membre, depuis le 3 mars 2015, du GIE "INTERCOMMUNALES PURES DE FINANCEMENT WALLONNES" (0688.965.478) qui réunit 8 intercommunales pures de financement. Par conséquent, et en vertu des dispositions des articles 439 à 875 du livre XIV du Code des sociétés, chaque membre associé répond indéfiniment et solidairement des dettes de toute nature de ce groupement à concurrence du nombre de parts qu'il détient.

RÈGLES D'ÉVALUATION

ACTIF

I. Frais d'établissement :

Les frais d'établissement liés à la constitution et aux augmentations du capital sont comptabilisés à concurrence des frais exposés. Ces derniers sont amortis suivant la méthode linéaire au taux de 20%.

Les autres frais d'établissement sont pris en charge dans l'exercice où ils sont exposés.

II. Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements actés sont calculés sur base de la méthode linéaire et prorata temporis.

Les taux d'amortissement à prendre en considération sont les suivants :

Type d'immobilisation	Taux d'amortissement
Bâtiments administratifs	5,00%
Aménagement des bâtiments	5,00%
Mobilier	10,00%
Matériel informatique et de bureau	33,00%

III. Immobilisations financières :

Les participations et les parts de sociétés sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou d'apport, compte tenu des montants restant éventuellement à libérer, mais à l'exclusion des frais accessoires, ces derniers étant pris en charge dans l'exercice.

Des réductions de valeurs sont enregistrées sur les participations présentant une dépréciation durable à la clôture de l'exercice.

Une reprise sur ces réductions de valeur peut être pratiquée lorsque l'évaluation de fin d'exercice fait apparaître une plus-value sur les participations ayant fait l'objet antérieurement d'une réduction de valeur.

IV. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus :

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Si leur règlement apparaissait incertain ou compromis, une réduction de valeur est actée à due concurrence.

V. Placements de trésorerie et valeurs disponibles :

Les placements de trésorerie et les valeurs disponibles sont enregistrés à leur prix d'acquisition ou à leur valeur nominale.

Si la valeur de réalisation de ces actifs devait être inférieure à leur valeur comptable, une réduction de valeur est actée à due concurrence.

PASSIF

I. Subsides en capital et en intérêts :

Les subsides perçus dans le cadre d'investissements en immobilisations corporelles sont amortis conjointement à ces derniers.

II. Provisions pour risques et charges :

Au terme de chaque exercice, le conseil d'administration, statuant avec prudence et bonne foi, arrête les provisions à constituer pour couvrir les risques prévus ou pertes éventuelles, nés au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs.

Les provisions constituées font l'objet d'un suivi régulier par le conseil d'administration.

III. Dettes à plus d'un an et dettes à un an au plus :

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

IV. Comptes de régularisation :

A. A l'actif :
   1. Les charges exposées pendant l'exercice mais imputables en tout ou partie sur un ou plusieurs exercices ultérieurs sont évaluées en adoptant une règle proportionnelle.
   2. Les produits dont la perception n'aura lieu qu'au cours du ou des exercices futurs, mais qui sont à rattacher à l'exercice en cours, sont évalués au montant de la quote-part afférente à l'exercice.

B. Au passif :
   1. Les charges afférentes à l'exercice en cours mais qui sont payées au cours des exercices suivants sont évaluées au montant imputable à l'exercice.
   2. Les produits perçus au cours de l'exercice mais qui sont imputables, en tout ou partie, à un ou plusieurs exercices ultérieurs, sont également évalués au montant devant être considéré comme produit pour ces derniers.

Opérations, avoirs et engagements en monnaie étrangère

Les opérations en devises étrangères sont enregistrées au cours de change réellement appliqué au jour de leur réalisation.

Les différences de change constatées sur la réalisation de ces opérations sont portées en compte de résultats.

Droits et engagements hors bilan

Les droits et engagements hors bilan sont enregistrés pour la valeur nominale figurant dans les contrats ou, à défaut, pour la valeur estimée.

SITUATION DES PARTS AU 31 DECEMBRE 2017

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "X"											
AISEAU-PRESLES	345				76						
ANDERLUES	371				168						
ANTOING							37	37			
ATH					312		135	135			
BELOEIL							67	67			
BERNISSART							57	57			
BINCHE	1.192				587						
BOUSSU									1.486	1.114	
BRAINE-LE-COMTE					388						
BRUGELETTE							16	16			
BRUNEHAUT							38				
CELLES							27				
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	372	94			309						
CHARLEROI	1.607	9.788			5.488						
CHATELET	1.354				797						
CHIEVRES							31	31			
COLFONTAINE									1.623	1.217	
COURCELLES		1.099			534						
DOUR									1.217	727	
ELLEZELLES							28	28			
ENGHIEN							61	61			
ERQUELINNES				9	153						
ESTINNES	191				1						
FARCIENNES			1.232		32						
FLEURUS			1.323			500					
FLOBECQ							16	16			
FONTAINE-L'EVEQUE	441	196			310						
FRAMERIES									1.463	1.051	
FRASNES-LEZ-ANVAING							55	56			
GERPINNES					36						
HAM-SUR-HEURE-NALINNES				12	145						
HENSIES							33		262	336	
HONNELLES									340		
JURBISE							48			112	
LA LOUVIERE	3.596				1.922						
LE ROEULX	233				64					104	
LENS							20	21			
LESSINES							90	90			
LES BONS VILLERS					44						
LEUZE-EN-HAINAUT							66	66			
LOBBES				5	22						
MANAGE	731				576						
MERBES-LE-CHATEAU				3	37						
MONS									5.780	4.469	
MONTIGNY-LE-TILLEUL				9	90						
MORLANWELZ	554				406						
PERUWELZ							84	84			
PONT-A-CELLES		503			186						
QUAREGNON									1.415	1.062	
QUEVY	114								195	387	
QUIEVRAIN									494	277	
SAINT-GHISLAIN									981	738	
SENEFFE	158	162			112						
SILLY							40	40			
SOIGNIES	105				273		128			176	
THUIN				14	71						
TOURNAI							339	339			
TOTAL	11.364	11.842	2.555	52	13.051	500	1.416	1.144	15.256	11.770	

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "X$_{ij}$"											
ERQUELINNES				710							
HAM-SUR-HEURE-NALINNES				3.250							
LOBBES				1.784							
MERBES-LE-CHÂTEAU				616							
MONTIGNY-LE-TILLEUL				2.157							
THUIN				2.467							
TOTAL				10.984							

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "Y"											
IDEA	1.409.854	32.558			1.325.217				1.615.270	504.327	
IDETA					87.636		1.727.622	337.626			
IGRETEC	693.543	1.473.479	298.045	262.864	2.240.619	2.555					
TOTAL	2.103.397	1.506.037	298.045	262.864	3.653.472	2.555	1.727.622	337.626	1.615.270	504.327	

ASSOCIES	SECTEURS I A	I B	I C	II	III A	III B	IV A	IV B	V	VI	VII
PARTS "PE"											
IDEA											1.400
IDETA											1.400
IGRETEC											1.400
TOTAL											4.200

INFORMATIONS

Intercommunale pure de financement du Hainaut

Société Civile ayant emprunté la forme d'une Société Coopérative à Responsabilité Limitée
Association de Communes
R.S.C. Charleroi n° 67 - Compte financier. : 091-0007347-04 – n° entreprise : 0201.645.281

Siège social :

Boulevard Mayence 1 – 6000 Charleroi

Rapport annuel :

Notre rapport annuel est publié sur www.ipfh.be au format PDF.

Commande :

E-mail: energie@igretec.com

Société gestionnaire :

IGRETEC
Boulevard Mayence 1
6000 Charleroi
Tél. : 071/20.28.11
Fax : 071/33.42.36
http://www.igretec.com

Contact :
Raphaël DURANT
Chef de service **Services Energétiques, Instances et Contrôle Moteurs**

Tél. : 071/20.28.81
E-mail : raphael.durant@igretec.com

RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DE RÉMUNÉRATION (ART. L1523-17§2 DU CDLD)

Le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales a redéfini, en l'article 1523-17 § 2 du CDLD, comme suit les missions du Comité de Rémunération : *« Le comité de rémunération établit annuellement et approuve un rapport d'évaluation écrit portant sur la pertinence des rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non accordés aux membres des organes de gestion et aux fonctions de direction au cours de l'exercice précédent ainsi que sur la politique globale de la rémunération. Il émet des recommandations au Conseil d'administration. Il propose au Conseil d'administration, une justification circonstanciée des rémunérations autres que les simples jetons de présence.*
Ce rapport est transmis au Conseil d'administration et est annexé au rapport de gestion établi par les administrateurs en vertu de l'article L1523-16, alinéa 4. »

Ce changement de mission étant postérieur à l'exercice 2017, le présent rapport résume les recommandations faites, antérieurement, par le Comité de Rémunération.

En sa séance du 29 juin 2010, l'Assemblée générale, sur proposition de Comité de rémunération du 30 mars 2010 a lié comme suit, à dater du 1er janvier 2010, les indemnités au taux de présence des membres concernés.

Elles s'adressent aux administrateurs chargés de fonctions spécifiques que sont le Président, les Vice-présidents et les membres du Comité de direction. Ces modalités s'appliquent également au secrétaire.

La rétribution annuelle est attribuée à concurrence de 100 % si l'administrateur, tel que prédéfini, est présent à plus de 80 % des séances des organes de gestion.

La rémunération est amputée de 10 % si l'intéressé est présent à moins de 80 % des réunions des organes de gestion mais à plus de 70%.

Si la présence aux réunions des organes de gestion est inférieure à 70 % mais supérieure ou égale à 50%, la retenue est de 30 %.

Synthèse de la règle de base :

Taux de présence	Rétribution annuelle
>= à 80%	100%
> à 70% et < à 80 %	90%
>= à 50% et < à 70 %	70%
< à 50%	40%

Méthodologie de paiement de l'indemnité :

L'indemnité est payée mensuellement suivant les modalités suivantes :

- 40% de l'indemnité brute annuelle est payée de manière égale de janvier à juin ;
- A l'issue des dernières réunions tenues en juin, le secrétaire du Conseil d'administration effectue le décompte des présences aux séances du semestre écoulé. Trois situations peuvent se présenter :
  - Si le taux de présence du semestre écoulé est supérieur ou égal à 70%, l'indemnité mensuelle à verser de juillet à décembre reste inchangée par rapport aux mois précédents ;
  - Si le taux de présence du semestre écoulé est supérieur ou égal à 50% mais inférieur à 70%, l'indemnité mensuelle à verser de juillet à décembre est diminuée de manière à atteindre 70% de l'indemnité brute annuelle de référence à l'issue du paiement de début décembre ;

- Si le taux de présence du semestre écoulé est inférieur à 50%, plus aucune indemnité n'est payée de juillet à décembre de manière à atteindre 40% de l'indemnité brute annuelle de référence à l'issue du paiement de début décembre.

- A l'issue des dernières réunions tenues en décembre, le secrétaire du Conseil d'administration effectue le décompte des présences de l'année écoulée. Deux situations peuvent se présenter :
  - Soit un administrateur n'a pas reçu la totalité de l'indemnité brute annuelle qu'il était en droit de percevoir compte tenu de la règle de base. Un solde lui sera versé au plus tard le 31 décembre ;
  - Soit un administrateur a trop perçu durant l'année. Il devra donc reverser une partie de son indemnité avant le 31 décembre. Il est précisé qu'en vertu des règles proposées, ce scénario sera exceptionnel.

L'année de renouvellement des instances, la règle applicable en décembre s'applique fin juin.

RAPPORT ANNUEL DE RÉMUNÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (ART. L6421-1 DU CDLD)

Le décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation impose, en son article L6421-1 au principal organe de gestion de l'intercommunale d'établir un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent, par les mandataires, les personnes non élues et les titulaires de la fonction dirigeante locale.

Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes :

1. les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux membres des organes de gestion et du comité d'audit, en fonction de leur qualité d'administrateur titulaire d'un mandat originaire ou non élu, de président ou de vice-président, ou de membre d'un organe restreint de gestion ou du bureau exécutif ou du comité d'audit, ainsi que la justification du montant de toute rémunération autre qu'un jeton de présence au regard du rôle effectif du Président, Vice-président, ou au membre du bureau exécutif au sein de l'intercommunale;
2. les rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux titulaires des fonctions de direction ;
3. la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats ;
4. pour le titulaire de la fonction dirigeante locale, la liste des mandats détenus dans toutes les entités dans lesquelles l'intercommunale détient des participations directement ou indirectement, ainsi que la rémunération annuelle perçue pour chacun de ces mandats ;
5. la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.
   Ce rapport est adopté par le principal organe de gestion et mis à l'ordre du jour de l'assemblée générale du premier semestre de chaque année et fait l'objet d'une délibération. A défaut, l'assemblée générale ne peut pas se tenir. Ce rapport est annexé au rapport annuel de gestion établi par les administrateurs.
   Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

Sans instruction sur le modèle de rapport à la date de son édition, IPFH a opté pour le modèle transmis en 2017 par Madame la Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives.

Informations relatives aux rémunérations des membres des organes de gestion - Informations générales

Plafond barémique (non indexé)	14.282,75 €
Montant du jeton de présence brut indexé	209,18 €
Nombre de réunions de l'Assemblée générale	2
Nombre de réunions du Conseil d'Administration	7
Nombre de réunions du CS12	3
Nombre de réunions du CS3	3
Nombre de réunions du CS4	3
Nombre de réunions du CS56	4
Nombre de réunions du Comité de Direction	4
Nombre de réunions du Comité de Rémunération	1
Nombre de réunions du Comité Technique	4
Nombre de réunions du Comité d'Audit	NEANT

Informations relatives aux rémunérations des membres des organes de gestion – Taux de présence

		CD	CA	CS12	CS3	CSIV	CS56	CREM	CTECH
BEGHIN	Serge	75%	71%		100%				
BOUSSART	Jonathan		83%		67%				
CAFFONETTE	Yves	100%	100%	100%					
CARTON	Pierre	75%	71%				100%		
CASAERT	Léon		86%	100%					
CHAPELLE	Françoise	75%	71%		100%				
CHEVALIER	Katherine	100%	71%	100%	100%				
CLEMENT	Hélène	75%	71%			67%			
CUBI	Corinne		100%	67%					
CUVELIER	Philippe		100%		100%				
DAMAS	Pierre		86%						
DARVILLE	Marc	100%	100%				100%	100%	
DE VOS	Karl	100%	71%	100%				100%	
DECAMPS	Caroline	25%	29%	0%	0%		0%		25%
DEMAREZ	Claude	75%	86%			33%		100%	
DESGAIN	Xavier		100%	100%					
DEVOS	Michel		57%			100%			
DUPONT	Alexandra	100%	100%	100%					
DURANT	Raphaël	100%	100%	100%	100%	33%		100%	100%
FELON	Maxime		100%	100%					
FLAMENT	Guy		100%			100%			
GHIOT	Françoise	100%	100%		33%				
LEMIEZ	Matthieu		43%				100%		
MARCHETTI	Joseph		86%		100%				
MORELLE	Eric	100%	100%				100%		
OSSELAER	Barbara		0%		0%				
PETIT	Henri		100%		67%				
PETRE	Johan	50%	57%	33%				100%	
ROBERT	Philippe	75%	86%			100%		0%	
VACHAUDEZ	Michel		71%				50%		
VENDY	Baudouin		71%			100%	100%		
WACQUIER	Pierre	100%	86%			100%			
WASELYNCK	Ruddy		0%				0%		

Informations relatives aux Assemblées Générales – Taux de présence des délégués

IPFH - ASSEMBLEE GENERALE DU 22 JUIN 2017

Associé	Délégué	Présent
AISEAU-PRESLES	BERDOYES L.	0
	DAUVIN G.	0
	FERSINI J.	0
	MAHIEU F.	0
	SIDIS S.	0
ANDERLUES		0
	GONZALEZ MOYANO V.	0
	TISON Ph.	0
	ZANOLA R.	0
	GODAUX Th.	0
ANTOING	BOCAGE C.	0
	CACHEUX Ch.	0
	MAHIEU S.	0
	MARQUANT J-P.	0
	VERSCHEURE F.	0
ATH	DEGAND Ch.	0
	GAUTHIER L.	0
	BEROUDIA V.	0
	NASDROVISKY L.	0
	STARQUIT G.	0
BELOEIL	BIERNY S.	0
	DEROBERTMASURE F.	0
	DESTREBECQ M.	0
	DUBOIS M.	1
	LETURCQ D.	0
BERNISSART	HOCHEPIED J.	0
	LECOMTE J-C.	0
	RASSENEUR M.	0
	VANDERSTRAETEN R.	0
	WATTIEZ L.	0
BINCHE	JONNART L.	0
	LAÏ P.	0
	PHILIPPE J.	0
	VAN HOUTER K.	0
	VANDENNEUKER Ph.	0
BOUSSU	DEBIEVE J-C.	0
	HOYOS B.	0
	MOURY D.	0
	NITA G.	0
	VACHAUDEZ M.	0
BRAINE-LE-COMTE	BRANCART M.	0
	COPPENS A-P.	0
	FLAHAUX J-J.	0
	PAPLEUX L.	0
	VASTERSAEGHER C.	1
BRUGELETTE	BAUDUIN J-M.	0
	LEBLON F.	0
	LIEGEOIS I.	0
	PATERNOTTE G.	0
	RENARD G.	0
BRUNEHAUT	DELCROIX M.	0
	DUMAZY F.	0
	LEFEBVRE F.	0
	LEGRAIN P.	0
	WACQUIER P.	1

CELLES	BAUFFE Th.	0
	BREDA C.	0
	BATAILLE M	0
	DUBART M.	0
	PECQUEREAU M.	0
CHAPELLE -LEZ-HERLAIMONT	CHARLET E.	0
	CORNET D.	0
	FRAGAPANE G.	0
	STAUMONT J.	0
	TACK E.	0
CHARLEROI	CASAERT L.	1
	GAHOUCHI L.	0
	KADIM M.	0
	MEYSMAN C.	0
	SEMPO M.	0
CHATELET	DINEUR C.	0
	BAU N.	0
	DUPANLOUP A.	0
	MATHY M.	0
	PELLITTERI F.	0
CHIEVRES	DEMAREZ C.	0
	DUBOIS P.	0
	DUVIVIER P.	0
	GHILMOT C.	0
	LEBAILLY D.	1
COLFONTAINE	PISTONE L.	0
	HUART M.	0
	LACOMBLET J-F.	0
	MURATORE S.	0
		0
COURCELLES	LEMAIRE A.	0
	BOUSSART J.	0
	KADRI M.	0
	NEIRYNCK H.	0
	VLEESCHOUWERS V.	0
DOUR	DETRAIN J.	0
	DURIGNEUX J.	0
	POLI P.	0
	STRAPPAZZON A.	0
	MORELLE E.	1
ELLEZELLES	BRUNELLE Th.	0
	FONTAINE A.	0
	HERBECQ S.	0
	OTTEN F.	0
	SPILEERS C.	0
ENGHIEN	DEVILLE Ch.	0
	DEVRIESE G.	0
	MERCKX Q.	0
	STURBOIS J-Y.	0
	VANDERSTICHELEN M.	0
ERQUELINNES	DESALLE C.	0
	LIBOTTE J-P.	0
	PAUCOT M.	0
	SIMON K.	0
	VAN WAEYENBERGE B.	0
ESTINNES	BRUNEBARBE G.	0
	DENEUFBOURG D.	0
	LAMBERT S.	0
	VANDEN HECKE J.	0
	BAYEUL O.	0

FARCIENNES	ARIANO A.	0
	CIULLO R.	0
	DUCHENNE O.	0
	FONTAINE B.	0
	MINSART F.	0
FLEURUS	D'HAEYER L.	0
	FALISSE M.	0
	HENRY O.	0
	MONTOISIS Ch.	0
	PIERART E.	0
FLOBECQ	METTENS Ph.	0
	PREAUX D.	0
	VAN LERBERGE C.	0
	VANDEKERKHOVE G.	0
	WALLEMACQ Ch.	0
FONTAINE-L-EVEQUE	DEGUIDE M.	0
	DUBUSY C.	0
	GALLUZZO G.	0
	SICILIANO M.	0
	VAN KERCKHOVEN N.	0
FRAMERIES	BOUVIEZ P.	0
	DUPONT J-M	0
	STIEVENART G.	0
	WASELYNCK R.	0
	WILPUTTE A.	1
FRASNES-LEZ-ANVAING	DEVOS M.	0
	DUTHY A.	0
	PAREZ P.	0
	RICHIR D.	0
	VECHE P.	0
GERPINNES	LAURENT Ch.	0
	BLAIMONT F.	0
	MONNOYER J.	0
	STRUELENS A.	0
	VAN DER SIJPT M.	0
HAM-S-HEURE-NALINNES	DOLIMONT A.	0
	ESCOYEZ Y.	0
	MARIN B.	0
	BEUGNIER L.	0
	ROCHEZ H.	0
HENSIES	BOUCART Y.	0
	DI LEONE N.	0
	KOBEL J.	0
	THOMAS E.	0
		0
HONNELLES	DENIS G.	0
	DUPONT P.	0
	LEMIEZ M.	0
	PAGET B.	0
	FLEURQUIN I.	0
JURBISE	BREUSE E.	0
	DEMOUSTIEZ A.	0
	DESSILLY V.	0
	EGELS E.	0
	ROBETTE-DELPUTTE F.	0
LA LOUVIERE	CERNERO A.	0
	CHRISTIAENS J.	0
	GHIOT F.	1
	ROLAND M.	0
	WIMLOT L.	0

LE ROEULX	BOMBART G.	0
	BUYSENS A.	0
	MAISTRIAU G.	0
	SAUVAGE D.	0
	THUMULAIRE J.	0
LES BONS VILLERS	ALLART J-J.	0
	DE CONCILIIS G.	0
	MATHELART A.	0
	ROBBEETS J-P.	0
	VANDERZEYPEN D.	0
LENS	BELTRAME B.	0
	DOEM L-H.	0
	GALANT I.	0
	LENFANT Th.	0
	MOYART G.	0
LESSINES	DRUART V.	0
	FLAMENT J-M	1
	MOLLET E.	0
	GUILLET E.	0
	VERHEUGEN C.	0
LEUZE-EN-HAINAUT	BROTCORNE C.	0
	DUMOULIN J.	0
	JADOT D.	0
	MASSART M.	0
	RAWART L.	0
LOBBES	DELLEAU A.	0
	DEMANET M.	0
	MORLET M.	0
	DENEVE F.	0
	TEMMERMAN M.	0
MANAGE	COTTON A.	0
	FONTAINE Ph.	0
	HOUDY V.	0
	HOYAUX P.	0
	VEULEMANS R.	0
MERBES-LE-CHATEAU	REMANT A.	0
	LEJEUNE Ph.	0
	POIRET H.	0
	PREAUX Ch.	0
	PREVOT H.	0
MONS	DEFRISE C.	0
	DUFRANE F.	0
	JOB S.	0
	DARVILLE M.	1
	WUILBAUT-VAN HOORDE C.	0
MONTIGNY-LE-TILLEUL	DE BON F.	0
	DEMACQ F.	0
	DONOT R.	0
	FAUCONNIER-MARCHAL A.	0
	TONNELIER G.	0
MORLANWELZ	BONNECHERE Th.	0
	CHAPELLE A.	0
	CHIAVETTA S.	0
	HOFF J-M.	0
	MPASINAS A.	0
PERUWELZ	DEPLUS N.	0
	HOCQ G.	0
	RIGAUX L.	0
	RISSELIN C.	0
	WESTRADE D.	0

PONT-A-CELLES	BUCKENS J-M.	0
	COPPEE B.	0
	GOISSE N.	0
	KAIRET-COLIGNON I.	0
	VANDAMME J-Ph.	0
QUAREGNON	BONJEAN V.	0
	COSTA L.	0
	JURA S.	0
	LEPINE J-P.	0
	DI MARCO A.	0
QUEVY	DEMAREZ C.	0
	GODIN A.	0
	LEROY S.	0
	MASQUEILLER L.	0
	WAUQUIER R.	0
QUIEVRAIN	BALCI H.	0
	LANDRAIN J-P.	0
	MONOYER M.	0
	ROBILLARD G.	0
	TROMONT P.	0
SAINT-GHISLAIN	DUVEILLER F.	0
	DEMAREZ S.	0
	DROUSIE L.	0
	GEVENOIS Y.	0
	QUERSON D.	0
SENEFFE	DONNAY M.	0
	JANSSENS D.	0
	PECRIAUX S.	0
	POLL B.	0
	STORELLI I.	0
SILLY	CORDEEL S.	0
	HENDRICKX A.	0
	PIERQUIN L.	0
	ROLET B.	0
	VAN DE VLOET Y.	0
SOIGNIES	BAETEN E.	0
	BRILLET J.	0
	DUQUENE F.	0
	RAUX F.	0
	VENDY B.	1
THUIN	CAFFONETTE Y.	1
	CARLIER M.	0
	DUHANT F.	0
	LANNOO Ph.	0
	WAUTERS A.	0
TOURNAI	LAVALLEE B.	0
	LIENARD L.	0
	MELLOUK A.	0
	ROBERT Ph.	1
	VANDECAVEYE E.	0
IDEA	NACCI S.	1
IDETA	WACQUIER	1
IGRETEC	DURANT R.	1

IPFH- ASSEMBLEE GENERALE DU 20 DECEMBRE 2017

Associé	Délégué	Présent
AISEAU-PRESLES	BERDOYES L.	0
	DAUVIN G.	0
	FERSINI J.	0
	MAHIEU F.	0
	SIDIS S.	0
ANDERLUES		0
	GONZALEZ MOYANO V.	0
	TISON Ph.	0
	ZANOLA R.	0
	GODAUX Th.	0
ANTOING	BOCAGE C.	0
	CACHEUX Ch.	0
	MAHIEU S.	0
	MARQUANT J-P.	0
	VERSCHEURE F.	0
ATH	DEGAND Ch.	0
	GAUTHIER L.	0
	BEROUDIA V.	0
	BILTRESSE L.	0
	STARQUIT G.	0
BELOEIL	BIERNY S.	0
	DEROBERTMASURE F.	0
	DESTREBECQ M.	0
	DUBOIS M.	0
	LETURCQ D.	0
BERNISSART	HOCHEPIED J.	0
	LECOMTE J-C.	0
	RASSENEUR M.	0
	VANDERSTRAETEN R.	0
	WATTIEZ L.	0
BINCHE	JONNART L.	0
	LAÏ P.	0
	PHILIPPE J.	0
	VAN HOUTER K.	0
	VANDENNEUKER Ph.	0
BOUSSU	DEBIEVE J-C.	0
	FREDERICK S.	0
	MOURY D.	0
	NITA G.	0
	VACHAUDEZ M.	1
BRAINE-LE-COMTE	BRANCART M.	0
	COPPENS A-P.	0
	FLAHAUX J-J.	0
	PAPLEUX L.	0
	VASTERSAEGHER C.	0
BRUGELETTE	BAUDUIN J-M.	0
	LEBLON F.	0
	LIEGEOIS I.	0
	PATERNOTTE G.	0
	RENARD G.	1
BRUNEHAUT	DELCROIX M.	0
	DUMAZY F.	0
	LEFEBVRE F.	0
	LEGRAIN P.	0
	WACQUIER P.	0

CELLES	BAUFFE Th.	0
	BREDA C.	0
	BATAILLE M	0
	DUBART M.	0
	PECQUEREAU M.	0
CHAPELLE -LEZ-HERLAIMONT	CHARLET E.	0
	CORNET D.	0
	FRAGAPANE G.	0
	STAUMONT J.	0
	TACK E.	0
CHARLEROI	CASAERT L.	1
	GAHOUCHI L.	0
	KADIM M.	1
	MEYSMAN C.	0
	SEMPO M.	0
CHATELET	DINEUR C.	0
	BAU N.	0
	DUPANLOUP A.	0
	MATHY M.	0
	PELLITTERI F.	0
CHIEVRES	DEMAREZ C.	1
	DUBOIS P.	0
	DUVIVIER P.	0
	GHILMOT C.	0
	LEBAILLY D.	0
COLFONTAINE	PISTONE L.	0
	HUART M.	0
	LACOMBLET J-F.	0
	MURATORE S.	0
		0
COURCELLES	LEMAIRE A.	0
	BOUSSART J.	0
	KADRI M.	0
	NEIRYNCK H.	0
		0
DOUR	DETRAIN J.	0
	DURIGNEUX J.	0
	POLI P.	0
	STRAPPAZZON A.	0
	MORELLE E.	1
ELLEZELLES	BRUNELLE Th.	0
	FONTAINE A.	0
	HERBECQ S.	0
	OTTEN F.	0
	SPILEERS C.	0
ENGHIEN	DEVILLE Ch.	0
	DEVRIESE G.	0
	MERCKX Q.	0
	STURBOIS J-Y.	0
	VANDERSTICHELEN M.	0
ERQUELINNES	DESALLE C.	0
	LIBOTTE J-P.	0
	PAUCOT M.	0
	SIMON K.	0
	VAN WAEYENBERGE B.	0
ESTINNES	BRUNEBARBE G.	0
	DENEUFBOURG D.	0
	LAMBERT S.	0
	VANDEN HECKE J.	0
	BAYEUL O.	0

FARCIENNES	TSAVDAROGLOU P.	0
	CIULLO R.	0
	DUCHENNE O.	0
	FONTAINE B.	0
	MINSART F.	0
FLEURUS	D'HAEYER L.	0
	FALISSE M.	0
	HENRY O.	0
	MONTOISIS Ch.	0
	PIERART E.	0
FLOBECQ	METTENS Ph.	0
	PREAUX D.	0
	VAN LERBERGE C.	0
	VANDEKERKHOVE G.	0
	WALLEMACQ Ch.	0
FONTAINE-L-EVEQUE	DEGUIDE M.	0
	DUBUSY C.	0
	GALLUZZO G.	0
	SICILIANO M.	0
	VAN KERCKHOVEN N.	0
FRAMERIES	BOUVIEZ P.	0
	DUPONT J-M	0
	STIEVENART G.	0
	WASELYNCK R.	0
	WILPUTTE A.	1
FRASNES-LEZ-ANVAING	DEVOS M.	1
	DUTHY A.	0
	PAREZ P.	0
	RICHIR D.	0
	VECHE P.	0
GERPINNES	LAURENT Ch.	0
	BLAIMONT F.	0
	MONNOYER J.	1
	STRUELENS A.	1
	VAN DER SIJPT M.	0
HAM-S-HEURE-NALINNES	DOLIMONT A.	0
	ESCOYEZ Y.	0
	MARIN B.	0
	BEUGNIER L.	0
	ROCHEZ H.	0
HENSIES	BOUCART Y.	0
	DI LEONE N.	0
	KOBEL J.	0
	THOMAS E.	0
	LAROCHE C.	0
HONNELLES	DENIS G.	0
	DUPONT P.	0
	LEMIEZ M.	1
	PAGET B.	0
	FLEURQUIN I.	0
JURBISE	BREUSE E.	0
	DEMOUSTIEZ A.	0
	DESSILLY V.	0
	EGELS E.	0
	ROBETTE-DELPUTTE F.	0
LA LOUVIERE	CERNERO A.	0
	CHRISTIAENS J.	0
	GHIOT F.	1
	ROLAND M.	0
	WIMLOT L.	0

LE ROEULX	BOMBART G.	0
	BUYSENS A.	0
	MAISTRIAU G.	0
	SAUVAGE D.	0
	THUMULAIRE J.	0
LES BONS VILLERS	ALLART J-J.	0
	DE CONCILIIS G.	0
	MATHELART A.	0
	ROBBEETS J-P.	0
	VANDERZEYPEN D.	0
LENS	BELTRAME B.	0
	DOEM L-H.	0
	GALANT I.	0
	LENFANT Th.	0
	MOYART G.	0
LESSINES	DRUART V.	0
	FLAMENT J-M	0
	MOLLET E.	0
	GUILLET E.	0
	VERHEUGEN C.	0
LEUZE-EN-HAINAUT	BROTCORNE C.	0
	DUMOULIN J.	0
	JADOT D.	0
	MASSART M.	0
	RAWART L.	0
LOBBES	DELLEAU A.	0
	DEMANET M.	0
	MORLET M.	1
	DENEVE F.	0
	TEMMERMAN M.	0
MANAGE	COTTON A.	0
	FONTAINE Ph.	0
	HOUDY V.	0
	HOYAUX P.	0
	VEULEMANS R.	0
MERBES-LE-CHATEAU	REMANT A.	0
	LEJEUNE Ph.	0
	POIRET H.	0
	PREAUX Ch.	0
	PREVOT H.	0
MONS	DEFRISE C.	0
	DUFRANE F.	0
	JOB S.	0
	DARVILLE M.	1
	WUILBAUT-VAN HOORDE C.	0
MONTIGNY-LE-TILLEUL	DE BON F.	0
	DEMACQ F.	0
	DONOT R.	1
	FAUCONNIER-MARCHAL A.	1
	TONNELIER G.	0
MORLANWELZ	BONNECHERE Th.	0
	CHAPELLE A.	0
	CHIAVETTA S.	0
	HOFF J-M.	0
	MPASINAS A.	0
PERUWELZ	DEPLUS N.	0
	HOCQ G.	0
	RIGAUX L.	0
	RISSELIN C.	0
	WESTRADE D.	0

PONT-A-CELLES	BUCKENS J-M.	0
	COPPEE B.	0
	GOISSE N.	0
	KAIRET-COLIGNON I.	0
	VANDAMME J-Ph.	0
QUAREGNON	BONJEAN V.	0
	COSTA L.	0
	JURA S.	0
	LEPINE J-P.	0
	DI MARCO A.	0
QUEVY	DEMAREZ C.	0
	GODIN A.	0
	LEROY S.	0
	MASQUEILLER L.	0
	WAUQUIER R.	0
QUIEVRAIN	BALCI H.	0
	LANDRAIN J-P.	0
	MONOYER M.	0
	ROBILLARD G.	0
	TROMONT P.	0
SAINT-GHISLAIN	DUVEILLER F.	0
	DEMAREZ S.	0
	DROUSIE L.	0
	GEVENOIS Y.	0
	QUERSON D.	0
SENEFFE	DONNAY M.	0
	JANSSENS D.	0
	PECRIAUX S.	0
	POLL B.	0
	STORELLI I.	0
SILLY	CORDEEL S.	0
	HENDRICKX A.	0
	PIERQUIN L.	0
	CUVELIER C.	0
	HERBAUX V.	0
SOIGNIES	BAETEN E.	0
	BRILLET J.	0
	DUQUENE F.	0
	RAUX F.	0
	VENDY B.	1
THUIN	CAFFONETTE Y.	1
	CARLIER M.	0
	DUHANT F.	0
	LANNOO Ph.	0
	WAUTERS A.	0
TOURNAI	LAVALLEE B.	0
	LIENARD L.	0
	MELLOUK A.	0
	ROBERT Ph.	1
	VANDECAVEYE E.	0
IDEA	NACCI S.	1
IDETA	BONTEMS O.	1
IGRETEC	DURANT R.	1

2017

Informations relatives aux rémunérations des membres des organes de gestion

Détail des rémunérations

Nom	Prénom	Registre national	Fonction	Rémunération annuelle brute	Détail de la rémunération annuelle brute	Justification de la rémunération si autre qu'un jeton	Liste des mandats dérivés liés à la fonction et rémunération éventuelle
DE VOS	Karl	61030906792	Président	€ 23.666,46	Rémunération	Article 5311-1, §5, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.(la rémunération couvre toutes les séances de tous les organes)	Président GIE IPFW - Administrateur PUBLIGAZ : Rémunérés (Jeton de présence)
BEGHIN	Serge	65050509984	Vice-Président	€ 15.974,87	Rémunération		Néant
CAFFONETTE	Yves	47072402993	Vice-Président	€ 17.749,86	Rémunération		Néant
CHAPELLE	Françoise	42031705250	Vice-Présidente	€ 15.974,87	Rémunération		Néant
DARVILLE	Marc	55122205935	Vice-Président	€ 17.749,86	Rémunération		Néant
DEMAREZ	Claude	63010307994	Vice-Président	€ 15.974,87	Rémunération		Néant
MORELLE	Eric	62121511545	Vice-Président	€ 17.749,86	Rémunération		Néant
ROBERT	Philippe	58020108352	Vice-Président	€ 17.749,86	Rémunération		Néant
CARTON	Pierre	69051618345	Membre du Comité de Direction	€ 14.126,82	Rémunération		Néant
CHEVALIER	Katherine	60062405641	Membre du Comité de Direction	€ 14.126,82	Rémunération		Néant
CLEMENT	Hélène	71031043697	Membre du Comité de Direction	€ 12.714,14	Rémunération		Néant
DECAMPS	Caroline	68070818087	Membre du Comité de Direction	€ 5.650,73	Rémunération		Membre GIE IPFW : Rémunéré (Jeton de présence)
DUPONT	Alexandra	76010623425	Membre du Comité de Direction	€ 14.126,82	Rémunération		Néant
DURANT	Raphaël	75100212703	Secrétaire du CA	€ 12.909,60	Rémunération		Membre GIE IPFW - Expert wallon PUBLIGAZ - Administrateur Wind4Wallonia et ORES : Rémunérés (Jeton de présence)
GHIOT	Françoise	62021111003	Membre du Comité de Direction	€ 14.126,82	Rémunération		Néant
PETRE	Johan	74070540776	Membre du Comité de Direction	€ 9.888,77	Rémunération		Néant
WACQUIER	Pierre	59091406343	Membre du Comité de Direction	€ 14.126,82	Rémunération		Néant
BOUSSART	Jonathan	88031916171	Administrateur	€ 1.451,96	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
CASAERT	Léon	55030420179	Administrateur	€ 1.870,32	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
CUBI	Corinne	68122615889	Administrateur	€ 1.866,22	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
CUVELIER	Philippe	67020706183	Administrateur	€ 2.075,40	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
DAMAS	Pierre	60021211919	Administrateur	€ 1.246,88	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
DESGAIN	Xavier	60042910324	Administrateur	€ 2.075,40	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant

DEVOS	Michel	58072109161	Administrateur	€ 1.456,06	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
FELON	Maxime	86072610302	Administrateur	€ 2.075,40	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
FLAMENT	Guy	43061710737	Administrateur	€ 2.075,40	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
LEMIEZ	Matthieu	79082323118	Administrateur	€ 1.447,86	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
MARCHETTI	Joseph	49031104791	Administrateur	€ 1.870,32	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
PETIT	Henri	67102907547	Administrateur	€ 1.866,22	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
VACHAUDEZ	Michel	61031908565	Administrateur	€ 1.456,06	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant
VENDY	Baudouin	58021308776	Administrateur	€ 2.489,66	Jetons réellement payés (205,08 € jusque fin juin 2017; ensuite 209,18 €)		Néant